OCTOBRE 1973 - N° 562

LA VÉRITÉ

organe du Comité Central
de l'Organisation
Communiste
Internationaliste (pour
la reconstruction
de la 4e Internationale)

VIETNAM
CHILI
U.R.S.S.

LA "DÉTENTE" EN PRATIQUE...

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation communiste internationaliste

adhérente du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :
88 bis, avenue Parmentier, 75011 Paris

Abonnements :

FRANCE : **Pli non clos :** 1 an (5 numéros) : 25 F - 2 ans (10 numéros) : 45 F - 2 ans soutien : 100 F - Perpétuel : 250 F. **Pli clos :** ajouter 2,50 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER : **Pli non clos :** 1 an : 35 F - **Pli clos :** Demander à l'administration.

Le directeur de la publication : P. LAMBERT.
Imprimerie ABEXPRESS - Paris

PRÉSENTATION

La Vérité se donne pour tâche de fournir à ses lecteurs, dans chacun de ses numéros, les matériaux théoriques, politiques et d'information qui leur sont nécessaires, dans leur activité militante, pour approfondir leur compréhension des développements récents de la lutte des classes, donc combattre avec plus d'efficacité pour l'émancipation de la classe ouvrière, pour la victoire mondiale de la révolution socialiste, pour la construction du parti international de classe des travailleurs indispensable à leur victoire, pour la reconstruction de la IV[e] Internationale en un mot.

Ces objectifs définissaient avec une rigueur particulière le sommaire de ce numéro. Dans une situation mondiale où la remise en cause par l'impérialisme et ses alliés du Kremlin des droits et avantages acquis de la classe ouvrière conduit toujours de nouveau les travailleurs à engager la lutte qui mène à l'hégémonie politique de leur classe — où, par suite, la coopération contre-révolutionnaire entre impérialistes et bureaucrates, sous l'égide de la **« coexistence pacifique »,** rebaptisée « détente », se fait toujours plus étroite et prend toujours davantage le caractère d'une subordination des seconds aux premiers — l'indignation que tout militant, tout travailleur conscient ressent devant la tragique épreuve subie par les masses travailleuses

chiliennes l'oblige à rechercher l'origine de cette catastrophe. Or cette origine réside dans la nature contre-révolutionnaire de la stratégie du Front populaire, de l'alliance des partis ouvriers avec divers partis bourgeois sur une politique de respect de l'ordre bourgeois — et dans l'attitude des diverses tendances du mouvement ouvrier, réformistes, staliniens, centristes, gauchistes à cet égard. Et la leçon est valable pour tous les pays : **Le Chili, c'est la France.** La démonstration en est apportée dans ce numéro de **la Vérité** par le rapport de P. Lambert au meeting tenu le 21 septembre par l'O.C.I. à Paris, et par le troisième article qu'y consacre E. Laurent à la politique de l'Unité populaire au Chili.

Stéphane Just analyse ensuite la véritable nature des accords de « **paix** » au Vietnam (ainsi que des développements corrélatifs au Laos et au Cambodge), mettant en lumière le fonctionnement de la coopération entre Washington, Moscou et Pékin, et les rapports internes au sein de cette coopération, où le rôle dirigeant de l'impérialisme américain ne cesse de s'affirmer.

La même politique de « **détente** » qui s'est manifestée au Chili par le putsch militaire, au Vietnam par la mise en place d'une « **structure de paix** » conforme aux vœux de Nixon — et, pouvons-nous écrire au moment où nous mettons sous presse, sous une forme quasi chimiquement pure au Moyen-Orient — s'est enfin exprimée dans la dernière période en U.R.S.S. par le procès Iakir-Krassine et la répression policière accrue contre toute Opposition, avant tout contre l'Opposition communiste. J.-J. Marie consacre deux articles à l'analyse des divers aspects du nouveau procès de Moscou, articles qui sont complétés par une série de documents et de faits concernant l'Opposition et la biographie de divers opposants.

La publication des articles dont nous venons de donner la liste s'imposait : elle nous a obligés à en renvoyer trois autres au prochain numéro : l'étude annoncée sur la Hongrie ; un article de notre nouveau collaborateur Louis Coenen sur la situation en Belgique et les problèmes du Parti socialiste belge, article qui fera partie d'une série consacrée à la situation actuelle de la social-démocratie ; enfin la

deuxième partie de l'étude de Gérard Bloch sur la **Révolution en Allemagne,** de Pierre Broué. Nous le regrettons, mais nous pensons — et il semble que ce soit l'avis général de nos lecteurs — que l'effort de la rédaction de **la Vérité** doit porter sur une parution plus fréquente, plutôt que sur la publication de numéros plus épais, qui ont en outre le défaut d'obérer des finances toujours fragiles.

Si, en effet, nous avons le plaisir d'annoncer que, grâce à l'aide de nos lecteurs, nous avons pu l'emporter sur la tentative de nous interdire de paraître en nous imposant abusivement — **la Vérité** a maintenant, non sans peine, retrouvé l'exonération de la T.V.A. à laquelle toute publication périodique a droit — il n'en reste pas moins que l'état de nos finances ne sera vraiment satisfaisant que lorsque la diffusion de **la Vérité** se sera élargie. Il s'agit surtout, une fois de plus, de renouveler à temps les abonnements et d'en faire un nombre suffisant de nouveaux. Nous y convions nos lecteurs.

La Vérité.

VIENT DE PARAITRE

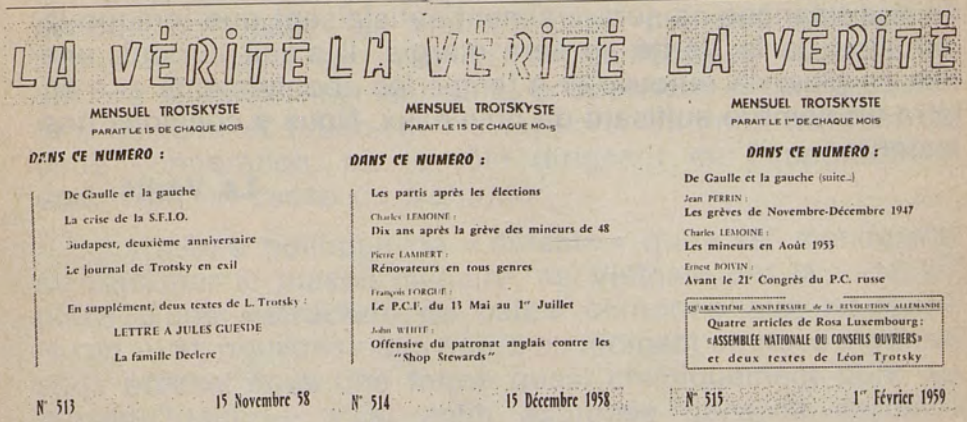
RÉIMPRESSION PHOTOGRAPHIQUE DE "LA VÉRITÉ" (1ère série)

octobre 1958 - mai 1961

Plus de 300 pages, format 21x27, de textes actuellement introuvables.

En vente à la librairie de la S.E.L.I.O.
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 PARIS

65 F.



LA VÉRITÉ

MENSUEL TROTSKYSTE
PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

DANS CE NUMERO :

De Gaulle et la gauche
La crise de la S.F.I.O.
Budapest, deuxième anniversaire
Le journal de Trotsky en exil

En supplément, deux textes de L. Trotsky :
LETTRE A JULES GUESDE
La famille Declerc

N° 513 — 15 Novembre 58

LA VÉRITÉ

MENSUEL TROTSKYSTE
PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

DANS CE NUMERO :

Les partis après les élections

Charles LEMOINE :
Dix ans après la grève des mineurs de 48

Pierre LAMBERT :
Rénovateurs en tous genres

François FORGUE :
Le P.C.F. du 13 Mai au 1er Juillet

John WHITE :
Offensive du patronat anglais contre les "Shop Stewards"

N° 514 — 15 Décembre 1958

LA VÉRITÉ

MENSUEL TROTSKYSTE
PARAIT LE 1er DE CHAQUE MOIS

DANS CE NUMERO :

De Gaulle et la gauche (suite)

Jean PERRIN :
Les grèves de Novembre-Décembre 1947

Charles LEMOINE :
Les mineurs en Août 1953

Ernest BOIVIN :
Avant le 21e Congrès du P.C. russe

QUARANTIÈME ANNIVERSAIRE de la RÉVOLUTION ALLEMANDE
Quatre articles de Rosa Luxembourg:
«ASSEMBLÉE NATIONALE OU CONSEILS OUVRIERS»
et deux textes de Léon Trotsky

N° 515 — 1er Février 1959

LA VÉRITÉ

MENSUEL TROTSKYSTE
PARAIT LE 1er DE CHAQUE MOIS

DANS CE NUMERO :

Au congrès des métaux C.G.T.
Washington et Moscou contre la révolution irakienne

Jean PERRIN : L'U.G.S., le P.S.A. et l'U.F.D.
Un parti libéral bourgeois ou un parti socialiste ouvrier ?

François FORGUE :
Y a-t-il encore une classe ouvrière ?

Ernest BOIVIN :
Le 21e congrès du P.C.U.S.
et le suivant

LÉON TROTSKY :
LA COMMUNE DE PARIS ET LA RUSSIE DES SOVIETS

N° 516 — 1er Mars 1959

LA VÉRITÉ

REVUE TROTSKYSTE

DANS CE NUMÉRO :

Le compromis des cheminots

Le dossier de la laïcité

Jules Guesde:
- Socialisme ou catholicisme, la question est bien posée "

Pie XI:
- L'école, si elle n'est pas un temple, devient une tanière "

et en supplément

- *La calomnie stalinienne, facteur de division*
- PAUL LAFARGUE : *Les 1er Mai 1890 et 1891*

N° 517-518 — Juin-Septembre 1959

LA VÉRITÉ

REVUE TROTSKYSTE

DANS CE NUMÉRO :

Grèves tournantes et grèves partielles

Après l'échec de la conférence

L'U.R.S.S.
vue par un révolutionnaire hongrois

et deux textes de Léon TROTSKY

Jean Jaurès
Lettre ouverte aux Ouvriers Français

N° 519 — Mai - Juin 1960

LE CHILI ET LES PROBLEMES DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Rapport de Pierre LAMBERT au nom du C.C. de l'O.C.I. au meeting du 21 septembre 1973 à la Mutualité (1)

Camarades,

Il vous faudra m'excuser si je me suis sentis obligé d'alourdir mon exposé de nombreuses citations ; cela tient à l'immense importance des problèmes en cause : tous les problèmes de la révolution prolétarienne, le sort de millions et de centaines de millions d'êtres humains, le sort et l'avenir de l'humanité. Dans ces conditions, il ne suffit pas d'affirmer, il faut prouver. Il ne s'agit pas de faire simplement appel aux passions, bien que les passions aient toute leur place dans le combat émancipateur du prolétariat, il faut convaincre, convaincre pour, sur la base d'une conviction raisonnée et rationnelle, combattre pour forger l'instrument de la victoire qui, une fois encore, a fait défaut au Chili, le parti révolutionnaire du prolétariat, l'Internationale, qui, pour nous trotskystes, ne saurait être que la IV° Internationale reconstruite.

IL FAUT TIRER LE BILAN

L'hebdomadaire américain *Newsweek* a relevé la férocité sans précédent en Amérique latine du coup d'Etat de la junte au Chili. Depuis le 11 septembre et pendant deux jours, avions, roquettes, bombes, canons, mitrailleuses de l'armée chilienne, armée hier encore saluée comme loyale, constitutionnelle, respectueuse des institutions, frappent, tuent, incendient, faisant des milliers et des milliers de morts, les meilleurs combattants de la classe ouvrière chilienne. Jour et nuit se succèdent les perquisitions. Tout homme possédant une arme est fusillé sur place : *exécution pour l'exemple.*

Le 11 septembre, le Palais de la présidence est en flammes. Trois ans auparavant, porté au pouvoir par une vague d'enthousiasme sans précédent, Salvador Allende annonçait aux masses rassemblées son intention de conduire le Chili au socialisme par

(1) Texte établi par la rédaction de *la Vérité* à partir de l'enregistrement. Intertitres et notes de la rédaction de *la Vérité.*

des voies démocratiques et affirmait que la voie la plus sûre vers la révolution était celle du bulletin de vote. Trois ans durant, ainsi en mars dernier et encore une fois le 1er septembre, les masses, à l'appel d'Allende, sauvaient, tentaient de sauver son gouvernement, ce gouvernement qu'elles estimaient être le leur.

Allende, à la radio, quelques minutes après que la junte lui eut demandé de démissionner, a déclaré :

> Je ne démissionnerai pas, je ne le ferai pas, je suis prêt à résister par tous les moyens, même au prix de ma vie, pour que l'histoire conserve l'ignominieuse leçon de ceux qui ont la force, mais non pas la raison, mais non pas le droit.

A un amiral qui lui renouvelle l'offre faite par le général Pinochet d'un sauf-conduit qui lui sauverait la vie, Allende répond :

> Je ne me rendrai pas, cela est bon pour des lâches comme vous-mêmes.

Allende et des milliers et des milliers de dirigeants et de travailleurs ont alors été assassinés.

Camarades, Allende est mort courageusement. Le 3 décembre 1851, le député socialiste Baudin, lui aussi, est mort courageusement sur les barricades élevées contre le putsch de Louis Bonaparte. Les révolutionnaires de l'époque ont salué le courage de Baudin, mais ils ont démontré que les Baudin et les Louis Blanc avaient conduit les masses populaires à la défaite dans la révolution de 1848. Il est ici des questions que chacun se pose et auxquelles il faut répondre.

Des questions que chacun se pose

● Qu'auriez-vous fait, nous demande-t-on, à la place d'Allende ?

● Pourquoi le putsch s'est-il déclenché maintenant ?

● Pourquoi Allende a-t-il demandé aux ouvriers de rester dans les usines au lieu de les appeler à manifester dans la rue ?

● Pourquoi l'armée chilienne, réputée constitutionnelle et légaliste, a-t-elle organisé le coup d'Etat ?

● Pourquoi le général Pinochet, qui affirmait en 1970 sa loyauté au gouvernement et au peuple, a-t-il pris la tête des massacreurs ?

Des militants du P.C.F. disent encore : les camarades chiliens ont fait des erreurs, le Programme commun, si on veut gagner en France, il faudra le dépasser très rapidement. Peut-on dépasser très rapidement le Programme commun ? Pourquoi, au Chili, les classes moyennes ont-elles basculé à droite, et que faire pour qu'elles ne basculent pas ? Il y a aussi le problème de l'armement, et bien d'autres questions auxquelles je m'efforcerai de répondre.

Je voudrais commencer en répondant à cette objection d'un militant :

> Je ne veux rien entendre sur la politique d'Allende. Il faut faire quelque chose. Le plus important, c'est le bain de sang.

Cet argument inacceptable tente d'accréditer l'idée que les militants qui estiment devoir rechercher les causes qui ont amené les masses laborieuses chiliennes au désastre s'opposeraient au devoir sacré de solidarité. Nous le disons nettement : les militants révolutionnaires que nous sommes appellent inconditionnellement à la solidarité pour tous les travailleurs et militants qui subissent la féroce répression de la junte, quelle que soit la tendance à laquelle ils appartiennent, qu'ils se prononcent pour le Parti socialiste, le Parti communiste, le M.A.P.U., le M.I.R. gauchiste ou les trotskystes, à la solidarité inconditionnelle pour les démocrates libéraux qui condamnent les généraux fascistes. Ce n'est pas du côté des révolutionnaires que l'on opposera des conditions politiques à la lutte pour la solidarité. C'est clair. C'est net. Mais je dirai en outre que cet argument est doublement inacceptable car, si je ne me trompe, ceux qui appellent à faire silence sur les problèmes politiques sont ceux-là mêmes qui ne se privent pas de critiquer, sinon de calomnier, les gauchistes et les trotskystes. Telle est la réponse que je fais à ce camarade, à tous les camarades honnêtes qui, sous le coup d'une émotion légitime que tous partagent, se refusent à engager le débat politique ; ceux qui demandent le silence entendent en fait imposer leur propre opinion politique.

Je le dis : personne ne nous fera taire. Il faut des réponses. Nous donnerons ces réponses pour la classe ouvrière chilienne, pour la classe ouvrière française, pour les 15 000 réfugiés politiques d'Amérique latine qui sont menacés de mort, dont plusieurs centaines de militants trotskystes du Parti ouvrier révolutionnaire de Bolivie, dirigeants de syndicats, livrés par Pinochet à Banzer. Personne ne nous fera taire. Nous devons donner les réponses. Nous devons les expliquer. Nous devons les démontrer.

Camarades, en 1970, la classe ouvrière chilienne, emportée par un élan enthousiaste, impose un gouvernement qu'elle estime être son gouvernement. Tout de suite, Salvador Allende tente de rassurer. Il ne rassure personne. Henry Kissinger, qui est aujourd'hui le Secrétaire d'Etat de Nixon et le grand négociateur de la coexistence pacifique, salué comme tel de toutes parts (2), a dit, après l'élection d'Allende à la présidence du Chili :

> Les élections, en plaçant au pouvoir Allende, vont poser des problèmes massifs pour nous et pour les forces démocratiques en Amérique latine.

Rassurer l'impérialisme ?

L'impérialisme n'était pas rassuré par les déclarations rassurantes d'Allende. Il savait que les masses étaient en mouvement, et les masses en mouvement, au Chili comme ailleurs, ce sont les masses qui veulent le pouvoir, ce sont les masses qui veulent l'expropriation totale des exploiteurs, ce sont les masses qui veulent la terre pour ceux qui la travaillent, ce sont les masses qui veulent rompre tous les liens avec l'impérialisme, ce sont les masses qui veulent la république des conseils. Allende proclamait encore le 27 août 1973 :

---

(2) P. Lambert ne croyait pas si bien dire. On sait que, depuis, Kissinger a eu le prix Nobel de la paix... (N.D.L.R.)

> Il n'y aura, moi à la tête du gouvernement, ni coup d'Etat ni révolution violente !

Hélas, il n'y a pas eu de révolution, ni violente ni non violente, mais il y a eu le coup d'Etat le plus sanglant qu'ait connu l'Amérique latine.

Le ministre des Affaires étrangères, président du Parti socialiste, M. Almeyda, a dit :

> Les forces armées chiliennes soutiendront jusqu'au bout l'expérience socialiste dans le pays à condition qu'elle se maintienne dans les normes démocratiques.

Camarades, cela est écrit, cela fut dit le 3 septembre 1973, une semaine avant le coup d'Etat.

Vous savez tous que s'il est un général « *républicain* », salué de toutes parts comme tel au Chili et à l'étranger, c'est bien le général Prats, qui fut ministre de l'Intérieur du gouvernement Allende — et qui a cédé sa place au général Pinochet. Il a cédé sa place en toute connaissance de cause. La presse a rapporté qu'un jeudi soir, à la suite d'une réunion à huis clos d'officiers de la garnison de Santiago, le ministre de la Défense, Prats, se rendit compte que seule sa démission pouvait encore sauver l'unité de l'armée. Il alla voir le président Allende, son ami, et lui déclara : « *Je ne peux pas briser l'armée.* »

Pour ce général « *républicain* », le massacre des ouvriers et des paysans chiliens était préférable à la dislocation de l'armée.

Camarades, le bilan est là, sanglant, terrible. Il faut en tirer les leçons. L'Unité populaire a respecté la Constitution, Constitution qui garantit la propriété privée des moyens de production. L'Unité populaire a été respectueuse de l'Etat bourgeois, de l'armée, de la justice. Nous reviendrons sur la politique de l'Unité populaire en relation avec les problèmes soulevés par la révolution prolétarienne au Chili, en France et dans le monde. Mais les résultats sont là. Il faut en tirer les leçons. A ceux qui, exploitant l'émotion légitime qui étreint aujourd'hui des millions et des millions de travailleurs de ce pays, à ceux-là qui ont conduit à la défaite, à ceux-là qui ont fait qu'aujourd'hui, c'est dans les pires conditions que la classe ouvrière chilienne, dans un effort désespéré, continue son combat, à ceux-là nous devons dire :

> **Il faut aujourd'hui établir les comptes, il faut en rendre, il faut ouvrir la discussion.**

Camarades, je n'en dirai pas plus sur ce qui se passe aujourd'hui au Chili, ni sur ce qui s'y est passé. Je crois qu'il est indispensable, pour pouvoir mesurer l'importance des problèmes en cause, de les ramener à notre propre expérience, parce que l'émotion qui aujourd'hui saisit les travailleurs de ce pays a pour objet des problèmes qui sont identiques à ceux qui se posent directement à eux. C'est le problème du Front populaire. C'est le problème de l'Union de la gauche. C'est le problème du Programme commun.

LES FORCES POLITIQUES EN PRESENCE

Camarades, avant d'en venir à la position des différents partis et de la classe ouvrière sur cette question, je crois qu'il est nécessaire d'examiner précisément les forces politiques en présence. Elles ne sont pas sim-

plement en présence en France, elles sont en présence au Chili.

La Croix, le journal de la hiérarchie catholique, certainement le journal le mieux fait de toute la presse bourgeoise française, écrit le 18 septembre 1973 :

> Le mérite d'Allende aura été d'être jusqu'au bout fidèle à la légalité.

Quelle légalité ?

La légalité des propriétaires fonciers. La légalité des capitalistes. La légalité des massacreurs.

Ecoutons la voix de l'Eglise du Chili qui appelle

> (...) à mettre fin à la violence pour que la parole soit redonnée démocratiquement au peuple chilien.

Sans nul doute, le boucher Pinochet, s'il arrive à écraser le Chili, comme Banzer a tenté d'écraser la Bolivie, comme Franco a écrasé la révolution espagnole, on peut être certain que ce boucher entendra la voix de la raison. La position de *la Croix* est également celle de M. Jacques de Montalais, éditeur de *la Nation*, qui écrit au *Monde* le 18 septembre 1973 :

> Il reste que la junte n'a manifestement que deux choses à faire : arrêter toute effusion de sang et, aussitôt que possible, rendre la parole au peuple.

Après avoir écrasé le prolétariat et ses organisations, on peut évidemment faire des élections truquées. C'est la position du journal *le Monde*, qui par la plume du très catholique libéral Jean-Marie Domenach adjure que :

> (...) l'on retourne vite à la paix civile. Il s'agit là de l'honneur de la junte.

M. Domenach rend l'honneur à Pinochet

Camarades, oser écrire des choses pareilles en proclamant sa sympathie au malheureux Allende, camarades, n'en doutons pas : la junte « *reprendra son honneur* » si elle arrive à écraser les masses, comme Hussein, le bourreau du peuple palestinien, qui a écrasé dans le feu et dans le sang le soviet d'Irbid, libère aujourd'hui les prisonniers politiques. Certes, il vaut mieux que les prisonniers politiques soient libérés, mais peut-on, doit-on parler d'honneur pour Hussein le boucher et pour Pinochet le sanglant ?

Et ils sont tous, camarades, des hommes de bonne volonté. M. Jacques Fauvet, l'honorable rédacteur du *Monde*, l'autre organe de la hiérarchie, n'a-t-il pas écrit, en parlant du sort d'Allende :

> A considérer les succès et les crimes de tant de réalistes, on préfère cette naïveté-là, cette noblesse-là.

M. Jacques Fauvet a le cœur sur la main et la larme à l'œil. Il n'en perd pas le nord pour autant. Dans le même article, il écrit :

> (...) Drame du socialisme qui, lorsqu'il est établi par des voies légales et pacifiques, se heurte à la résistance passive ou active ou même, hélas, armée de ses adversaires. Et lorsqu'il est instauré par la dictature du prolétariat refuse de restaurer les libertés dont ils pourraient se servir contre lui.

Il s'agit pour ces messieurs, qui veulent se présenter comme des contemplateurs, uniquement chargés de restaurer l'image fraternelle et paci-

fique d'un Dieu qui rassemble dans sa bienveillance l'assassin Pinochet, les travailleurs chiliens catholiques, laïques ou athées écrasés par les bombes dans un même Royaume, il s'agit pour ces gens de camoufler, d'endormir les masses, de diffamer la dictature du prolétariat, c'est-à-dire de continuer d'une autre façon le travail qui a été mené au Chili, qui hier a été mené en Bolivie, qui avant-hier a été mené en Palestine, qui sera mené demain partout, le travail de ceux qui veulent faire échouer la lutte menée par des millions et des millions d'hommes qui, écrasés, brimés, torturés par le système capitaliste n'ont d'autre issue que d'imposer la république des conseils, l'Etat-commune, la dictature du prolétariat.

Le pape conjure la guerre civile

Camarades, le journal *la Croix* du 18 septembre 1973 évoque le pape, qui a récemment déclaré :

> Réussira-t-on à conjurer la guerre civile et à rétablir la concorde parmi les citoyens d'un peuple si digne d'estime ?

Mais, dans la même audience, il a dit aussi autre chose, le pape. Il s'est félicité de voir M. Heath reçu par le Premier ministre de l'Irlande du Sud, tout à fait oublieux du sort que fait M. Heath aux travailleurs catholiques d'Irlande du Nord. Ce qui l'intéresse, c'est le sort des exploiteurs.

Le cardinal chilien Raoul Silva Enrique, qui est considéré par tout un chacun, nous le verrons tout à l'heure, comme vraiment un homme de gauche ou quasiment de gauche, a œuvré pour arriver à un « *dialogue* » entre la démocratie-chrétienne et le gouvernement Allende. Cet archevêque estime néanmoins que « *le marxisme n'est pas la meilleure voie, car il fait renoncer de fait au christianisme* ».

A partir du moment où « *le marxisme fait renoncer de fait au christianisme* », quelle est la meilleure voie pour ramener les brebis égarées, sinon celle de Pinochet ? (3)

Camarades, ce n'est pas une question de religion, bien qu'effectivement nous soyons athées, parce que pour nous, pour les masses, le bonheur est à conquérir sur terre et non au ciel. Mais il faut comprendre que cela correspond à une volonté politique qui existe dans ce pays, la volonté de ceux qui veulent faire admettre au prolétariat qu'il doit collaborer avec la bourgeoisie, avec tous les partis de la bourgeoisie et, à partir de là, on comprend qu'il faut qu'il y ait de « *bons* » patrons, de « *bons* » politiciens bourgeois.

Ecoutez, camarades, ce que dit *le Monde* du 18 septembre 1973 :

> Les démocrates-chrétiens du Chili commencent à protester contre les méthodes brutales employées par les militaires.

Camarades, ces démocrates-chrétiens, qui sont-ils ? L'ancien candidat à la présidence de la République, M. Radomiro Tomic, a voté avec le Parti démocrate-chrétien de M. Frei l'inconstitutionnalité du gouvernement Allende (ne l'oublions pas ! c'est ce vote que mettent à profit Pinochet et ses complices pour prétendre à la « *légalité* » du coup d'Etat. Aujourd'hui, le courant de

(3) Au moment où P. Lambert caractérisait ainsi la politique du cardinal Enrique, il ne pouvait connaître les positions que celui-ci allait prendre ensuite... (N.D.L.R.)

Tomic, de tendance humaniste, libérale, condamne lui aussi le coup d'Etat !

> Il y avait, *disent les membres de cette tendance en rendant hommage à Allende,* une autre manière de s'y prendre...

Les valeurs de M. Tomic

Néanmoins, M. Tomic continue à appeler à la défense des prétendues valeurs démocratiques, les valeurs de la trique et de la propriété privée. Voilà aujourd'hui, camarades, le contenu réel de cet effort entrepris, paraît-il, pour tenter de réintégrer les travailleurs catholiques dans la classe ouvrière ! Non, ce n'est pas aux travailleurs catholiques que s'adressent les dirigeants du P.C.F. et du P.S., c'est à la hiérarchie, au parti de l'Eglise, au parti des défenseurs de l'ordre et de la propriété privée des moyens de production, à des Tomic qui, en votant avec Frei l'inconstitutionnalité du gouvernement Allende, ont préparé le coup d'Etat de la junte fasciste.

Tout naturellement, nous allons voir se manifester des gens qui, comme chacun sait, sont pour la « *lutte de classes* » : les dirigeants de la C.F.D.T., et particulièrement un secrétaire confédéral de la C.F.D.T., Oppenheim, qui a été interviewé par *Libération* le 18 septembre 1973. Il a séjourné cinq mois au Chili, on l'a interrogé. Il considère que, sous le gouvernement de l'Unité populaire, les travailleurs chiliens ne se sont pas bien battus pour la production, il en conclut qu'il faudrait donc les rééduquer pour aller au socialisme, rééduquer les travailleurs chiliens !

Ensuite, on lui demande ce qu'il conclut du putsch. Il répond :

> La conclusion essentielle que je tire, et je parle à titre personnel, c'est que la classe possédante ne peut pas se laisser déposséder du pouvoir et de ses privilèges sans que ce soient les travailleurs qui les lui enlèvent et cela par un affrontement.

Bien. Le secrétaire C.F.D.T. continue, à titre personnel :

> Ce qui se passe au Chili le révèle bien. La perspective d'une guerre civile n'est jamais réjouissante, et les travailleurs n'intègrent pas si facilement cela quand cela leur reste une abstraction traumatisante. Les travailleurs chiliens ne voulaient pas la révolution, et, en 1970, ils n'étaient pas pour la plupart révolutionnaires. C'est d'ailleurs ce que me disaient les camarades du M.I.R. et du F.T.R. Le processus chilien est réformiste, son intérêt a été de montrer par les réactions qu'il a déclenchées l'inéluctabilité de la révolution.

La C.F.D.T. dénonce le « réformisme » des ouvriers

Ce « *révolutionnaire* » affirme ainsi que ce sont les travailleurs chiliens, « *réformistes* », qui sont responsables de la catastrophe.

Il nous faudra aussi entendre la bourgeoisie et d'autres qui — hélas — dirigent le mouvement ouvrier expliquer : « *Les travailleurs chiliens n'étaient pas prêts* ». Nous ne sommes pas prêts, nous ne sommes jamais prêts.

Camarades, vous avez là l'essence même, la nature, de ce que peut être la C.F.D.T. Allende avait des amis — que Dieu le préserve de ses amis ! Au *Nouvel Observateur* en particulier, ils étaient vraiment d'une sympathie extraordinaire pour « *l'expérience chilienne* ». A moitié P.S.U.,

à moitié Parti socialiste, louchant vers le gauchisme, tous ces gens sont très cultivés. Ils ont l'habitude de parler et de réfléchir ! Le 13 mars 1973, un certain Pierre Laffonques écrit :

> L'Unité populaire sort ragaillardie des élections du 4 mars. Les tenants de la droite n'ont décidément pas de chance. La question essentielle aujourd'hui est donc, pour l'Unité populaire, de réussir enfin à se mettre d'accord sur une ligne politique de combat et de s'y tenir, en donnant de plus en plus concrètement « *le pouvoir aux travailleurs* », tout en esquivant, grâce aux vertus du système présidentiel, les crocs-en-jambe d'un Parlement encore hostile à 54,7 %. Cette fois, c'est possible — d'autant que le courant « péruvien » qui anime les secteurs progressistes de l'armée chilienne ne s'y opposera pas !

Gardez-nous de nos amis ! Gardons-nous de nos amis !

Ce même monsieur Laffonques, le 9 juillet 1973, après l'échec de la première tentative de putsch du 29 juin, écrit :

> Pourquoi a-t-elle échoué ? L'armée chilienne constitutionnelle a soutenu Allende.

Tous, tous, à l'échelle internationale, ont ligué leurs forces pour endormir le prolétariat chilien, pour lui interdire de comprendre que l'armée « *constitutionnelle* » était l'armée de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers. Ce monsieur Laffonques concluait son article en ces termes :

> Pour l'instant, toutes les forces de gauche sont unies devant le danger commun. Les partis ouvriers communiste et socialiste ne sont pas disposés à se laisser égorger. Est-il même besoin de le préciser, tout le monde est armé, à droite comme à gauche. C'est le secret de polichinelle. La classe ouvrière, elle, a atteint son degré le plus haut de combativité. Elle occupe toujours les usines et refuse de les rendre. Pour M. Allende comme pour toutes les forces de gauche au Chili, la situation est difficile et périlleuse, elle n'est pas désespérée.

Toujours rassuré, alors qu'il ne fallait pas être grand clerc pour savoir que, depuis des mois et des mois — et nous l'expliquions dans *Informations ouvrières* et dans *la Vérité* — le coup d'Etat se préparait. Il ne fallait pas être grand clerc — il fallait simplement ne pas être partisan d'une politique de collaboration de classes — pour refuser de croire ces contes à dormir debout. Mais voici venu et passé le 11 septembre ; le *Nouvel Observateur* écrit le 17 :

> En même temps, l'action violemment répressive des forces armées contre le peuple, la classe ouvrière et les partis de gauche a commencé au début du mois d'août par une perquisition extrêmement brutale des militaires dans une usine de Punta Arenas, dans l'extrême-sud, qui avait fait un mort et plusieurs blessés. Les militaires utilisaient les prérogatives que leur donnait une « *loi de contrôle des armes* » votée en octobre 1972, et à laquelle l'exécutif ne s'était pas opposé.

Ainsi, l'armée n'était pas si « *progressiste* » et constitutionnelle que le prétendait le dénommé Laffonques les 13 mars et 9 juillet 1973 !

Comment gagner

Ainsi, selon le *Nouvel Observateur*, Allende avait toutes les cartes entre

les mains. Vous voyez ce qu'il en a fait. En octobre 1972, il a accepté une loi dite « *de contrôle des armes* » qui légalisait les exactions antiouvrières de l'armée « *constitutionnelle* » et « *progressiste* », préparant ainsi le coup d'Etat du 11 septembre. Il ne s'est pas opposé à cette loi et on a expliqué depuis octobre 1972 jusqu'au 9 juillet 1973 et jusqu'au 11 septembre 1973 qu'Allende tenait le bon bout. Il aurait pu gagner. Oui, Allende aurait pu gagner, mais pour prétendre gagner, il aurait fallu qu'il s'appuie sur les masses pour s'opposer à cette loi réactionnaire qui permettait aux fascistes de l'armée de métier d'entrer dans les usines, de désarmer les ouvriers, d'organiser des attentats contre les travailleurs, il aurait fallu que les dirigeants du P.C. et du P.S. rompent avec les partis bourgeois, avec la Constitution bourgeoise, avec le régime de la propriété privée des moyens de production, dont l'armée et la police assurent la défense.

Le *Nouvel Observateur* poursuit :

> L'affaire de Punta Arenas a servi de banc d'essai et de prototype à plus de cent interventions de ce genre au cours du mois écoulé. Et au cours de l'une des dernières, lancée quelques jours avant le coup d'Etat contre la S.U.M.A.R., entreprise dominée par les socialistes de gauche, la troupe a dû reculer devant le feu des groupes d'autodéfense, la mobilisation des « *cordons industriels* ».

C'est clair. Pendant des mois et des mois, ces gens ont soutenu la politique du gouvernement, non seulement ils l'ont appuyé, mais ils l'ont même poussé à droite. Systématiquement, ils ont caché la vérité aux travailleurs français. Ils leur ont menti.

Un personnage exceptionnel

Mais, camarades, le plus extraordinaire, si l'on peut dire, ou le plus ignoble, c'est l'attitude de monsieur Régis Debray. Celui-ci écrit énormément de livres sur la Révolution, sur la « *Révolution dans la Révolution* ». Ce monsieur Régis Debray écrivait dans le *Nouvel Observateur* du 18 juin 1973 :

> Penser aujourd'hui à un changement de régime en dehors du cadre électoral, c'est de la provocation ou de la débilité mentale. Le processus d'Union de la gauche n'est pas révolutionnaire ? Certes, c'est en tout cas le seul imaginable. La révolution n'est pas à l'ordre du jour.

Camarades, ce monsieur était l'ami d'Allende. Nous devons supposer que le 18 juin 1973 il était parfaitement d'accord avec Allende. Mais il écrit le 17 septembre 1973 dans le *Nouvel Observateur*. Il explique qu'il a bien connu Allende, mais qu'en ce moment il ne s'agit pas de politique :

> Je veux parler de l'homme, *poursuit-il* ; en lui la volonté vibrait plus haut que les idées.

Autrement dit, quel piètre homme politique était ce pauvre Allende ! Comme amitié indéfectible, on peut faire mieux, monsieur Régis Debray. Et il continue, toujours dans ce même article :

> Comment demander à un appareil d'Etat créé et occupé par la bourgeoisie de réprimer la classe qui lui a donné naissance et légitimité ? Allende voyait s'engloutir un à un tous les moyens de gouverner. Désarmer les comploteurs ? — *Avec quoi ?*

répondait Allende. *Donnez-moi d'abord les forces pour le faire. — Mobilisez-les !* lui disait-on de toutes parts. Car c'est vrai qu'il patinait là-haut dans les superstructures, laissant les masses sans orientation idéologique ni direction politique. *Seule, l'action directe des masses arrêtera le coup d'Etat. Mais combien faut-il de masses* — demandait Allende — *pour arrêter un tank ?*

Comment qualifier un homme qui, moins de trois mois avant le coup d'Etat (le 18 juin 1973) déclare que la révolution n'est pas à l'ordre du jour, qui approuve la politique de l'Union de la gauche, parce que non révolutionnaire — politique identique à celle qu'Allende préconisait et faisait au Chili au nom de l'Unité populaire — et qui, six jours après le coup d'Etat, le 17 septembre 1973, sans avoir jamais rien écrit d'autre à ce sujet, reproche à son « *ami* » Allende de ne pas s'être engagé dans le « *processus* » révolutionnaire ? Je laisse aux camarades le soin de trouver le qualificatif.

Il faut poursuivre. Car il est absolument nécessaire d'éclaircir ces problèmes. Et si, comme je l'ai dit tout à l'heure, mon exposé est trop alourdi par des citations, je ne pense pas qu'il soit possible de faire autrement.

Des spécialistes du soutien critique

Rouge est, on le sait, l'organe de l'ex-Ligue communiste. Il est nécessaire de caractériser la politique de ces camarades sur ces mêmes problèmes.

Dans le numéro du 4 mai 1973 de cet hebdomadaire, il est écrit :

> Il n'y a pas de perspective globale à l'extrême-gauche pour faire pièce au réformisme. Malgré les camouflets récents et bien explicites, expulsion de la majorité de gauche du M.A.P.U. hors de l'Union populaire, l'extrême-gauche chilienne n'arrive pas à trancher entre rupture d'avec l'Union populaire ou soutien critique de gauche.

Cela est une orientation. Les dirigeants de l'ex-Ligue communiste se sont prononcés en France pour le soutien critique de l'Union de la gauche ; mais leur « *version chilienne* » de cette politique, c'est, comme on vient de le voir, une politique de soutien critique de la gauche de l'Unité populaire... et pour l'aile droite ? Dans leur brochure sur le Chili, *Quatre questions, quatre réponses*, on peut lire cet extrait édifiant du n° 217 de *Rouge* du 1er septembre 1973 :

> L'équilibre actuel n'est que relatif. La bourgeoisie, surtout du point de vue militaire, est plus forte que la classe ouvrière et ses alliés, d'autant plus que la poussée des masses se fait empiriquement, sans direction révolutionnaire. C'est pourquoi l'initiative viendra de la bourgeoisie. C'est un coup de force de la droite qui déclenchera la guerre. Le moment où cela se produira et la réaction immédiate de la gauche seront décisifs. Si, dans un premier temps, la résistance reste limitée à la gauche révolutionnaire, à l'aile gauche de l'Unité populaire, il y aura défaite militaire et la lutte tendra à se poursuivre de façon irrégulière, probablement sous la forme de guérilla. Mais si, ce qui paraît le plus probable, OUTRE CES SECTEURS (*souligné par moi, P.L.*), LA DROITE DE L'UNITE POPULAIRE, ET AVEC ELLE, UNE PARTIE DE L'ARMEE BOURGEOISE SE

MOBILISENT (*souligné par moi, P.L.*), alors s'ouvrira un processus de guerre civile.

Si l'on comprend ce que ces mots veulent dire, *Rouge*, qui bien évidemment se prononce pour la guerre civile, ne peut que souhaiter la mobilisation de « *la droite de l'Unité populaire et avec elle* (d') *une partie de l'armée bourgeoise* ». Du soutien critique de l'aile gauche de l'Unité populaire, on en arrive donc ainsi au soutien critique de « *la droite* », et même d' « *une partie de l'armée bourgeoise* » !

Camarades, dans l'Unité populaire, il y a le Parti socialiste et le Parti communiste, et il y a les partis de la bourgeoisie. Si soutenir l'Unité populaire, même d'une façon critique, cela veut dire quelque chose, cela veut dire soutenir ces partis, tous ces partis, c'est-à-dire ce gouvernement, même de manière critique. C'est-à-dire qu'on tourne le dos à la question des questions, au mot d'ordre des mots d'ordre, que pas une tendance au Chili n'a voulu formuler, n'a voulu mettre en avant, à savoir :

Hors du gouvernement, les partis de la bourgeoisie et les représentants de l'état-major !

Cependant *Rouge*, le 1er septembre 1973, ne se refusait pas seulement à lancer ce mot d'ordre, mais préconisait une politique diamétralement opposée : apporter son soutien critique à l'Unité populaire de collaboration de classes.

Il y a réformisme et « réformisme »

Mais c'est alors, camarades, qu'apparaît un jeu de mots qui peut paraître extrêmement savant : les partis communiste et socialiste sont des partis « *réformistes* ». Il est une aile de la bourgeoisie que l'ex-Ligue qualifie également de réformiste. Si donc ils sont tous « *réformistes* », partis de la bourgeoisie et partis ouvriers unis dans l'Unité populaire, nous n'avons même pas à nous en soucier. Mais alors, que signifie d'un point de vue de classe le soutien même critique aux partis ouvriers et partis bourgeois « *réformistes* », unis dans l'Unité populaire ?

Cette nouvelle catégorie politique, baptisée réformisme, et s'appliquant aussi bien aux partis ouvriers, staliniens et réformistes (au sens usuel) qu'à certains partis bourgeois (qui n'ont rien à voir avec le réformisme, mais sont tout simplement des partis bourgeois libéraux) est apparue à point nommé — sans que, je suppose, ses inventeurs en aient conscience — pour faire accepter l'Union de la gauche de collaboration de classes. Dans le numéro de *Rouge* du 23 juin 1973, on a pu lire :

> Ce jeu passablement ridicule et stérile du gouvernement d'Unité populaire est simplement la conséquence logique et inévitable d'une stratégie réformiste qui refuse de poser le problème-clef de la révolution sociale : la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois.

Certes, les partis socialiste et communiste de l'Union de la gauche ne veulent pas poser le problème de la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois. Mais par où passe la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois ? Elle passe par une politique qui doit en définitive inspirer les masses. Or les masses font encore confiance à ces partis qui les dirigent, mais elles leur font confiance en tant qu'elles

espèrent de leur part, qu'elles envisagent, qu'elles recherchent une autre politique que celle que mènent ces partis : elles recherchent, elles veulent, elles tendent à ce que, pour répondre à leurs aspirations, il y ait rupture de la coalition avec la bourgeoisie, avec leurs ennemis, de la part des partis ouvriers qu'elles considèrent comme *leurs partis*. Alors, camarades, est-il possible d'accepter ce radicalisme verbal, qui parle de réformisme, qui parle de destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, et qui d'un côté refuse de poser le problème de la rupture de la coalition avec la bourgeoisie, du gouvernement ouvrier, de l'autre apporte son soutien critique à l'Unité populaire, au gouvernement de l'Unité populaire, où les partis ouvriers collaborent directement avec des partis bourgeois ? Il y a là un tour de passe-passe qui ne peut en définitive que désorienter, et que faire glisser des militants et des travailleurs sur la position de l'Unité populaire.

Au surplus, quatre semaines plus tard, le 20 juillet, *Rouge* publiait une lettre datée du 1er juillet 1973, et dont l'auteur est un militant argentin d'accord avec le « *Secrétariat unifié* » de Mandel-Maitan. On peut y relever ces lignes :

> Le soulèvement du 29 juin fut le résultat de l'action aventuriste d'un secteur ultra de l'armée et de « *Patrie et Liberté* ». Les premières réactions d'Allende ont démontré deux choses. La première : surprise et une certaine panique. La seconde : décision de combattre et appel aux masses pour combattre. Ces deux choses sont importantes pour le futur, parce qu'elles démontrent que, dans une situation désespérée, il est disposé à combattre en essayant, s'il le peut, d'armer les masses.

Mais armer les masses n'est possible que dans le cadre d'une autre politique que celle menée par Allende, une politique de rupture avec la bourgeoisie ; c'est précisément parce qu'il avait CETTE politique de collaboration avec la bourgeoisie qu'Allende ne pouvait pas penser à armer les masses.

Ecrire qu'Allende, chef du gouvernement d'Unité populaire, pouvait armer les masses, c'était endormir les masses, c'était désarmer les masses.

La panique est-elle progressiste ?

Autrement dit, *Rouge* nous la baille belle. Ecoutons-le plutôt :

> Le réformisme dans le gouvernement a démontré sa panique, mais une panique positive. *Tout cela implique que les événements du vendredi* (la tentative de putsch du 29 juin) *n'ont été qu'un premier round. Nous pensons que le deuxième n'est pas imminent. Il y a donc du temps pour se préparer. Le P.C. a démontré qu'il était disposé à combattre, mais cela ne le transforme pas en* « révolutionnaire ».

Cela a été écrit le 1er juillet et publié le 20 juillet 1973, trois mois avant le coup d'Etat où les dirigeants du P.C. ont démontré qu'ils se sont refusés à préparer le combat. Peut-on être aussi myope ? Mais dans cette lettre, pas un mot sur le Front populaire. Pas un mot sur l'Union de la gauche !

Le pronostic devait se révéler erroné ; il ne l'était pas par hasard, ou par inadvertance, mais parce qu'il était fondé sur une analyse complètement fausse des rapports politiques, des rapports de classes, des rapports

fondamentaux dans la stratégie de la révolution prolétarienne, dont le problème central est le problème du gouvernement ouvrier et paysan, comme moment, comme transition vers la dictature du prolétariat.

La clef pour comprendre la position de ces camarades, nous la trouvons le 5 mars 1973. Ce jour-là, le Comité central de la Ligue s'est réuni, puis il a publié dans *Rouge* du 9 mars 1973 une résolution intitulée : POUR BATTRE L'U.D.R. ET CHASSER POMPIDOU, VOTEZ UNION DE LA GAUCHE. Au même moment, nous, O.C.I., avons donné comme consignes : VOTEZ P.C.F.-P.S. et PAS UNE VOIX POUR UN CANDIDAT DES PARTIS BOURGEOIS. *Rouge*, de son côté, disait : VOTEZ UNION DE LA GAUCHE.

Evidemment, cela s'entremêlait avec beaucoup de phrases radicales sur les « *hésitations de l'Union de la gauche* », le « *crétinisme parlementaire* », le « *réformisme traître* », etc. — tout cela pour en arriver à ceci :

> **Au second tour, nous ne ferons rien qui puisse favoriser directement ou indirectement une victoire des candidats bourgeois de l'U.D.R. et qui puisse, par là même, servir de prétexte aux partis de gauche pour expliquer leur propre capitulation.**

Parti de gauche, le parti de messieurs Maroselli, Filippi, Lamirault, de tous ces banquiers radicaux ? Il y a plus, car cette phrase signifie : VOUS ALLEZ CAPITULER ET NOUS ALLONS VOUS AIDER, VOUS, UNION DE LA GAUCHE, CAR NOUS NE VOULONS PAS VOUS REFUSER NOS VOIX AFIN QUE VOUS PUISSIEZ VOUS SERVIR DE PRETEXTES. EN VOTANT POUR VOUS, NOUS VOUS AIDONS A CAPITULER, NOUS VOUS AIDONS A TRAHIR LES INTERETS DE LA CLASSE.

Belle victoire en vérité !

> Nous pensons — *concluait le Comité central de la Ligue* — que le résultat *électoral* de l'Union de la gauche restera perçu par les travailleurs *comme un renforcement en leur faveur du rapport de forces et comme un encouragement à la lutte* (souligné par nous).

Certes, quand les ouvriers votent Front populaire, ils pensent qu'ils votent pour leurs propres organisations, pour leurs propres aspirations, pour la révolution, mais toute l'expérience de la politique du Front populaire, y compris l'expérience toute chaude, l'expérience sanglante du Chili le démontre : LES TRAVAILLEURS SE TROMPENT.

Il faut leur expliquer patiemment leur erreur, il ne faut pas aider ceux qui les trompent. Il faut dire :

« *Votez P.C.F.-P.S. Puisque ces partis se réclamant de la classe ouvrière, disent défendre la classe ouvrière, comment peuvent-ils défendre ses intérêts en s'alliant à des banquiers du grand capital, des banquiers radicaux-socialistes ?* »

Le problème des armes

Il y a un point sur lequel je voudrais revenir. Nous avons lu dans *le Monde* qu'hier, dans cette même salle, les dirigeants de l'ex-Ligue ont lancé un appel pour la formation de brigades internationales, « *s'il y en avait la possibilité* », pour le Chili.

Oui, il y a le problème des armes. Faut-il dire : « *Qui a les armes a le pouvoir* » ? Certes, certes, mais

pour avoir les armes, il faut une politique. Accepter le Front populaire, c'est accepter de cautionner l'état-major, que l'on pare de toutes les vertus constitutionnelles, légalistes, progressistes, mais qui, depuis des mois au Chili, perquisitionne dans les usines, tuant les ouvriers pour confisquer les armes. Il y a plus, quand on a les armes, il faut avoir une politique. En Espagne, les ouvriers avaient des armes et ces armes-là n'ont pas permis de gagner bien qu'effectivement, au début, la plus grande partie de l'Espagne était entre leurs mains. Mais parce que, au sein du gouvernement républicain, les dirigeants des organisations ouvrières le voulaient ainsi, il y avait dans ce gouvernement les représentants des partis bourgeois de « *gauche* » qui, en définitive, défendaient l'ordre bourgeois pour lequel le général Franco avait pris les armes, alors, à partir de ce moment-là, le problème des armes ne réglait rien. Les armes, c'est une politique. Le fusil, c'est une politique, et les Brigades internationales, en 1936-1938, où des centaines et des milliers d'ouvriers de tous les pays ont pris les armes pour aider l'Espagne républicaine, n'ont pu empêcher sa défaite, parce que ces canons étaient refusés à la révolution espagnole, parce que ces canons ont appuyé une politique de Front populaire, une politique de collaboration de classes qui la menait à la défaite.

Alors, nous disons, comme nous l'avons toujours dit, aux jeunes générations : ne vous laissez pas avoir par des mots sur les armes, par des phrases sur les brigades internationales lancées par les « *guérilleros* » du Quartier latin. Le problème des armes est un problème très sérieux. Il ne peut se poser que par rapport à la politique. Il ne peut se poser que si les masses se mobilisent sur leur propre terrain de classe, entendant assurer elles-mêmes leur défense. Quand le problème des armes se pose, si les masses sont trompées par le Front populaire, alors vient la défaite.

Camarades, j'en ai ainsi terminé avec ces organisations qui, à leur façon, de toutes parts, ont apporté leur appui au gouvernement chilien de l'Union de la gauche, sans avoir voulu ou pu poser les véritables questions. Il nous faut à présent analyser la politique du principal parti de la classe ouvrière dans ce pays — le Parti communiste français — qui a d'ailleurs, quelques jours avant le coup d'Etat des généraux de la junte, envoyé au Chili un membre de son Bureau politique, également membre de son secrétariat et directeur de *l'Humanité* : Etienne Fajon, non pas simplement au titre de représentant du Parti communiste français, mais au titre de chargé de mission de l'appareil international du Kremlin.

LE ROLE INTERNATIONAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Vous avez pu l'entendre le soir même du coup d'Etat. Dans un débat radiodiffusé où Georges Marchais était interviewé à propos de son livre *le Défi démocratique*, à la question posée sur le Chili, il a répondu :

Le Chili n'est pas la France.

J.-J. Servan-Schreiber a écrit :

Je ne crois pas qu'en France on enverrait M. Massu pour sanctionner l'échec de Mitterrand.

M. Pleven a dit :

La France ce n'est pas le Chili.

Et *Rouge*, dans un numéro spécial, supplément au numéro 220, affirme :

Cependant, c'est vrai, le Chili n'est pas la France.

Camarades, je crois que, si le bon sens est la chose du monde la mieux partagée, la formule mise en avant par Georges Marchais, elle, a été vraiment adoptée par tout le monde. Géographiquement, si je puis m'exprimer ainsi, il est vrai que le Chili n'est pas la France. Il faut cependant poser les problèmes de fond qui ne sont pas simplement ceux du Chili, qui ne relèvent pas de la géographie, mais qui sont ceux de tous les pays et particulièrement du nôtre.

Au Chili, 36,5 % des électeurs chiliens ont voté pour Allende, qui est devenu président de la République en 1970.

En 1936, le Parti communiste français et le Parti socialiste n'avaient pas non plus la majorité.

Au Chili, l'Assemblée était en majorité démocrate-chrétienne, et hostile, pas au début d'ailleurs, au gouvernement Allende.

En France, en 1936, le Sénat était dominé par les radicaux, mais le Sénat radical était *contre* le Front populaire ; autrement dit, en France, en 1936, le Sénat bloquait constitutionnellement le Front populaire, comme en 1973, le Parlement chilien bloquait constitutionnellement le gouvernement Allende.

En 1946, en France, pour cette seule fois, le Parti socialiste et le Parti communiste français ont eu plus que la majorité des voix. Que s'est-il passé alors ? *Les possibilités — si l'on en croit Marchais, qui ne fait que reprendre ce que racontaient Thorez-Duclos-Fajon à l'époque — étaient réunies pour passer pacifiquement de la démocratie bourgeoise au socialisme !* Or on a dit aux ouvriers, et c'est Thorez qui l'a dit : « *Un seul Etat, une seule police, la police républicaine, une seule armée, l'armée républicaine, un seul Etat, la république* », et les ouvriers, qui s'étaient armés pour la résistance, ont été sommés de déposer leurs armes au commissariat de police. Une seule armée, l'armée républicaine : il ne fallait pas effrayer les généraux « *républicains* », les généraux « *résistants* », les mêmes d'ailleurs qui, quelque douze ans après, ont fait le coup d'Alger.

Qu'est-ce qu'un patron « patriote » ?

Les dirigeants du P.C.F. préconisaient l'union avec les bons patrons « *patriotes* ». Cette histoire de bons patrons patriotes est d'ailleurs intéressante car, si, en 1940, toute la classe bourgeoise en bloc a soutenu Pétain, il en a été autrement à partir essentiellement de 1942-1943. A ce moment, la bourgeoisie française a commencé à débattre d'un problème très sérieux. Pétain marchait avec Hitler. Mais au cas où Hitler perdrait la guerre, n'y aurait-il pas nécessité de se rallier à une autre perspective politique ? Il y a l'exemple d'une famille célèbre, la famille Michelin. Dans cette famille, un

Michelin fut pétainiste jusqu'au bout mais, dès 1942, un autre membre de la famille, Boulanger, directeur général de Citroën, est passé dans la Résistance. A la Libération, comme il ne fallait pas « *spolier* » les bons patriotes, il ne fallait pas toucher à la propriété, aux positions et à la fortune du « *Boulanger-Michelin* » patriote : et les Michelin, ceux qui étaient patriotes et ceux qui ne l'étaient pas, ont tout récupéré ! C'est là ce qu'on appelle ne pas effrayer les couches moyennes. J'y reviendrai.

Camarades, au Chili en 1970, la victoire électorale de l'Union populaire s'est combinée avec une puissante poussée des masses populaires qui ont arraché au patronat et à la bourgeoisie d'importantes revendications. Le patronat a cédé par crainte de tout perdre. La bourgeoisie a lâché, et beaucoup, c'est certain. Même M. Frei, président du Parti démocrate-chrétien, a voté les premières nationalisations proposées par le gouvernement Allende — ce même Frei qui, tout dernièrement, a salué le coup d'Etat des généraux. Même le général Pinochet, comme je l'ai dit, a proclamé à ce moment sa fidélité au gouvernement légitime de la République chilienne. Ces messieurs avaient peur. Ils ont composé. En 1936, en France, la grève générale de juin s'est combinée avec une victoire électorale du Front populaire. D'importantes revendications ont été arrachées : les 40 heures, les congés payés, les conventions collectives.

Même le Sénat qui, quelques mois après, allait mettre en minorité le gouvernement Blum, le gouvernement du Front populaire, le Sénat, dominé par les radicaux, a cependant voté ces revendications. La bourgeoisie française avait peur, elle lâchait. Au Chili, en 1970, à partir de ce puissant mouvement des masses, le gouvernement Allende a dit : « *Il ne faut pas aller plus loin, il faut respecter la Constitution* », Constitution qui défend la propriété privée des moyens de production.

Au Chili, on a simplement ébréché la puissance économique et politique de la bourgeoisie chilienne. Cinq pour cent de gros magnats contrôlent toujours les grandes entreprises industrielles et agricoles du pays. *Le gouvernement de l'Unité populaire n'a pas voulu les exproprier.*

Les masses populaires (y compris, en 1970, les classes moyennes) cherchaient à aller plus loin dans la voie de l'expropriation de toute la classe capitaliste et des grands propriétaires fonciers.

C'est alors que la grande bourgeoisie chilienne, s'appuyant sur son appareil d'Etat, sur sa police, sur son armée, sur sa justice, n'ayant pas confiance dans la capacité de l'Union de la gauche de freiner le mouvement des masses qui tendait à la constitution de conseils ouvriers, a regroupé sous son drapeau, non seulement toutes ses forces, mais aussi une partie de celles des classes moyennes déçues par l'irrésolution du gouvernement de l'Unité populaire, gouvernement qui, au lieu d'appuyer par exemple les occupations des terres des latifundia, les dénonçait comme illégales, acceptant que l'armée et la police désarment les travailleurs.

C'est ainsi que le coup d'Etat a été préparé.

Le Chili, c'est la France !

Mais en France, en 1936, le processus a été identique. *Le Chili, c'est la France.* Et pas seulement

en 1936, mais en 1946, pas seulement en 1946, mais en 1956, avec la victoire électorale du Front républicain.

Et si nous ne sommes pas capables de nous organiser, en dépit des plus puissants combats que la classe ouvrière française va mener, ce sera, demain, la même chose.

En 1936, Thorez déclarait : « *Il faut savoir terminer une grève.* » « *Il ne faut pas étendre les nationalisations.* »

On a laissé les banquiers organiser l'inflation et la hausse des prix. Blum, qui était sur le plan personnel courageux, autrement courageux que le radical Daladier, au procès de Riom en 1942, a dit en substance à ses juges, qui étaient des grands magistrats de la République française avant de devenir des grands magistrats de l'« *Etat français* » de Pétain : « *Messieurs si, en* 1936, *je n'avais pas été là, où seriez-vous aujourd'hui ?* » Voilà la clé. Elle est là pour faire comprendre la politique du Front populaire en 1936, celle de l'Unité populaire au Chili. Allende a fait la même chose que Blum. Et demain, avec l'Union de la gauche, on appellera la classe ouvrière dans ce pays à faire la même chose. Après 1936, ce fut la défaite du 30 novembre 1938, puis 1939, la guerre, la dissolution de toutes les organisations ouvrières, et Pétain en 1940. Voilà, camarades, où mène la politique de l'Union de la gauche de collaboration de classes, voilà ce qu'est la politique de l'Unité populaire, ce qu'est la politique du Front populaire.

Il ne s'agit pas ici d'opposer revendications et révolution. Il ne s'agit pas même d'opposer participation aux élections, lorsque cela peut être utile, à la révolution. Il s'agit des perspectives pour le mouvement ouvrier.

La perspective qui garantit les positions économiques et politiques de la bourgeoisie ne peut, en dépit de tous les efforts des masses laborieuses, de toute leur volonté de lutte, que mener au renforcement de la bourgeoisie et à la défaite du prolétariat. Pour garantir les revendications, il faut s'engager dans une direction, celle de la lutte pour l'expropriation totale du grand capital. Cela ne veut pas dire qu'on puisse atteindre les objectifs revendicatifs immédiatement, mais il faut pour cela s'engager dans cette direction. Sinon, non seulement on ne va pas vers le socialisme, mais on perd les revendications, elles sont bientôt reprises par la bourgeoisie, comme en 1936 en France, comme en 1970 au Chili, et on prépare la plus terrible réaction. Si on accepte le Front populaire, l'Union de la gauche, le gouvernement avec les radicaux, avec des partis de la bourgeoisie, alors on pave le chemin de la contre-révolution.

Camarades, la sanglante et terrible leçon du Chili est là pour témoigner de la vérité de tous les enseignements du marxisme, des enseignements de Lénine, de Rosa Luxemburg et de Trotsky, des enseignements de ceux dont on veut, en définitive, nous dire qu'il faut reléguer l'œuvre de leur vie au musée des accessoires de l'histoire.

Choses inadmissibles

Camarades, il y a des choses inadmissibles et qu'il est impossible de taire. On peut être en désaccord avec ce que j'explique, mais il y a des choses qu'on ne peut, qu'on ne doit pas accepter.

Dans le numéro de *l'Humanité* du 1er septembre 1973, on peut lire dans le compte rendu d'une conférence de presse d'Etienne Fajon, de retour du Chili : *Les plans réactionnaires en vue d'un coup d'Etat impliquent naturellement un effort particulier en direction des forces armées.* Camarades, notez-le bien : Etienne Fajon revient d'Amérique latine ; il est allé discuter avec le Comité central du Parti communiste chilien, pas en simple invité, pas en « *ami* », mais en militant responsable à un très haut niveau.

Donc, le 1er septembre, Etienne Fajon déclare :

> Au Chili, ce que les forces armées appellent leur doctrine professionnelle repose sur leur cohésion et leur discipline, en dépit des différences d'opinion politique des officiers, et sur leur subordination rigoureuse au pouvoir civil légitime.

Et toute la partie centrale de cette conférence de presse de Fajon n'est qu'un vibrant hommage à cette armée légaliste !

Or hier 20 septembre, Paul Laurent, membre du Bureau politique du P.C.F., dans un meeting où Georges Marchais a présenté son livre : *le Défi démocratique*, a, selon *l'Humanité* du 21 septembre 1973, déclaré en réponse à une question :

> L'armée chilienne était une armée de métier, et c'était une différence considérable avec notre pays, où 300 000 fils d'ouvriers, de paysans et d'intellectuels sont sous les drapeaux.

Ce qui signifie en clair que l'armée chilienne, parce que c'est une armée de professionnels, était une armée de coup d'Etat.

L'armée chilienne, avant et après

Alors ? Pourquoi, le 1er septembre et avant, avoir garanti la loyauté de l'armée chilienne et s'être félicité de l'entrée des généraux dans le gouvernement ? Citons encore la conférence de presse d'Etienne Fajon :

> Les fascistes chiliens s'emploient ouvertement aujourd'hui à rompre cette cohésion, à diviser les forces armées, à les séparer du gouvernement et à les dresser contre le peuple. C'est dans cet esprit qu'a été organisée, avec la participation des femmes de cinq généraux de droite, il y a neuf jours, une manifestation devant le domicile du général Prats, alors chef de l'armée de terre et membre du gouvernement.
>
> Si la démission de ce militaire exemplaire a constitué sous un certain angle un succès de la réaction, elle lui a été dictée par le souci de neutraliser les généraux réactionnaires en les privant de tout prétexte pour entraîner une partie de leurs collègues dans une tentative de coup de force.

Autrement dit, il faut se féliciter de l'entrée du général Prats au gouvernement Allende, et se féliciter de sa sortie de ce gouvernement pour les mêmes raisons. *L'armée est fidèle, constitutionnelle et légaliste !* Mais, selon Paul Laurent, *c'est une armée dont il faut se méfier.*

Pourquoi ne l'avoir pas dit avant ? Pourquoi ne pas l'avoir expliqué avant ? Pourquoi Fajon, lorsqu'il était au Chili, n'a-t-il pas mis en garde ses camarades contre cette armée de métier ?

Il y a des choses inacceptables, des choses que pas un militant honnête ne peut tolérer.

Fajon continue :

> Enfin, la mise en garde du cardinal de Santiago contre le péril de la guerre civile retentit dans la conscience de nombre de Chiliens qui n'approuvent pas l'Unité populaire. Ce sont des facteurs positifs.

Le Sacré Collège avec nous !

Le cardinal est des nôtres, qui explique maintenant qu'il faut écraser le peuple pour rétablir la concorde ! Et Fajon énumère devant les journalistes les erreurs commises par la « *juste politique* » de l'Unité populaire :

> Ce sont certaines théories économiques qui mettaient l'accent sur la destruction des structures anciennes. (...)

Les structures anciennes, camarades, ce sont les structures du capital financier, c'est-à-dire les structures de la bourgeoisie monopoliste. Et Fajon poursuit :

> (...) Sous-estimant les tâches pressantes du développement de la production et de la productivité.

Vous l'avez entendu tout à l'heure, le membre du Bureau confédéral de la C.F.D.T. disait la même chose : tout cela, c'est la faute des travailleurs qui ne voulaient pas travailler.

> Certaines erreurs, *dit encore Fajon*, qui ont été commises, n'ont pas été combattues pendant un temps avec la vigueur indispensable. L'occupation des entreprises par les travailleurs, comme juste mesure de défense politique à tel moment où la contre-révolution passait à l'attaque, s'est transformée dans certains cas en prise de possession d'entreprises nullement concernées par le programme de nationalisations.

Et puis, il y avait, bien sûr, les paysans qui voulaient la terre, qui occupaient la terre. Ce n'était pas « *constitutionnel* ». Les paysans pauvres, affamés de terre, devaient respecter la légalité des propriétaires fonciers. Voilà ce que dit Fajon, membre du secrétariat du Parti communiste français, qui a été discuter avec ses camarades chiliens pour leur expliquer qu'il y avait eu des erreurs commises — que ces erreurs, c'était de vouloir aller trop loin dans la voie de l'expropriation du capital financier, de vouloir toucher à l'armée, de vouloir toucher aux « *structures anciennes* ».

Le 19 septembre, Fajon écrit :

> Le nouveau ministre de l'Agriculture (*après le coup d'Etat du 29 juin, N.D.L.R.*), le colonel Crespo, a annoncé que la junte respectera la propriété privée, c'est-à-dire celle des latifundiaires expropriés ou sur le point de l'être.

Pas un militant ne peut accepter qu'à trois semaines d'intervalle, on dise deux choses directement contraires ; Fajon est allé expliquer au Chili qu'il ne fallait pas toucher à la propriété privée, et, le 1er septembre, il a publiquement désavoué la lutte des travailleurs contre les monopoles et les latifundiaires que les paysans commençaient à exproprier eux-mêmes...

Poursuivons, car il est de notre devoir, dans quelque circonstance que ce soit, de dire la vérité.

De tous côtés, on dénonçait, dans les derniers jours d'août, la menace de coup d'Etat :

> Réuni le 24 août, le Comité politique national de l'Unité populaire appelle tous les mili-

tants, tous les travailleurs, à se tenir en état d'alerte, prêts à défendre le gouvernement légitime du pays.

C'est clair ! C'est précis !

Le 24 août, les organisations membres du Comité de soutien de l'Unité populaire du Chili en France, le Parti communiste français, le Parti socialiste, la C.F.D.T., la C.G.T. se réunissaient et publiaient un communiqué où l'on lit :

> Réaffirmant leur solidarité aux partis de l'Unité populaire, mobilisés pour la défense des institutions constitutionnelles et de la paix civile...

Notons bien que tout le monde, M. Pompidou et le pape inclus, est pour la paix civile au Chili ! Et continuons :

> ... elles appellent les travailleurs et les démocrates à exprimer cette solidarité par des messages adressés à l'ambassade du Chili.

L'Humanité ajoute :

> De nombreux télégrammes de solidarité ont été adressés à l'ambassade. Citons, notamment, ceux des fédérations du P.C.F. du Val-d'Oise, du Val-de-Marne, de la Gironde, etc.

Mobilisation efficace ! Pourquoi avoir attendu le coup d'Etat pour mobiliser les travailleurs français, pour manifester, pour s'adresser à la F.S.M. et à la C.I.S.L. ? Pourquoi ne pas avoir demandé *avant* le 11 septembre aux deux Internationales syndicales de réaliser l'unité afin d'agir contre les préparatifs du coup d'Etat ? Non, personne ne cherchait à mobiliser autrement que par « *télégrammes* », « *pétitions* », « *actions* » dont on peut douter qu'elles soient efficaces contre les chars, les mitrailleuses, les fusils.

Où sont les nécrophages ?

Aujourd'hui, dans *France nouvelle*, on dit que nous sommes des « *nécrophages* », parce que nous expliquons simplement ce qui s'est passé. Pourquoi n'avoir pas mobilisé ?

Des télégrammes envoyés à l'ambassade du Chili, et le 11 septembre, alors que se déchaîne la mitraille, le feu, le fer, que le sang des masses est répandu, on « *mobilise* » derrière l'Union de la gauche en France. Camarades, ces questions-là, nous sommes en droit de nous les poser. Nous sommes en droit de nous poser aussi d'autres questions. Durant tout le mois d'août et avant, l'armée s'était engagée dans de violentes répressions. Elle perquisitionnait dans les usines, elle tuait les ouvriers. L'état-major de la marine a arrêté le 26 août quarante-huit marins fidèles à Allende et les a torturés. Plusieurs ont été jetés à la mer, noyés sans procès. Il y a eu une mutinerie à Valparaiso, voici comment elle est relatée par la presse :

> Plus récemment, c'est au tour de la marine de manifester des malaises. Un début de mutinerie des marins de la flotte basée à Valparaiso était maté. L'interrogatoire, assez dur semble-t-il (*c'est un journal bourgeois,* le Figaro, *qui parle !*), des révoltés faisait apparaître le noyautage des équipages par le Mouvement de la gauche révolutionnaire (M.I.R.). Il se révéla en outre que le secrétaire général du Parti socialiste — le parti du président Allende — Carlos Altamirano, s'était rendu dans le grand port en compagnie d'Oscar Garreton, dirigeant du M.A.P.U., pour rencontrer les marins et leur donner des ins-

tructions afin de s'opposer aux officiers soupçonnés de « *golpisme* ». Le juge maritime engagea des poursuites contre les deux politiciens, réclamant la levée de leur immunité parlementaire. La presse de gauche, s'emparant de l'affaire des marins mutinés, accusait les officiers de les avoir torturés pour les faire parler.

Voici comment *l'Humanité* du 25 août rapporte cette même affaire :

> Des tentatives de révolte contre le gouvernement Allende ont été signalées dans la marine. Elle semblent avoir tourné court, en particulier à la base de Telcahneno, près de Concepcion, où les marins ont refusé de marcher contre le gouvernement malgré les ordres de quelques officiers.

Pas un mot sur les quarante-huit marins torturés. Où sont les nécrophages ?

Mais il faut poursuivre, parce que le problème ne relève ni du sentiment ni de la passion (bien que le sentiment et la passion doivent y avoir leur place). Il faut aller plus loin, et continuer à parler de politique.

Si la perspective est de réaliser l'union avec la bourgeoisie, ou avec une aile de la bourgeoisie dite « *de gauche* » qui, en cas de crise, centralisera tous les intérêts de toute la bourgeoisie, alors on ne peut véritablement lutter contre la propriété privée des moyens de production, car la bourgeoisie, qui conservera ses positions, effrayée, engagera le combat, protégeant ses positions économiques, et rassemblera ses forces politiques puis militaires pour imposer le respect de SA propriété privée des moyens de production contre les masses laborieuses des villes et des campagnes. C'est là ce qui s'est passé au Chili.

Si on nationalise une toute petite partie des propriétés de la bourgeoisie et que l'on ne touche pas au reste, si, alors que les masses populaires vont plus loin parce que cela est nécessaire pour la défense de leurs propres revendications, on freine le mouvement des masses, on permet à la bourgeoisie, qui conserve ses positions dans l'Etat, avec sa police, son armée, sa justice, de préparer le coup d'Etat, on désarme politiquement les masses populaires, cependant que l'armée, « *légalement* », les désarme physiquement. C'est là ce qui s'est passé au Chili. ET EN FRANCE ?

Dans le Programme commun

Prenons le *Programme commun de gouvernement* (Editions sociales, page 116) :

> Dès son installation, le gouvernement d'Union de la gauche procédera à :
>
> 1) la nationalisation des secteurs suivants :
>
> *a*) dans leur ensemble : ressources du sous-sol, armement, industrie nucléaire, industrie pharmaceutique,
>
> *b*) dans leur plus grande partie : industrie électronique (ordinateurs), industrie chimique.
>
> En fonction de ces dispositions et dès son installation, le gouvernement procédera à la nationalisation des groupes suivants :
>
> *a*) Dassault, Roussel-UCLAF, Rhône-Poulenc,
>
> *b*) I.T.T. France, Thomson - Brandt, Honeywell-Bull, Pechiney, Ugine-Kuhlmann, Saint-Gobain, Pont-à-Mousson, Compagnie générale d'électricité.

2) La responsabilité particulière de la puissance publique se traduira *par des prises de position financières pouvant aller jusqu'à des participations majoritaires :*

a) dans la sidérurgie et le pétrole (Usinor, Vallourec, Wendel - Sidelor, Schneider, Compagnie française des pétroles, C.F.R., Total) (...).

Mais Peugeot, qui est le septième grand groupe industriel français parmi les cinq cents plus grandes entreprises industrielles du monde, n'est pas nationalisé. Berliet non plus n'est pas sur la liste.

Si on nationalise la Compagnie française des pétroles, le trust Elf-Erap n'est pas nationalisé, alors qu'il est le cinquième groupe par ordre d'importance.

Le groupe Boussois n'est pas nationalisé, ni la Société du Nickel, ni I.B.M., ni Citroën.

Si Rhône-Poulenc chimie est nationalisé, pourquoi Rhône-Poulenc textiles ne l'est-il pas ? Michelin non plus ?

C'est avec la même politique que nous propose le Programme commun avec ses nationalisations progressives (sans compter d'ailleurs qu'on veut indemniser les patrons) qu'au Chili la classe ouvrière et ses organisations ont été conduites au désastre.

Si on laisse la bourgeoisie se réorganiser, eh bien, elle se réorganisera ! En 1936, elle s'est réorganisée parce qu'on n'a pas été *assez loin*, et au Chili également, entre 1970 et 1973.

Mais il y a plus : le *Programme commun* est justifié par la nécessité de réaliser l'alliance avec les classes moyennes. Le parti bourgeois du grand capital, les radicaux de gauche, représenterait, selon les dirigeants du Parti socialiste et du Parti communiste français, ces classes moyennes !

Les radicaux de gauche, porte-parole du grand capital

Ce parti des radicaux de gauche a signé le *Programme commun*, il est dans l'Union de la gauche. Nous l'avons à maintes reprises écrit dans *Informations ouvrières* : ce seraient donc de petits boutiquiers, de petits paysans, qui seraient à la tête du Parti radical ?

Monsieur Filippi, sénateur radical de gauche, administrateur de France-Investissements, président de la banque Louis Dreyfus, administrateur d'Imminves, société civile immobilière dont le chiffre d'affaires est de 656 900 000 anciens francs et le capital de plus d'un milliard d'anciens francs, représente les classes moyennes ?

Et monsieur Lamirault, directeur aux usines Renault ?

Et monsieur Maroselli, administrateur des plus riches compagnies d'assurances ? Accepteront-ils, eux, ces membres du capital financier au plus haut niveau, ce que leurs collègues chiliens ont refusé ? Tous ces hommes du grand capital ont signé le *Programme commun* pour, si la situation l'exige, faire ici le même travail que le général Prats et les partis bourgeois « *de gauche* » ont fait au Chili : sauver la bourgeoisie.

Si les conséquences n'étaient pas aussi tragiques, on pourrait en rire. Non ! Ces messieurs savent que les masses sont en mouvement. Ils se préparent à l'intérieur du Front populaire comme leurs collègues chiliens du Parti radical ou du parti de la « gauche » chrétienne dans le gouvernement d'Unité populaire

s'étaient préparés à la relève du gouvernement, si cela s'avérait nécessaire, par une autre formule gouvernementale qui préserverait les intérêts de la bourgeoisie.

Ces messieurs les radicaux de gauche sont les confrères du Parti radical chilien, de la gauche de la démocratie-chrétienne, qui a rompu avec cette dernière pour freiner les masses, pour entraîner les dirigeants des partis ouvriers, y compris Allende, à freiner les masses, à défendre l'ordre bourgeois.

Un éminent intellectuel du P.C.F., qui a écrit un livre sur l'histoire de l'Union soviétique, Ellenstein, a donné une interview au *Point* pour y expliquer que « *le Chili, ce n'est pas la France* » :

> Le passage du capitalisme au socialisme est de toute façon difficile — que ce soit par la voie armée ou par la voie légale. Car il faut que, dans l'un ou l'autre cas, beaucoup de conditions soient réunies. Elles ne l'étaient pas au Chili. Le président Allende et l'Unité populaire, bien que parvenus légalement au pouvoir, n'ont obtenu que 36 % des voix, et 43 % aux élections législatives. Je le répète : l'Unité populaire n'était pas majoritaire. Il aurait fallu prendre des mesures plus énergiques, éclairer les esprits, avoir un soutien encore plus large des masses. C'est ce qui fut tenté, mais, face à la puissance de la réaction, le temps manqua. La France est quand même une puissance économique plus assurée que le Chili. Elle dispose d'une classe ouvrière dont le poids spécifique est beaucoup plus important. Elle est située en Europe. Le monde socialiste est tout proche de la frontière française. Il est à 500 km de là. Et puis en France bien d'autres éléments sont favorables. L'attitude des milieux catholiques. (*Les milieux catholiques, ils sont très favorables, vous avez vu ce qu'ils disent !*) Ce ne serait peut-être pas tout à fait la même chose qu'au Chili. Une partie importante de la démocratie-chrétienne a participé à la préparation du putsch. Il serait plus facile en France d'obtenir obéissance au pouvoir légal d'une armée.

Une déclaration de Fournial

Cela fut dit le 11 septembre. Mais nous nous devons de signaler encore une déclaration de Georges Fournial dans *France nouvelle*. Georges Fournial n'est pas un inconnu ; ancien dirigeant du Syndicat national des instituteurs, en retraite depuis une vingtaine d'années, il se trouvait au Mexique en 1940, à l'époque où se préparait un attentat contre Léon Trotsky. C'est un homme qui a joué un rôle très important dans l'appareil international de la bureaucratie stalinienne et qui certainement continue.

Donc, Georges Fournial écrivait le 10 juillet 1973, après la tentative de coup d'Etat du 29 juin :

> Au Chili, la classe ouvrière et le peuple ont combattu pour faire pièce à la violence réactionnaire, en maîtrisant avec l'armée tout entière, loyale, grâce précisément à la force ouvrière et populaire, le régiment fasciste et rebelle de « *Patrie et liberté* ». La classe ouvrière et le peuple ont combattu en masse pour faire respecter la Constitution et les lois, (*la Constitution bourgeoise et les lois bourgeoises !*). L'Unité populaire au Chili, c'est le peuple qui s'arme de l'arsenal législatif et juridique accumulé depuis l'indépendance de 1818. Et il le fait au nom du Programme commun de la gauche

pour réaliser les changements profonds qui doivent conduire au socialisme. C'est un fait que, dans la lutte de classes actuellement ardente, cette ferme position assure à la classe ouvrière chilienne une force et des alliés majoritaires dans le pays. Il y a de quoi réfléchir sur l'utilisation de la légalité bourgeoise pour la classe ouvrière et ses alliés et sur l'ampleur possible de l'unité d'action dans un moment où le déclin des forces réactionnaires les oblige à piétiner les institutions mises en place jadis par la bourgeoisie elle-même pour perpétuer, croyait-elle, son pouvoir.

Aujourd'hui ces phrases ont une résonance tragique. C'est l'hallali de la classe ouvrière chilienne ; et il n'a pas fallu beaucoup de temps. Quelques semaines ont suffi pour qu'en définitive ceux-là mêmes qui expliquaient que le *Programme commun* au Chili c'était le *Programme commun* en France, que la victoire au Chili serait la victoire en France, proclament aujourd'hui sur tous les tons : « *Le Chili n'est pas la France* », exactement le contraire de ce qu'ils disaient et écrivaient et proclamaient quelques semaines avant... sur les mêmes tons.

Camarades, il faut vraiment réfléchir à tous ces problèmes. Il faut reprendre jour après jour, depuis le 23 août 1973 (parce que ce sont des documents vraiment très éloquents) ce que les dirigeants du principal parti de la classe ouvrière française ont affirmé :

> Sauvegarder le Chili, déjouer les pièges de la réaction, maintenir l'unité de lutte pour imposer une vraie négociation avec les démocrates-chrétiens, tels sont les objectifs des syndicats, des partis de gauche.
>
> (*l'Humanité* du 23 août 1973)

M. Frei n'avait pas besoin de conseils

Imposer une vraie négociation à M. Frei, président du Parti démocrate-chrétien, dont l'aile gauche bourgeoise est entrée dans l'Unité populaire comme chez nous les radicaux de gauche. Mais M. Frei n'a eu que faire des bons conseils des dirigeants du P.C.F. qui le pressaient (*l'Humanité*, 23 août 1973) :

> Quoiqu'on en dise ou qu'on en pense, ou qu'en pense la réaction, c'est par là et par là seulement, par une négociation, que passera la solution du conflit.

M. Frei, à qui les dirigeants du P.C.F. adressaient cette supplique, répondit le 12 septembre :

> **Je soutiens inconditionnellement la junte.**

Le 24 août, *l'Humanité* se félicitait d'une déclaration contre les menaces de coup d'Etat signée par les trois principaux dirigeants de la C.U.T., Centrale unique des travailleurs : le président, communiste, le secrétaire général, socialiste, et le premier vice-président, membre influent du Parti démocrate-chrétien : le parti de M. Frei. Je ne sais pas si, au Chili, le mouvement syndical s'affirme pour l'indépendance des organisations syndicales. Je sais que, si l'indépendance des syndicats à l'égard des partis est une exigence essentielle de la lutte syndicale en France, cette indépendance à l'égard des partis et du gouvernement n'a rien à voir avec l'indépendance à l'égard de la politique. Je sais qu'il n'en est pas de même pour d'autres centrales, en Angleterre par exemple où le T.U.C. adhère au Labour Party, ou en Alle-

magne. Je ne connais pas suffisamment le mouvement syndical chilien, mais ce que je sais, c'est que si tous les travailleurs ont leur place, quelles que soient leurs positions politiques, philosophiques ou religieuses, dans un syndicat ouvrier, camarades, désigner à la direction d'une centrale ouvrière un des dirigeants des démocrates-chrétiens, du parti de M. Frei, eh bien, il faut le faire !

Or *l'Humanité* du 27 août 1973 se fait vraiment très rassurante (nous sommes quinze jours à peine avant le coup d'Etat) :

> La droite attendait beaucoup du départ du général Prats. Elle estimait qu'il pouvait servir de feu vert à une rébellion d'envergure dans les rangs de l'armée dégagée de ses obligations constitutionnelles par la majorité des députés réactionnaires. La démission a représenté un succès pour les officiers supérieurs hostiles au gouvernement.

Voilà donc les fauteurs de trouble et de putsch privés d'un prétexte ! L'attitude du général Prats aurait-elle donc conduit de nombreux officiers à s'interroger sur le rôle qu'on entendait leur faire jouer ? Le moins qu'on puisse en dire, c'est qu'ils ne se sont pas interrogés longtemps.

Mais écrire ce qu'écrivait *l'Humanité*, n'est-ce pas là endormir le peuple ? N'est-ce pas là endormir les ouvriers ?

Le 30 août 1973, *l'Humanité* écrit encore, par la plume d'Etienne Erlbert :

> Cependant, la fermeté des forces populaires fait réfléchir la réaction, dans la mesure où elle ne peut disposer de l'appui des principaux secteurs de l'armée. En même temps, des secteurs non négligeables de la démocratie-chrétienne s'opposeront au coup de force.
>
> Dans l'état actuel des choses, il semble bien que la tentative de rallier l'armée à une action contre le gouvernement ait été désarmée.

Et le 3 septembre :

> Au Chili, le désir pour le gouvernement de reprendre le dialogue avec les éléments démocratiques de l'opposition trouve un écho de plus en plus large dans le pays.

N'est-ce pas là encore endormir et désarmer les travailleurs ?

Confusionnistes et endormeurs

Camarades, le 21 septembre, selon *l'Humanité*, Marchais déclarait :

> Nous nous prononçons résolument pour la voie pacifique du passage au socialisme. C'est la voie la moins coûteuse pour la classe ouvrière, pour le peuple et la nation.

Camarades, je dois ici m'arrêter un instant parce qu'il y a là un jeu qu'il faut démonter. Lénine écrit en septembre 1917 une lettre au C.C. du Parti bolchevique dans laquelle figurent ces lignes :

> Je propose qu'après le coup d'Etat de Kornilov qui a raté, après que les mencheviks et les S.R. ont armé les travailleurs, après que, de ce fait, ils sont dans une situation de rupture avec la bourgeoisie, je propose qu'une délégation du C.C. aille rencontrer les dirigeants du Parti menchevique et du Parti socialiste-révolutionnaire (je ne sais s'il est temps encore), je propose qu'ils aillent les voir pour leur dire : « *Rompez la coalition* », « *prenez le pouvoir sur la base des soviets* ». « *Nous nous engageons à lutter pour*

le pouvoir sur le plan de la démocratie soviétique, à ne jamais prendre les armes contre vous... »

Et il ajoutait :

> Ce serait là la voie la plus économique, la plus pacifique, vers la révolution prolétarienne. La voie la moins coûteuse.

A un auditeur négligent, Marchais peut paraître répéter Lénine. Mais Marchais ne dit pas du tout la même chose ! Marchais répète ce qu'il a dit au XX^e^ congrès du P.C.F. :

> S'agit-il, dans le cadre du Programme commun, d'instaurer le communisme ou même le socialisme ? Il est évident que non. La société socialiste a pour fondement essentiel la propriété collective de l'ensemble des grands moyens de production et d'échange et l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière en alliance avec d'autres couches de la population laborieuse. Il suffit de prendre connaissance du Programme commun pour constater que sa réalisation n'équivaudrait pas à l'instauration d'un tel régime.

Il ne s'agit pas d'exproprier le capital, il ne s'agit pas de rompre avec la bourgeoisie, c'est donc un véritable tour de passe-passe que d'utiliser ce que Lénine dressait comme une exigence du parti révolutionnaire, l'exigence des masses laborieuses et y compris de celles qui étaient influencées par le menchevisme, l'exigence des travailleurs dans les campagnes, qui voulaient la terre, l'exigence : *Rompez la coalition !* Là était la voie, effectivement la plus pacifique, la moins coûteuse, la moins sanglante et c'est sûr, y compris en France, ce serait la voie la moins sanglante. La voie la plus sanglante, c'est celle qui passe par l'accord avec la bourgeoisie, celle qui permet à l'armée de préparer son coup d'Etat, celle qui permet aux capitalistes, aux monopoleurs, de se regrouper autour du corps « *professionnel* » de la hiérarchie militaire pour que l'armée étrangle le peuple. Il était impossible de ne pas mettre en lumière le caractère de cette paraphrase de Lénine par Marchais.

Marchais, après avoir noté que les gros possédants n'abandonneront pas leurs privilèges de bon gré, ajoute :

> C'est la voie de la lutte des classes et cela sous toutes ses formes. Si la bourgeoisie a recours à la violence contre la majorité du peuple, les masses populaires ont pour devoir de riposter.

Les masses responsables ?

Mais alors, camarades, au Chili ce serait les masses qui porteraient la responsabilité de n'être pas intervenues ? Marchais oublie-t-il que Fajon a été en Amérique latine pour les engager à ne pas riposter à la violence de la bourgeoisie ?

> Les événements du Chili, *affirme Marchais dans la même déclaration,* ne sauraient en aucune façon modifier notre stratégie en France... Nous ne considérons pas que c'est fini au Chili, que la droite a gagné et que la gauche est vaincue. Il est scandaleux d'entendre certains soi-disant révolutionnaires considérer que c'est déjà terminé.

Je ne sais pas quels sont ces « *soi-disant révolutionnaires* » qui considèrent que « *c'est déjà terminé* », mais il est sûr que la résistance héroïque du peuple chilien est là pour témoigner que tout était entre ses mains pour vaincre, que ce qui a manqué, c'est un parti révolution-

naire, et que ceux qui étaient à la direction, quel qu'ait été leur courage personnel, n'ont pas été à la hauteur du courage et de la conscience politique du peuple chilien.

Mais par contre, ceux qui osent écrire aujourd'hui, en substance, qu' « *en France, on fera comme au Chili, et on verra alors qui sera le plus fort* », ceux-là font retomber la responsabilité sur les travailleurs et le peuple chiliens.

Dans un numéro de *France nouvelle* de septembre 1973, on peut lire :

> La grande bourgeoisie n'a reculé devant aucun moyen légal ou illégal, l'usage et l'abus de ses positions au sein du pouvoir judiciaire, l'usage et l'abus de sa puissance dans le domaine des grands moyens de communications, le sabotage de la production et de la distribution, la spéculation sur la monnaie et les denrées.

Mais pourquoi lui avait-on laissé ses positions ? Pourquoi Fajon, trois semaines auparavant, est-il venu dire qu'il ne fallait pas toucher aux « *structures anciennes* », qu'il ne fallait pas nationaliser ce qui ne devait pas être nationalisé, parce que ce n'était pas inscrit dans le Programme commun de la gauche ?

Pourquoi maintenant dire le contraire ?

Tout à l'heure, j'ai cité Georges Fournial expliquant qu'il fallait savoir utiliser les libertés bourgeoises. Il y a là encore un tour de passe-passe.

Libertés bourgeoises et revendications démocratiques

Les « *libertés bourgeoises* », c'est la liberté pour les propriétaires des moyens de production d'exploiter. C'est la liberté pour les capitalistes d'exploiter librement les salariés. Mais, dans le cadre de la société bourgeoise, le droit de s'organiser, le droit de grève, le droit, en dernière analyse, de lutter contre la bourgeoisie, ce sont ces libertés-là que nous défendons et non pas la liberté pour les capitalistes d'exploiter les travailleurs.

La revendication démocratique la plus élémentaire, celle qui date de la Révolution française et qui fut celle des partis démocratiques, reprise ensuite par les partis ouvriers, c'était l'élection des juges.

Mais, camarades, regardez le Programme commun, il ne parle même pas de l'élection des juges. Il laisse la magistrature rester ce qu'elle est. Elle sera baptisée républicaine le jour où il le faudra, pourtant elle ne changera pas de nature. En 1970, la magistrature chilienne a été républicaine et elle a fait ce qu'elle a fait ; elle a joué son rôle, elle est restée à sa place comme instrument de la bourgeoisie contre les masses travailleuses.

Il ne s'agit pas d'opposer la revendication à la révolution, mais il faut dire clairement avec quels objectifs la classe ouvrière doit se battre pour faire aboutir ses revendications, avec quelle perspective la classe ouvrière peut avancer sur la voie du socialisme. Cette perspective, nous le disons, c'est aujourd'hui la perspective d'un gouvernement du P.S. et du P.C.F. sans aucun représentant de partis bourgeois, fussent-ils radicaux de gauche.

On nous rétorquera :

— *Mais vous faites des critiques à ces dirigeants de partis, et vous demandez maintenant qu'ils prennent le pouvoir !*

C'est justement parce qu'ils refusent de prendre le pouvoir que nous les critiquons. Nous disons :

— *S'ils prenaient, eux, le pouvoir sans représentants de partis bourgeois, nous les soutiendrions contre la réaction capitaliste, tout en continuant à développer notre propre orientation politique, dans le cadre des garanties que Marchais a dit qu'il donnerait, à savoir que les libertés de toutes les organisations seraient préservées.*

Il faut le dire, les masses voient dans ces organisations les instruments pour la centralisation de leurs luttes. Elles veulent que ces organisations remplissent le rôle pour lequel elles existent et pour lequel les masses luttent : défendre réellement leurs intérêts.

Chez Lip, les masses ont démontré que, pour défendre les revendications, il fallait porter atteinte à la propriété privée des moyens de production, qu'il fallait surtout refuser les licenciements, ne plus accepter le mot d'ordre « *Pas de licenciements sans reclassements* », qui signifie en fait l'acceptation des licenciements et de la déqualification. Chez Lip, qu'a-t-on fait pendant des mois et des mois, alors que la classe ouvrière était sensibilisée ? On a négocié.

Je ne suis pas contre les négociations. Je suis un assez vieux militant syndical pour savoir ce que représentent les négociations quand cela est nécessaire. Mais sur quoi ont porté ces négociations ? Les directions syndicales ont commencé pendant plus d'un mois par rechercher un nouveau patron. Elles ont commencé par chercher un nouvel exploiteur. Maintenant, on discute sur les licenciements, alors que le problème fondamental pour lequel les ouvriers de Lip ont porté atteinte à la propriété privée, c'était : « *Pas de licenciements ! Maintien des avantages acquis !* » Aujourd'hui, six mois de grève, six mois de lutte se transforment en négociation pour savoir lequel va partir à la préretraite, lequel va accepter de partir à Belfort, lequel va accepter d'être licencié, lequel va accepter en définitive d'être reclassé et, dans six mois, licencié ; enfin lesquels, étant donné que le capitalisme veut aujourd'hui, sur le plan de la concurrence, liquider Lip, lesquels donc seront liquidés dans quelques mois, le jour où tout sera « *apaisé* », c'est-à-dire où Lip tout entier sera liquidé.

Rompre avec la bourgeoisie

Camarades, c'est parce que cette perspective de la rupture de la coalition avec la bourgeoisie n'est pas mise en avant, c'est parce que la perspective de l'Union de la gauche est de ne pas toucher à la propriété privée des moyens de production, que les mouvements, aujourd'hui, ne peuvent pas gagner. Mais ils pourraient gagner, ils peuvent gagner. La classe ouvrière est là pour le démontrer.

Les choses sont claires. Il y a les travailleurs et leur volonté de combattre, il y a leurs organisations et les directions et l'avant-garde révolutionnaire.

Par exemple, à la S.N.I.A., comme vous le savez, *Concorde* est mal en point. *Concorde* mal en point, ce sont des milliers d'ouvriers de la S.N.I.A. qui sont menacés de licenciements.

Et dans *le Monde* du 19 septembre 1973, Gérard Dessaigne, secrétaire général du syndicat des cadres C.G.T. de la métallurgie, cadre de la S.N.I.A., écrit dans une tribune libre :

> Certes, il est moins facile de vendre des avions que des montres-bracelets, mais, pour les salariés de l'aéronautique qui furent à l'origine de la première occupation de l'usine en 1968, se mettre à l'heure Lip, n'est-ce pas aussi imaginer des formes d'action adaptées à leurs problèmes ?

Cette référence n'est pas mise là par hasard ; elle a une signification très précise : le 14 mai 1968, à la S.N.I.A., à Bouguenais, l'occupation de l'usine a déclenché le processus de la grève générale dans tout le pays.

L'occupation de l'usine a été d'abord lancée par l'avant-garde révolutionnaire à la S.N.I.A., où les militants de l'O.C.I. avaient leur place et toute leur place.

Aujourd'hui, cette avant-garde, regroupée dans les groupes politiques autour de l'O.C.I., engage le combat à la S.N.I.A. de Bouguenais, une action qui n'est pas très « *imaginative* » et qui dit simplement :

PAS DE LICENCIEMENTS ! MAINTIEN DES AVANTAGES ACQUIS !

Garanties écrites et signées par le Président-directeur général !

Mais, camarades, ces quelques mots, ces deux phrases attirent contre ceux qui les lancent toute la vindicte des appareils.

Notre camarade Rocton, qui était à la direction du Comité central de grève, qui a dirigé l'occupation le 14 mai 1968, est calomnié.

On essaie de l'empêcher de prendre la parole. En vain ! Nous avons poursuivi car, pour nous, la perspective politique du gouvernement ouvrier sans représentant des partis bourgeois est le cadre qui permet le combat des ouvriers de la S.N.I.A. contre les licenciements, pour le maintien des avantages acquis, pour les garanties écrites et signées. C'est la lutte contre le capital, sans compromission avec le capital !

Ce sont *ces problèmes* qu'il nous faut réexaminer à la lumière de ce qui s'est passé au Chili.

Il nous faut à présent demander : *pourquoi, aujourd'hui, les dirigeants pratiquent-ils cette politique ?*

Nous savons que les militants du P.C.F. se posent des questions. Nous comprenons qu'ils veuillent attendre des réponses de leurs dirigeants. Il faut que ces militants fassent leur propre expérience. Ils doivent assimiler le fait que ce qui se passe aujourd'hui en Union soviétique, avec le procès Yakir-Krassine, a un lien direct avec ce qui s'est passé au Chili et ce qui se passe en France.

En 1936, au moyen des procès de Moscou, Staline a exterminé toute la vieille garde bolchevique, ceux qui, avec Lénine et Trotsky, avaient dirigé la première révolution prolétarienne victorieuse dans le monde. Staline a exterminé la vieille garde bolchevique. On ne peut pas se débarrasser à bon compte de cette hécatombe en arguant d'erreurs du « *culte de la personnalité* ».

Camarades, ces procès se déroulaient au même moment où se menait la politique du Front populaire en France et en Espagne. Ils avaient le même but, ils avaient le même objectif : garantir les intérêts d'une bureaucratie usurpatrice en Union soviétique — usurpatrice des plus grandes conquêtes de la révolution d'Octobre, conquêtes qui sont actuellement menacées et qu'il nous faut défendre contre l'impérialisme, malgré la bureaucratie, contre la bureaucratie.

Nous devons défendre ces conquêtes contre la politique d'entente entre l'impérialisme et la bureaucratie. La coexistence pacifique, politique de même nature que celle qui, sous le nom de Front populaire, au Chili et en France, a conduit à la défaite le mouvement de juin 1936 et à la défaite des travailleurs chiliens en 1973.

Les conquêtes d'Octobre et la bureaucratie

La politique stalinienne de la « *coexistence pacifique* », renforçant les tendances inflationnistes en Russie, porterait des coups majeurs aux conquêtes socialistes de la révolution d'Octobre si, à l'échelle internationale, ne se construit pas le parti mondial de la révolution socialiste. Et c'est de ce parti que, dans les conditions les plus difficiles, avec l'Opposition socialiste en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est, des militants s'efforcent de poser les premières bases.

Cette bureaucratie usurpatrice n'a pas réussi à renverser les conquêtes socialistes de la révolution d'Octobre que nous, militants trotskystes, nous défendons inconditionnellement, mais sa politique préparerait, si elle se poursuivait, le plus grand désastre pour l'humanité, qui serait la destruction en U.R.S.S. de la propriété d'Etat et de la collectivisation de l'agriculture. Le récent procès de Iakir et de Krassine est un moment de la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie. Comme pour les procès de Moscou des années 30, on fait « *avouer* » les accusés. Les *Nouvelles de Moscou* exultent : « *La preuve que c'est vrai, c'est qu'ils ont avoué.* »

Et alors ! La bureaucratie n'a-t-elle pas fait avouer les Zinoviev, Kamenev, Rakovski, Boukharine, etc. ?

Certains de ceux qui avaient avoué ont été réhabilités. Et ensuite, ceux qui ont dû les réhabiliter, ceux qui ont salué les réhabilitations, les Duclos, les Fajon qui voyaient dans les aveux du général Iakir la preuve de sa culpabilité, ceux-là qui ensuite ont approuvé sa réhabilitation, ceux-là mêmes disent : « *La preuve que le fils du général Iakir est coupable, c'est qu'il a avoué.* »

Non, nous n'acceptons pas. Pas un travailleur honnête, quels que soient sa position, son parti, sa tendance, ne peut l'accepter.

C'est là le même problème que posent ceux qui vont au Chili pour dire aux travailleurs : « *Ne prenez pas les terres, ne prenez pas les usines* », et qui, après, disent exactement le contraire.

Peut-on accepter, camarades, la déclaration de Gustave Ansart, dirigeant du P.C.F., député au Parlement européen ? « *Il faut arrêter le massacre au Chili.* » Fort bien, mais il continue : « *De grâce, monsieur le président, ne mélangeons pas avec cette affaire Sakharov, cette confrontation d'idées n'a rien à voir avec le coup d'Etat au Chili.* »

Certes, Sakharov dit des choses discutables, mais est-ce là « *confrontation d'idées* » que les hôpitaux psychiatriques spéciaux ? « *Confrontation d'idées* » que les aveux extorqués ? Ce cynisme-là ne rapportera pas toujours. Ceux qui aujourd'hui sont salis, trahis, obligés d'avouer, ceux qui peinent en Union soviétique pour la défense de la révolution, tous ceux-là, demain, lorsque, dans le monde entier, se lèveront des millions et des millions d'hommes à l'exemple de la résistance héroïque

du peuple chilien, tous ces militants, ces travailleurs diront à ceux qui les ont entraînés à la défaite : « *Vous n'avez pas le droit, vous n'avez plus le droit de prétendre défendre nos intérêts de travailleurs !* »

Camarades, cette bataille-là, la bataille pour la révolution d'Octobre, pour la défense des combattants en U.R.S.S., nous la mènerons. Nous la mènerons même si l'on nous dit : « *On ne vous comprend pas sur cette question.* » Parce que les militants qui nous tiennent ce langage sont également les militants qui nous disent : « *Vous avez raison, mais vous êtes terriblement seuls.* »

Sommes-nous tellement seuls ? Oui : de la bourgeoisie, de ses journalistes, des tenants du Front populaire, de ceux qui flanquent à gauche le Front populaire, nous sommes isolés, c'est certain ; et nous le voulons ainsi. Mais, camarades, nous ne sommes pas seuls à la S.N.I.A.-Bouguenais ; nous ne sommes pas seuls dans les entreprises et les syndicats ; nous ne sommes pas seuls quand nous parlons, quand nous expliquons patiemment, calmement à notre classe, aux ouvriers, aux travailleurs, aux jeunes, quand nous ouvrons la discussion sur le Chili, lorsque nous démontrons : *le Chili, c'est la France !* Nous ne sommes pas seuls, parce qu'à l'échelle internationale, le prolétariat est en lutte, parce qu'aux Etats-Unis mêmes, les travailleurs des usines Chrysler sont en grève. Dans tous les pays, le prolétariat combat.

Certes, aujourd'hui, en Amérique latine, il y a recul. Après la classe ouvrière bolivienne, la classe ouvrière chilienne vient de subir une défaite. Mais le bilan est à faire. De même que l'ère du guérillérisme et du foquisme en Amérique latine, en tant que méthode de substitution d'autres moyens à la lutte des masses pour atteindre les objectifs de la révolution, l'expérience du Front populaire, en tant que moyen de réaliser ces objectifs, a fait faillite. Il faut en faire le bilan. Les objectifs de la révolution en Amérique latine, ce sont ceux de l'indépendance nationale et des tâches démocratiques, de l'expropriation des trusts et des grands propriétaires fonciers, toutes revendications légitimes. Les masses — qui, en ce moment, subissent les coups — reprendront le combat ; elles ont un droit sacré : celui d'être armées du programme et de méthodes leur permettant de remporter la victoire sur leurs bourreaux.

Les méthodes nécessaires pour vaincre

Ces méthodes, ce sont celles de l'Assemblée populaire où l'organisation trotskyste, le P.O.R. de Bolivie, a joué un rôle dirigeant, ce sont celles du soviet d'Irbid, c'est la rupture avec la bourgeoisie ! Toutes les forces liées à la bourgeoisie tentent de barrer cette voie. Le sang de nos frères chiliens est encore en train de couler que l'on discute déjà en Argentine s'il ne faut pas soutenir Peron, sous prétexte que Peron représenterait la bourgeoisie nationale, réformatrice, anticapitaliste !!! Il ne faut pas aller jusqu'à la révolution prolétarienne, mais il faut soutenir « *critiquement* » Peron ! Le prolétariat argentin est aujourd'hui dans l'obligation, quels que soient les aléas de la lutte, quels que soient les rythmes, d'assimiler les leçons toutes chaudes de l'expérience chilienne.

Camarades, j'espère et je compte que l'organisation argentine qui adhère au Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e^ Internationale (celle qui édite *Politica Obrera*) sera à la hauteur de sa tâche et saura expliquer que le prolétariat en lutte pour l'indépendance nationale et le socialisme n'empêche pas quiconque de mener avec lui une lutte commune sur tel ou tel point où ils sont d'accord, mais qu'en aucun cas il ne peut lier son sort à un programme prétendument anti-impérialiste qui le ligoterait à une fraction de la bourgeoisie, fût-elle nationale. C'est pourquoi on ne peut en aucun cas voter pour Peron, qui, demain, sera le loup de la contre-révolution.

Aujourd'hui, camarades, tous ces problèmes se posent. Nous sommes dans une situation où la classe ouvrière internationale accumule à sa façon sans direction, sans parti révolutionnaire, toute une série de leçons, qu'elle doit assimiler en se débarrassant de ses illusions par un effort acharné.

Comme conséquence de l'exploitation, par un effort acharné et continuel, la classe ouvrière se mettra en mouvement, posera le problème du pouvoir et, camarades, plus vite l'O.C.I. sera construite, plus vite l'avant-garde sera renforcée, moins cher coûtera ce dur, ce difficile combat de la classe ouvrière française, de la classe ouvrière internationale.

Aujourd'hui il nous échoit de continuer à avancer avec les méthodes qui sont les nôtres, ces méthodes qui font que nous convoquons ce meeting avec nos propres forces, ce qui est normal, car nous ne pouvons compter sur l'opinion publique officielle.

Thierry Pfister, collaborateur du *Monde*, fait partie de cette opinion publique officielle. Dans un article du numéro daté du 19 septembre 1973, il présente à ses lecteurs une jeune demoiselle, militante du P.C.F., candidate aux élections cantonales à Ussel. Celle-ci lui a déclaré avoir été membre en 1968 de *Lutte ouvrière*, puis être passée au P.C.F. en 1969. Ce sont des choses qui arrivent ! Elle raconte qu'en 1968, les militants de la F.E.R. (Fédération des étudiants révolutionnaires) — et Pfister rajoute finement, par souci d'« *objectivité* » : l'A.J.S. maintenant — « *montaient des expéditions en Haute-Corrèze pour impressionner les paysans accusés de vendre leurs produits trop chers aux ouvriers en grève* ». Camarades, je peux bien vous l'avouer : la F.E.R. n'a jamais existé en Corrèze. Mais la demoiselle Marie-Andrée Tessandier, candidate du P.C.F., n'en conclut pas moins : « *Ces paysans, de tradition républicaine, ont voté U.D.R. !* » « *Toutefois*, précise-t-elle encore, *s'il faut être très vigilants sur le plan idéologique, il ne faut pas remplacer la discussion par des mesures administratives.* »

Autrement dit, il faut insinuer cette contre-vérité que nous, O.C.I. et A.J.S., sommes pour l'utilisation de la violence contre les paysans et que nous les poussons dans les bras de l'U.D.R. Combat idéologique, la calomnie et le mensonge ? Monsieur Pfister — qui gagne sa vie comme il peut — l'expliquera certainement à ses lecteurs, comme il tentera de justifier l'article publié dans *le Monde*, dont l'auteur, la larme à l'œil pour les torturés et les assassinés, déclare vouloir rendre l'honneur au général Pinochet.

Construire notre opinion publique

Il y a un lien entre toutes ces choses. Bien naturel. Il y a en France, — je le regrette d'ailleurs et nous luttons pour qu'il en soit autrement — une seule organisation qui se prononce pour la rupture de la coalition avec la bourgeoisie. *Le Monde* et ses Pfister sont pour défendre les intérêts du Capital, ils sont pour la coalition des partis ouvriers avec les partis bourgeois. Ces gens sont obligés, non seulement de ne pas parler de nous, ce qui nous importe peu, mais surtout de répandre, lorsqu'ils parlent de nous, mensonges et calomnies. C'est pourquoi il nous échoit de construire notre propre opinion publique ; et pour la construire, cette opinion publique, le Comité central de l'O.C.I. a décidé de lever dans les trois mois qui viennent, à partir du 1er octobre 1973 (octobre-novembre-décembre), en tout vingt-huit millions d'anciens francs pour qu'*Informations ouvrières* soit mis dans les kiosques. Nous allons combattre pour centraliser autour de notre journal la construction du parti révolutionnaire, nous allons combattre pour créer, pour forger de nos mains, de notre force centralisée, l'instrument de centralisation de la classe ouvrière en France, l'instrument qui dira la vérité parce qu'il a dit la vérité sur le Chili et sur la France, sur l'U.R.S.S., l'instrument qui lutte pour que plus jamais des catastrophes comme celle du Chili ne se répètent, ni en France ni dans aucun pays. Car nous le savons, si un parti révolutionnaire ne se construit pas, eh bien, cela recommencera.

Alors aujourd'hui, ce sont les militants de l'O.C.I., ce sont les militants qui sont rassemblés ici, ce sont les militants des groupes politiques qui, à Paris, dans la région parisienne, en France, partout, doivent collecter cet argent, dix millions d'anciens francs par mois par 10 F, 100 F 1 000 F et plus si possible. Il faut collecter à partir du mois d'octobre parce qu'*Informations ouvrières* dans les kiosques, c'est la démonstration que l'avant-garde révolutionnaire, libre de toutes attaches avec la bourgeoisie, est capable de construire, de se donner les moyens de la construction du parti révolutionnaire.

Le Comité central de l'O.C.I. a aussi pris la décision de lutter pour qu'au moment où se tiendra le prochain congrès de l'O.C.I., à Pâques 1974, il y ait 1 000 nouveaux membres à l'O.C.I. ; il s'agit, par le moyen de la libre discussion, de convaincre ceux des travailleurs et jeunes qui soutiennent notre lutte, de construire cette force centralisée capable d'expliquer patiemment, jour après jour, à la classe ouvrière, en fonction de sa propre expérience, qu'elle sera amenée, par les exigences mêmes du Capital, à combattre pour son propre pouvoir.

Tout poussera les travailleurs à combattre : les problèmes politiques, la hausse des prix, le chômage, les licenciements, etc. Certes, la classe ouvrière a des illusions, mais elle sera amenée à les combattre, car elle ne pourra arracher ses revendications qu'en combattant et en surmontant ses divisions, et nous serons là car, depuis avant la dernière guerre avec Léon Trotsky, nous sommes là.

Plus vite les illusions se dissiperont, plus vite la classe ouvrière gagnera, plus vite le parti doit se construire et la IVe Internationale se reconstruire pour que la victoire soit

au bout et non plus le sang, non plus la défaite, non plus l'étranglement, non plus la torture, les meurtres des ouvriers et des paysans dans le monde entier.

Voilà la tâche qui est la nôtre, voilà les leçons de cette terrible bataille de la classe ouvrière chilienne et c'est au nom de la classe ouvrière chilienne, au nom de la classe ouvrière française, au nom de toutes les classes ouvrières, sections du prolétariat international, que nous devons poursuivre le combat engagé et le gagner.

BULLETIN D'ABONNEMENT A « LA VÉRITÉ »

NOM ..... Prénom .....

Adresse (en caractères d'imprimerie) .....

.....

- Je souscris un abonnement de : un an (25 F) ; deux ans (45 F) ; abonnement de deux ans de soutien (100 F) ; abonnement à perpétuité (250 F) (1).
- Je prolonge mon abonnement en cours d'un abonnement de : un an (25 F) ; deux ans (45 F) ; abonnement de deux ans de soutien (100 F) ; abonnement à perpétuité (250 F).
- J'ajoute au prix de mon abonnement un soutien de ..... F (1).

Ci-joint la somme de ..... F en chèque postal de virement (3 volets - pour le C.C.P. BLOCH Paris 606-23), chèque bancaire au nom de Gérard BLOCH ou mandat au même nom.
(A remplir et à retourner à **la Vérité,** 88 bis, avenue Parmentier, 75011 Paris.)

(1) Rayer les mentions inutiles.

Au Chili, l'Unité populaire a frayé la voie au fascisme

par Etienne Laurent

Le prolétariat chilien a donc vécu jusqu'à son terme le plus tragique l'expérience de Front populaire ouverte par la constitution, à la fin de 1969, de la coalition de l'Unité populaire, constituée par le P.C., le P.S., les radicaux et les scissionnistes de gauche de la démocratie-chrétienne, par la victoire électorale de cette coalition le 4 septembre 1970, et par l'accession d'Allende à la présidence deux mois plus tard, sur la base de l'acceptation du Statut des garanties constitutionnelles et de l'apport concomitant des voix de la démocratie-chrétienne (1).

Au Chili, de 1969 à 1973, comme en Espagne ou en France de 1935 à 1938, le Front populaire a voué la classe ouvrière à l'impuissance et a frayé la voie au fascisme. Aujourd'hui, le prolétariat chilien et ses organisations font face à la répression la plus brutale de la part d'une junte militaire qui a rapidement accusé des traits ouvertement fascistes : dissolution des syndicats, dissolution des partis « *marxistes* », puis de tous les partis politiques, militarisation de l'Université, tortures, exécutions sommaires en masse, mise à prix de la tête des dirigeants ouvriers et de tous les membres du gouvernement de l'Unité populaire, préparation d'une constitution corporatiste sur le modèle de l'Espagne franquiste.

(1) Voir *L'Unité populaire au Chili*, par Etienne Laurent, *la Vérité*, n° 559 (janvier 1973) et n° 560 (avril 1973). Rappelons que le Statut des garanties (voir *la Vérité*, n° 559, pp. 87 à 89), consiste en une série d'amendements à la Constitution chilienne renforçant les garanties de la propriété capitaliste, de la liberté d'action des partis bourgeois et du fonctionnement de l'appareil répressif, amendements acceptés par Allende après son élection à la présidence en échange de la ratification de cette élection par le Congrès où il était en minorité.

Une semaine à peine avant le coup d'Etat, pourtant, 800 000 personnes manifestaient à Santiago leur appui à Allende et demandaient qu'on les mobilise politiquement, qu'on les dirige et qu'on les arme pour écraser la menace de coup d'Etat. Dans les usines et dans les quartiers, en dépit des obstacles placés sur leur chemin par les directions des partis ouvriers et de la C.U.T., les travailleurs étaient organisés dans le cadre des « *cordons industriels* », comités de coordination des comités d'usine, et des comités de quartier, expression du mouvement du prolétariat chilien vers la construction d'organes à caractère soviétique.

Les travailleurs étaient sur pied. Ils avaient expulsé le patronat des usines, ils comprenaient l'enjeu du combat en cours. Mais les jeux étaient faits. Les travailleurs étaient sur pied mais ils étaient réduits à l'impuissance par la politique de Front populaire et allaient devoir affronter le coup d'Etat sans direction, sans arme, sans le moindre élément d'organisation centralisée, à l'exception des « *cordons* » des quartiers industriels, dont la centralisation plus développée avait été violemment combattue par l'Unité populaire et n'avait pu se réaliser.

C'est ainsi qu'à côté de la lutte qu'il faut poursuivre aujourd'hui pour freiner la main des fascistes, pour arracher le plus grand nombre possible de militants et de travailleurs chiliens aux chambres de torture et aux poteaux d'exécution de la junte militaro-fasciste, une tâche politique s'impose : faire en sorte que la leçon chilienne soit assimilée par le prolétariat mondial, que, cette fois-ci, une nouvelle répétition de l'avertissement ne soit pas nécessaire, que le prolétariat chilien soit le dernier à vivre jusque dans la défaite, l'extermination de ses cadres, la terreur blanche, la politique funeste des Fronts populaires.

Le programme, expérience accumulée du prolétariat mondial

Au Chili, il a manqué un parti révolutionnaire. De cela, beaucoup d'organisations et de militants sont prêts à convenir, mais sans donner pour la plupart d'entre eux à cette affirmation TOUTE la dimension voulue, sans dire que cette absence, ce manque, se sont D'ABORD traduits par le fait qu'il n'y a eu en réalité, jusqu'à la fin, aucune organisation au Chili pour caractériser sans ambages l'Unité populaire comme un Front populaire — c'est-à-dire comme une forme bien connue et expérimentée à bien des reprises de collaboration des classes, de maintien par les directions du prolétariat d'un lien de trahison avec la bourgeoisie — comme une politique dirigée contre les intérêts historiques et immédiats de la classe ouvrière, une politique analysée et caractérisée comme telle sans la moindre ambiguïté par Léon Trotsky et le mouvement trotskyste international dans les années 30. Il n'y a donc eu aucune organisation au Chili pour comprendre où cette politique menait le prolétariat chilien et pour tirer de cette analyse et de cette compréhension l'ensemble des conséquences programmatiques et politiques qui s'imposaient.

Au cours d'une discussion, un militant ouvrier chilien, dirigeant de la C.U.T., au niveau d'un important département à concentration ouvrière, nous a tenu les propos suivants :

> La majorité d'entre nous n'avions jamais entendu parler de l'Espagne en 1936, les autres se disaient que l'Espagne c'était loin et que l'expérience datait de plus de 30 ans. L'expérience de l'Unité populaire a pris l'écrasante majorité d'entre nous par surprise. C'est uniquement au cours des tout derniers mois, alors qu'il était trop tard ou presque, que nous avons commencé à

nous rendre compte de ce que l'Unité populaire signifiait, où elle nous menait.

Le parti ouvrier, le vrai, *a écrit Trotsky en 1921*, n'est pas une machine à manœuvres parlementaires, c'est l'expérience accumulée et organisée du prolétariat. C'est seulement à l'aide du parti, qui s'appuie sur toute l'histoire de son passé, qui prévoit théoriquement les voies du développement, toutes ses étapes et en extrait la formule de l'action nécessaire, que *le prolétariat se libère de la nécessité de recommencer toujours son histoire : ses hésitations, son manque de décision, ses erreurs* (2).

Au Chili, il n'a existé de 1969 à 1973 aucun parti, aucune organisation pour libérer la section chilienne du prolétariat mondial de la nécessité de recommencer son histoire.

Les seuls qui eussent pu le faire c'est-à-dire les trotskystes chiliens, avaient été emportés depuis longtemps par la crise de la IV[e] Internationale, par la politique liquidatrice du Secrétariat international révisionniste de Pablo-Mandel et par la dislocation et la destruction concomitantes du P.O.R. chilien (3). En 1973, de l'organisation issue de la Gauche communiste chilienne — c'est-à-dire du noyau qui, pendant une longue période, fut, en Amérique latine, le plus ancien et le mieux organisé de tous les groupes ayant rallié Trotsky dans son combat contre Staline et pour la construction de la IV[e] Internationale — il ne restait que des souvenirs et une influence diffuse dans une aile du Parti socialiste.

Première conséquence de cette rupture dans la lutte au Chili pour

---

(2) Léon Trotsky, *Les leçons de la Commune* (préface au livre de C. Talès sur la Commune de Paris).

(3) Le P.O.R. chilien a été dissous par son responsable Luis Vitale (Valdès) en 1963. Cette dissolution a été préparée politiquement par Vitale dans la dernière publication faite sous le sigle du P.O.R. : *Fidel Castro, la révolution cubaine contre le sectarisme et le bureaucratisme* (le cas Escalante), *avec commentaires de Luis Vitale*, Editions P.O.R., 1962. A la page 104, Vitale écrivait :

« *Le courant pro-cubain, fidéliste, castriste est en général à l'avant-garde du continent, mais sans avoir encore acquis une forme structurée, organisée* (...) *Dans certains pays, le regroupement a donné lieu à la formation de* mouvements révolutionnaires d'un type nouveau (*souligné par Vitale*). *Nous disons de type nouveau parce qu'ils échappent au moule traditionnel des partis ouvriers d'Amérique latine. En général, ils rejettent la voie électorale et réalisent des actions ponctuelles dans la perspective immédiate de la prise du pouvoir.* Ils ont un certain mépris pour la théorie (*souligné par nous*). *Leur programme est révolutionnaire, bien que, dans certains cas, ils refusent de lui mettre l'étiquette marxiste* (...) *Là où ils se sont constitués, ces mouvements n'ont pas encore acquis un caractère de masse, mais sont un embryon et un pôle où commencent à se regrouper les meilleurs éléments de l'avant-garde révolutionnaire* (...) *Les forces révolutionnaires de chaque pays* (*d'Amérique latine*) *ont commencé à prendre contact entre elles* (...) *C'est pour cela que nous disons qu'il importe de mettre en avant, sous forme propagandiste — pour le moment seulement —, la formation d'un mouvement révolutionnaire latino-américain qui regroupe dans une organisation large tous les courants révolutionnaires.* »

On comprend que Vitale ait accueilli les thèses présentées par Maitan au « 9[e] *Congrès mondial* » du « *Secrétariat unifié* » avec la simple remarque qu'il les avait préconisées depuis plusieurs années. Au Chili, Vitale n'a pas attendu 1969 pour agir. En 1963 il dissolvait le P.O.R. ; et, deux ans plus tard, il participait, sur les bases définies plus haut, à la constitution du M.I.R. chilien, dont l'aile castriste devait l'expulser en 1968. Telle fut la ligne principale de liquidation de la IV[e] Internationale au Chili.

le parti mondial du prolétariat : pour la quasi-totalité des militants qui se réclamaient du trotskysme et qui, sur un certain nombre de points, défendaient des positions marxistes face aux courants guérilleristes et castristes, l'Espagne également était « *loin* ». Sans aller nécessairement jusqu'à accepter la position développée par l'Argentin Ernesto Gonzales, militant du Parti socialiste des travailleurs, dans la *Revista de America* (4) — à savoir que l'analyse de Trotsky sur les Fronts populaires ne concernait que les pays impérialistes dominateurs, et non les pays arriérés dominés par l'impérialisme — ces militants montraient de terribles réticences à appliquer cette analyse à l'Unité populaire.

Ainsi que nous l'avons montré dans un article précédent et vérifié dans les discussions ultérieures, les camarades du groupe de *La Trinchera* (5) n'échappaient pas à cette règle. En 1973, il n'y avait personne, dans la patrie de Recabarren (6) — lui qui s'était rendu une première fois en Europe pour prendre contact avec la IIe Internationale avant de fonder le Parti ouvrier socialiste en 1912, puis une seconde fois à Moscou en 1922 avant de proclamer son parti « *section chilienne de l'Internationale communiste* » — pour considérer réellement que ce n'était que *sur la base de l'expérience accumulée par le prolétariat mondial* — celle faite en 1925-1927 par le prolétariat chinois, ligoté par la politique de subordination du P.C. à Tchang Kaï-chek, comme celle faite en 1936-1937 par le prolétariat espagnol, réduit à l'impuissance et conduit à la défaite par la politique de collaboration de classes du Front populaire — *qu'il était possible de s'orienter dans les événements chiliens* et de comprendre vers quoi marchait l'Unité populaire. La destruction, en 1951-1953, par la crise pabliste, de la IVe Internationale en tant qu'organisation internationale fonctionnant comme un tout a porté ses fruits amers au Chili comme ailleurs.

Les faits ont tranché. La tragédie chilienne a montré que les conséquences du Front populaire sont tout aussi funestes dans les pays arriérés dominés par l'impérialisme que dans les pays capitalistes avancés. Elle a montré que la caractérisation des Fronts populaires doit être considérée aujourd'hui, au même titre que du vivant de Trotsky, comme l'une des pierres de touche d'une politique de classe et l'un des problèmes centraux de la reconstruction de la IVe Internationale.

Cet article porte essentiellement sur l'analyse de la dernière phase de la politique qui a livré, les mains pratiquement nues et l'esprit totalement désorienté et démoralisé, le prolétariat et la jeunesse aux coups de la contre-révolution armée. Mais, comme il subsiste des réticences et des incompréhensions sur ce point, il nous faut faire un rapide retour

---

(4) Ernesto Gonzales, « *Où va le Chili ?* », dans la *Revista de America* n° 10, mars-avril 1973. La *Revista de America* est l'organe du courant dit de la « *minorité du Secrétariat unifié* » en Amérique latine. Elle est publiée à Buenos Aires sous la responsabilité de N. Moreno. A la page 15, Gonzales écrit :

« *Il est clair que si nous mettions un signe égale entre le gouvernement Allende et celui de Léon Blum en France en 1936, nous commettrions une erreur impardonnable. Le gouvernement de Blum fut le gouvernement d'une bourgeoisie impérialiste, exercé par l'intermédiaire du parti radical, qui bénéficia de l'appui des partis communiste et socialiste. Par contre, le gouvernement de l'Unité populaire est le gouvernement d'un mouvement nationaliste dans un pays exploité par l'impérialisme.* »

(5) Bulletin mensuel du groupe trotskyste chilien. Voir *la Vérité*, n° 560, pp. 32 et suivantes. Le groupe *Ofensiva* s'est dissous officiellement en juillet 1973.

(6) Pour plus de précisions, voir *la Vérité*, n° 559, p. 70.

en arrière, sur *un seul point*, mais qui est capital, à savoir la formation même de l'Unité populaire à la fin de 1969.

La coalition des dirigeants ouvriers avec les partis d'une aile de la bourgeoisie

A l'origine de la tragédie du 11 septembre 1973, il y a la constitution de l'Unité populaire en 1969-1970. Formée d'une part du P.C. et du P.S., de l'autre du Parti radical et des députés et sénateurs scissionnistes de la démocratie-chrétienne, la coalition de l'Unité populaire a aussitôt revêtu un sens politique précis. Si affaibli que fût le Parti radical, il demeure que l'alliance du P.C. et du P.S. avec l'un des principaux partis au moyen desquels la bourgeoisie chilienne a exercé sa domination de classe pendant de longues années, ainsi qu'avec le sénateur Gumucio, avec Chonchol et d'autres notables issus de la démocratie-chrétienne de Frei, avait la signification suivante :

Matérialiser le lien traître avec la bourgeoisie.

Fournir, dès cette époque, des garanties à la bourgeoisie quant aux intentions du P.C. et du P.S. (Il ne s'agissait d'ailleurs pas seulement de garanties : le P.C. a maintenu en permanence le « dialogue » *avec la démocratie-chrétienne et Allende a pris contact dès cette époque avec divers secteurs de l'armée.)*

Barrer la voie à la constitution, dans le cadre des élections présidentielles de 1970, d'un Front unique de classe et d'une alliance du prolétariat et de la paysannerie sur un programme anti-capitaliste et d'indépendance nationale.

Autoriser toutes les manœuvres pour retarder la constitution, y compris de la candidature unique de la « gauche », et l'intervention du prolétariat et des masses dans la campagne électorale.

Justifier l'adoption d'un programme politique — le programme de l'Unité populaire — dont la ligne et le contenu sont ouvertement bourgeois, et auquel pouvait souscrire toute une aile de la bourgeoisie, notamment au sein de la démocratie-chrétienne.

En 1969-1970, la lutte politique pour l'indépendance de classe du prolétariat et la formulation du mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan se situait directement sur le terrain de la lutte pour un gouvernement P.C. - P.S., pour une candidature ouvrière unique, pour un front électoral P.C. - P.S., conclu à l'exclusion des radicaux et des chrétiens, sur la base d'un programme anti-capitaliste et de rupture avec l'impérialisme, excluant donc les bourgeois radicaux et chrétiens. Aujourd'hui encore, aucune compréhension de ce qui s'est passé ensuite, y compris jusque dans les derniers jours du gouvernement Allende, n'est possible en dehors d'une compréhension correcte de la nature de l'Unité populaire, comme coalition des partis ouvriers avec certains partis bourgeois.

Toute la suite — la négociation du Statut des garanties, l'acceptation du simulacre de la ratification par le Congrès bourgeois de l'élection du 4 septembre, la soumission totale aux institutions et aux lois de la Constitution bourgeoise, l'« *indulgence* » notoire d'Allende et de l'Unité populaire, leur passivité plus exactement, face aux menées du patronat et des partis de droite, l'introduction de militaires dans le gouvernement, les efforts constants des dirigeants du P.S. et du P.C. pour refouler le prolétariat et les masses travailleuses et pour détruire ou dénaturer leurs or-

ganisations autonomes de combat, les coups de poignard portés au prolétariat, dans le courant du mois d'août, dans le cadre d'une politique ouvrant directement la voie au coup d'Etat — *tout cela n'a constitué que le développement nécessaire et inéluctable d'une politique de collaboration de classes dont les bases avaient été établies par la constitution de la coalition de l'Unité populaire.*

Une politique de défense de la propriété privée et de l'Etat bourgeois

Le Chili démontre la faillite de la théorie des *« voies pacifiques vers le socialisme »*, dont Corvalan s'était fait le principal porte-parole dans son pays. Telle est la constatation que font aujourd'hui, en particulier au sein des partis communistes, dans tous les pays du monde, des milliers de militants ouvriers et de jeunes, qui avaient accepté jusqu'à présent de suivre cette ligne. Mais l'expérience faite au Chili met en lumière, non pas seulement la faillite de cette *« théorie »*, mais aussi son sens véritable. Relisons les déclarations du P.C. et du P.S. chiliens. On pourrait multiplier les citations à l'infini :

> « La gauche n'est pas armée, c'est la droite qui l'est. La gauche est contre la guerre civile, elle est pour le dialogue. » (Volodia Teitelboim, *El Siglo, quotidien du P.C.* chilien, 11 juillet 1973.) « La sécurité nationale est menacée et l'armée, en accord avec ses meilleures et ses plus nobles traditions, montera la garde pour la défendre. » (*El Siglo* du 21 août 1973.) « Nous avons fait confiance, nous faisons confiance et nous continuerons à faire confiance aux forces armées. Le programme de l'Unité populaire établit qu'il n'y aura pas d'autres forces armées, et je l'ai répété pour ma part à satiété, que celles prévues par la Constitution et les lois. » (Déclaration d'Allende à *El Siglo* du 8 juillet 1973.) « Eviter la guerre civile demeure la tâche de tous les Chiliens, partisans ou non du gouvernement, mais d'accord pour maintenir la lutte des classes, quelle que soit son acuité, sur le terrain sur lequel elle s'est déroulée jusqu'ici. » (L. Corvalan, cité par *l'Humanité* du 10 juillet 1973.)

Combien ces déclarations peuvent aujourd'hui paraître dérisoires, et laisser un goût de cendres dans la bouche des militants et travailleurs qui les relisent ! Mais il faut comprendre ce qu'elles signifient, quel en est le contenu : une ligne de collaboration de classes qui a conduit au désastre. *« Maintenir la lutte de classes sur le terrain sur lequel elle s'est déroulée jusqu'ici »*, telle est la clef de la politique des directions du P.C. et du P.S. chiliens. Il n'existe pas et il n'existera jamais de *« voies pacifiques vers le socialisme »*, ni au Chili ni ailleurs, Corvalan est le premier à le savoir. Ce n'est là que l'habillage *« théorique »* d'une politique ayant pour but de maintenir la lutte des classes dans les limites de la démocratie bourgeoise, de barrer le chemin à la révolution et au socialisme, de sauvegarder l'Etat bourgeois et le système capitaliste au Chili, en application de la politique de *« coexistence pacifique »*.

S'il est un militant pour en douter encore, il lui suffira de réfléchir au sens des déclarations faites par les dirigeants du P.C. français sur les événements chiliens, *juste avant comme après* le coup d'Etat du 11 septembre. L'axe en est simple et net : c'est l'approbation du respect de la Constitution bourgeoise et de l'ensemble des institutions constitutives de l'appareil d'Etat bourgeois, au premier chef, de l'armée, *comme expression et complément d'une volonté non équivoque de défendre le mode de production capitaliste et d'empêcher la destruction de la propriété des moyens de production au Chili.*

Les déclarations de Fajon

C'est ainsi que Fajon, dans les déclarations qu'il a faites à son retour du Chili (7), a commencé par souligner que « *le respect de la Constitution est l'une des caractéristiques incontestables du comportement du président Allende et de son cabinet* » et qu'il se double d'un respect non moins grand pour « *ce que les forces armées chiliennes appellent leur doctrine professionnelle* (c'est-à-dire) *leur subordination rigoureuse au pouvoir civil légitime* », pour mieux attaquer ensuite ce qu'il nomme « *les erreurs commises dans la mise en œuvre de la juste politique de l'Unité populaire* ». Pour Fajon, ces erreurs, ce sont, bien entendu, les atteintes portées à la propriété privée et le surgissement répété d'organes autonomes de mobilisation et de combat des masses susceptibles d'ouvrir la voie à une situation de double pouvoir. Les « *quelques exemples* » qu'il en donne sont au plus haut point significatifs et n'ont certes pas été choisis par lui au hasard :

> Certaines théories économiques, qui mettaient l'accent sur la destruction des structures anciennes et sous-estimaient les tâches pressantes du développement de la production et de la productivité n'ont pas été combattues pendant un temps avec la vigueur indispensable.
>
> L'occupation des entreprises par les travailleurs, comme juste mesure de défense politique à tel moment où la contre-révolution passait à l'attaque, s'est transformée dans certains cas en prise de possession d'entreprises nullement concernées par le programme des nationalisations.
>
> La politique des salaires a parfois négligé les intérêts légitimes des ingénieurs et des techniciens.
>
> La phraséologie gauchiste de différentes formations dont le M.I.R est la plus connue a étayé des positions irresponsables et aventuristes ; c'est le cas de la consigne gauchiste de désobéissance lancée aux soldats, qui a facilité les tentatives des officiers favorables au coup d'Etat ; c'est le cas du mot d'ordre gauchiste de commandement exclusif des travailleurs dans toutes les usines, tendant à dresser les ingénieurs et cadres contre la classe ouvrière.

Et, dans ce qu'il nomme des « *éléments fragmentaires de réflexion* (...), *réflexion qui doit accompagner aujourd'hui nos tâches de solidarité* », c'est de nouveau contre les atteintes portées à la propriété et contre les organes autonomes des masses que Febrer centre son article de *France nouvelle* du 25 septembre :

> L'occupation de petites propriétés agricoles et la réquisition d'entreprises non monopolistes et non stratégiques créent *(en juillet-août 1973)* des problèmes de toutes sortes, alimentent l'inflation par leur déficit et ne sont pas faites pour renverser la tendance. La campagne de terreur active ou psychologique porte ses fruits et parvient effectivement à déconcerter une partie importante de la population qui se met à douter d'un peu de tout *(sic)*. Les agissements gauchistes, basés sur une conception erronée des « *cordons industriels* », de leur rôle et de leur action, font le reste.

Telle est la manière dont l'appareil stalinien situe les « *responsabilités* » du coup d'Etat sanglant du 11 septembre. Le « *responsable* », l'ennemi, pour les dirigeants du P.C.F., se situe toujours à gauche, du côté des masses, dans leur mouvement vers les formes soviétiques de combat et d'organisation, vers la destruction de la propriété capitaliste.

Déjà voilà deux ans, c'est là que se situaient pour Fournial les « *responsabilités* » en Bolivie :

---

(7) *L'Humanité* du 1er septembre 1973.

> Le crime — *écrivait Fournial* — est certes pour l'essentiel celui des réactionnaires, fascistes et autres et son bénéficiaire est l'impérialisme U.S. ; mais il y a d'autres responsabilités ; en fait, si la paysannerie n'a que dans une très faible mesure soutenu le régime nationaliste de Torres, et moins encore les classes moyennes en général, n'est-ce pas à cause des impatiences, des stridences, des gesticulations ultra-révolutionnaires et de l'agitation entretenue par les dirigeants syndicaux trotskystes, par les petites bandes maoïstes et même par les gauchistes de la *"démocratie-chrétienne" ?* (...) L'Assemblée populaire, installée à La Paz, sans pouvoir réel mais imposée au général Torres par les dirigeants trotskystes de la Centrale ouvrière bolivienne, entourée de *"Gardes rouges"* spectaculaires, et légiférant, n'a-t-elle pas nourri des illusions d'une part sur le *"pouvoir ouvrier"* et d'autre part les campagnes réactionnaires alors aisément déchaînées sur le *"Soviet suprême de La Paz" ?* (8).

Au Chili, l'intervention d'Allende et du P.C. ont vigoureusement empêché la naissance d'un organe central de caractère soviétique analogue à l'Assemblée populaire, organe dont l'existence aurait permis de centraliser le combat des masses chiliennes contre la bourgeoisie et l'impérialisme. Mais l'acharnement de Fajon et Febrer contre les *« cordons »* n'est pas moindre que celui de Fournial contre l'Assemblée populaire de Bolivie. C'est toujours là que se situe *« l'inacceptable »*.

Les formes d'organisation autonomes des masses et les cordons industriels

Partisans de la *« coexistence pacifique »*, de la collaboration contre-révolutionnaire pour sauvegarder le capitalisme, Fajon et Febrer n'ont évidemment pas tort de considérer que ce qui a marqué les derniers mois du gouvernement Allende et donné à la situation, en particulier au lendemain du putsch manqué du 29 juin, un caractère révolutionnaire incontestable, ce sont les atteintes envahissantes à la propriété privée des moyens de production de la part des travailleurs en lutte, ainsi que le surgissement d'organismes autonomes de mobilisation et de combat des masses, préfiguration évidente d'organismes à caractère soviétique.

La direction du P.C. chilien ne s'y était pas trompée. Elle a fait porter l'essentiel de ses attaques contre les *« cordons »* et les *« expropriations sauvages »*. La question des *« cordons »* a dominé les trois derniers mois de l'Unité populaire.

Dans le second de nos articles sur la situation chilienne, nous avons montré la façon dont, au cours de la crise dite d'octobre 1972 (première grève des camionneurs), les masses, lasses d'attendre qu'Allende les appelle au combat, se sont mobilisées contre la bourgeoisie sur leur propre plan, de leur propre initiative, dans le cadre de formes d'organisation et de combat qui leur paraissaient nécessaires pour faire face à la crise du ravitaillement et aux menées contre-révolutionnaires du patronat et des partis et groupes politiques bourgeois (9).

Elles l'ont fait en se saisissant de certains organismes mis en place par le gouvernement, comme les *« comités du ravitaillement et des prix (T.A.P.) »*, et en leur donnant un nouveau contenu. Elles l'ont fait surtout en créant de nouvelles organisations, comme les *« groupes de protection et de défense des lieux de travail »*, embryons d'une milice ouvrière, les *« commandements municipaux »*, qui ont pris en charge, dans

(8) *France nouvelle*, n° 1346, du 31 août 1971, p. 18.
(9) Voir *la Vérité*, n° 560, pp. 48-49.

de nombreuses parties du pays, pendant toute la durée de la grève, les tâches de production, de distribution et de maintien de l'ordre, et enfin les *« cordons industriels »*, comités de liaison des comités d'usines qui ont commencé à se coordonner après la *« crise d'Octobre »*.

Le surgissement d'organisations *ad hoc* embrassant l'ensemble des masses en lutte constitue l'expression la plus claire du caractère révolutionnaire qu'a pris la lutte des classes dans les dix derniers mois de l'Unité populaire. Au Chili, ce sont vraiment l'ensemble des fractions du prolétariat et des masses exploitées qui ont été entraînées, avec des rythmes inégaux, mais avec certains rythmes élevés de fusion, dans la lutte pour en terminer avec le mode de production capitaliste. Au moyen de sa politique de *« réforme agraire »* (10), l'Unité populaire a indiscutablement réussi en partie à casser le rythme de mobilisation de la paysannerie, à refouler celle-ci et à briser en partie l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie. Mais, dans les villes, elle n'est parvenue à aucun résultat semblable. Ce sont les masses laborieuses tout entières, avec toutes leurs couches et secteurs, qui ont été entraînées dans la lutte aux côtés du prolétariat et qui ont donné à leur lutte la forme organisationnelle appropriée de comités d'usine, comités de quartier et comités de lutte de toutes sortes.

Naissance des « cordons »

La naissance des *« cordons »* exige quelques explications de plus. La structure particulière du mouvement syndical chilien comportait des vides qui appelaient, de façon quasi évidente pour les militants de TOUS les partis ouvriers, la création de comités de coordination des comités et/ou syndicats d'usine.

La Centrale unique des travailleurs (C.U.T.), en effet, ne comportait que deux niveaux d'organisation, le syndicat d'usine et les structures de niveau départemental et national. Elle ne connaissait ni la fédération de branche ou d'industrie, ni l'union locale. Les comités de coordination — ou cordons industriels — sont nés tout d'abord parce que tous les militants ouvriers, en premier lieu les responsables syndicaux d'usine, ressentaient la nécessité de surmonter cette lacune et de coordonner ce qui constituait une partie — et dans la dernière année une partie croissante — de leurs activités.

Toutes les usines ne possédaient pas de comités d'usine élus répondant de leur activité devant des assemblées générales d'usine. Dans de nombreux cas, des dirigeants ouvriers d'usine, membres du P.C. ou du P.S., avaient appliqué les instructions de l'appareil et combattu la formation de tels comités. Dans de nombreuses usines, le syndicat demeurait l'unique forme d'organisation des travailleurs. C'est pourquoi l'on constate la présence dans les *« cordons »* à la fois de représentants de véritables comités d'usine ET des bureaux de syndicats.

Mais, dans la chaleur de la lutte des classes et avec les masses en mouvement, une telle coordination, même si elle n'avait réuni que les bureaux syndicaux ou les responsables syndicaux (ce qui n'était jamais le cas, car, dans chaque zone, il y avait des comités d'usine dans au moins une partie des entreprises), ne pouvait que revêtir un contenu présoviétique et acquérir le caractère de représentation au moins partielle des masses ouvrières en lutte.

Etant donné, d'autre part, le processus d'intégration totale de la C.U.T. dans l'Unité populaire et dans

---

(10) Voir *la Vérité*, n° 560, pp. 38-43.

le gouvernement Allende (marqué par la présence des principaux responsables de la centrale — Figueroa, Calderon, Godoy — dans les différentes combinaisons ministérielles tentées par Allende), les *« cordons »* se présentaient comme des organismes qui non seulement échappaient, au moins en partie, au contrôle de l'appareil central de la C.U.T., mais étaient carrément dirigés contre lui.

N'ayant pas la force d'en finir avec les *« cordons »*, où était engagée une fraction très importante de leurs propres militants, les directions du P.C. et du P.S. ont cherché le moyen d'établir, tant bien que mal, leur contrôle sur ces organismes en proposant de les transformer en organes réguliers de la C.U.T. au niveau local, *ouverts aux seuls bureaux des syndicats d'usine*, à l'exclusion de toute représentation directe des travailleurs, de comités d'assemblées d'usine, d'activistes ouvriers individuels. C'est cela, la *« ligne juste sur les cordons »* à laquelle Febrer fait allusion dans son article de *France nouvelle*. Il s'agissait de bureaucratiser ces organismes, de leur *ôter tout contenu de caractère présoviétique*, d'en expulser les masses et de réaffirmer l'emprise exclusive des dirigeants syndicaux obéissant à la ligne traître de conciliation avec la bourgeoisie, de dialogue avec la démocratie-chrétienne et de participation de l'armée au gouvernement.

Les « cordons » dans la dernière phase

C'est après le putsch avorté du 29 juin que les *« cordons »* ont connu leur phase de développement la plus intense. La plupart des entreprises ont été alors occupées par les travailleurs et, dans les semaines qui ont suivi, les *« cordons »* se sont multipliés et renforcés. Leurs traits d'organisations à caractère soviétique se sont affermis. Malgré et contre la volonté des dirigeants de l'Unité populaire, les *« cordons »* sont apparus aux travailleurs comme les organes essentiels dont ils disposaient pour combattre la subversion bourgeoise qui se préparait au grand jour. Ils ont commencé à mettre en avant des revendications à caractère général et à assurer la liaison entre les syndicats qui y étaient représentés, les Comités d'approvisionnement populaires et l'ensemble des associations populaires d'une même zone.

Les *« cordons »* ont leurs journaux, dans lesquels apparaissent peu à peu des mots d'ordre unificateurs de caractère directement politique, qui conduisent les *« cordons »* à s'opposer directement au gouvernement, y compris lorsqu'ils affirment le soutenir. C'est ainsi qu'ils exigent l'abrogation de la *« loi scélérate »* sur le contrôle des armes, qu'ils commencent à organiser la défense des usines face aux perquisitions de l'armée, qu'ils qualifient l'entrée de militaires dans le gouvernement, intervenue le 9 août, de trahison et qu'ils appellent l'Unité populaire à *« rompre avec la bourgeoisie »*.

Le mouvement des *« cordons »* postérieur au 29 juin a marqué ainsi le moment le plus élevé de la lutte des classes au Chili et du mouvement du prolétariat chilien vers la révolution prolétarienne. Son orientation et ses mots d'ordre exprimaient toutes les contradictions de la situation où se trouvait le prolétariat chilien. *« Rompre avec la bourgeoisie, unique moyen de transformer le gouvernement »*, titrait le n° 11 de *Tarea Urgente*, organe des *« cordons »* industriels de Santiago. Il résumait ainsi une position qu'aucune des organisations autonomes de combat surgies à la fin 1972 et en 1973 n'est parvenue à dépasser : se constituer et agir *à côté* du gouvernement, mais *sans sortir* du cadre politique du Front populaire, sans jamais rompre avec l'Unité populaire et Allende.

Mais comment l'avant-garde spontanée qui s'est dégagée au moment où la lutte de classe atteignait sa plus grande acuité aurait-elle pu parvenir à comprendre, par son seul effort, la nature contre-révolutionnaire de l'Unité populaire et la nécessité de rompre politiquement avec Allende, agent de la bourgeoisie et fossoyeur du prolétariat, alors que les faibles noyaux d'avant-garde organisés n'y parvenaient eux-mêmes qu'avec un grand retard et d'énormes difficultés ?

Le mouvement des *« cordons »* a été l'expression la plus élevée des aspirations et de la volonté révolutionnaire du prolétariat chilien dans des conditions où, à la différence de la Bolivie en 1971, il n'existait aucune organisation révolutionnaire pour exprimer consciemment le mouvement insuffisamment conscient des masses en lutte, pour faire fond sur les *« cordons »* et comprendre que c'était là que se concentrait ce qu'il y avait de plus positif dans le combat engagé par le prolétariat ; dans des circonstances également où, à la différence de la Bolivie, il n'a existé aucun parti pour juguler l'offensive de l'appareil stalinien contre les organismes de caractère présoviétique, ce qui eut pour effet que les *« cordons »* sont nés et ont vécu sous le feu roulant, non seulement de la bourgeoisie, mais aussi des appareils traîtres des partis ouvriers et de la centrale syndicale.

Des partis dits *« de l'U.P. »*, seules une aile du M.A.P.U. (11) et une aile du P.S. ont appuyé sans réserve les *« cordons »*, mais, en tant que parties intégrantes de l'Unité populaire, elles l'ont fait en appuyant ce qui était *de leur part* une ligne consciente : à savoir, s'organiser de façon partiellement indépendante d'Allende, *mais derrière lui*, pour qu'il *« applique son programme »*, pour qu'il *« ne perde pas les occasions de frapper la bourgeoisie »*, pour qu'il *« corrige ses erreurs »*. Flanc gauche de l'Unité populaire, entièrement contrôlé de l'extérieur par Castro, le M.I.R. ne s'est jamais départi non plus d'une position de ce genre. De plus, le M.I.R. a donné la priorité aux comités d'action des habitants des bidonvilles plutôt qu'aux *« cordons »* où était regroupé le prolétariat organisé (12).

Pour le reste, c'est le tir de barrage dirigé contre eux par Allende et la direction du P.C. que les *« cordons »* ont connu comme seul aliment politique. Dans ces circonstances, ce n'est pas le caractère contradictoire de leur ligne qui mérite d'être relevé, mais bien plutôt le fait qu'ils soient parvenus à s'affirmer et à survivre.

Le tournant à gauche du 29 juin

Le coup d'Etat avorté du 29 juin a constitué une manœuvre de reconnaissance militaire dans tous les sens du terme. Il a permis aux auteurs du coup d'Etat du 11 septembre de me-

---

(11) M.A.P.U. : mouvement formé à la suite d'une scission de la démocratie-chrétienne. Voir *la Vérité* n° 560, p. 31, note 5.

(12) Ce point est bien mis en lumière par Blanco, Creus et Bordao (tous militants de la minorité du Secrétariat unifié), dans leur interview à *Intercontinental Press*, bulletin édité par le Socialist Workers Party, numéro du 8 octobre 1973, p. 1110. Comme Creus l'explique :

« La base sociale du M.I.R., c'était d'abord les paysans, et ensuite les habitants des bidonvilles autour des centres industriels. Ils avaient peu de chose dans la classe ouvrière. Cela les a conduits à sous-estimer de façon opportuniste la portée des « cordons » *industriels, qui constituaient l'avant-garde de la classe ouvrière. Ils ont mis tout l'accent sur les* « commandements communaux », *où se retrouvaient les bidonvilles et quelques autres secteurs. Les ouvriers y étaient inclus, mais de façon inorganisée. Aucun véritable* « commandement communal » *n'a existé : il n'y a eu que des embryons, même pas au niveau des* « cordons ».

surer exactement l'ampleur de la résistance qu'ils devaient s'attendre à rencontrer de la part de la classe ouvrière, le peu d'appui qu'ils pouvaient escompter de la part de la petite bourgeoise, donc l'ampleur de la saignée qu'il leur faudrait opérer dans les rangs ouvriers pour atteindre leurs buts.

Seuls, l'existence et le caractère bourgeois du gouvernement Allende et de l'Unité populaire leur ont fourni la possibilité de mener une telle reconnaissance du terrain sans courir de risques démesurés. Car le prolétariat et les masses travailleuses ont répondu à la tentative de coup d'Etat du 29 juin par une large mobilisation et une forte poussée à gauche, qui ont marqué pendant quelques semaines la situation politique, avant que l'Unité populaire ne parvienne à rejeter la classe ouvrière en arrière et à ouvrir la voie au nouveau coup d'Etat.

La riposte des masses au coup d'Etat avorté a comporté en particulier l'occupation de milliers d'usines (35 000, selon la C.U.T.) par les travailleurs, occupation qui s'est poursuivie dans la majeure partie des cas au-delà des jours qui ont immédiatement suivi et s'est en fait transformée en prise de possession des entreprises par les travailleurs. Les patrons en ont été chassés et n'y sont rentrés que derrière l'armée au lendemain du coup d'Etat du 11 septembre. Les usines étaient dirigées par les syndicats ou par des comités élus, et c'est sur cette base que les *« cordons »* industriels ont connu leur grande phase d'expansion.

Dans l'énumération qu'il fait des *« erreurs commises dans l'application du juste programme de l'Unité populaire »*, Fajon s'en prend pour une part à des faits qui ne reflètent pas seulement la poussée des masses dans le sens de la destruction de la propriété privée des moyens de production mais aussi les fissures apparues au sein du P.S. et du P.C. chiliens. Pris entre les exigences des masses et celles de la politique bourgeoise de l'appareil, de nombreux cadres des organisations du prolétariat ont commencé à vaciller et à se ranger sur les positions du prolétariat.

C'est ainsi que, dans son intervention de clôture au plénum du Comité central du P.C. chilien qui s'est tenu du 26 au 28 juillet 1973, Corvalan s'est vu contraint de lancer le rappel à l'ordre suivant :

> Je dois vous dire franchement que nous sommes fortement préoccupés par le fait qu'au cours des derniers jours, dans certains secteurs du parti ou chez certains camarades, une tendance s'est manifestée à se plier à tous les vents qui soufflent et à participer à des actions politiques incompatibles avec la ligne politique du parti. (*El Siglo* du 30 juillet 1973.)

De quelles actions s'agissait-il ? Des occupations d'usine, de la participation aux *« cordons »* industriels, dont Corvalan affirme qu'il ne saurait être question de tolérer leur existence comme *« organes de pouvoir parallèles et encore moins opposés au gouvernement populaire »*, et que le seul avenir qui leur appartient, c'est l'intégration et la subordination à l'appareil de la C.U.T. dans les conditions analysées plus haut.

Mais la puissance de la lame de fond qui montait du prolétariat était si grande que la C.U.T. a été obligée de faire la part du feu et de publier des déclarations que Fajon peut, de son point de vue, stigmatiser comme erronées et démagogiques. Le 1er juillet, elle déclarait que *« les entreprises occupées ne seront pas rendues jusqu'à nouvel ordre »*. Le 4 juillet, elle appelait de nouveau à poursuivre les occupations d'usine, mais en même temps à continuer à travailler normalement tout en montant la garde jour et nuit. C'est à Allende qu'il appartiendra le premier de demander le 8 juillet aux travailleurs de rendre les usines, mais sans le moindre succès.

Pendant quelques jours, au lendemain du 29 juin, la poussée à gauche a été si ample que la bourgeoisie a craint d'avoir commis un faux pas. Des manifestations immenses, fortes d'un million et de 800 000 personnes se sont déroulées ; des centaines de milliers de manifestants provenant de la petite bourgeoisie ont défilé côte à côte avec le prolétariat des usines et la jeunesse ouvrière et étudiante. Cela d'ailleurs suffit à prouver qu'il est faux que la petite bourgeoisie ait changé de camp et que la chute du gouvernement Allende soit le résultat de l'*« abandon »* de celui-ci par les *« classes moyennes »*.

Or, en dépit de l'inflation galopante, du ravitaillement défectueux, des privations alimentaires et matérielles de tout ordre résultant du sabotage de la production organisé par le patronat et les propriétaires fonciers grâce aux possibilités que leur offrait la forme de réforme agraire imposée par le gouvernement Allende, son refus de porter atteinte à la propriété privée des moyens de production dans l'industrie et son opposition farouche à l'institution du contrôle ouvrier sur la production dans les usines, le gros de la petite bourgeoisie urbaine n'a PAS basculé. Elle a toujours comparé sa situation sous Allende, alors même qu'elle subissait les privations les plus lourdes, avec sa situation sous Frei et son prédécesseur du Parti national, Alessandri. Les petits commerçants eux-mêmes sont restés jusqu'au bout du côté du prolétariat, du moins partout où ils sentaient sa présence physique, partout où ils étaient assurés de sa protection contre les attentats terroristes.

Lorsque Fajon et Ellenstein, J.P. Revel et Jean Daniel dissertent sur les classes moyennes et la nécessité d'aligner *« les rythmes du passage au socialisme »* sur leur degré de *« compréhension »* et d'*« acceptation »*, c'est en réalité à ceux que le programme du P.C. nomme les couches non monopolistes de la bourgeoisie que les uns et les autres se réfèrent, c'est-à-dire dans le cadre français aux Fred Lip et consorts, et, dans le cas d'un pays semi-colonial comme le Chili, aux couches *« anti-impérialistes »* de la bourgeoisie nationale. C'est de l'inquiétude des possédants que Fajon se fait l'écho le 1er septembre dans *l'Humanité*, de tous ceux qu'a effectivement atteints la prise de possession des usines par les travailleurs. Mais à ces gens-là il faut donner leur vrai nom : il s'agit de la bourgeoisie. Et non des masses petites-bourgeoises qui, elles, sont demeurées jusqu'au bout aux côtés du prolétariat.

La contribution de l'U.P. à la préparation directe du coup d'Etat du 11 septembre

A elle seule, l'Unité populaire a pu casser le mouvement à gauche suscité par le coup d'Etat du 29 juin, briser l'élan des masses et créer les conditions du reflux politique qui ont permis aux généraux fascistes de frapper le 11 septembre un prolétariat totalement démoralisé et politiquement disloqué.

Il nous est impossible, de ce point de vue, de suivre le M.I.R. et la gauche du P.S. sur le terrain où ils se sont situés au Chili, à savoir celui des *« occasions manquées »* ; il nous est impossible d'écrire, comme le fait la brochure *Chili : quatre questions, quatre réponses*, éditée par *Rouge* :

> Oui, l'Unité populaire pouvait élargir et renforcer sa base sociale en s'appuyant sur les organes du pouvoir populaire. Certains disent qu'elle ne l'a pas su. Nous disons qu'elle ne l'a pas voulu, prisonnière qu'elle était de son programme limité de nationalisation, prisonnière de la légalité bourgeoise qu'elle s'est acharnée à respecter jusqu'au suicide.

C'est là se situer encore et toujours sur le terrain de l'Unité populaire, en faisant de celle-ci un agent passif, « *prisonnière de son programme et de la légalité* ». Allende lui-même, chaque fois qu'il le fallait, usait de ce registre. Les larmes dans la voix, il a expliqué, quelques semaines encore avant sa mort, à un rassemblement de jeunes qu'il était prisonnier de la légalité, mais n'avait d'autre choix que de la respecter.

Des déclarations de cette nature d'Allende, des commentaires comme ceux de *Rouge* conduisent à une conclusion qui coule de source : ce qu'il faut à la classe ouvrière, c'est une meilleure « *Unité populaire* », une « *Unité populaire* » qui serait plus combative, moins « timorée », plus « à gauche » en un mot. Il n'y a rien, là non plus, de vraiment nouveau. Dans les années 30, on avait déjà vu diverses tendances centristes revendiquer un Front populaire axé plus à gauche, un « Front populaire de combat » — cette dernière formule est de Marceau Pivert, dirigeant de la « gauche révolutionnaire » du Parti socialiste à cette époque.

Or ce qui ne va pas avec le Front populaire, ce n'est pas qu'il servirait les intérêts des travailleurs, mais avec nonchalance, mollesse, pusillanimité. C'est qu'il est au service de l'ennemi — envoyant sa police contre les ouvriers à Clichy, sous Léon Blum (quatre ouvriers tués), ou faisant évacuer par l'armée les usines occupées, pour les rendre aux capitalistes, que les travailleurs veulent exproprier sous Allende. Le Front populaire, l'Union populaire savent effectivement être « de combat » quand il le faut, mais c'est contre les travailleurs. Ils fraient ainsi la voie au fascisme, avant de lui céder la place, leur tâche de désarmement des masses une fois accomplie, celles-ci une fois prêtes à être livrées sans défense à leurs bourreaux.

Non, Salvador Allende, quoi qu'il ait pu en dire lui-même, et même si *Rouge* s'en porte garant, n'a pas eu le rôle passif d'homme pris dans un engrenage qu'il aimait à s'attribuer. Et la nécessité de défendre face à la junte les dirigeants et militants ouvriers de toute tendance, sans discrimination, inconditionnellement, ne signifie pas qu'il faut jeter un voile pieux sur la politique pratiquée hier par les dirigeants de l'Unité populaire.

Armer politiquement les militants ouvriers exige au contraire aujourd'hui qu'on leur dise sans mâcher les mots : les dirigeants de l'Unité populaire ont ouvert la voie à la junte fasciste par des actes précis, conscients, qu'il faut qualifier sans la moindre ambiguïté d'ACTES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES. Ce sont les conséquences de ces actes dont le prolétariat et les militants des partis ouvriers paient aujourd'hui le prix dramatique.

Dès le début de juillet, Allende et Corvalan engageaient le combat pour obtenir le reflux des masses. *Les usines doivent être rendues,* proclamaient-ils. *Le gouvernement ne peut tolérer dans quelque domaine que ce soit des organismes se donnant un élément, si limité soit-il, de pouvoir, comme le font les* « cordons » *industriels, les comités de quartier ou les comités d'approvisionnement populaires* (J.A.P.) ; la seule voie à suivre, c'est le dialogue avec la démocratie-chrétienne, c'est le respect de l'armée et l'acceptation de toutes ses exigences ; c'est le respect intégral de la Constitution et des lois bourgeoises.

Le coup de poignard dans le dos du 9 août

Dans la brèche ainsi ouverte, l'armée s'engouffrait à partir de la fin de juillet. Elle se saisit d'une loi votée par le Congrès en janvier 1973 sur proposition de la démocratie-

chrétienne et du Parti national, au moment où Prats était ministre de l'Intérieur, et à laquelle Allende n'a jamais opposé son veto, ni le P.C. ni le P.S. aucune mobilisation de masse (*Unidos, el ejercito y el pueblo nunca seran vencidos* — « Unis, l'armée et le peuple ne seront jamais vaincus » — scandait le service d'ordre du P.C. dans les manifestations tout au long de 1973). Cette loi autorisait l'armée à procéder à toutes les perquisitions qu'elle jugeait nécessaires, sans aucune autorisation préalable du pouvoir civil et sur simple dénonciation anonyme, en vue du contrôle et de la saisie des armes. Elle avait pour fondement constitutionnel le monopole de l'usage des armes reconnu à l'armée par l'un des articles du Statut des garanties constitutionnelles signé par Allende en octobre 1970. C'est au nom de cette loi que l'armée a pu entreprendre, à partir de la fin de juillet, d'occuper les usines, d'en déloger les travailleurs par la force, de saccager les locaux (cantines, vestiaires en particulier), d'arrêter les militants les plus connus pour des interrogatoires supplémentaires.

Chaque fois qu'il s'agissait d'une usine du secteur privé, elle était rendue à son patron expulsé de l'usine le 29 juin. Ces perquisitions et occupations ont donné lieu à des manœuvres de préparation à la guerre civile exécutées en plein jour. Certains journaux proches du P.S. ou du M.I.R., ainsi que les organes des *« cordons »*, les ont caractérisées comme telles. Allende les a justifiées et défendues ; le P.C. a expliqué qu'il s'agissait d'*« erreurs »*. Mais ce qui a été dénué de toute *« erreur »*, ce fut la constitution, le 9 août, après que l'armée eut procédé pendant plus de quinze jours à ces manœuvres de guerre civile et fait un mort à Punta Arenas, du second *« cabinet militaire »*.

Ce fut là un véritable coup de poignard dans le dos asséné au prolétariat par ses dirigeants. Il a été ressenti comme tel, et le 9 août a marqué le début d'un indéniable reflux du prolétariat et de la jeunesse : militants et travailleurs ont su, à partir de ce jour-là, qu'ils étaient ligotés, sans recours, face à la trahison de leurs directions, livrés à l'ennemi de classe qui ne pourrait désormais qu'accroître son avantage. Du 9 août au 11 septembre, la voie est rectiligne : c'est vraiment la perspective Nevski qui est ouverte par la direction du P.C. et du P.S., mais au compte de la contre-révolution fasciste, dont le lit a été creusé par Allende et Corvalan, comme par Castro et la direction cubaine qui ont rappelé à l'ordre le 26 juillet les militants de la gauche du P.S. et exigé leur soumission à la ligne d'Allende.

Pour parachever leur œuvre, après la constitution du cabinet militaire, les dirigeants de l'Unité populaire ont encore adopté diverses positions allant toutes dans le même sens. Lorsque, dans la marine, l'état-major a arrêté plusieurs centaines de simples marins et sous-officiers sous l'inculpation d'avoir cherché à organiser la résistance au coup d'Etat du 29 juin et d'avoir préconisé la défense du gouvernement, lorsque ces marins ont été torturés, certains assassinés, l'Unité populaire n'a pas esquissé le moindre geste en faveur de ses propres partisans.

Poussant son avantage, la marine a alors arrêté des ouvriers des chantiers navals de Tacalhuano, près de Concepcion, toujours sous la même accusation, et engagé des poursuites contre le secrétaire général du Parti socialiste en personne, Altamirano, toujours sans qu'Allende ne bouge. La leçon était claire : les travailleurs et les militants n'avaient rien à attendre de leurs dirigeants face à l'armée.

Sur le plan économique et social, le gouvernement annonçait cependant que le blocage des salaires était

à l'étude, ainsi qu'une nouvelle tentative d'application du « *plan Milles* », plan de dénationalisation de certaines des plus grandes entreprises du secteur industriel, afin de donner à la démocratie-chrétienne encore de nouveaux gages en vue du « *dialogue* ». Le Parti démocrate-chrétien n'en a pas moins été l'âme de la préparation politique du coup d'Etat, dont il a reconnu la légitimité et l'autorité dès le 12 septembre, même si la logique fasciste de la junte devait échapper ensuite à son contrôle. Dans le même temps, les camionneurs pouvaient mener impunément jusqu'au bout leur grève d'étranglement de l'économie (13), tandis que les bandes fascistes évoluaient librement au centre des grandes villes et commençaient à y faire régner un climat de terreur. Le coup d'Etat du 11 septembre ne fut que le couronnement de ce développement politique, préparé par toute la politique des dirigeants de l'Unité populaire, voulu par eux, mis en œuvre, rythmé par tous leurs actes politiques soigneusement calculés.

Qui porte la responsabilité de la défaite ?

Si l'on considère la capacité d'initiative, de lutte, d'abnégation révolutionnaire dont la classe ouvrière, les couches exploitées de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, la jeunesse ont fait preuve de façon répétée au long des quatre dernières années, on ne peut que conclure que la défaite subie le 11 septembre 1973 n'avait rien d'inéluctable. Elle n'était inscrite ni dans les aspirations ni dans les objectifs de la classe ouvrière et de la jeunesse chiliennes, qui ont cherché, tout au long des quatre dernières années, à se frayer la voie vers l'expropriation des capitalistes, vers la destruction de l'Etat bourgeois, vers la révolution prolétarienne, seule capable de libérer le pays du joug de l'exploitation étrangère et de son retard séculaire.

Ni la classe ouvrière ni la jeunesse chiliennes n'ont aucune responsabilité dans la tragédie du 11 septembre. Seuls sont responsables les dirigeants du P.C. et du P.S. chiliens, avec la traîtresse politique de collaboration de classe qu'ils ont imposée au prolétariat, en contradiction, non seulement avec ses aspirations et les exigences de la lutte pour la libération nationale et sociale, mais aussi avec les formes précises, concrètes, qu'a prises sa volonté révolutionnaire, telle qu'elle s'est exprimée dans la construction des « *cordons* ».

(13) Les camionneurs ont été manipulés et achetés par les partis bourgeois et l'impérialisme. Il s'agissait de petits propriétaires qui, tout comme les petits commerçants, se sont montrés disposés à suivre les partis ouvriers, pour peu que ceux-ci, en tant que représentants de la classe ouvrière, leur montrent l'exemple d'une orientation ferme. Mais précisément l'absence de toute orientation ferme, sauf celle du refoulement du prolétariat, les a rejetés dans les bras de la bourgeoisie, qui a concentré sur eux, à partir du début de 1972, tous ses efforts. Le Parti national y a sélectionné et impulsé un dirigeant, Villarion, à qui les partis bourgeois et la C.I.A. ont versé de très importants subsides. Pendant les deux grèves — celle d'octobre 1972 et celle d'août 1973 — les grévistes touchaient 8 dollars U.S. en devises *par jour*, c'est-à-dire, au marché noir, 16 000 escudos, alors que certains salaires ouvriers ne dépassaient pas 25 000 escudos par mois. Ce qui est remarquable, c'est qu'il y a eu des camionneurs pour refuser — au risque de leur vie, et il y a eu plusieurs assassinats — d'être achetés et manipulés. Ils se sont regroupés dans une autre organisation, la M.O.D.A.R.E. Celle-ci n'a eu qu'un soutien formel de l'Unité populaire, qui a également repoussé de façon répétée — au nom de la « *liberté du travail* » — la proposition de former des brigades ouvrières pour aller casser la grève et exproprier les camions des grévistes.

La politique de l'Unité populaire a été une politique de collaboration de classes qui s'est située au niveau même où le développement de la lutte des classes au Chili avait élevé l'affrontement entre la bourgeoisie et le prolétariat, c'est-à-dire au niveau de la lutte pour le pouvoir. Cette politique était dirigée contre la classe ouvrière chilienne, contre les organismes autonomes qu'elle a construits en relation avec les exigences mêmes de la situation. Elle a nourri de bout en bout la contre-révolution et, dans les dernières semaines, lui a ouvert directement la voie. La leçon doit être assimilée par le prolétariat mondial. Il ne peut y avoir de ménagements ni d'équivoque dans les conclusions politiques : *L'UNITE POPULAIRE A FRAYE LA VOIE AU FASCISME, TELLE EST L'ESSENCE DE SON BILAN.*

MILITANTS !

Votre seule librairie :

LA S.E.L.I.O.

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

C.C.P. 31.697-97 LA SOURCE 45

Dialogue entre le Kremlin et M. Maurice Druon, artiste

M. Maurice Druon s'entretint l'an passé avec quelques fonctionnaires « soviétiques », lesquels n'écrivent rien, mais représentent cependant officiellement les écrivains de leur pays. Cet entretien a été publié dans le numéro de juin 1972 de la revue non moins « soviétique » de langue française **Œuvres et Opinions** (pages 143-147). Nous en publions ci-dessous quelques extraits dignes de passer à la postérité. Ils le feront d'ailleurs, M. Druon en est persuadé !

M. DRUON

Je suis venu en Russie à trois reprises ; pour la première fois, c'était en 1952, *et je crois bien avoir été le premier écrivain français non communiste venu en Russie après la guerre, si bien que j'ai été en quelque sorte le pionnier de la détente et de la coopération pacifique entre nos pays. La deuxième fois, c'était en* 1961, *quand j'ai voyagé à travers votre pays en auto, de Léningrad à Odessa. Maintenant, c'est donc la troisième fois.*

En ce qui concerne l'âme russe, il faut vivre de longues années en Russie pour la comprendre.

ŒUVRES ET OPINIONS

La notion d' « âme russe » n'est pas séparable de l'aspiration à la liberté, à la justice et à l'idéal moral, comme en témoigne la littérature — selon la très pertinente remarque de Monsieur Druon —, laquelle a incarné ces traits en Aliocha Karamazov, Pierre Bézoukhov et d'autres personnages immortels, créés par les grands écrivains russes. Ces traits de l'âme russe ont déterminé la naissance de héros dans la vie même, de héros de la Révolution, de l'édification socialiste, de la Grande Guerre Nationale. A leur tour, ils ont suscité les héros de la littérature nouvelle, dans les œuvres de Gorki, de Cholokhov, de Fédine, de Léonov...

Nous avons été heureux d'apprendre que Monsieur Druon découvrait des traits similaires dans l'âme française : l'amour de la liberté, la quête de l'idéal moral.

Nous avons également entendu avec plaisir Monsieur Druon souhaiter que nos peuples, les écrivains de deux pays se connaissent et se comprennent mieux. Notre hôte a fait remarquer à juste raison que beaucoup de ses compatriotes, sincèrement désireux de compréhension mutuelle, ne sont pas toujours valablement informés sur la vie littéraire en Union soviétique.

M. DRUON

Il est bien évident que les régimes politiques soviétique et français ne sont pas les mêmes et que ni les Français ni les Russes, à ce qu'il me paraît, n'ont, dans leur majorité, envie d'en changer (...)

Nous sommes d'accord sur l'essentiel (...)

Je suis heureux d'apprendre que je suis traduit en plusieurs langues de l'Union soviétique, et pas seulement en russe.

Il serait bon que nous soyons informés, en France, des traductions de nos œuvres à paraître ou parues dans les différentes républiques soviétitiques et que les auteurs français reçoivent des exemplaires de ces traductions (...)

Et enfin, je travaille à la suite des Rois Maudits *qui ont, tout m'en témoigne et je m'en réjouis, de nombreux lecteurs soviétiques* (...)

Evidemment, nous sommes d'accord sur les principes et sur l'essentiel. Si j'ai insisté sur les différences, c'est bien avec l'espoir qu'elles ne constituent plus des obstacles et qu'elles soient surmontées. Mais je pourrais parler tout aussi longuement de ce qui nous est commun, de notre amitié, de ce qui rapproche les âmes russe et française (...)

ŒUVRES ET OPINIONS conclut

Au nom de la rédaction, le directeur de la revue « Savva Dangoulov » remercie Maurice Druon de cette rencontre qui a été très utile et exprime l'espoir qu'elle contribuera à resserrer encore une coopération féconde et des dispositions de part et d'autre amicales.

P.S. : M. Druon en profite pour réhabiliter... Néron en des termes inoubliables.

M. DRUON

Tout d'abord m'intéresse le personnage de Néron. Il est pour ainsi dire inconnu, parce que la légende a déformé son caractère et ses actes. Il est le seul grand souverain de l'histoire qui ait cherché à faire de « l'esthétique » un moyen de gouvernement. Il est même, en quelque sorte, l'inventeur des relations culturelles.

... C'est le moins que l'on puisse dire.

Une "structure de paix" en Indochine

par Stéphane Just

Sur injonction du Congrès des Etats-Unis, Nixon a dû mettre fin, le 15 août 1973, aux bombardements du Cambodge par son aviation. L'intervention militaire américaine directe et ouverte en Indochine a ainsi pris fin, officiellement du moins. En réalité, elle se poursuit sous d'autres formes ; et Nixon n'a pas caché qu'il se réserve la possibilité de faire revenir le Congrès sur cette décision ou tout au moins de la tourner.

Il a fait lire par son porte-parole une déclaration qui affirme notamment :

> Le Président continue à faire les plus sérieuses réserves sur la sagesse de cette action législative. Il craint que, par cette action, le Congrès n'ait éliminé une incitation importante à un règlement négocié au Cambodge, n'ait réduit la sécurité des voisins du Cambodge en Asie du Sud-Est et n'ait affaibli la structure de paix en Indochine posée par les accords du 27 janvier.

La déclaration conclut en termes catégoriques :

> Je dois aussi rappeler l'avertissement du Président, dans sa lettre du 2 août, que les dirigeants du Vietnam du Nord feraient une très dangereuse erreur s'ils interprétaient l'arrêt des activités de combat des Etats-Unis au Cambodge comme une invitation à poursuivre une politique d'agression en Asie du Sud-Est.
>
> Hanoi doit clairement comprendre que le Président travaillera avec le Congrès de façon à pren-

dre les mesures appropriées si le Vietnam du Nord lance une offensive qui mette la stabilité en péril et qui menace de renverser les accords réalisés après tant de sacrifices consentis par tant de gens, pendant si longtemps.

L'injonction du Congrès à Nixon constitue par elle-même l'un des épisodes de la lutte qui oppose le *« pouvoir législatif »* au *« pouvoir exécutif »* aux Etats-Unis, l'un des aspects que prennent les contradictions qui déchirent les superstructures politiques bourgeoises des Etats-Unis, parce que celles-ci ne correspondent plus aux besoins de l'impérialisme américain (1). Pourtant, et c'est ce qui importe ici, la politique de l'impérialisme américain demeure, et Nixon l'affirme, et dit sa certitude que, au cas où la *« structure de paix en Indochine posée par les accords du 27 janvier »* serait remise en cause, la bourgeoisie américaine referait son unité pour faire face.

Quelle est donc cette *« structure de paix »* à laquelle l'impérialisme américain tient tant ? Ce sont ces accords à propos desquels toute la presse de *« gauche »* et d' *« extrême-gauche »* criait victoire.

Maintien de la division du Vietnam

Bien qu'ils aient déjà été analysés dans d'autres publications, il est utile d'en rappeler les grandes lignes. En termes diplomatiques appropriés, les accords du 27 janvier 1973 perpétuent la division du Vietnam à la hauteur du 17° parallèle, instituée par les accords conclus à Genève en 1954. Cela ressort des alinéas ou fragments d'alinéas suivants :

> ARTICLE 14. — Le Vietnam du Sud applique une politique étrangère de paix et d'indépendance. Le Vietnam du Sud est disposé à entretenir des rapports avec tous les pays sans distinction de régime politique ou social, sur la base du respect mutuel de l'indépendance et de la souveraineté et accepte l'aide économique et technique de n'importe quel pays pourvu que cette aide ne soit accompagnée d'aucune condition politique.

Indépendamment de la voie ouverte aux capitaux étrangers, cet alinéa consacre l'existence d'une entité politique, le *« Vietnam du Sud »*, qui entretient des relations de toutes natures avec tous les pays. L'article 15 dit sans doute :

> (...) La réunification du Vietnam se fera par des moyens pacifiques sur la base de discussions et d'accords entre le Vietnam du Nord et le Vietnam du Sud, sans coercition, ni annexion d'une partie par l'autre, et sans ingérence étrangère.

Et l'on peut encore y lire :

> a) La ligne de démarcation militaire entre les deux zones au 17° parallèle n'a qu'un caractère provisoire et ne constitue nullement une limite politique ou territoriale, conformément aux stipulations du paragraphe 6 de la déclaration finale de la Conférence de Genève de 1954.
>
> b) Le Vietnam du Nord et le Vietnam du Sud respecteront la zone démilitarisée de chaque côté de la ligne de démarcation militaire povisoire.

Cependant, malgré ces réserves purement verbales, l'existence de deux Etats vietnamiens indépendants et souverains est affirmée. Le 17° parallèle peut bien ne constituer *« nullement une limite politique ou territoriale »*, il n'en est pas moins reconnu pratiquement comme fron-

(1) Voir à ce sujet notamment *la Vérité* n° 560, pp. 102-111 (N.D.L.R.).

tière entre ces deux Etats vietnamiens, ainsi que nous l'allons voir.

Garantie de la propriété privée et de la libre entreprise

L'article 11 fonde la division du Vietnam sur des rapports de production antagonistes qui ne peuvent que la perpétuer :

> Les deux parties du Vietnam du Sud (c'est-à-dire le G.R.P. et le gouvernement Thieu) (...) garantissent au peuple les libertés démocratiques : liberté individuelle, liberté de parole, liberté de presse, liberté de réunion, liberté d'activités politiques, liberté de croyance, liberté de déplacement, liberté de résidence, liberté de choisir son travail et ses moyens d'existence, droit de propriété privée et liberté d'entreprise.

Cet alinéa est du plus grand intérêt. Tout comme la division du Vietnam, il est en accord fondamental avec le programme du Front national de libération du Vietnam du Sud (F.N.L.), dont il souligne le contenu. Toutes les *« libertés démocratiques »* sont prétendument garanties... Parmi ces libertés figurent le *« droit de propriété privée »* et la *« liberté d'entreprise »*. En quelques mots, le contenu bourgeois du programme du F.N.L. est ainsi condensé. Mais un premier point devient évident : sur cette base économique et sociale, l'unité du Vietnam est irréalisable.

Au Vietnam du Nord, la propriété privée des moyens de production et la *« liberté d'entreprise »* qui en découle ont été supprimées. Par leurs fondements économiques et sociaux, par leurs origines sociales, les deux Etats vietnamiens sont et demeurent donc de nature de classe radicalement différente. Quelles que soient ses déformations, sa bureaucratisation, la R.D.V.N. (République démocratique du Vietnam), l'Etat du Vietnam du Nord, défend la propriété collective des principaux moyens de production et d'échange. En ce sens, elle procède du prolétariat.

Par contre, selon les accords du 23 janvier 1973, l'Etat du Vietnam du Sud est défini comme fondé sur la propriété privée des moyens de production, la *« liberté d'entreprise »*, qu'il a pour tâche de défendre. Il garantira donc la pérennité de l'exploitation du prolétariat comme des paysans pauvres ou sans terre par le capital et les grands propriétaires fonciers et, bien entendu, par l'impérialisme, d'autant qu'il a fait appel à *« l'aide économique et technique de n'importe quel pays »*. Autant dire que l'Etat du Vietnam du Sud est et sera nécessairement un Etat bourgeois, donc lié à l'impérialisme. Or c'est là une conséquence qui découle logiquement de la nature du programme du F.N.L. et qui interdit la réunification du Vietnam.

Il est d'ailleurs frappant de retrouver le même texte, à quelques mots près, inclus dans les accords sur le Laos signés le 21 février 1973 entre *« le représentant du gouvernement de Vientiane »* et *« le représentant des forces patriotiques »*, *« afin de répondre aux augustes vœux de Sa Majesté le roi et aux aspirations ardentes du peuple de différentes ethnies »* :

> ARTICLE 1, POINT D. — Afin de préserver l'indépendance et la souveraineté nationales, réaliser la concorde nationale et l'unification de la patrie, il faut appliquer rigoureusement les libertés démocratiques du peuple, lesquelles comprennent : la liberté individuelle, la liberté de croyance, la liberté de parole, la liberté de presse, la liberté de réunion, la liberté de créer des partis et des organisations politiques, la liberté de se porter candidat aux élections et la liberté d'élire, la liberté de déplacement, la liberté de résidence, la liberté d'entreprise et le droit de propriété privée.

Ces dispositions sont conformes à la nature des blocs politiques tels que le F.N.L. au Vietnam du Sud, le front patriotique au Laos, le F.U.N.K. au Cambodge ; blocs nationaux faisant appel à toutes les classes sociales, ils subordonnent obligatoirement, sous couleur de lutter pour *« l'indépendance nationale »*, les intérêts du prolétariat comme ceux des paysans pauvres et sans terre à ceux de la *« bourgeoisie nationale »* et des propriétaires fonciers. L'ordre social et ses superstructures politiques sont donc déterminées par les besoins des classes dominantes et exploiteuses. Le programme ne peut être au mieux — et sur le papier seulement — qu'un programme démocratique bourgeois, programme qui, par sa nature, met en sommeil les revendications et objectifs propres du prolétariat, des paysans pauvres, des masses exploitées. Mais la lutte pour l'indépendance nationale dans les pays arriérés est inséparable de la lutte des classes. Si ténu soit-il, un fil relie toujours les classes et couches exploiteuses dites *« nationales »* à l'impérialisme mondial : celui de l'exploitation, celui de la propriété privée des moyens de production, de la *« libre entreprise »*. Au Vietnam du Sud comme au Laos ou au Cambodge, cette règle ne souffre pas d'exception. Les accords de Paris et de Vientiane le confirment ; ceux qui, demain, seraient conclus sur le Cambodge ne pourraient manquer de le faire à leur tour.

Cette première raison est suffisante pour que Nixon considère que les accords du 23 janvier 1973 fondent une *« structure de paix »*. Mais l'encre en était à peine sèche que la presse capitaliste internationale supputait les investissements, les profits réalisables au compte de la *« reconstruction »* : *« La reconstruction de l'Indochine ouvre d'immenses perspectives »*, titrait par exemple *le Figaro* du jeudi 25 janvier 1973.

Du plan de paix du F.N.L. ...

Mais examinons de plus près le *« plan de rétablissement de la paix »* du F.N.L. Enoncé et modifié à plusieurs reprises au cours de ces dernières années, il se voulait radical sur un certain nombre de points :

> 1° Les troupes américaines s'engagent à se retirer dans un délai donné, en conséquence de quoi le retrait en sécurité de ces troupes sera assuré, un accord sur la libération des militaires de toutes les parties et des civils capturés dans la guerre (y compris les pilotes américains capturés au Vietnam du Nord) sera conclu pour permettre à toutes ces personnes de gagner rapidement leurs foyers. Les deux opérations commenceront à la même date et s'achèveront à la même date.

L'opération suivante était nettement démarquée.

> 2° Un cessez-le-feu sera observé par les forces armées populaires de libération du Vietnam du Sud et par les forces armées de l'administration de Saigon dès qu'un gouvernement de concorde nationale aura été formé.

Ainsi, ce n'est qu'*après* la formation dudit gouvernement que devait intervenir un cessez-le-feu.

Le processus était supposé se dérouler ainsi :

a) Nguyen Van Thieu, Ky, Khiem et leurs acolytes devaient être éliminés. Ensuite :

b) Par divers moyens, les forces politiques, sociales et religieuses au Vietnam du Sud aspirant à la paix et à la concorde nationale formeront à Saigon une nouvelle administration se prononçant pour la paix, l'indépendance, la neutralité, la démocratie.

c) Après quoi seulement :

> Le gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Vietnam du Sud engagera aussitôt des conversations avec ladite administration pour (...) former un large gouvernement de concorde nationale à trois composantes, qui sera appelé à exercer ses fonctions dans la période qui s'écoulera entre le rétablissement de la paix et la tenue des élections générales au Vietnam du Sud.

d) Enfin, un autre article définissait ces élections :

> La population du Vietnam du Sud décidera elle-même du régime politique du Vietnam du Sud au moyen d'élections générales et démocratiques, élira une Assemblée, élaborera une constitution ayant un caractère national et démocratique.

Comme on le voit, ce plan de paix, s'il respectait les limites et les structures d'un système politique bourgeois et intégrait même une partie de l'administration en place à Saigon, faisait néanmoins du retrait des troupes américaines un préalable, balayait le gouvernement Ky et démantelait ainsi au moins partiellement l'Etat satellite de l'impérialisme américain. Il disloquait l'armée et la police de Saigon. La constitution d'un gouvernement auquel participait le F.N.L. appuyé sur ses forces armées, son appareil, et ayant forcément un poids décisif à l'intérieur de ce gouvernement, était une condition préalable du cessez-le-feu. Enfin la nature des élections était précisée : il s'agissait de former une Assemblée nationale constituante.

... à la « paix » du 23 janvier 1973

Les accords signés le 23 janvier 1973 amorcent un processus foncièrement différent. Leur nature même est d'ores et déjà une violation de l'indépendance nationale. Il est vrai que l'impérialisme américain a retiré officiellement ses troupes du Vietnam du Sud, selon les termes des accords ; mais, par milliers, des *« conseillers »* militaires en civil sont restés ou arriveront, et l'armée et la police de Thieu ont été dotées d'un énorme armement. Cependant, et cela a une très grande importance, aux côtés du gouvernement du Vietnam du Nord, sur le même plan, les Etats-Unis sont signataires d'accords qui réglementent les conditions du rétablissement de la *« paix »* au Vietnam du Sud et de l'instauration d'un régime *« démocratique »* fondé sur le respect de la propriété privée des moyens de production et la *« liberté d'entreprise »*. Ils sont donc politiquement concernés et *« responsables »*. Le Vietnam du Nord, parce que c'est le même pays, est concerné par ce qui se passe au Sud, c'est bien évident, mais le caractère des accords met l'impérialisme américain sur un même plan par rapport au Vietnam du Sud.

Le communiqué commun signé le 13 juin 1973 à Paris par Le Duc Tho au nom du gouvernement du Vietnam du Nord et Kissinger au nom du gouvernement des Etats-Unis est à cet égard significatif. Les difficultés d'application ou la violation des accords du 23 janvier les ont amenés à de nouvelles discussions, et à réaffirmer celles-ci. En quelque sorte, ils intiment conjointement aux *« deux parties »* du Vietnam du Sud d'avoir à respecter les accords du 23 janvier.

La même réalité s'exprime dans le fait que le gouvernement Ky soit resté au pouvoir avec le consentement du gouvernement révolutionnaire provisoire (G.R.P.) du Vietnam du Sud ; celui-ci renonçait ainsi à la formation d'un gouvernement à trois composantes, dans lequel il aurait joué un rôle majeur, pour se limiter à administrer les zones qu'il contrôle. A la place du gouvernement à trois

composantes se réunira un « *Conseil national de réconciliation et de concorde nationales composé de trois parties égales. Le Conseil fonctionnera conformément au principe de l'unanimité* ». Autrement dit, ce sera un organisme sans pouvoir, si même il se réunit jamais. Sa tâche devrait être principalement d'organiser « *des élections générales libres* » et de « *décider des procédures et des modalités de ces élections générales* ». Mais, fait incroyable et cependant vrai :

> Les institutions pour lesquelles doivent être tenues ces élections générales libres et démocratiques seront établies d'un commun accord grâce à des consultations entre les deux parties.

Ainsi, le susdit Conseil sans pouvoir est aussi sans objet. Le gouvernement Thieu et le G.R.P. (les « *deux parties* ») ont les mains libres. Thieu a donné une interprétation sans équivoque des accords du 23 janvier 73 :

> Les communistes ont été obligés de reconnaître que le Vietnam du Sud et le Vietnam du Nord sont deux pays distincts parmi les quatre d'Indochine. Le Vietnam du Nord devra reconnaître la souveraineté de notre pays. Il n'y aura pas de coalition à deux composantes ni de gouvernement à trois composantes imposé au Vietnam du Sud. Les communistes ont également échoué dans leurs efforts en vue d'imposer le neutralisme à notre pays à la manière qu'ils voulaient. Les communistes n'ont pu imposer, comme condition à la cessation de la guerre, leur demande de dissolution de notre armée et de notre gouvernement (...).
>
> Il n'y aura pas deux gouvernements parallèles comme les communistes l'avaient toujours affirmé. Nous ne reconnaîtrons ni n'accepterons jamais deux gouvernements parallèles. Il n'y aura qu'un seul gouvernement légal et constitutionnel, celui de la République du Vietnam *(c'est-à-dire le sien, S.J.)*. L'avenir politique du Sud sera décidé par le peuple du Sud au moyen des élections dont nous discuterons avec le F.N.L. *(Toutefois)*, tant que resteront ces troupes *(du Nord)*, il n'y aura pas de démocratie au Vietnam du Sud.

En clair, il n'y aura donc pas d'élections, et naturellement Thieu, sous la supervision du gouvernement des Etats-Unis, est seul juge de la « *présence ou non de troupes nord-vietnamiennes au Sud* ». Le cessez-le-feu sur cette base aboutit à reléguer l'administration F.N.L. dans les zones rurales qu'elle domine, laissant le gouvernement Thieu contrôler 90 % de la population du Vietnam du Sud ; le F.N.L. n'a pu en effet installer officiellement son contrôle sur aucune ville importante. Dans le reste du pays, le F.N.L., jusqu'à plus ample informé, devra rester clandestin. L'encre des accords n'était d'ailleurs pas sèche que les troupes de Thieu violaient en des milliers d'endroits le cessez-le-feu pour réduire les positions occupées par le F.N.L. La répression n'a jamais été aussi étendue et aussi sauvage.

Ainsi, sur le plan politique comme sur tout autre plan, le cessez-le-feu, loin d'aboutir à l'indépendance nationale, consacre un Etat, une administration « *fantoche* », c'est-à-dire entièrement construite par l'impérialisme américain et totalement à sa solde, qui contrôle 90 % de la population au moyen d'une répression terroriste. C'est la deuxième raison, complémentaire de la première, qui fait que Nixon considère les accords du 23 janvier 1973 comme une « *structure de paix* ».

Les masses « violent » les accords de Genève de 1954

Est-ce à dire que l'impérialisme américain ait atteint ses objectifs au Vietnam ? Certainement non. Il suffit

de reprendre à grands traits les étapes successives de son intervention militaire pour s'en rendre compte.

En 1954, les accords de Genève consacraient le partage du Vietnam selon la ligne du 17e parallèle. Les forces militaires et les militants du Vietminh prenaient possession de la zone Nord, d'où se retiraient les troupes de l'impérialisme français. Le gouvernement de la R.D.V.N. s'installait à Hanoi. Mais le Vietminh, ses forces armées et ses militants évacuaient le Sud, où se repliaient les troupes françaises. Le Sud restait ainsi sous contrôle de l'administration et des forces répressives mises en place par les Français et auxquelles Bao-Daï, l'*« empereur des boîtes de nuit »* (ainsi nommé parce qu'il passait la plus grande partie de son temps dans les boîtes de nuit de la côte d'Azur), servait de prête-nom. Des élections générales devaient avoir lieu au Sud dans les deux ans à venir.

Mais bientôt Bao-Daï fut renversé par Diem, son Premier ministre, soutenu par les Américains. Les troupes françaises se réembarquèrent, tandis que les Américains apportaient leur appui politique et économique au gouvernement sud-vietnamien, et lui envoyaient leurs *« conseillers »*. L'objectif des Américains était de construire au Vietnam du Sud un régime, un Etat forts, sur le modèle de ceux de la Corée du Sud, aptes à opposer un barrage à l'élan révolutionnaire des masses en Asie du Sud-Est, élan puissamment renforcé par la victoire de la révolution chinoise, puis par celle du Vietminh sur l'impérialisme français. Tous oublièrent vite la préparation d'élections en vue de l'unification du Vietnam. L'U.R.S.S. proposa même l'admission aux Nations Unies des *« deux Vietnam »* ainsi que des *« deux Corée »* et des *« deux Allemagne »*. Même le gouvernement de la R.D.V.N. s'accommoda facilement de cette situation.

Cependant, la Cochinchine, le Sud-Vietnam, Saigon ont *toujours* été un foyer de luttes révolutionnaires et anti-impérialistes. Il nous paraît indispensable de rappeler ici les grands traits de ces luttes, quitte à opérer un nouveau retour en arrière.

La première province vietnamienne occupée par l'impérialisme français, la Cochinchine, a vu naître de nombreux dirigeants des mouvements antiimpérialistes qui, dès les premiers jours de la conquête française, se sont formés au Vietnam. A partir de 1932, la Cochinchine a été le centre politique du combat contre l'impérialisme français. Tandis que, par suite de la politique aventuriste — suivie à ce moment par l'I.C. stalinisée — politique dite de la *« troisième période »* — au cours de laquelle étaient artificiellement proclamés, au moindre mouvement, des *« soviets »*, le Parti communiste vietnamien, constitué quelques années auparavant, était considérablement affaibli au Tonkin, en Cochinchine, l'impérialisme français accordait quelques droits politiques limités : les journaux de langue française bénéficiaient d'une certaine liberté d'expression, les élections municipales à Saigon étaient relativement libres. De 1932 à 1940, tous les terrains de lutte furent utilisés pour propager et défendre une politique qui soudait à la lutte contre l'impérialisme celle pour la révolution prolétarienne, grâce à la constitution et au développement d'une organisation trotskyste, sous la direction de Tha Thu Tau. Les trotskystes imposèrent aux dirigeants staliniens du P.C. un front unique, dont *la Lutte* était l'organe. Dès mai 1933, deux candidats de la liste ouvrière soutenue par *la Lutte* furent élus au conseil municipal de Saigon, qu'ils utilisèrent comme tribune politique. En même temps, le P.C. d'un côté, les trotskystes de l'autre, continuaient à mener leur action politique, illégale ou semi-légale.

Dès 1935, le Parti communiste vietnamien s'aligna sur la politique de Front populaire que venait d'adopter l'I.C. sous la direction de Staline et de Dimitrov. Lorsque se constituèrent en France les gouvernements successifs du Front populaire, le P.C.V. en vint à soutenir l'administration coloniale de l'impérialisme français ; jusqu'à la signature du pacte germano-soviétique, il se prononça même pour la défense nationale et la constitution d'un front national contre le fascisme japonais. Mais le groupe trotskyste poursuivit son action politique, qui unissait combat anti-impérialiste et lutte pour la révolution sociale. En 1937, il parvint à arracher aux dirigeants staliniens du P.C. la direction du journal *la Lutte*. Aux élections municipales de 1937, une liste ouvrière obtint 3 élus dans le deuxième collège de Saigon, dont Tha Thu Tau. Mais en juin 1937, le front unique entre staliniens et trotskystes fut ouvertement rompu par les premiers ; aux élections au Conseil colonial, deuxième collège, Tha Thu Tau et Tran Van Trach, candidats trotskystes, furent cependant triomphalement élus, avec 80 % des voix : staliniens et gouvernementaux se partageaient les 20 % restant. En 1936, de grandes grèves avaient éclaté à Saigon et dans la Cochinchine. Plus de six cents comités d'action s'étaient formés afin de lutter contre l'impérialisme et pour les revendications sociales.

Mais en 1939, lors de la déclaration de guerre, la répression se déchaîna contre les mouvements anti-colonialistes se réclamant du communisme. L'organisation trotskyste, dont les racines s'enfonçaient surtout en Cochinchine, fut pratiquement détruite. Ses dirigeants furent tous internés au bagne de Poulo-Condor, tandis que le P.C.V. parvenait à se reconstituer au Tonkin et que ses dirigeants se réfugiaient en Chine, d'où ils pouvaient agir librement, et bénéficiaient de l'appui du Kremlin.

La Cochinchine n'en a pas moins joué de nouveau un rôle important dans la lutte contre l'impérialisme dès 1945. De grandes manifestations de masse se déroulèrent à la fin du mois d'août de cette année. Un Comité exécutif provisoire du Vietnam du Sud s'empara du pouvoir. Et lorsque le corps expéditionnaire français, avec l'appui des Anglais et des troupes japonaises (chargées du maintien de l'ordre au Vietnam après la capitulation du Japon), aura occupé Saigon et les grands centres de Cochinchine, la guérilla commencera. Au moment de la signature des accords de Genève, en 1954, des régions importantes du Vietnam du Sud étaient aux mains des troupes du Vietminh.

Le régime Diem

Néanmoins, après le retrait du Vietminh au Nord et la partition du Vietnam, le dictateur catholique Ngo Dinh Diem a eu, pendant quelques années, les mains libres. Les sectes baodaïstes et autres une fois mises au pas, le « calme » régna au Sud. Selon un document du Pentagone, cela signifiait que, dès l'été 1955, plus de 100 000 personnes étaient déjà arrêtées. Les traditions révolutionnaires des ouvriers et des paysans du Vietnam du Sud les poussèrent à résister et à engager la lutte contre Diem, contre ses opérations de police, contre les propriétaires fonciers, cela d'autant plus que la pourriture, la concussion, l'anarchie, les rivalités de cliques, la démoralisation gangrenaient et impuissantaient l'*« administration »* et les forces répressives aussi lâches que cruelles de cet Etat du Vietnam du Sud qui ne parvenait pas à se construire. Tous les témoignages sont formels : indépendamment du gouvernement du Vietnam du Nord et du *« Parti des travailleurs vietnamiens »* (nouveau nom pris par l'ex-Parti communiste du Vietnam), et

à l'encontre de leur politique d'alors, entre 1955 et 1958 les masses ont engagé la lutte dans le Sud. Les premiers groupes armés ont mené des opérations de guérilla contre les forces de Diem. La politique de Diem, consistant à regrouper des milliers et des milliers de paysans à l'intérieur de « *hameaux stratégiques* » eut pour effet de les déraciner. Elle agit comme un jet de pétrole sur les premières flammes d'un incendie.

L'ampleur prise par le mouvement ne permit pas aux dirigeants du Vietnam du Nord de s'en désintéresser. Tous les ouvriers et paysans du Nord comme du Sud se sentaient directement concernés. En finir avec les propriétaires fonciers et l'impérialisme au Sud, opérer la réunification du Vietnam leur apparaissait comme le complément naturel, indispensable de la victoire remportée à Dien Bien Phu sur l'impérialisme français. Les dirigeants du Vietnam du Nord, pour ne pas perdre le contrôle du mouvement, durent y participer et, jusqu'à un certain point, l'impulser. Des armes furent fournies. Et, en 1960, les dirigeants du Vietnam du Nord posèrent de nouveau la question de l'unité du Vietnam. Au troisième congrès du Parti des travailleurs vietnamiens, qui se tint en octobre 1960, Hô Chi Minh qualifia les combattants du Sud de « *rempart d'airain de la patrie* ». Il ajouta :

> Il faut à tout prix réaliser notre devise : réunifier le pays, Nord et Sud, sous un même toit.

Et, en décembre 1960, le Front de libération nationale était fondé pour donner une structure de direction, d'organisation et de centralisation au mouvement révolutionnaire, avec pour ligne politique officielle : renverser Diem, chasser les Américains.

L'impérialisme américain se trouvait dès lors devant l'alternative suivante : ou laisser s'effondrer Diem et se faire l'unification du Vietnam, mais ç'aurait été donner une nouvelle impulsion au développement de la révolution en Asie, et les accords de Genève n'auraient servi à rien ; ou s'engager de plus en plus directement au Vietnam du Sud. Lorsque Kennedy devint président des Etats-Unis en 1960, il y avait officiellement 685 militaires américains au Vietnam du Sud ; en 1963, ils étaient déjà plus de 16 000. L'impérialisme américain dut alors constater l'impuissance, la faillite de Diem et de son régime, qui s'appuyait principalement sur la minorité catholique de réfugiés du Nord, mais était par ailleurs totalement isolé.

En liaison avec le gouvernement américain, les généraux du Vietnam du Sud organisèrent un coup d'Etat, en vue de former un gouvernement ayant une base politique plus large, et axant la construction de l'Etat du Vietnam du Sud autour d'une armée refondue par les Américains. Le résultat immédiat sera une succession de putschs militaires, avant que les généraux Thieu et Ky ne forment un gouvernement « fort ». L'anarchie, la décomposition ne cessèrent de s'accroître.

Le plan d'intervention

En 1964, l'intervention de l'impérialisme américain prit une dimension nouvelle ; un tournant s'opéra. Selon le dossier secret du Pentagone révélé par le *New York Times*, du 13 juin au 5 juillet 1971 :

> Ce que le rapport du Pentagone appelle un « *programme élaboré d'opérations militaires clandestines contre l'Etat du Vietnam du Nord* » commença le 1er février 1964 sous le nom de code d'opération 34-A. Sur la recommandation du secrétaire de la Défense, Mac Namara, le président Johnson ordonne la mise à exécution du programme dans l'espoir, estimé très faible par les services de renseignements, que « *l'escalade*

progressive de la pression » exercée par les raids clandestins obligerait finalement Hanoi à faire cesser les activités Vietcong au Vietnam du Sud et celles du Pathet-Lao au Laos.

Malgré les accords qui, en 1962, étaient censés rétablir la paix au Laos sur la base d'un compromis enviable, les raids s'étendirent également à ce pays.

Ce fut le commencement de la guerre directe contre le Vietnam du Nord. Il suffit de se référer à la chronologie des événements pour comprendre qu'il s'agissait de la mise en application d'un plan dont les objectifs politiques s'inscrivaient dans le cadre d'une politique globale, élaborée de longue date par Eisenhower et Kennedy, puis mise pleinement en application par Johnson.

D'après les rapports publiés par le *New York Times*, tous les plans de bombardement du Vietnam du Nord ont été effectivement élaborés au cours de l'année 1964 ; les dispositions pratiques pour les réaliser ont été prises alors que Johnson menait sa campagne électorale contre Goldwater. Il est remarquable de constater la similitude des méthodes employées par Roosevelt en 1941 pour lancer les Etats-Unis dans la guerre et de celles utilisées par Johnson vingt-trois ans plus tard dans un but analogue.

En 1940, Roosevelt avait fait campagne pour que les Etats-Unis « *restent en dehors de la guerre* », tout en préparant les conditions matérielles, militaires et politiques de l'entrée en guerre. Une gigantesque provocation servit de détonateur. Roosevelt décréta l'embargo sur le pétrole et les matières premières à destination du Japon, exigeant en même temps l'évacuation de la Chine par les troupes japonaises : il connaissait fort bien l'aboutissant de cette mesure. L'Etat-Major américain était au courant de la préparation de l'attaque de Pearl Harbour le 8 décembre 1941. Il la provoqua et la laissa se faire, livrant sans défense dans cette rade la majeure partie de la flotte de guerre américaine aux raids de l'aviation japonaise.

En 1964, Johnson a fait campagne contre Goldwater, qui préconisait la guerre aérienne à outrance contre le Vietnam du Nord, en s'opposant à cette politique au nom de « *la paix* ». Mais tout était mis en place pour pratiquer la politique préconisée par Goldwater. L' « *incident* » du golf du Tonkin, délibérément provoqué, vint à point fournir le prétexte des premiers bombardements officiels, dit « *de représailles* », en juillet-août 1964 ; et surtout Johnson utilisa cet « *incident* » pour obtenir du Congrès le vote d'une résolution autorisant les opérations militaires contre le Nord. Après son élection, Johnson lança, en février 65, l'opération « *tonnerre* » sur le Vietnam du Nord. Puis, le premier avril, il décida d'engager l'infanterie américaine dans la guerre au Sud. Le 7 avril, il prononça à Baltimore un discours ultimatum, dans lequel il sommait pratiquement le gouvernement de la R.D.V.N. de se rendre aux conditions de l'impérialisme américain, qui comportaient notamment une offre de 2 millions de dollars de crédits pour mettre en valeur la vallée du Mékong, c'est-à-dire la pénétration du capital américain dans toute l'Indochine. Jusqu'alors, le gouvernement de la R.D.V.N. n'avait pas envoyé au Sud d'importants contingents de troupes. En juillet 1965, Nixon décida une intervention massive de son armée de terre aux côtés de l'Air Force et de la Navy : 175 000 hommes en juillet 1965, 520 000 en septembre 1965.

Nouveaux objectifs politiques

L'effort de guerre entrepris dépassait les exigences de la guerre au Sud. Les anciens objectifs demeu-

raient, mais ils étaient englobés dans de plus vastes. La guerre contre le Vietnam du Nord pouvait aller jusqu'à l'invasion du Nord. Elle s'insérait dans le cadre d'une politique mondiale de l'impérialisme américain, qui tentait de passer du « *containment* » du prolétariat mondial et de ses conquêtes révolutionnaires à leur refoulement, et à une contre-attaque généralisée. Au centre de cette politique : l'isolement de la Chine, son encerclement, une pression économique, politique et militaire accrue, pouvant aller éventuellement jusqu'à la guerre contre celle-ci.

Dès 1959, à Camp David, Khrouchtchev et Eisenhower avaient esquissé un « *compromis planétaire* ». Au lendemain de l'écrasement par les tanks de la bureaucratie du Kremlin de la révolution hongroise des Conseils ouvriers et de la défaite politique subie par le prolétariat français, une relative stabilisation des rapports entre les classes en faveur de l'impérialisme se dessinait en Europe. Khrouchtchev, aux prises avec les éternelles contradictions économiques et politiques de la bureaucratie du Kremlin, s'efforçait d'obtenir un soutien économique et la garantie du statu quo en Europe sur la base d'une entente contre la Chine et ses conquêtes révolutionnaires. L'impérialisme américain acceptait l'alliance contre la Chine, sans garantir le statu quo en Europe, et en maintenant sa ligne de pénétration du capital en Europe de l'Est et en U.R.S.S.

Les rapports entre l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin ne se développèrent pas sans heurts : annulation de la conférence au sommet qui devait se tenir à Paris, après qu'un avion espion U2 eut été abattu au-dessus de l'U.R.S.S. ; affaire des fusées de l'U.R.S.S. à Cuba ; nouvelle crise à propos de Berlin-Ouest... Ces tensions étaient en relation avec les problèmes insolubles de la bureaucratie, les échecs de Khrouchtchev, la lutte politique sourde qui allait aboutir à son renversement. Néanmoins, un accord fondamental demeurait entre l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin : la Chine devait faire les frais de la « *coexistence pacifique* », Moscou coupait toutes les relations économiques et politiques avec Pékin. La situation économique de la Chine, profondément ébranlée par la politique aventuriste du « *grand bond en avant* », devenait catastrophique. La bureaucratie du Kremlin accentuait son offensive politique : elle mettait la Chine au ban du mouvement stalinien mondial ; elle l'accusait de bellicisme, de vouloir la guerre atomique. Somme toute, elle contribuait autant qu'il lui était possible à établir les conditions politiques d'une agression directe de l'impérialisme contre les conquêtes de la révolution chinoise. Khrouchtchev une fois renversé, Brejnev et Kossyguine poursuivirent cette même politique.

Kennedy amplifia la lutte pour tenter de refouler le prolétariat mondial. Il constituait l' « *Alliance pour le progrès* », instrument d'organisation de la lutte contre le prolétariat d'Amérique latine ; il ordonna le débarquement des marines en République dominicaine, le blocus de Cuba. Il participa à la préparation du débarquement de la baie des Cochons et fomenta des coups d'Etat contre-révolutionnaires en Amérique latine et en Afrique dirigés par la C.I.A. Mais cette contre-attaque contre-révolutionnaire de l'impérialisme américain, dont la pointe était finalement dirigée contre la Chine, atteignit sa plus grande ampleur sous la présidence de Johnson : coup d'Etat militaire en Grèce, coup d'Etat militaire d'octobre 1965 en Indonésie, au cours et à la suite duquel des centaines de milliers de membres du P.C.I., de simples ouvriers et paysans, furent assassinés, coups d'Etat militaires au Brésil et en Argentine, etc. Pendant ce

temps la bureaucratie du Kremlin accentuait sa campagne contre la Chine, soutenant par exemple l'Inde de Nehru en guerre contre celle-ci. L'énorme pression exercée conjointement par la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme américain devait d'ailleurs être à l'origine de la crise qui déchira la bureaucratie chinoise pendant cette période. Il ne fait pas de doute que toute une aile extrêmement importante et puissante de la bureaucratie chinoise était prête à capituler devant cette pression. Mao Tsé-toung et les couches qui le suivaient durent démanteler l'appareil d'Etat, le P.C.C., faire appel pour résister à une mobilisation contrôlée des masses connue sous le nom de *« révolution culturelle »*. C'est dans ce contexte que la guerre ouverte contre le Vietnam du Nord, la mobilisation de plus de 500 000 GI's, auxquels s'ajoutait la 7e Flotte, se comprend ; c'était une des pièces maîtresses de cette politique. Il ne fait aucun doute que l'impérialisme américain dut la réajuster en 1968.

1968 : Nouveau tournant de l'impérialisme

Le nouveau tournant de la politique de l'impérialisme américain se situe au lendemain de l'offensive du Têt de 1968. Johnson prit alors la décision de cesser les bombardements au nord du 20e parallèle, et de ne plus envoyer de renforts au Vietnam. L'offensive du Têt fut-elle donc une victoire militaire des Vietnamiens du Nord ? Rien n'est moins sûr. La surprise fut totale, les premiers succès rapides et spectaculaires, la capacité des combattants vietnamiens du Nord et du F.N.L., leur héroïsme dépassèrent toute attente. Mais, après les succès initiaux, ce fut un véritable massacre des Vietnamiens du Nord et des combattants du F.N.L., saignés par la puissance de feu de l'armée américaine, écrasés sous les bombes, l'artillerie, le feu des armes de toutes sortes. Engagés dans des batailles frontales, ils subissaient inéluctablement la puissance matérielle de l'impérialisme américain. Il fallut quatre années aux dirigeants du Vietnam du Nord pour engager une nouvelle offensive de grande ampleur, encore attendirent-ils que le retrait des troupes américaines combattantes au sol fût déjà très avancé.

Après l'offensive du Têt, et conjointement avec la décision de Johnson de cesser les bombardements de l'Air Force au nord du 17e parallèle, les dirigeants de la R.D.V.N. acceptèrent la participation, à la Conférence de Paris, de représentants du gouvernement de Saigon, qu'ils avaient jusqu'alors toujours récusés. De la fin 1968 à 1972, les Américains parvinrent à contrôler la plus grande partie du Sud et mirent sur pied une énorme, sinon efficace, machine militaire et policière au Vietnam du Sud. Johnson avait pris le tournant. Nixon l'a précisé à chaque moment. Au Vietnam, ce fut la *« vietnamisation »*, qui consistait à mettre en place l'appareil répressif massif servant de fondement au gouvernement Thieu, le retrait des troupes terrestres américaines, le transfert des responsabilités des opérations militaires au gouvernement de Saigon. La base du règlement devait être la suivante : au Laos et au Cambodge, retour aux accords de Genève de 1954 et 1962 ; partition du Vietnam, reconnaissance du gouvernement Thieu comme étant le gouvernement du Vietnam du Sud. Nixon préconisait la tenue d'une nouvelle Conférence internationale regroupant les grandes puissances, principalement l'U.R.S.S., la Chine, les U.S.A., dans le but de régler les problèmes que pose l'Indochine.

Il reprenait ainsi les objectifs premiers de l'intervention américaine au Vietnam, mais en les restreignant considérablement. Il s'en tint ensuite fermement à cette politique, en uti-

lisant les moyens les plus violents et brutaux qui étaient à sa disposition pour la réaliser. C'est ainsi qu'en 1970, il n'a pas hésité à faire intervenir les troupes américaines et celles du gouvernement Thieu au Cambodge ; et de même en 1971 les troupes d'élite de Saigon au Laos afin de couper et d'occuper la piste Hô Chi Minh, l'aviation américaine les appuyant ; cependant qu'au Cambodge la C.I.A. fomentait un coup d'Etat portant au pouvoir un gouvernement plus docile que celui du prince Sihanouk. Ces opérations ont été finalement désastreuses : au Cambodge, jamais le gouvernement Lon Nol n'est parvenu à contrôler le pays ; quant à l'opération contre la piste Hô Chi Minh, elle s'est transformée en catastrophe, les *« troupes d'élite »* de Thieu se sont fait tailler en pièces par les Vietnamiens du Nord et ont détalé comme des lapins, ne devant leur salut qu'à l'aviation américaine.

Ces échecs n'ont cependant pas modifié la politique de Nixon, car cette politique procède de la nouvelle stratégie mondiale de l'impérialisme américain, dont les voyages de Nixon à Pékin et à Moscou ont été des manifestations démonstratives. Cette stratégie peut être définie brièvement de la façon suivante : l'impérialisme américain devient le pivot et la force motrice d'une nouvelle sainte-alliance contre-révolutionnaire en nouant des accords séparés, d'un côté avec Pékin, de l'autre avec Moscou, pour faire face à la poussée mondiale du prolétariat tout en arrachant à ces bureaucraties parasitaires le maximum de concessions.

L'impérialisme américain et le prolétariat mondial

La stratégie mondiale de Johnson, poussée à l'extrême, avait une fois encore révélé en les aggravant les faiblesses et les contradictions du système impérialiste mondial, de l'impérialisme américain en particulier, mais également celles des bureaucraties parasitaires, et contribué à mettre en mouvement le prolétariat mondial. Dès 1964, d'importantes couches dirigeantes de l'impérialisme américain et des autres puissances impérialistes redoutaient les conséquences de la stratégie que Johnson accentuait. De Gaulle a peut-être exprimé le plus clairement les redoutables implications qu'elle pouvait comporter. En tout état de cause, la perspective d'une guerre contre la Chine terrorisait les impérialismes européens décadents. Il était en effet impossible de fixer les limites d'une semblable aventure, qui ne pouvait être que le commencement d'une troisième guerre mondiale.

De Gaulle, en l'occurrence, ne parlait pas seulement au nom des intérêts de l'impérialisme français ; il exprimait ceux du système impérialiste dans son ensemble. La résistance des ouvriers et paysans vietnamiens donnait la mesure de ce que serait celle des ouvriers et paysans chinois à une agression impérialiste. Seule, une guerre d'extermination utilisant l'arsenal atomique pourrait en venir à bout. Une semblable entreprise exigeait que la classe ouvrière des pays capitalistes économiquement développés fût préalablement mise en condition d'en supporter tout le poids — les sacrifices incommensurables en vies humaines, pertes civiles et militaires, tout autant que le sacrifice du niveau de vie. Il fallait pour cela qu'elle fût politiquement broyée, que ses organisations syndicales et politiques fussent détruites. Or, la coalition impérialiste était profondément divisée, chaque bourgeoisie ne l'était pas moins, la bourgeoisie américaine comme toutes les autres, tandis que le prolétariat, bien qu'ayant subi quelques défaites au cours des années 50, gardait l'essentiel des positions conquises à la fin

de la deuxième guerre mondiale et donc toutes ses possibilités de combattre.

De plus, et de Gaulle le laissait clairement entendre, la crise du stalinisme et des appareils bureaucratiques n'avait pas que de bons côtés pour l'impérialisme. Multiplier la pression sur la bureaucratie du Kremlin et la bureaucratie chinoise pouvait bien aboutir à les disloquer, elles, l'appareil international du stalinisme et l'appareil de l'Etat et du parti chinois. De Gaulle n'avait peut-être pas lu Trotsky, mais son expérience politique lui enseignait que les bureaucraties parasitaires sont déchirées de contradictions et qu'elles sont hétérogènes. L'éclatement des bureaucraties parasitaires et de l'appareil international du stalinisme libérerait des forces révolutionnaires incontrôlables. De Gaulle savait, comme le savent bien des politiciens bourgeois sérieux, tout ce que le système capitaliste vacillant doit aux bureaucraties parasitaires, à celle du Kremlin principalement. La *« révolution culturelle »* en Chine était de ce point de vue significative. Si bien que des couches de plus en plus importantes de la bourgeoisie, tant en Europe et au Japon qu'aux Etats-Unis mêmes, estimaient que Johnson jouait à l'apprenti sorcier, qu'il risquait de tendre à un tel point les rapports internes du système impérialiste, les rapports au sein des bureaucraties parasitaires et les rapports entre les classes à l'échelle mondiale que des explosions révolutionnaires étaient à craindre tant à l'Ouest qu'à l'Est.

Des hommes politiques américains partisans à l'origine de la politique appliquée par Johnson modifièrent leur position. Mac Namara, par exemple, a été l'un de ceux qui ont préparé en 1964 les bombardements massifs du Vietnam du Nord et l'envoi de troupes américaines au Sud. Dès octobre 1965, il commença à changer d'avis. En 1967, il se prononça nettement pour l'arrêt de l'escalade et la recherche d'une solution différente. A en croire le rapport secret publié par le *New York Times*, dès la fin de 1966, le cabinet Johnson était déchiré en trois camps : le groupe Mac Namara ; celui du général Westmoreland, jusqu'au-boutiste ; et celui de Johnson, qui hésitait. Déjà la crise du système monétaire international témoignait des charges explosives qui s'accumulaient à l'intérieur du système capitaliste, et faisait peser sur l'économie capitaliste mondiale la menace d'une crise majeure. L'impérialisme américain ne pouvait plus vivre comme il avait vécu depuis la fin de la deuxième guerre mondiale en soutenant le système capitaliste mondial à bout de bras.

La stratégie de Johnson exigeait que les impérialismes japonais et européens portent une charge qui les écraserait. Fondamentalement, tout se joue au niveau des rapports entre les classes. Or, si la défaite de la révolution hongroise et la venue au pouvoir de De Gaulle ont été d'importants succès de l'impérialisme mondial, il n'a pu les exploiter à fond : en Europe, le prolétariat engageait d'importants mouvements de grève ; aux Etats-Unis, la lutte des Noirs s'amplifiait dans le même temps qu'un puissant mouvement contre la guerre du Vietnam se développait ; enfin, malgré l'appui donné par les dirigeants de l'A.F.L. - C.I.O. à la guerre contre-révolutionnaire menée par leur impérialisme, le prolétariat américain n'acceptait pas de faire pour elle le moindre sacrifice économique. L'offensive du Têt signifiait qu'il fallait augmenter la mise, peut-être utiliser les armes atomiques. Matériellement, l'impérialisme américain en possédait les moyens. Politiquement, il n'en avait pas réuni les conditions. Comme pour le démontrer avec éclat, bientôt, ce fut mai-juin 68, la grève générale française et le printemps tchécoslovaque, nouvelle étape du développement de la révo-

lution politique en Europe de l'Est, alors qu'en Chine la révolution politique se profilait derrière la *« révolution culturelle »*. Dans sa diversité, ses particularités, ses inégalités, l'unité mondiale de la lutte des classes se manifestait. Les sacrifices héroïques des ouvriers et paysans du Vietnam s'intégraient de façon active à la lutte de classe mondiale du prolétariat : de là leur puissance. Par contre, cette même lutte de classe mondiale paralysait l'impérialisme américain.

Vers la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire

A peine élu, Nixon annonça la couleur. Dès les premières semaines de sa présidence, il fit une tournée en Europe. Dans le discours qu'il prononça à son retour, il affirma crûment la nécessité de renouveler la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin :

> En ce qui concerne la guerre au Vietnam, l'Union soviétique a été utile pour engager les discussions de Paris. Sans sa coopération, il serait difficile d'avancer aussi rapidement qu'on le voudrait vers la paix.

Il ajoutait :

> Sans la coopération de l'Union soviétique, le Moyen-Orient va continuer à être une zone terriblement dangereuse.

A l'égard des autres grandes puissances impérialistes, il annonçait sous une forme élégante la volonté de l'impérialisme américain de faire peser sur elles beaucoup plus lourdement les contradictions et le parasitisme de leur système commun :

> L'Europe devrait avoir sa propre position indépendante (...), notre intérêt n'est plus que les Etats-Unis dominent l'alliance.

Il allait signifier, brutalement cette fois, dans son discours du 15 août 1971 où il annonçait l'inconvertibilité du dollar, ce qu'il entendait exactement par là :

> Le moment est venu pour qu'elles *(les puissances européennes et le Japon)* portent leur part équitable du fardeau pour la défense de la liberté de par le monde. Le moment est arrivé pour que les taux de change soient rectifiés et pour que les principales nations se fassent concurrence sur un pied d'égalité. Il n'y a plus de raison pour que les Etats-Unis luttent avec une main attachée derrière le dos.

Ainsi, tandis qu'il faisait appel à la bureaucratie du Kremlin, il tentait d'alléger le poids des contradictions du système capitaliste mondial supporté par l'impérialisme américain en le reportant en partie sur les impérialismes européen et japonais. Les deux démarches étaient parfaitement cohérentes. Il savait du reste qu'en agissant ainsi — mais il ne pouvait faire autrement, en raison de la puissance du prolétariat américain et de l'inaptitude du système politique des Etats-Unis à répondre aux besoins actuels de leur classe dirigeante — il avivait nécessairement les contradictions sociales et politiques en Europe et au Japon. La coopération contre-révolutionnaire devenait une exigence urgente, qu'il importait d'étendre à l'échelle mondiale.

La bureaucratie du Kremlin était pressée de répondre à l'appel de Nixon. Elle-même était aux prises avec d'insurmontables difficultés : écrasée par l'insupportable fardeau de la course aux armements, incapable de surmonter la crise chronique de la planification, s'efforçant d'intégrer l'économie de l'U.R.S.S. plus profondément au marché mondial, aux prises avec les antagonismes et contradictions croissantes des pays de l'Est de l'Europe, la cohésion de son appareil international et sa

propre cohésion ébranlées, un accord recouvrant tous les terrains avec les impérialismes les plus puissants et particulièrement l'impérialisme américain lui était d'une urgente nécessité. La crainte de la révolution montante en Europe — donnée fondamentale des mêmes problèmes — allait la pousser à nouer des accords qui modifiaient profondément la politique qu'elle tentait de maintenir dans ses rapports avec les puissances impérialistes européennes : les accords Bonn-Moscou, Bonn-Varsovie, et sur Berlin-Ouest reconnaissaient en effet une pleine souveraineté politique à l'Allemagne fédérale, sa place de plus grande puissance capitaliste européenne, de rempart de l'ordre établi, et lui ouvrait des voies de pénétration économique et politique en Europe de l'Est et en U.R.S.S. Une orientation de même nature était engagée vis-à-vis du Japon en Extrême-Orient. Par contre, la bureaucratie du Kremlin accentuait encore sa pression sur la Chine. Des incidents militaires éclataient sur les fleuves Amour et Issouri, qui mettaient aux prises l'armée russe et celle de la Chine. Le Kremlin allait jusqu'à faire publier, dans les organes de presse occidentaux, des articles qui appelaient l'impérialisme à s'unir à l'U.R.S.S. contre la Chine dans les termes suivants :

> Tout en poursuivant ses provocations armées contre l'U.R.S.S. et en entravant autant que possible tout règlement en Asie (y compris au Vietnam), la Chine pourra, durant les prochaines années, manifester une activité particulièrement intense en Inde, en Birmanie, en Thaïlande ou au Laos. Un journal italien indique que l'actuelle direction chinoise revendique des territoires appartenant, non seulement à l'U.R.S.S., mais aussi au Népal, à la Birmanie, au Vietnam, au Laos, au Cambodge, à la Thaïlande et à d'autres pays. Qui nous garantit que l'« *activité* » du groupe maoïste ne dépassera pas les frontières du continent asiatique ? Rappelons-nous que le militarisme nippon disposait de réserves humaines beaucoup plus limitées que le chauvinisme chinois de grande puissance... Le danger que représente aujourd'hui la Chine vient de l'idéologie et de la politique belliciste du maoïsme, tout comme le danger que représentaient jadis l'Allemagne hitlérienne et le Japon militariste venait de l'idéologie et de la politique du fascisme. En ce sens, la frontière que défend l'Union soviétique sur 6 500 kilomètres n'est pas seulement la frontière sino-soviétique.

Ce poulet s'intitule *La frontière que nous défendons.* Il est signé Daddiant, *« commentateur de l'agence de presse du Kremlin, Novosti »,* et a été publié par *le Monde* du 2 avril 1969. Nixon pouvait bien être assuré que son appel serait entendu !

Depuis 1968, d'amples combats de classe ont été livrés à travers le monde par les masses exploitées et opprimées : en Europe, de grandes grèves revendicatives ont éclaté dans les pays capitalistes, cependant qu'en décembre 1970, les travailleurs polonais, principalement ceux des ports de la Baltique, ont répliqué à une augmentation générale des prix de 30 % par des actions de caractère révolutionnaire ; la grève des travailleurs de la General Motors est venue souligner que le prolétariat américain n'entendait pas faire les frais de la crise de l'impérialisme aux Etats-Unis ; la révolution bolivienne, la crise révolutionnaire au Chili, la montée des masses en Argentine, ont été les éléments les plus marquants de la montée révolutionnaire en Amérique latine... Tous ces mouvements, et bien d'autres moins saillants, ne sont que divers anneaux d'une seule et même chaîne : le mouvement général du prolétariat vers la révolution. Le resserrement de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire entre la bureaucratie du Kremlin et l'impéria-

lisme en devenait d'autant plus nécessaire et urgent.

Nous ne pouvons, dans le cadre de cet article, analyser comment s'est concrétisée dans chaque cas d'espèce cette collaboration. Rappelons seulement que, là où la société bourgeoise était ébranlée et où les P.C. liés à Moscou revêtaient une importance décisive, ou au moins notable, ils ont amplifié leur politique de subordination des masses aux classes dirigeantes : cela en France, en Italie, en Espagne, tout autant qu'au Chili, en Bolivie, et dans tous les pays d'Amérique latine, d'Asie ou d'Afrique. Au Moyen-Orient, la politique de la bureaucratie du Kremlin a contribué à laisser les mains libres au boucher Hussein. Les armes et les techniciens envoyés par l'U.R.S.S. en Egypte ont renforcé Nasser et ses héritiers contre les masses laborieuses égyptiennes. En même temps, ils ont servi de moyen de pression, lourdement utilisé, pour infléchir la politique égyptienne, à tel point que Sadate lui-même demanda le retrait de ces techniciens.

La prétendue politique d'*« unité du monde arabe »*, exploiteurs et exploités ensemble, au nom, soit de l'indépendance nationale, soit de la lutte contre Israël, a préparé les conditions du massacre des Palestiniens organisé par Hussein, comme des militants du P.C. et des syndicats soudanais, mis en œuvre par les militaires, les alliés d'hier. Cette politique était incontestablement une réponse sans détour à l'appel de Nixon aux bureaucrates de l'U.R.S.S. et une contribution importante à un début d'application du plan Rogers. En revanche, l'impérialisme, mis à part quelques effets oratoires de propagande, laissait les mains totalement libres au Kremlin pour intervenir contre les travailleurs, les jeunes et les intellectuels en Tchécoslovaquie, comme à ses satellites de Varsovie pour réprimer les travailleurs des ports de la Baltique, de Silésie et des autres provinces polonaises.

Nixon à Pékin et à Moscou

Plus s'affirmait la crise de l'impérialisme, de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international, plus il devenait urgent de sceller étroitement la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire. Alors, le voyage de Nixon à Moscou fut annoncé : un pas de plus était donc franchi, d'autres allaient l'être. Moscou et Washington s'étaient mis d'accord sur le Vietnam. Cependant on apprenait des nouvelles en apparence plus surprenantes : la Chine populaire entrait à l'O.N.U. *« malgré, disait-on, l'opposition des Etats-Unis »* ; on n'en apprenait pas moins, un peu plus tard, que Kissinger partait pour Pékin, puis, un peu plus tard encore, que Nixon s'y rendrait également au printemps de 1972. L'annonce de ce dernier voyage constituait par elle-même un acte politique démonstratif : elle ne signifiait pas seulement un tournant dans les relations sino-américaines, mais encore l'existence, déjà, d'éléments très importants d'accord, incluant obligatoirement le Vietnam et l'Indochine tout entière.

Ce qui conduit Pékin à se rapprocher de Washington n'est pas essentiellement différent de ce qui y pousse Moscou. La bureaucratie chinoise ne veut pas faire les frais de la *« coexistence pacifique »* entre Washington et Moscou, elle veut une *« coexistence pacifique »* qui corresponde à ses intérêts. Elle redoute, autant que celle du Kremlin, la révolution ascendante à l'échelle mondiale. Pour résister aux pressions conjointes de l'impérialisme et du Kremlin, pour éliminer les couches de la bureaucratie chinoise prêtes à capituler, Mao Tsé-

toung et les éléments de la bureaucratie qui se regroupaient autour de lui ont propulsé la « *révolution culturelle* » : apprentis sorciers, ils ont vu se profiler la révolution politique. Il fallait en finir. Au milieu de 1969, le IX° congrès du P.C. chinois décréta que la « *révolution culturelle* » était close et réaffirma la prééminence de l'appareil reconstitué. En avril 1971 encore, Chou En-lai allait au Vietnam du Nord et y signait un communiqué qui affirmait :

> Si l'impérialisme américain poursuit l'extension de la guerre d'agression en Indochine, le peuple chinois aura la résolution de prendre toutes les mesures qui s'imposent. Il n'hésitera même pas à consentir les plus grands sacrifices nationaux pour soutenir et aider de toutes ses forces les peuples indochinois dans la poursuite de leur combat jusqu'à la victoire totale sur les agresseurs américains.

Ces accents martiaux n'empêchaient pas que des discussions « *discrètes* » étaient d'ores et déjà engagées avec l'impérialisme américain. Un an plus tard, Nixon s'envolait pour Pékin, quelques mois avant d'aller à Moscou. A n'en pas douter, chacune pour son propre compte, Moscou et Pékin, étaient d'accord pour un règlement de la « *question vietnamienne* » sur les bases définies par l'impérialisme américain. Cette nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire était originale : les antagonismes entre Moscou et Pékin restaient toujours aussi vifs, l'impérialisme américain en était le pivot et la force motrice, il tirait les marrons du feu. Nixon pouvait se réjouir : dans une situation pourtant extrêmement dangereuse et difficile pour l'impérialisme en général et l'impérialisme américain en particulier, il avait réussi à mettre sur pied une avantageuse « *structure de paix* ».

Les dirigeants de la R.D.V.N. et du F.N.L. pris au piège

Toutes les difficultés n'étaient pourtant pas encore résolues. La détermination des ouvriers et des paysans du Vietnam comme de toute l'Indochine n'était pas brisée. Une fois encore, l'attachement des masses à leurs conquêtes révolutionnaires au Nord, leur volonté d'atteindre les mêmes objectifs au Sud et dans l'Indochine tout entière, allait engendrer une incroyable volonté et capacité de lutte, qui rappellent les dispositions au sacrifice et au combat dont firent preuve les combattants de la révolution russe au cours de la guerre civile, ou l'Armée rouge pendant la guerre contre l'impérialisme allemand. D'autre part, il n'est pas utile d'idéaliser la bureaucratie du Vietnam du Nord et notamment le gouvernement de la R.D.V.N., pour constater qu'ils ne sont identifiables ni à la bureaucratie chinoise ni à celle du Kremlin. Ils sont attachés aux rapports sociaux qui existent au Vietnam du Nord, fondements de leur existence matérielle et de leur indépendance politique. Le refus de capituler des dirigeants de Hanoi, leur volonté de mener la guerre, leur résistance à la politique de Moscou, puis de Pékin, l'ont abondamment démontré. Ils ont mis à profit tant qu'ils l'ont pu la crise de l'appareil international du Kremlin, les déchirements internes de la bureaucratie de l'U.R.S.S. et le conflit entre Moscou et Pékin pour obtenir le minimum de crédits, d'armes et de ravitaillement indispensables à la poursuite de la guerre.

Le Kremlin ne pouvait se permettre d'imposer brutalement sa politique à la R.D.V.N. en prenant le risque d'une rupture, susceptible de déclencher une crise sans précédent au sein de son appareil international. Le gouvernement de la R.D.V.N. a su éviter que les livraisons d'armes

et l'envoi de milliers de techniciens ne soient utilisés par l'U.R.S.S. comme moyen de pénétrer et de contrôler l'appareil d'Etat de Hanoi et de lui dicter sa politique. L'offensive du printemps 1972 en a fourni la preuve ; car, pour la mener, la R.D.V.N. devait disposer d'un minimum d'armement, qui ne pouvait venir que d'U.R.S.S. et de Chine (de même que pour abattre, en décembre 1972, des bombardiers B 52). Et surtout, Hanoi devait pouvoir en disposer selon ses propres objectifs militaires et politiques. Or, le moment choisi pour déclencher cette offensive — Nixon partait alors pour Pékin et devait se rendre quelques semaines plus tard à Moscou — est démonstratif à cet égard. Quels en étaient les objectifs précis ? Il est difficile de le dire avec certitude. Mais deux points sont évidents : il s'agissait de faire craquer l'armée de Saigon, de la désarticuler et si possible de détruire de la sorte les bases de l'accord sur le Vietnam et l'Indochine entre Pékin, Washington et Moscou.

Le premier objectif a été bien près d'être atteint, mais il ne l'a pas été, et le F.N.L. n'est pas parvenu à occuper une seule grande ville. S'il en fut ainsi, c'est fondamentalement pour des raisons politiques : l'armement et les réserves des forces de la R.D.V.N. étaient insuffisantes : Moscou et Pékin mesuraient et limitaient leur aide militaire ; l'aviation américaine reprenait ses raids sur le Nord, elle minait les ports (ce qu'elle n'avait jamais fait jusqu'alors), et elle intervenait de toute sa puissance dans la bataille. Nixon y a *« mis le paquet »*. Il disposait de garanties suffisamment solides ; il savait que Pékin et Moscou tenaient avant tout à s'entendre avec lui, quelles que fussent les réactions de Hanoi. La marge de manœuvre des dirigeants de la R.D.V.N. et du F.N.L. était donc épuisée. Et, de fait, au lendemain de la visite de Kissinger à Moscou, le 8 octobre 1972, Le Duc Tho soumit à celui-ci un nouveau document, que celui-ci qualifia d'*« extrêmement important »*, et qui allait servir de base à la rédaction du projet d'accord d'octobre 1972.

Ce projet, les Américains ne le signèrent pourtant pas. Pour quelle raison ? Ils ont voulu donner de nouvelles garanties à Thieu, prendre le temps de lui livrer une incroyable quantité de matériel de guerre, de réorganiser et de renforcer son armée et sa police, d'étendre la répression, enfin d'arracher quelques concessions supplémentaires. Et il n'est pas exclu que l'odieux projet d'infliger un nouveau et terrible matraquage au Vietnam du Nord ait été considéré par l'impérialisme américain comme un préalable indispensable à la conclusion des accords : en décembre 1972, l'aviation américaine, utilisant les B 52, non sans dommages, a lancé les raids les plus violents contre Hanoi et Haiphong.

Hanoi participe à la « coexistence pacifique »

Les dirigeants staliniens crient victoire, c'est normal. Les accords du 23 janvier 1973 concrétisent leur politique de *« coexistence pacifique »*. Ils sont une conséquence et une composante de la conclusion, sous l'égide de l'impérialisme américain, de la nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire mondiale.

Les dirigeants de l'organisme qui s'intitule par antiphrase *« Secrétariat unifié de la IV^e^ Internationale »*, la *« majorité »*, les amis de Mandel en un mot, crient également victoire. Après tout, c'est également normal. Hier, ils isolaient les ouvriers et paysans vietnamiens de la lutte des classes mondiale en proclamant que le Vietnam était *« l'épicentre de la révolution »*. Aujourd'hui, ils couvrent le complot contre-révolutionnaire contre le peuple vietnamien et les autres peuples d'Indochine.

Mais les dirigeants de la R.D.V.N., du P.C.V. et du F.N.L. crient également victoire. Ils sont pris au piège de leur politique et de leur méthode. Pour comprendre leur politique actuelle, il est indispensable de prendre en considération la politique qu'ils ont menée dans le passé. Toujours ils ont tenté de s'intégrer à la politique de coexistence pacifique, en le payant quelquefois d'un prix élevé. On ne peut oublier qu'en 1945-1947, les dirigeants du Parti communiste vietnamien, Hô Chi Minh en tête, ont fait assassiner des milliers de trotskystes, parmi lesquels le dirigeant du prolétariat de Saigon, Tha Thu Tau, car leurs objectifs affirmés étaient de maintenir le Vietnam au sein de l'*« Union française »* et de constituer, dans ce cadre, une république respectant les intérêts des impérialistes, des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie vietnamienne, qu'elle fût *« nationale »* ou bien ouvertement *« compradore »* (2).

Il leur fallait, pour faire une telle politique, éliminer physiquement les militants et détruire par tous les moyens l'organisation qui liaient la lutte pour l'indépendance nationale à la lutte des masses ouvrières et paysannes pour l'expropriation de leurs exploiteurs impérialistes, propriétaires fonciers et bourgeois « indigènes », donc à la lutte pour la prise du pouvoir, pour la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan. Ils ne pouvaient absolument pas tolérer d'activité autonome des masses, et surtout pas l'expression d'une orientation politique susceptible de donner un contenu clair aux besoins et aspirations de celles-ci.

En suivant cette ligne, les dirigeants du Vietnam du Nord ne faisaient qu'exécuter les décisions de cette première Sainte-Alliance contre-révolutionnaire scellée, pendant la deuxième guerre mondiale, entre Roosevelt, Churchill, Tchiang Kaichek et Staline, et concrétisée par le partage du monde défini à Yalta et redéfini à Potsdam. A ce moment, d'ailleurs, les relations politiques entre le parti de Hô Chi Minh et l'impérialisme américain n'étaient nullement tendues. Washington désirait voir se former au Vietnam un Etat bourgeois, respectueux des positions de l'impérialisme, mais jouissant d'une indépendance formelle, comptant bien évincer plus ou moins ouvertement de la sorte l'impérialisme français.

La politique stalinienne au Vietnam de 1945 à 1949

Pour mieux comprendre le déroulement des événements, il faut revenir sur les conditions de la liquidation de la deuxième guerre mondiale en Indochine. En occupant la péninsule indochinoise, l'impérialisme japonais avait laissé en place l'administration et les troupes françaises qui, placées sous le commandement de l'amiral Decoux, rallié au gouvernement de Vichy, n'avaient pas fait de difficultés pour accepter le contrôle de Tokyo.

Cependant, la fin de la guerre approchant et la défaite japonaise apparaissant chaque jour plus assurée, l'armée et les troupes françaises, qui voyaient les Anglais s'employer à la reconquête de la Birmanie, commencèrent à intriguer et à comploter en vue de rejoindre le *« bon »* camp : celui de la victoire, c'est-à-dire des Alliés. Les Japonais répliquèrent alors, le 9 mars 1945, en démantelant l'administration française et en désarmant et internant les troupes de Decoux, pour installer à leur place une administration fantoche sous la responsabilité de l'*« empereur »* Bao-Daï.

---

(2) C'est-à-dire, rappelons-le, jouant le rôle de simple intermédiaire de l'impérialisme dans l'exploitation des travailleurs du pays. (N.D.L.R.)

C'est dans ces conditions que, lorsque le Japon capitula, le 15 août 1945, l'acte de capitulation donna pour tâche aux troupes japonaises occupant l'Indochine, d'y maintenir l'ordre en attendant le débarquement de forces anglaises au Sud et l'entrée de troupes chinoises au Nord, les Français n'étant pas en mesure d'envoyer immédiatement les troupes nécessaires. Mais un vide politique avait été créé que les Japonais ne pouvaient combler. La révolution déferla du Nord au Sud sur le Vietnam. Le 25 août, Bao-Daï abdiquait. Le même jour, un Comité exécutif provisoire du Vietnam du Sud (Nambo) prenait le pouvoir à Saigon. Et le 2 septembre, dans la capitale du Tonkin, Hanoi, Hô Chi Minh proclama une République démocratique du Vietnam (R.D.V.N.) et forma un gouvernement provisoire. Ces organismes étaient dominés par le Vietminh, sorte de Front pour l'indépendance constitué par le P.C. pendant la guerre. Bao-Daï, devenu le citoyen Vinh-Thuey, fut nommé *« conseiller suprême du gouvernement »*.

Cependant, dès septembre 1945, les Anglais, tôt parvenus à Saigon, y occupèrent les bâtiments officiels, après en avoir expulsé le Nambo. La population se souleva, mais le Comité exécutif signa une *« trêve »* qui n'avait d'autre raison d'être que de laisser le temps nécessaire pour arriver aux premiers renforts français. A peine débarqué à la tête des premiers régiments de son corps expéditionnaire, le 5 octobre 1945, Leclerc se lança aussitôt à la reconquête de la Cochinchine et du Sud de l'Annam. L'opération dura jusqu'en février 1946. L'amiral Thierry d'Argenlieu (le *« moine sanglant »*) fut nommé haut-commissaire de France en Cochinchine. Il s'installa à Saigon.

Il faut souligner ici que le programme du gouvernement provisoire constitué à Hanoi par Hô Chi Minh (pas plus d'ailleurs que celui du Vietminh) ne comportait aucun élément qui sortît du cadre d'une république bourgeoise : il respectait et légitimait la propriété privée des moyens de production. Dans les villes et les villages, les premiers organismes qui s'étaient constitués durent incorporer des représentants bourgeois et des propriétaires fonciers ; même la propriété des impérialistes devait rester intacte. L'assiette de l'impôt fut toutefois radicalement modifiée, l'usure condamnée et les servitudes héritées du mandarinat abolies. Il est vrai que de profondes réformes sociales, dont l'institution de la journée de huit heures, étaient annoncées. Sur le plan politique, une Assemblée constituante devait être élue.

Mais au Tonkin la bourgeoisie « indigène » et les propriétaires fonciers, qui bénéficiaient de l'appui des autorités chinoises, se regroupèrent et s'organisèrent très vite. Ils formèrent le Bloc nationaliste. Le P.C. indochinois multipliait les concessions : le 11 novembre 1945, il alla même jusqu'à proclamer sa propre dissolution ! Les élections furent d'abord reportées, mais on vota le 6 janvier 1946 dans les zones contrôlées par le Vietminh. Les résultats furent un triomphe pour celui-ci, mais, sous le prétexte que les partis bourgeois n'avaient pu se constituer à temps, soixante-dix sièges sur trois cent cinquante furent d'office attribués à l' *« opposition »*. Un peu plus tard le Vietminh forma un nouveau gouvernement, dit d'Union nationale, auquel le Bloc nationaliste participait. Bao-Daï restait *« conseiller suprême du gouvernement »*. Le contact était déjà établi entre Santeny, *« Commissaire pour le Tonkin »* du gouvernement français, et Hô Chi Minh.

Les négociations entre les gouvernements chinois et français aboutirent d'autre part, le 28 février 1946, à la signature d'un traité franco-chinois : l'impérialisme français abandonnait ses *« droits »* en Chine et

s'engageait à protéger les commerçants chinois en Indochine ; en échange, les troupes françaises relèveraient les troupes chinoises occupant le Tonkin entre le 1er et le 15 mars 1946 ! L'opération devait être terminée le 30 mars.

La convention du 6 mars 1946

Cependant, le 6 mars 1946, la flotte française se présenta devant Haiphong et bombarda la ville sous le prétexte que des canons chinois auraient tiré sur elle ; le même jour, Hô Chi Minh et son gouvernement signèrent avec Sainteny une convention qui stipulait notamment :

> 1° Le gouvernement français reconnaît la République du Vietnam comme un Etat libre ayant son gouvernement, son parlement, son armée et ses finances, faisant partie de la Fédération indochinoise et de l'Union française.
>
> En ce qui concerne les *« Trois Ky »* (le Tonkin, l'Annam, la Cochinchine), le gouvernement français s'engage à entériner les décisions prises par la population consultée par référendum.
>
> 2° Le gouvernement du Vietnam se déclare prêt à accueillir amicalement l'armée française lorsque, conformément aux accords internationaux, elle relèvera les troupes chinoises.

C'est dans ces conditions que les troupes françaises reprirent pied au Tonkin. Au nom de l'*« Unité nationale »*, indispensable, selon lui, à la lutte pour l'indépendance nationale, le Vietminh avait subordonné les intérêts des ouvriers et des paysans à son alliance avec la bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers ; maintenant, il renonçait à l'indépendance ! Sainteny n'avait pas accepté de signer un texte où figurât ce vocable, il consentait seulement à ce que les mots *« Etat libre »* y soient portés. En contrepartie, Hô Chi Minh acceptait que son *« Etat libre »* soit subordonné au double carcan de l'Union indochinoise et de l'Union française. Enfin et surtout, il accueillait *« amicalement »* au Tonkin l'armée française, qui venait de se faire la main en Cochinchine.

Hô Chi Minh partit pour la France à la tête d'une délégation de son gouvernement. Après de longues négociations à Fontainebleau, qui n'aboutirent pas, il signa au dernier moment, le 14 septembre 1946, juste avant de repartir pour Hanoi, un *modus vivendi*. Les termes mêmes du *modus vivendi* étaient significatifs : Hô Chi Minh entérinait la *« proclamation »*, intervenue le 1er juin à Dalat, sous l'égide de Thierry d'Argenlieu, d'une *« République autonome de Cochinchine »* ; il acceptait également ces lignes :

> Les deux gouvernements s'engagent à mettre fin de part et d'autre aux actes d'hostilité et de violence en Cochinchine et en Annam du Sud.

Autrement dit, il acceptait que les combattants vietnamiens s'engagent à mettre bas les armes, tandis que le maintien des troupes françaises au Tonkin faisait tout naturellement partie du *modus vivendi*. En outre :

> Le Vietnam accepte le principe de l'unité monétaire et douanière de l'Indochine. La piastre indochinoise fera partie de la zone franc... Le statut des biens et entreprises françaises au Vietnam ne pourra être modifié que d'un commun accord entre les deux gouvernements. Les biens réquisitionnés par le gouvernement vietnamien seront rendus à leurs propriétaires.

Et ceci encore :

> Le Vietnam s'engage à faire appel en priorité aux ressortissants français chaque fois qu'il aura besoin de conseillers, de techni-

ciens, d'experts. Cette priorité ne cessera de jouer qu'au cas d'impossibilité pour la France de fournir le personnel demandé.

La déclaration du gouvernement provisoire du Vietnam, formé le 3 septembre 1945 par ce même Hô Chi Minh qui signait maintenant le *modus vivendi*, était bien loin. N'y lisait-on pas :

> Nous, membres du gouvernement provisoire représentant la population entière du Vietnam, déclarons n'avoir plus désormais aucun rapport avec la France impérialiste, annuler tous les traités que la France a signés au sujet du Vietnam, abolir tous les privilèges que les Français se sont arrogés sur notre territoire.

Des conséquences inéluctables

La politique suivie par le Vietminh comportait des conséquences inévitables : même ses alliés nationalistes bourgeois n'acceptaient pas cette capitulation, soit par manœuvre, soit parce que réellement partisans de l'indépendance. La répression s'abattit sur eux et l'une des armes utilisées pour les éliminer fut l'assassinat politique. Le gouvernement d'Union nationale démissionna devant l'Assemblée constituante, où deux cent dix députés seulement étaient présents, dont vingt députés de l'opposition.

Hô Chi Minh forma un nouveau gouvernement le 3 novembre : un gouvernement de « *Bloc national* ». Cependant, le « *citoyen* » Vinh-Thuey restait encore « *conseiller suprême du gouvernement* ». Il était impossible au Vietminh, dans ces conditions, de laisser les trotskystes défendre leur politique et s'organiser : on comprend dès lors que l'assassinat de Tha Thu Tau et de centaines de trotskystes combattant contre l'impérialisme français en Cochinchine était pour Hô Chi Minh et le Vietminh une mesure indispensable dans le cadre de leur politique.

Mais tout cela ne suffisait pas encore à l'impérialisme français. Le 23 novembre 1946, la flotte française bombardait à nouveau Haiphong ; cette fois, les pièces de marine, arrosant d'obus les quartiers indigènes de la ville, firent des milliers et des milliers de morts. Le prétexte de ce bombardement ? le contrôle des douanes, la raison véritable ? le contrôle total par l'armée française de la région militaire de Haiphong. Ce n'était manifestement là qu'une étape vers l'occupation totale du Tonkin. Et, le 19 décembre 1946, sous couleur de prévenir une attaque contre les troupes françaises que l'armée vietnamienne était censée préparer, celles-ci renouvelèrent à Hanoi le coup de Haiphong : elles occupèrent le siège du gouvernement vietnamien, qui dut s'enfuir.

C'est alors seulement que le Vietminh appela les Vietnamiens au combat. La guerre d'Indochine commençait. Le Vietminh ne modifiait pourtant pas l'axe de sa politique ; le 19 avril 1947, dans un message adressé au gouvernement français, le gouvernement de Hô Chi Minh affirmait encore :

> L'intérêt des deux peuples est de collaborer fraternellement au sein de l'Union française, association de peuples libres, qui se comprennent et qui s'aiment *(Sic)*. (...) Pour prouver le sincère attachement du Vietnam à la paix et son amitié pour le peuple de France, le gouvernement vietnamien propose la cessation immédiate des hostilités et l'ouverture de négociations en vue d'un règlement pacifique du conflit.

Cette politique ne pouvait qu'affaiblir la lutte du peuple vietnamien et le Vietminh lui-même.

Hanoi et la « coexistence pacifique » au stade actuel

Ce n'est qu'après un délai de plusieurs années, après la victoire de la révolution chinoise, et pris à la gorge par l'impérialisme français, que l'ex-P.C. indochinois (reconstitué sous le nom de « Parti du travail ») et sa direction rompirent le cadre dans lequel ils avaient jusque-là confiné leur politique. Ils formulèrent un programme qui impliquait l'expropriation de l'impérialisme, des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie compradore, le programme d'un gouvernement ouvrier et paysan.

Mais ils n'ont jamais cessé de se situer sur le terrain de la *« coexistence pacifique »*, une *« coexistence pacifique »* qui respecte naturellement les bases qui sont les leurs. Jamais ils n'ont intégré la guerre révolutionnaire des ouvriers et des paysans vietnamiens à la lutte internationale entre les classes mondiales et aux perspectives de la révolution mondiale. Bien plus : jamais ils n'ont même ouvert la perspective d'une Fédération socialiste indochinoise. Au Laos, ils ont concouru à la constitution du Front patriotique, qui se situe entièrement sur le terrain du respect de l'exploitation des masses par les classes dominantes. Au Cambodge, le F.U.N.K. inclut dans ses rangs la clique réactionnaire du prince Sihanouk.

Cependant, personne ne peut reprocher a priori aux dirigeants de la R.D.V.N. et du F.N.L. d'avoir signé en 1954 les accords de Genève qui consacraient le partage du Vietnam si, soumis à la pression conjointe de Moscou et de Pékin, ils ne pouvaient faire autrement, pas plus qu'il n'est question de leur reprocher de reculer aujourd'hui devant l'impérialisme américain s'ils ne peuvent faire autrement. Nous laissons à d'autres le soin de proclamer avec la peau des autres que le peuple vietnamien est invincible, qu'un peuple qui lutte pour sa liberté ne peut être vaincu, etc. Mais encore faut-il appeler un chat un chat. C'est ce que se gardent de faire les dirigeants du Vietnam du Nord. Tout au contraire, ils s'engagent à fond sur la voie de la *« coexistence pacifique »*. Visiblement, ils pensent pouvoir obtenir que celle-ci leur soit également profitable et ils escomptent même arracher des concessions à l'impérialisme américain en traitant directement avec lui.

Le communiqué commun publié le 14 juin 1973 à la suite de nouvelles discussions entre Le Duc Tho et Kissinger va dans ce sens. Le fait que le gouvernement de la R.D.V.N. et le gouvernement américain traitent par-dessus la tête du F.N.L., du F.U.N.K., du Front patriotique lao est éloquent. La déclaration du G.R.P. du Vietnam du Sud approuvant ce communiqué ne l'est pas moins. Les lignes suivantes y figurent :

> Le G.R.P. fera tout son possible pour que les questions intérieures au Vietnam du Sud soient réglées correctement, dans un esprit de réconciliation et de concorde nationale (...). Nous souhaitons que l'autre partie *(le gouvernement Thieu)* en fasse autant.

En d'autres termes, ces litiges doivent être réglés par un accord direct entre Washington et Hanoi, procédure à laquelle Thieu est prié de se rallier.

Enfin le communiqué en question se termine par un point 14, qui en constitue donc la conclusion, et dont le contenu comme la place sont encore plus éloquents, si cela est possible :

> Conformément à l'article 21 des accords *(de Paris)*, la commission économique mixte de la R.D.V.N. et des Etats-Unis reprendra ses réunions quatre jours après, à compter du jour de la signature de ce communiqué commun, et achèvera la première phase de ces travaux quinze jours après.

Ainsi, la « *négociation* » porterait-elle désormais sur le montant des crédits que consentira Washington, les modalités de leur octroi, etc. ? Il faut se souvenir de ce que déclarait au lendemain de la signature des accords de Paris, le 24 janvier 1973, Kissinger — qui, en matière de cynisme, ne craint guère de concurrent, mis à part son patron Nixon :

> Nous ne discuterons le problème de la reconstruction économique de toute l'Indochine, y compris le Vietnam du Nord, qu'après la signature des accords et lorsque leur mise en application sera bien avancée. Une somme précise ne sera fixée qu'après cette mise en application.

Tout comme Moscou — et vraisemblablement Pékin — Hanoi veut avoir en prime à sa participation à la « *coexistence pacifique* » sa liasse de dollars, si dévalués soient-ils. Washington prévoit, paraît-il, de consacrer 7,5 milliards de dollars à la reconstruction de l'Indochine, dont 2,5 milliards de crédits pour le gouvernement de Hanoi. A quelles conditions ? Bien sûr, il serait stupide de condamner en *principe* le recours aux prêts ou aux crédits des pays capitalistes de la part de pays où le capital a été exproprié. Ce sont là des questions concrètes. Mais les dollars sont rarement gratuits. Il faut payer et payer cash : le prix, ce sont d'abord les principes. Dans ce cas précis, Kissinger s'est expliqué suffisamment clairement.

Les problèmes de Nixon

Nixon a raison : les accords du 23 janvier fondent bien une « *structure de paix* », de nature à satisfaire, à l'étape actuelle, le système impérialiste mondial et son chef de file, l'impérialisme américain : une paix fondée sur la coopération contre-révolutionnaire, contre le prolétariat mondial, des bureaucraties parasitaires et de l'impérialisme, et placée sous la direction de celui-ci.

L'impérialisme américain a compris que, pour qu'il puisse tenter sérieusement d'atteindre ce qui reste son objectif ultime : anéantir les conquêtes de la révolution d'Octobre, de la révolution chinoise, de la guerre révolutionnaire des travailleurs vietnamiens — conquêtes étendues, dans des conditions spécifiques sur lesquelles nous ne reviendrons pas ici, aux pays de l'Est de l'Europe — il lui faut préalablement briser la capacité de lutte des travailleurs des pays capitalistes avancés, y compris les Etats-Unis, discipliner sous son commandement les principaux impérialismes « secondaires », enfin enserrer dans un corset de fer toute la société américaine.

Ce dernier point est majeur : l'Etat bourgeois américain n'est pas adapté aux exigences d'une telle politique. Ce qui reste aux Etats-Unis de fédéralisme, de parlementarisme, de traditions démocratiques héritées du passé est devenu incompatible avec la centralisation économique et politique nécessaire pour entreprendre une semblable aventure. Il faut instaurer le règne du Talon de fer. Une unité objective se manifeste dans les conquêtes du prolétariat, entre l'expropriation du capital en U.R.S.S., en Chine, à l'Est de l'Europe, au Vietnam, en Corée du Nord et l'existence de puissants syndicats, l'organisation du prolétariat, les libertés démocratiques, les conquêtes économiques et politiques du prolétariat dans les pays capitalistes. L'impérialisme américain s'en est aperçu très concrètement au cours des années 1960. Même la complicité de la bureaucratie du Kremlin ne lui a pas permis d'aller jusqu'au bout dans la préparation de la guerre contre la Chine. Eût-il été plus loin que cette politique aurait bien pu faire éclater la bureaucratie du Kremlin, et que la guerre ne se serait pas limitée

à la Chine. L'écrasement du prolétariat européen, et non seulement allemand, le carcan de fer de l'hitlérisme passé à l'Allemagne et ensuite à l'Europe ont constitué des préconditions indispensables à la guerre contre l'U.R.S.S. L'impérialisme américain a été contraint de se souvenir de cette leçon historique.

Une situation mondiale transitoire

La situation actuelle est très particulière. Profondément gangrené, l'impérialisme américain n'en est pas moins le pivot et la force motrice du système impérialiste, déchiré de contradictions, mais pas encore disloqué, et de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire dont font partie la bureaucratie du Kremlin et la bureaucratie chincise, qui sont en crise, mais n'ont pas explosé encore en leurs composantes. Et c'est de Washington que les bureaucraties parasitaires attendent crédits et concours économique. Le Kremlin, lui, espère obtenir, au cours de la Conférence sur la sécurité et la coopération européennes, ou de façon plus discrète et directe, une sorte de statu quo en Europe. Les exigences de l'impérialisme américain sont d'autant plus pressantes et dures que la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire s'ordonne autour de lui et qu'il est aux prises avec d'insurmontables contradictions. Il rejette sur ses alliés capitalistes une partie de ses difficultés et tente de les réduire à la portion congrue. Il n'est plus en état d'ouvrir des crédits aussi massivement que par le passé, à l'échelle qui serait nécessaire aux bureaucraties parasitaires. Il ne leur accordera d'importants crédits qu'en obtenant en contrepartie les garanties économiques et politiques précises : des pas vers la libéralisation de la circulation des marchandises et des capitaux. Les représentants *« sincères »* de la *« coexistence pacifique »*, c'est-à-dire les représentants des tendances probourgeoises, auront priorité. Les luttes de classe du prolétariat mondial ont contraint l'impérialisme américain à réajuster sa politique. Mais, ainsi qu'une nécessité objective irrépressible, sous d'autres formes et en utilisant d'autres moyens, dans le cadre de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire, il lui faut renforcer sa prédominance sur ses partenaires et dans le monde, les subordonner à ses intérêts spécifiques, ouvrir des marchés pour ses marchandises, des champs d'investissements pour ses capitaux en U.R.S.S., en Chine, en Europe de l'Est, au Vietnam et ailleurs. C'est ce que Nixon appelle *« mettre en place des structures de paix »*.

Mais la situation actuelle est transitoire. En fin de compte, les éléments de la crise mondiale ne sont pas résorbés par la Sainte-Alliance. Ils se développent dans un autre cadre, et l'impérialisme américain contribue puissamment pour sa part à leur développement. Ce sont seulement les premiers remous, les premières vagues d'une montée révolutionnaire mondiale qui ont jusqu'à présent déferlé. Mille signes annoncent une crise économique qui disloquera l'économie capitaliste, et qui se répercutera plus ou moins brutalement sur l'U.R.S.S. et la Chine. La crise politique s'aggravera aussi bien dans les pays capitalistes que dans ceux que contrôlent les bureaucraties parasitaires. La crise économique et politique donnera une formidable impulsion aux luttes du prolétariat de chaque pays. Elle disloquera le système impérialiste, les bureaucraties parasitaires et également la Sainte - Alliance contre - révolutionnaire. Une nouvelle situation politique naîtra. Les objectifs de l'impérialisme américain sont une chose, leur réalisation en est une autre. C'est dans

le cadre de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire que se situent les accords du 23 janvier, mais il faut aussi les examiner en fonction de la perspective de la crise révolutionnaire mondiale.

Nixon n'a pas encore gagné

Au Vietnam et dans les autres pays d'Indochine, la *« structure de paix »* est conçue par l'impérialisme américain comme une base de départ, d'où il peut partir pour imposer finalement son contrôle total sur le Vietnam du Sud, sur le Laos et sur le Cambodge, et sa pénétration *« pacifique »* graduelle au Nord. Avec l'aide de Moscou et de Pékin, il est parvenu à ce que le gouvernement Thieu, son gouvernement, contrôle 90 % de la population, tandis que le F.N.L. devait se cantonner dans les campagnes. Mais il a dû reconnaître, et avec lui le gouvernement Thieu, l'existence du F.N.L. et du G.R.P. La situation créée est inviable : deux *« gouvernements »* ne peuvent longtemps coexister de cette façon au Vietnam du Sud. Le F.N.L. et le G.R.P. devront se disloquer et disparaître, ou être intégrés et subordonnés au gouvernement Thieu ; sinon, la lutte reprendra. Certes, on a vu des situations *« impossibles »* se perpétuer. Il ne semble pas qu'il en sera ainsi au Vietnam du Sud. Bien que le F.N.L. et le G.R.P. soient dans une situation très difficile, rien n'est encore stabilisé sérieusement. Le gouvernement Thieu est corrompu, son administration et son armée sont pourries et incapables. Les masses tout entières lui sont hostiles. Il n'est pas impossible qu'il se désagrège purement et simplement. La question décisive est de savoir comment les masses réagiront en pareil cas. Sont-elles épuisées par l'horrible carnage ? Se soumettront-elles aux limites que veulent lui imposer le F.N.L. et le G.R.P. ? En un mot respecteront-elles la *« structure de paix »* ? Nous ne pouvons fournir aujourd'hui de réponses à ces questions. Une chose est cependant certaine, c'est pour exproprier les propriétaires fonciers, la bourgeoisie compradore ou non, les propriétés impérialistes, pour l'unité du Vietnam, pour l'Union socialiste indochinoise, pour un gouvernement ouvrier et paysan qu'elles se mettront en marche ; leur combat participera de la crise révolutionnaire mondiale. Dans le cas où les masses sud et nord-vietnamiennes, cambodgiennes, laotiennes, seraient contraintes de subir la *« structure de paix »* de Nixon, la révolution prolétarienne qui s'avance dans le monde la brisera comme elle disloquera la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire.

Le 6 septembre 1973.

MILITANTS !

Votre seule librairie :

LA S.E.L.I.O.

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

C.C.P. 31.697-97 LA SOURCE 45

VOUS Y TROUVEREZ :

— Le plus grand choix d'ouvrages sur le mouvement ouvrier.

— Les dernières nouveautés de l'édition dans le domaine social, économique et politique.

— Tous les ouvrages disponibles chez les éditeurs peuvent être fournis dans les plus courts délais.

Expédition en province dès réception du chèque correspondant à la commande.

Remise spéciale importante sur les manuels universitaires.

COEXISTENCE PACIFIQUE ET PROCÈS DE MOSCOU

par J.-J. MARIE

La lutte pour les libertés démocratiques et le respect des garanties constitutionnelles, la lutte pour le respect des droits garantis par l'article 125 de la Constitution soviétique (1), est inspirée par le fascisme. Il n'y a aucune opposition en U.R.S.S. Aucun homme sain d'esprit n'est enfermé dans un quelconque hôpital psychiatrique pour ses opinions et ses activités politiques.

C'est là ce que la bureaucratie du Kremlin a voulu « démontrer » par le procès Iakir-Krassine. Pour tenter de le « démontrer », elle a dû monter un procès à la manière des procès de 1936-37-38, un procès qui repose sur les seuls aveux des accusés, aveux que le K.G.B. n'a pas cependant jugé bon de laisser entendre aux représentants de la presse étrangère ni même soviétique (2).

Pourquoi CE procès en CE moment ?

Pourquoi le K.G.B. a-t-il concentré ses feux sur Iakir et Krassine ?

Un procès pour la coexistence pacifique

Lors d'une conférence de presse tenue à la fin de la visite du secrétaire d'Etat américain à la Santé, à l'Education et au Bien-être à Moscou, le ministre soviétique de la Santé, Petrovski, a déclaré selon *The Times* du 8 septembre :

> La récente publication aux Etats-Unis de débats du Sénat sur la prétendue incarcération de dissidents russes dans des hôpitaux psychiatriques était une mesure contraire à la détente.

Après quoi, le ministre soviétique et le secrétaire d'Etat américain décidèrent l'installation d'une ligne télex directe entre leurs deux bureaux.

La « *détente* », nom plus populaire de la « *coexistence pacifique* », c'est une tentative d'accord entre l'impérialisme et la bureaucratie pour préserver le statu quo social et politique sur la planète tout entière.

C'est la poursuite de la politique matérialisée au lendemain de la deuxième guerre mondiale par les accords de Yalta et de Potsdam partageant le monde en zones d'influence, mais dans une nouvelle situation internationale caractérisée par un rapport des forces favorable, à l'échelle mondiale, aux masses opprimées et aux exploités, et notamment par l'affaiblissement de la bureaucratie qui a dû se heurter plusieurs fois de front avec le prolétariat depuis la mort de Staline et par le renforcement de la pression de l'impérialisme sur les marchés dont il a été exproprié.

Les accords signés entre Brandt et Brejnev, puis entre Nixon et Brejnev, comme l'annonce du voyage de Nixon à Moscou en 1974 visent à approfondir la « *coexistence pacifique* », c'est-à-dire l'alliance contre-révolutionnaire de l'impérialisme et de la bureaucratie. Le but de cette alliance, c'est le maintien de l'ordre bourgeois dans le monde.

Dans cette alliance contre-révolutionnaire, l'initiative revient à l'impérialisme. En conséquence, la « *coexistence pacifique* » signifie et a pour effet le renforcement considérable de sa pression sur la bureaucratie de l'Etat ouvrier dégénéré de l'U.R.S.S., une tentative acharnée de renforcer les couches petites-bourgeoises en son sein (c'est-à-dire des couches privilégiées que leur nature pousse dans le camp des ennemis du socialisme et du prolétariat), un resserrement de la conjonction entre toutes les forces qui, sous la houlette de l'impérialisme, visent à réintégrer l'U.R.S.S. au sein du marché mondial par une politique de concessions à l'impérialisme

---

(1) *L'article* 125 *stipule :*
Conformément aux intérêts des travailleurs et afin de renforcer le régime socialiste, la loi garantit aux citoyens d'U.R.S.S. :
a) la liberté de parole,
b) la liberté de la presse,
c) la liberté de réunions et de meetings,
d) la liberté de cortèges et de manifestations de rue.
Ces droits des citoyens sont garantis par la mise à la disposition des travailleurs et de leurs organisations d'imprimeries, de stocks de papier, des édifices publics, des rues, des postes et télécommunications et autres conditions matérielles nécessaires à l'exercice de leurs droits.
(Texte lu par Vladimir Boukovski à son procès. Voir *Samizdat I*, édité par *la Vérité*, pp. 61-62.)

(2) A propos du détail du procès et de sa mécanique, lire *Informations ouvrières*, nos 623, 624 et 625.

aux dépens des conquêtes d'Octobre. Le contenu de la politique de coexistence pacifique représente donc dans son essence une menace directe contre les conquêtes d'Octobre, contre la nationalisation de l'industrie et la collectivisation de la terre, la planification de l'économie et le monopole du commerce extérieur.

Ce qui, dans ces conditions, se prépare en U.R.S.S., c'est la guerre civile entre la bureaucratie usurpatrice et les masses, guerre civile dans laquelle la bureaucratie éclatera en ses diverses composantes potentielles sur la ligne des forces de classes fondamentales : prolétariat et bourgeoisie.

Ce serait une erreur fatale de voir dans les conquêtes du prolétariat de l'U.R.S.S. des formes sociales et juridiques abstraites, peut-être importantes en dernière analyse et à l'échelle historique, mais cependant fort éloignées de l'expérience quotidienne des masses. Cette façon de penser est d'ailleurs généralement celle des porte-parole « théoriques » de la bureaucratie, qui font mener à des catégories telles que « *mode de production socialiste* », « *rapports de propriété socialistes* », etc., une existence purement verbale dans les pages de leurs ouvrages, où ces abstractions engendrent d'autres abstractions, sans le moindre rapport sensible avec les problèmes effectifs de l'économie de l'U.R.S.S. Aux yeux des bureaucrates eux-mêmes, les nouveaux rapports sociaux de production issus de la révolution prolétarienne se réduisent à des techniques de gestion de l'économie, toujours considérées d'un point de vue purement empirique — son impuissance croissante à gérer l'économie planifiée lui apparaissant naturellement comme un problème purement technique.

C'est bien pourquoi les partisans des réformes successives destinées à promouvoir la « *rentabilité* » présentent et sans doute comprennent ces réformes comme autant de nouvelles techniques supérieures aux précédentes, sans jamais paraître se douter de l'incompatibilité radicale entre ces réformes qui vont toutes dans le sens de la dislocation de l'économie planifiée et le nouveau mode de production dont Octobre 1917 a posé les fondations — leur incompatibilité avec la nature de classe de l'Etat issu de cette révolution.

Les conquêtes socialistes dans la vie quotidienne

Or, bien loin d'être des abstractions très éloignées de la vie de chaque jour, les « *conquêtes socialistes* » issues d'Octobre 1917 et qui constituent l'U.R.S.S. comme Etat ouvrier sont au contraire la trame même de l'existence quotidienne des travailleurs soviétiques, elles leur sont constamment perceptibles sous les aspects les plus concrets — et, pour cette raison même, « *vivent dans leur conscience* ». Pour ne prendre ici qu'un seul exemple, déjà analysé à plus d'une reprise dans les pages de *la Vérité*, la garantie de l'emploi et des avantages acquis, particulièrement chère aux ouvriers soviétiques, constitue l'un des principaux enjeux de la lutte engagée par la bureaucratie, au travers des diverses « *réformes* » de l'économie, dès le temps de Khrouchtchev, pour élever la « *productivité* ». En l'absence du contrôle des producteurs sur la production et la distribution des produits de leur

travail, donc d'un régime de démocratie socialiste, que seul peut instaurer la révolution politique du prolétariat vainqueur de la bureaucratie, la productivité de l'économie de l'U.R.S.S. ne peut être améliorée qu'au prix d'une consommation accrue de la force de travail des ouvriers et des paysans. Cela suppose licenciements, chômage, perte des avantages acquis, accélération des cadences, des salaires et des primes entièrement subordonnés au rendement individuel, etc. Toutes les tentatives de la bureaucratie pour les imposer sur une grande échelle ont complètement échoué. Ce n'est pas faute pourtant à la bureaucratie de les avoir multipliées, sous les formes les plus diverses, depuis vingt ou même vingt-cinq ans. Or que se propose maintenant Brejnev, avec ses plans de « *coopération Est-Ouest* » ? De les reprendre avec l'aide de divers groupes de capitalistes occidentaux, qui sont évidemment orfèvres dans l'art d'extraire des ouvriers la dernière goutte de travail qu'ils soient capables de fournir. Ce qui veut dire que la bureaucratie va de nouveau affronter les masses travailleuses sur ce terrain, donc sur tous les autres.

C'est précisément pour cette raison qu'il lui faut d'abord tenter de briser ou de réduire au silence tous ceux qui sont susceptibles de servir de porte-parole aux ouvriers et aux paysans dans les grandes luttes qui s'annoncent, de les aider à prendre plus clairement conscience de la nature et des objectifs du combat.

A la racine de la nouvelle vague de terreur lancée par le Kremlin et qui déferle aujourd'hui sur tout le territoire de l'U.R.S.S. — des arrestations ont été opérées par centaines de milliers, pour les motifs les plus divers —, vague de terreur au centre de laquelle se trouve le procès Iakir-Krassine, il y a donc les efforts de la bureaucratie pour préparer contre les masses la guerre civile vers laquelle évolue toute la situation intérieure et internationale de l'U.R.S.S.

Car elle sait mieux que quiconque que les ouvriers et paysans soviétiques, puissamment accrus en nombre et en culture par le développement impétueux des forces productives qu'a permis durant plusieurs décennies le nouveau mode de production, eux qui n'ont subi aucune défaite majeure dans toute la dernière période, se dresseront comme un seul homme pour la défense de leurs conquêtes socialistes.

En se heurtant à cette immense puissance, la bureaucratie tend déjà et tendra de plus en plus à éclater selon la ligne des deux classes fondamentales à l'échelle mondiale : le prolétariat et la bourgeoisie.

Dialectique du développement

Autrement dit encore : c'est précisément *parce que* la puissance invaincue des masses travailleuses, enracinée dans les nouveaux rapports sociaux issus d'Octobre, rend aujourd'hui la bureaucratie incapable même de colmater pour un temps les tares les plus flagrantes de l'économie, qui se transfèrent au contraire continuellement sur le terrain politique — qu'elle *doit tenter* de renforcer les couches privilégiées les plus hostiles aux conquêtes d'Octobre, et de rechercher un appui direct dans les forces du marché capitaliste mondial. C'est précisément *parce qu'*elle redoute au plus haut point d'affronter les masses travail-

leuses de l'U.R.S.S. qu'elle *ne peut pas ne pas* faire une politique qui tend à précipiter cet affrontement. C'est précisément *parce que* Brejnev, en tant que nouvel arbitre suprême de la bureaucratie établi au Kremlin, a pour fonction de tenter de maintenir le statu quo général, de figer tous les rapports — donc de faire payer aux masses toute tentative d'aborder les problèmes les plus criants de l'économie de l'U.R.S.S. — qu'il *ne peut pas ne pas faire* une politique qui tend à rompre cet équilibre, rendant par là même fort chancelant son trône d'arbitre suprême à peine dressé. C'est enfin *parce que* ni lui ni ses prédécesseurs n'ont pu imposer aux masses l'élévation de la productivité du travail à leurs dépens, et que l'expérience toute fraîche de la Pologne, après bien d'autres, a convaincu la bureaucratie du danger terrible que recelait une telle politique — que Brejnev *doit tenter* de l'appliquer plus vigoureusement encore, avec la collaboration ou sous l'impulsion de capitalistes internationaux « *coopérant* » avec l'U.R.S.S.

Dans ce processus, l'initiative n'appartient au Kremlin qu'en apparence : il ne fait que réagir à une situation dominée par le fait que, dans une situation mondiale où l'initiative appartient aux masses, la force motrice de l'évolution de l'U.R.S.S. est aujourd'hui le prolétariat, prêt à se dresser pour la défense de ses conquêtes socialistes, en marche vers la révolution politique qui abattra la bureaucratie. Mais il ne portera le premier coup qu'à partir de positions défensives, comme c'est toujours le cas. Dans l'intervalle, la bureaucratie s'efforcera, avec quelques succès, de concentrer ses coups contre l'avant-garde en gestation, susceptible de formuler aujourd'hui et demain, en termes de mots d'ordre, de perspectives, de programme, d'organisation enfin, les aspirations des masses.

Lucidité de l'impérialisme

Les porte-parole de l'impérialisme apprécient la situation avec lucidité. Lors d'un récent « *symposium* », l'un d'eux, le docteur Brugmans, recteur du « *Collège de l'Europe* » de Bruges, a défini, dans un langage mystificateur et pourtant éclairant, ce qu'étaient les exigences de l'impérialisme. Son intervention a été reproduite dans le dernier numéro de l'organe des émigrés ukrainiens *L'Est européen* (3). Se posant lui-même la question : « *Votre critique des droits de l'homme en U.R.S.S. n'est-elle pas de nature à empêcher cette détente, cette coopération, cette entente que nous sommes unanimes à vouloir ?* », il répond :

> D'abord, est-il certain que le rapprochement entre l'Est et l'Ouest doive nécessairement se faire dans un climat d'ambiguïté et de silence embarrassé ? La clarté ne serait-elle pas un climat infiniment meilleur à cette entente finalement souhaitée ? Poser la question, c'est, je crois, y répondre. Deuxièmement, si la détente, la coopération et l'entente devaient se fonder sur le silence et sur l'absence de critiques, ce silence et cette absence de critiques devraient être au moins réciproques. (...) Troisièmement, si nous voulons analyser pour pouvoir agir, ce n'est certainement pas une sorte de boycott de l'U.R.S.S. que nous proposerions, une sorte de cordon sanitaire de sinistre

(3) *L'Est européen*, n° de juillet-août 1973.

mémoire, mais au contraire, nous pensons qu'une convergence réelle n'est possible que si l'on peut s'influencer réciproquement.

Si l'on veut bien traduire « *droits de l'homme* » par « *droit du capital* » et « *influence* » par « *dividendes* », ce qui est évident, les choses sont claires...

Pour négocier sur ce terrain, la bureaucratie doit frapper. L'intérêt de la bourgeoisie internationale c'est qu'elle frappe, mais c'est aussi de mettre cette répression indispensable à profit pour frayer son chemin au Capital, à ses dividendes et à ses droits. D'où le procès de Moscou. D'où l'éventualité de procès à venir. D'où les réactions de la bourgeoisie à ce procès et les divisions évidentes et complaisamment étalées qu'il suscite au sein de la bureaucratie du Kremlin...

Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que la presse bourgeoise française, sous les espèces de son plus éminent représentant, ait accordé aux organisateurs du procès Iakir-Krassine un soutien certain. Le jour de l'ouverture du procès, *Le Monde* (du 29 août 1973) expliqua à ses lecteurs :

> L'affaire est de celles, semble-t-il, où les dissidents ne se présentent pas sous leur meilleur jour et où *l'accusation peut n'éprouver aucun complexe — bien au contraire — à étaler ses dossiers*. (Souligné par nous. J.-J. M.)

Dans ce même numéro, par ailleurs, *Le Monde* reproduisait l'interview de Soljenitsyne en la faisant précéder du mode d'emploi suivant :

> L'impossibilité de vérifier chacun de ses propos oblige à les considérer comme un témoignage au moins autant sur l'état d'esprit de leur auteur et du milieu qui l'entoure que sur la société soviétique elle-même dans son ensemble.

Bref, un témoignage bien sujet à caution...

Après la conférence de presse organisée à la fin du procès, *Le Monde* reprend :

> Quel que soit le fond de l'affaire et même en admettant que le dossier contre Yakir et Krassine ait été lourd, l'organisation de tels spectacles (*la conférence de presse : N.D.L.R.*) dénote une absence de pudeur dans l'exploitation à des fins politiques d'une affaire jugée qu'il eût mieux valu, dans l'intérêt de l'U.R.S.S., considérer comme close. (*Alain Jacob, « le Monde » du 7 septembre.*)

Il faut le rappeler, l'ancêtre du *Monde*. *Le Temps* (dont *Le Monde* a repris tout l'héritage, y compris typographique), accorda en son temps un soutien inconditionnel aux organisateurs des procès de Moscou. Son correspondant en U.R.S.S., Pierre Berland — qui, sous son vrai nom, collaborera ensuite activement avec les nazis sous l'Occupation ! — écrivait par exemple au lendemain du deuxième procès de Moscou :

> Quelle que soit l'attitude des accusés, ils sont tous d'accord pour reconnaître comme fondées les accusations portées contre eux. Le terrain de l'accusation est solide sur plusieurs points importants, et il est hors de doute que les accusés ont organisé des attentats terroristes contre les chefs actuels du parti et du gouvernement, qu'ils ont voulu faire place nette pour prendre le pouvoir et que, entre eux et le groupe des staliniens, c'était une lutte à mort dans la-

quelle ils faisaient bon marché des vies humaines.
(« Le Temps », 26 *janvier* 1937.)

Tel père en 1937, tel fils en 1973...

Un épisode révélateur

Propos de journaliste ?

Mais il y a plus. Il faut rappeler, entre autres épisodes historiques, qu'en 37 déjà, lors du prétendu procès Toukhatchevski-Iakir qui, concluant le prétendu complot des maréchaux, envoya le général Iona Iakir à la mort et son fils Piotr dans un camp..., la bourgeoisie internationale apporta à Staline un appui non négligeable par la bouche et l'action de Léon Blum, dirigeant du Parti socialiste et du Front populaire, de Winston Churchill, dirigeant conservateur britannique, et de Bénès, président de la République tchécoslovaque... Un rien !

La « *coexistence pacifique* » — c'est-à-dire le maintien du statu quo sur toute la planète et donc de la domination du Capital sur les deux tiers de l'humanité — découle de la prétendue théorie du « *socialisme dans un seul pays* ». La liquidation des représentants du bolchevisme par Staline ne pouvait que complaire à la bourgeoisie, par ailleurs fort heureuse de voir le socialisme éclaboussé et les travailleurs démoralisés par ces procès.

Dans son étude sur l'affaire Toukhatchevski (4), Boris Souvarine rapporte la déposition faite le 18 juin 1946 par Léon Blum devant la « *Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de* 1933 *à* 1945 » :

> A la fin de 1936, déclare Léon Blum, à cette époque président du Conseil, j'ai reçu à titre intime et privé de mon ami Edouard Bénès un avis transmis par mon fils (5) de passage à Prague, avis me conseillant instamment d'observer les plus grandes précautions dans nos rapports avec l'état-major soviétique. D'après son propre service de renseignement — et le service de renseignement tchécoslovaque jouissait en Europe d'une réputation méritée — les dirigeants du grand état-major soviétique entretenaient avec l'Allemagne des relations suspectes.

Edouard Bénès, qui se distingua aussi au même moment en tentant de monter pour le plaisir de Staline un procès contre l'ancien député social-démocrate allemand Grylewicz devenu trotskyste et réfugié en Tchécoslovaquie, confirma son noble rôle dans un article publié dans la *Gazette de Lausanne* du 2 mars 1948. Les négociations germano-tchécoslovaques étaient au point mort, car les Allemands menaient d'autres négociations :

> Un mot échappé (*sic*) (6) à Trautsmandorff nous fit comprendre qu'il s'agissait de négociations avec certains milieux soviétiques, notamment le ma-

(4) Paru dans *Le contrat social*, n° de juillet 1959, pp. 197-212.

(5) Robert Blum, ingénieur compétent, dont l'incompétence politique a été ainsi soigneusement mise à profit à travers des relations de famille dont les conséquences politiques méritent quelque réflexion...

(6) Cet « *homme d'Etat* » tente ainsi de convaincre ses lecteurs qu'un diplomate nazi pouvait si facilement laisser « *échapper* » une confidence capitale sur des négociations secrètes en cours. Son outrecuidance (sensible aussi dans l'affirmation faite... en 1948, que Hitler pouvait envisager « *un accord avec nous* ») l'empêche évidemment de concevoir que la confidence

réchal Toukhatchevski, Rykov et d'autres. Hitler était si convaincu du succès de ces négociations qu'il n'insista même pas pour aboutir à un accord avec nous, tant il était persuadé de réussir à Moscou. Certes, s'il était parvenu à ses fins et s'il avait pu modifier la ligne de la politique soviétique, la face de l'Europe en eût été changée. Mais Staline intervint à temps. J'avais informé sur-le-champ M. Alexandrovski, ministre de l'U.R.S.S. à Prague, des informations reçues de Berlin.

Churchill, prix Nobel

Quant à Winston Churchill, futur prix Nobel de littérature pour son œuvre d'*historien*... il complète le tableau en justifiant les purges avec de très gros sabots :

> Pendant l'automne de 1936, le président Bénès reçut un message d'une haute personnalité militaire allemande l'informant que s'il voulait bénéficier des offres de Hitler, il fallait se presser ; car bientôt allaient survenir en Russie des événements qui permettraient à l'Allemagne de se passer de l'aide des Tchèques.
>
> Tandis que Bénès méditait sur le sens de cette allusion inquiétante, il apprit que le gouvernement allemand était en contact aves d'importantes personnalités russes par le canal de l'ambassade soviétique à Prague (*sic !!!*). Cela faisait partie de ce qu'on a appelé la conspiration militaire et le complot de la vieille garde communiste qui visaient à renverser Staline et à introduire en Russie un nouveau régime dont la politique eût été allemande. Sans perdre un instant, le président Bénès fit part à Staline de tous les renseignements qu'il put réunir. Peu après fut pratiquée en Russie soviétique une purge impitoyable, mais sans doute utile, qui épura les milieux politiques et militaires ; toute une série de procès s'ensuivit dans lesquels, en janvier 1937, Vychinski, l'accusateur public, joua un rôle si magistral (*sic !*).

Voilà un prix Nobel bien mérité... Il est vrai qu'outre Blum, Bénès et Churchill, l'ambassadeur de Roosevelt à Moscou, Davies, garantissait la véracité de ces fabulations. Il est vrai aussi que Churchill ajoute à sa laborieuse construction une petite note qui couronne l'édifice :

> Il y a quelque raison de croire que les informations de Bénès avaient été préalablement communiquées à la police tchèque par le Guépéou, qui désirait les voir atteindre Staline par une source étrangère amicale. Cela n'enlève rien, toutefois, au service que Bénès rendit à Staline *et peut donc être négligé* (sic ! souligné par nous. J.-J. M.).

Pourquoi lakir ?

La bureaucratie s'efforce de dissimuler aux masses sa domination et ses privilèges. La liberté de parole, de pensée, de manifestation, de

---

« *échappée* » était préméditée et qu'il a été roulé comme un pantin.

Ce n'est pas ici le lieu d'expliquer ce qui est aujourd'hui notoire, après la publication des souvenirs de divers agents de divers services : savoir que c'est Staline qui tirait les ficelles de toute l'opération, en faisant « *intoxiquer* » à son gré par les services allemands Bénès et Churchill, cela notamment par l'intermédiaire d'un agent triple, Skobline, que les nazis croyaient être un instrument à eux installé à la tête d'une organisation d'ex-officiers tsaristes à Paris, dirigée par le général de Miller, et qui, en fait, était l'agent de Staline ; ce que n'ignorait pas, comme on va le voir — depuis la fin de la guerre seulement ? — Churchill...

presse constituent donc pour elle des dangers intolérables. Effectivement la lutte pour les libertés démocratiques débouche sur la mise en cause de ses privilèges et de sa domination ; elle constitue un cadre de mobilisation révolutionnaire. Aussi la bureaucratie doit-elle s'acharner avec une force particulière sur ceux qui se placent sur ce terrain et qui définissent consciemment leur combat comme une expression authentique du socialisme.

De ce point de vue, Iakir représentait, avec Grigorenko, l'homme à abattre. Il suffit, pour s'en convaincre, de retracer le combat qu'il a engagé à partir de 1966 et la continuité historique dans laquelle se situait l'action politique de ce fils d'un général de l'Armée rouge, d'un membre du Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S., d'une victime des procès de Moscou...

Il ne s'agit nullement d'une évocation rétrospective destinée à illustrer l'image du « *vrai Iakir* » face à la caricature fabriquée par le K.G.B. et avancée sur la scène du procès. Il s'agit d'illustrer et d'expliquer de quelle nature réelle est la lutte pour les libertés démocratiques sur laquelle la bureaucratie aujourd'hui colle l'étiquette de fasciste, qu'elle dénonce comme fabriquée, fomentée et organisée par une agence fasciste, le N.T.S., qu'elle veut présenter comme représentant une continuité historique très précise : celle de l'armée Vlassov... tout comme, en 1936-1937-1938, elle rassemblait tous ceux qui avaient incarné le bolchevisme (qu'ils aient ou non capitulé devant Staline) sous le harnais du nazisme et de la Gestapo.

Il s'agit, par là même, de la réfutation la plus décisive des « *aveux* » et de la mise en lumière des objectifs politiques de ceux qui ont mis en scène ce procès, et de ceux qui, dans la presse bourgeoise mondiale, contribuent, de diverses manières, à l'étayer. C'est pourquoi cet article se consacrera désormais à relater l'activité politique de Pierre Iakir, de 1966 à son arrestation (7).

C'est en février 1966, à notre connaissance, que Pierre Iakir a pris pour la première fois une position à demi publique sur les problèmes politiques qui agitent l'Union soviétique. Le 16 février se tient à l'Institut du marxisme-léninisme une discussion entre historiens sur l'ouvrage de l'historien soviétique Nekritch, *le 22 juin* 1941 (8), qui soulève alors de vigoureuses polémiques. Publié à l'automne 1965, et tiré à 50 000 exemplaires qui seront vite épuisés, l'ouvrage de Nekritch met brutalement

(7) Sur Victor Krassine, le second accusé du procès, la *Chronique des événements actuels,* n° 5 du 25 décembre 1968, donnait les indications suivantes :

> *Victor Krassine,* économiste, a été déporté dans les camps staliniens, a signé l'une des lettres sur le procès Guinzbourg-Galanskov, l'appel à la conférence consultative de Budapest, l'appel des amis de Martchenko, licencié de son poste « sur sa demande ». (Voir *Samizdat I,* p. 364.)

Il a ensuite signé divers appels, la plupart du temps avec Iakir, notamment l'*Appel aux communistes* adressé en mars 1968 au présidium de la conférence des P.C. à Budapest (Idem, pp. 352-353), et l'*Appel aux citoyens pour la libération de Martchenko* (Idem, pp. 406-407).

(8) Publiée en France chez Grasset sous le titre *L'Armée rouge assassinée ;* on trouve aussi dans cette édition les textes de la discussion de ce livre à l'Institut du marxisme-léninisme, dont nous extrayons ci-dessous quelques passages. Voir aussi dans *Samizdat I,* pp. 268-271.

en cause les responsabilités écrasantes de Staline et de son gouvernement dans la déroute subie par l'Armée rouge et le peuple soviétique dans les premières semaines de la guerre. Finalement, en juillet 1967, Nekritch sera exclu du Parti communiste de l'U.R.S.S., son livre interdit et mis au pilon.

Dans le débat des historiens

Iakir intervient comme historien dans la discussion qui se mène sur cet ouvrage. Son intervention n'est pas, loin de là, la plus décidée. Un vieux militant bolchevik, historien, ancien déporté, lui aussi, dans les camps de Staline, Snegov, se livre alors à une dénonciation globale de la politique de Staline, et lorsque le vieux cheval de retour Deborine lui demandera : « *Camarade Snegov, tu dois nous dire à quel camp tu appartiens* », Snegov répondra fièrement : « *Je suis du camp de Kolyma* ». Avant cette réplique, Snegov explique :

> Quand Hitler préparait l'invasion de la Pologne, Staline l'a aidé. Il a fait fusiller tous les communistes polonais en U.R.S.S. et dissous le Parti communiste polonais. Pourquoi a-t-on qualifié ce quatrième partage de la Pologne d'expédition libératrice ? Comment peut-on être communiste et parler avec sérénité de Staline, qui a trahi et vendu les communistes, Staline, qui a éliminé presque tous les délégués du XVII[e] congrès et presque tous les membres du Comité central que ce congrès avait élus, Staline, qui a trahi la république espagnole, la Pologne et tous les communistes dans tous les pays ?

Snegov, né en 1898, membre du parti bolchevique depuis 1917, titulaire de diverses responsabilités après la révolution d'Octobre, intervint à nouveau dans une discussion d'un projet du tome III de l'histoire du P.C.U.S. pour critiquer la manière dont le projet de ce volume (devenu texte définitif depuis) exposait les positions de Kamenev, Zinoviev et Staline à la veille d'Octobre. Ces deux discours furent à l'origine de la deuxième exclusion de Snegov du P.C.U.S. le 15 juillet 1971 — comme l'a relaté la *Chronique des événements actuels* n° 21. Dans ce débat de novembre 1965, le propos de Iakir resta plus limité que celui de Snegov, son souci plus restreint, mais cependant clair :

> Certains de ceux qui m'ont précédé à la tribune ont parlé du « *camarade Staline* ». C'est là une formule impropre. Staline n'a été le camarade de personne et surtout pas le nôtre. Staline a entravé le développement de nos armements en liquidant de nombreux techniciens éminents et entre autres les fondateurs de notre artillerie : Iakhomirov, Lannemann (l'inventeur de la Katioucha), Kourtchevski, Bekhaouri. Il faut étudier aussi le problème des camps de concentration. Et il faut l'étudier sur le plan économique. Nous étions en guerre et dans les camps de concentration croupissaient des millions d'hommes valides, des spécialistes de tous les secteurs de la vie économique et militaire du pays. Et l'on détournait des forces considérables pour les surveiller.

Première position publique

Quelques jours plus tard, Iakir prit sa première position publique... Il signa avec dix-sept autres enseignants et chercheurs un télégramme au vingt-troisième congrès du P.C.U.S. réclamant que soit cassée la sanction

prise contre le chargé de cours Douvakine, coupable d'avoir comparu au procès Siniavski-Daniel comme témoin de la défense. Voici le texte de ce télégramme, qui fut suivi d'effet, puisque, quelques jours après sa réception, le conseil de la faculté des lettres de l'Université de Moscou réinstalla Douvakine dans ses fonctions :

> Nous, travailleurs science et littérature, inquiets, bouleversés par décision prise par Conseil faculté lettres Université Moscou révoquer chargé de cours Victor Dmitrievitch Douvakine, remarquable spécialiste connu histoire littérature russe, conférencier populaire ayant vingt-sept ans de présence faculté, historien fameux œuvre Maiakovski. Stop. Cette décision prise en liaison avec fait que Douvakine fut témoin défense procès Siniavski. Stop. Décision aussi illogique jette ombre, non seulement sur Université Moscou, mais aussi sur justice soviétique, car procédure judiciaire soviétique prévoit présence témoins chaque partie, et nécessaire avoir complète représentation personnalité accusés selon défense comme selon accusation. Stop. Demandons votre intervention immédiate pour casser ordre révocation. Stop.

Au même moment se tint à Moscou une réunion d'historiens décidée après l'envoi à Brejnev d'une lettre signée par trente-quatre vieux-bolcheviks qui protestaient contre le contenu du projet de troisième tome de l'*Histoire du Parti communiste de l'U.R.S.S.* Ce troisième tome porte sur l'année 1917, l'année de la révolution, et la diffamation y va bon train envers tous les dirigeants de la révolution que Staline avait calomniés et assassinés. La réunion est houleuse. La police en interdit l'entrée à Pierre Iakir, ce qui suscite la protestation publique d'un autre fils de vieux-bolchevik, Léonide Petrovski. Un « *historien* » stalinien monte à la tribune pour vociférer :

> Vous tous qui intervenez contre Staline, vous vous trouvez en compagnie des trotskystes. (...) J'affirme que ce sont tous des trotskystes ici. *Celui qui est contre Staline, celui-là est trotskyste.*

L'interdiction d'entrer faite à Iakir ne peut avoir et n'a qu'un sens, tout comme la violence des discussions que soulèvent les deux réunions sur l'ouvrage de Nekritch et sur l'histoire de 1917, c'est que les discussions sur Staline ne relèvent pas seulement de l'histoire, qu'elles sont étroitement liées au présent. L'âpreté des débats historiques, la place décisive qu'occupe la question de Staline au sein de ces débats, l'attention extrême avec laquelle la bureaucratie veille sur l'histoire du parti bolchevique, de la révolution d'Octobre et de la période qui l'a suivie, la prudence attentive avec laquelle elle a étouffé les conséquences du XX^e^ et du XXII^e^ congrès, laissé aux oubliettes le « *monument aux victimes du culte de la personnalité* » dont le XXII^e^ congrès avait décidé l'érection, ces faits et mille autres témoignent de l'importance de la continuité historique. L'histoire du bolchevisme représente un enjeu essentiel du présent. Dès lors, *qu'il l'ait voulu ou non*, Pierre Iakir, fils déporté de l'ancien général de l'Armée rouge et ancien membre du Comité central, Iona Iakir, fusillé par Staline, ne pouvait manquer de se trouver pris au centre de cet enjeu. Il n'aurait pu en être autrement que s'il avait décidé de baisser les bras, découragé,

comme le fils d'Antonov-Ovseenko, qui déclara lors de la discussion sur le troisième tome de l'*Histoire du P.C.U.S.* : « *Vous perdez votre temps. Le troisième tome restera sans changements* (...) *Je n'ai plus assez de forces pour me battre.* »

Une conscience de plus en plus aiguë de l'enjeu

La conscience de plus en plus aiguë de l'enjeu guidait la réflexion et l'action de Pierre Iakir. A ses yeux, c'est le problème de la « réhabilitation » de Staline, réhabilitation lente, sournoise, rampante, mais dont les signes se multiplient, qui constitue le danger le plus grave. Et c'est contre elle qu'il va engager la première lutte. En septembre 1967, il sera à l'initiative d'une lettre au Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S. « *de la part des enfants survivants de communistes victimes innocentes de Staline* » qui proclame sans ambiguïté :

> (...) La renaissance du passé met en cause les idées du communisme, jette le discrédit sur notre système et légalise l'assassinat de millions d'innocents.
>
> Toutes les tentatives faites pour blanchir les noires actions de Staline portent en elles le danger de voir se répéter l'effroyable tragédie qui a frappé notre Parti, notre peuple tout entier et le mouvement communiste dans son ensemble.
>
> Les tragiques événements de Chine nous obligent tous à élaborer les garanties nécessaires contre la répétition de semblables catastrophes. C'est seulement en faisant totalement la lumière sur les crimes de Staline et de son entourage que l'on pourra engendrer dans la société tout entière l'émotion, les sentiments et l'indignation propres à anéantir toutes les conséquences du culte de la personnalité de Staline et à rendre impossible le retour à de nouveaux cultes et à un nouvel arbitraire.
>
> Nous devons fêter le cinquantième anniversaire de la grande révolution d'Octobre, sous les drapeaux du Parti portant comme mots d'ordre : le nom immortel de Lénine, la démocratie la plus large, direction collective, autodirection de la société. Déployer ces drapeaux, c'est rendre le meilleur hommage aux hommes écrasés par la machine infernale du culte de la personnalité. Sur certains d'entre eux, on laisse encore aujourd'hui la marque d'une flétrissure injustifiée, d'autres sont voués à l'oubli. L'histoire les réintégrera au sein du Parti et au sein du peuple.
>
> Le monument aux victimes de l'arbitraire, promis par le XXII[e] congrès du Parti, doit être érigé pour marquer ce demi-siècle d'existence de l'Etat soviétique. En ces jours de fête, ceux qui se battent pour un Octobre mondial seront avec nous (9).

Sous ce texte figurent les signatures de fils ou de filles de Boukharine, ancien membre du Bureau politique, Antonov-Ovseenko, l'un des organisateurs de la prise du Palais d'Hiver, où résidait le gouvernement provisoire à Petrograd en octobre 1917, et ancien responsable de la direction politique de l'Armée rouge, Radek, ancien membre du Comité central, Petrovski, ancien commissaire du peuple à l'Intérieur et membre du Comité central, Mouralov, le dirigeant de l'insurrection à Moscou en octobre 1917, Enoukidzé, ancien secrétaire du Comité exécutif des so-

(9) Voir *Samizdat I*, pp. 288-291.

viets, Serebriakov, ancien secrétaire du Comité central, etc., bref un texte dont les signatures représentent le bolchevisme et en expriment la diversité, à travers ses dirigeants écrasés les uns et les autres dans le sang par Staline.

Un pareil texte visait à peser au sein même du Parti communiste de l'U.R.S.S., à y rassembler ceux qui, « *dans la ligne du XX^e et du XXII^e congrès* », refusaient la réhabilitation de Staline.

Action politique publique ?

Aussi bien Iakir affirme-t-il en même temps sa réticence à l'égard de toute action politique publique qui dépasserait ce cadre et qui risquerait de l'isoler, lui et ses camarades, par rapport à toute cette couche de militants du Parti. Toute action de ce type, comme les manifestations, dont la première s'est déroulée à la fin de 1965 à Moscou en signe de protestation contre l'arrestation des écrivains Siniavski et Daniel, lui paraissent alors prématurées, bref aventuristes. Le témoignage de l'opposant Vadim Delaunay lors du procès de septembre 1967 intenté à Boukovski pour « *délit* » de manifestation est à ce sujet sans ambiguïté. Le 20 janvier 1967, Delaunay reçoit la visite de Boukovski, qui lui apprend l'arrestation de l'écrivain Galanskov et de trois de ses camarades, coupables d'avoir publié la revue *Phénix* et d'avoir participé à l'élaboration du livre blanc composé par A. Guinzbourg sur l'affaire Siniavski-Daniel. Boukovski propose à Delaunay l'organisation d'une manifestation place Pouchkine pour protester contre ces arrestations et pour demander la révision des deux articles scélérats (et nouveaux...) du Code pénal, l'article 70 et l'article 190 (10), qui constituent la clé de voûte de toute la répression. Delaunay hésite...

> Etant donné que mes doutes augmentaient, je décidai de prendre conseil auprès d'un de mes amis plus fort que moi dans les questions de droit. Dans ce but, je suis allé le lendemain, 21 janvier, chez Piotr Ionovitch Iakir. Koutcherova se rendit

---

(10) *Article* 70-1 *du Code pénal de la R.S.F.S.R.* :

« L'agitation ou la propagande aux fins de saper ou d'affaiblir le pouvoir soviétique ou de provoquer la commission d'infractions contre l'Etat particulièrement dangereuses, la diffusion aux mêmes fins d'assertions calomnieuses dénigrant le régime social et politique soviétique, ainsi que la diffusion, la rédaction, ou la détention d'écrits de même teneur, sont punies de la privation de liberté pour une durée de six mois à sept ans, s'accompagnant ou non de la résidence forcée pour une durée de deux à cinq ans, ou seulement de la résidence forcée pour une durée de deux à cinq ans. »

L'article 190-1 *du Code pénal de la R.S.F.S.R.*, introduit par un décret pris tout récemment pour les besoins de la cause et qui, depuis son adoption, a déjà beaucoup servi, dispose :

La diffusion d'assertions mensongères dénigrant le régime politique et social soviétique ; la diffusion systématique, sous forme orale, d'assertions mensongères dénigrant le régime politique et social soviétique, de même que la diffusion ou la rédaction, sous forme écrite, imprimée ou sous toute autre forme, d'écrits de même teneur sont punies de la privation de liberté pour une durée pouvant atteindre trois ans ou d'une amende d'un montant maximum de cent roubles.

(*Samizdat I*, pp. 635-636.)

avec moi chez Iakir. Nous y trouvâmes Ilia Gabaï, qui était déjà informé de la manifestation projetée. Iakir était contre la manifestation. Il dit que la manifestation était non seulement prématurée mais inutile et n'avait aucun fondement légal. Il me demanda s'il y avait moyen de l'annuler. Il semblait, dis-je, qu'il fallait en parler avec Boukovski.

Nous nous sommes tous mis d'accord pour nous rencontrer le lendemain près du métro Kropotinskaia. Nous nous y rencontrâmes et nous rendîmes chez Boukovski. A nos objections et à nos arguments, ce dernier répondit qu'il n'était plus possible d'arrêter la manifestation car, sur les trois banderoles, deux n'étaient pas chez lui et allaient être apportées directement sur la place. Discuter encore n'avait plus de sens (...) Iakir insistait pour que je n'aille pas à cette manifestation. Je lui répondis que, tout en étant, en principe, contre cette manifestation, il était déjà trop tard pour en parler, car d'abord il eût été gênant pour moi de quitter maintenant l'appartement de Boukovski, et, en second lieu, je ne pouvais absolument pas abandonner mon ami dans une situation si difficile et dans un moment aussi délicat. Iakir et Gabaï s'en allèrent bientôt. Iakir ne vint pas à la manifestation (11).

La « lutte pour la vérité »

La lutte pour la vérité (et donc pour la liberté de pensée, de parole et de presse) ne constitue pas une aspiration d'intellectuels à leur propre usage et qui ne pourrait pas, comme d'aucuns le prétendent, intéresser les travailleurs. La bureaucratie s'efforce de dissimuler son existence, elle dissimule ses privilèges exorbitants, elle les couvre sous le voile du mythe. Le pillage de la propriété d'Etat qu'elle organise à vaste échelle... elle le reproche aux travailleurs, au point que, dans un entretien récent avec un journaliste de *Literatournaia Gazeta*, un responsable de la police de Moscou proposait des PUNITIONS COLLECTIVES pour non-dénonciation par les travailleurs de tout vol commis par l'un de leurs camarades dans l'usine.

Chaque explosion révolutionnaire, en Hongrie et en Pologne en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968, en Pologne en 1970, a commencé ou s'est traduite par une exigence profonde de « *vérité* » : savoir CE QUI EST, et cette exigence est révolutionnaire car elle dissipe les voiles d'ombre et de mensonges derrière lesquels la bureaucratie dissimule son existence de parasite privilégié pour tenter de se parer des plumes de la révolution d'Octobre.

C'est ainsi par exemple qu'en janvier 1971, les délégués des grévistes des chantiers navals de Szczecin, recevant le nouveau premier secrétaire du P.C. polonais, Gierek, « *exigent des informations honnêtes sur la situation politique et économique dans les chantiers et dans le pays* » (12), exigent des sanctions contre les diffuseurs d'une fausse nouvelle. Un délégué crie : « *Jusqu'à présent, camarades, on nous a trop menti* » (13), un autre demande qu'on limoge le rédacteur en chef du journal local parce qu'il « *mentait* » (14). Exigence profonde et impossible à satisfaire par la bureaucratie...

(11) Voir *La Russie contestataire*, Fayard éd., pp. 72-73.
(12) *Gierek face aux grévistes de Szczecin*, Sélio éd., p. 32.
(13) Id., p. 121.
(14) Id., p. 40.

L'attitude de Iakir représentait un choix conscient et délibéré de sa part : choisir la forme de lutte susceptible de rassembler les forces les plus larges sur le terrain qui concentre les problèmes politiques les plus graves. Ce choix n'est pas isolé. Un autre opposant communiste, Roy Medvedev, consacre alors l'essentiel de son activité à la lutte contre Staline et sa réhabilitation : de 1962 à 1968, Roy Medvedev rédige son travail monumental de plus de 1 000 pages où il tente de disséquer les racines du stalinisme et qui vise à éclairer le moment présent (15). Si d'autres, comme le général Grigorenko, portent plus directement l'accent sur la défense des libertés et des droits garantis par la Constitution, Grigorenko a bientôt dû lui aussi poser le problème de Staline au début de 1968 dans une lettre ouverte à la revue *Questions d'histoire de l'U.R.S.S.* (16). L'analyse du stalinisme détermine l'activité politique immédiate.

C'est que les deux aspects politiques de la lutte contre le stalinisme (contre la réhabilitation de Staline, pour le respect des droits et libertés démocratiques) tendent de plus en plus à se confondre tant dans la réalité que dans la conscience des opposants communistes. La réhabilitation de Staline n'est que l'expression extérieure du renforcement de la répression par quoi la bureaucratie essaie de colmater la crise qui la secoue.

Un point tournant

Le procès Guinzbourg-Galanskov, qui se déroule en janvier 1968, constitue dans cette situation un point tournant.

D'abord par le déroulement du procès lui-même où la provocation policière et la violation des règles de la procédure pénale visent à faire passer la thèse : Guinzbourg et Galanskov sont des agents du N.T.S. ; ensuite par la mobilisation, limitée certes, mais d'une ampleur sans précédent depuis quarante ans, qui s'effectua au cours du procès et contre lui. Arrêtés un an plus tôt, l'un pour avoir rédigé et diffusé un livre blanc sur le procès Siniavski-Daniel (A. Guinzbourg), l'autre pour avoir rédigé et diffusé une revue politico-littéraire, *Phénix* (I. Galanskov), les accusés, malgré une détention préventive de près d'un an, une longue instruction, la présence parmi eux d'un accusé qui « avoua » tout et l'arrivée d'un agent provocateur envoyé de France à point nommé pour « *démontrer* » leurs liens avec une organisation d'émigrés anticommuniste, tenaient tête. Les dirigeants du Kremlin firent longtemps le silence autour de leur affaire.

Une vague de protestations

Dès que le bruit court que Guinzbourg et Galanskov vont être jugés, dès que le procès s'engage, les pétitions circulent, les protestations se multiplient : pétition de 31 écrivains, artistes et savants (17), protestation dite des douze, dont Pierre Iakir, contre le huis clos du procès (18), protestation de 30 person-

(15) Publié au Seuil.
(16) Publiée sous le titre *Staline et la deuxième guerre mondiale*, par L'Herne.
(17) Voir *L'Affaire Guinzbourg-Galanskov*, Le Seuil éd., pp. 47-48.
(18) Idem, p. 62.

nes (19), déclarations et lettres diverses (20), pétition de 121 savants (21), protestation de 78 personnes, en majorité des savants (22), protestation de 24 écrivains et artistes, dont Axionov, Kaverine, Kazakov, Paoustovski (23), protestation de 46 savants de Novossibirsk (24), pétition de 170 savants, professeurs, architectes, juristes, journalistes, ouvriers, employés, etc. (25) ; les amis des accusés firent le siège pacifique du tribunal ; Larissa Daniel, la femme de Iouli Daniel, condamné deux ans plus tôt à cinq ans de déportation, et Pavel Litvinov, le petit-fils de Maxime Litvinov, l'ancien commissaire du peuple aux Affaires étrangères, lancèrent en plein milieu du procès un appel à l'opinion publique mondiale et à l'opinion publique soviétique, appel qui proclame :

> Le procès Galanskov-Guinzbourg - Dobrovolski - Lachkova, actuellement en cours au tribunal de Moscou, se déroule en violation des règles essentielles du droit soviétique. Le juge et le procureur, avec la participation d'un public sélectionné, ont transformé le procès en une farce sauvage, inconcevable au XX[e] siècle, qui tourne en dérision trois des accusés (Galanskov, Guinzbourg, Lachkova) et les témoins.
>
> L'affaire a pris, dès le deuxième jour, le caractère d'une « chasse aux sorcières ».
>
> Dans cette atmosphère surchauffée, il ne saurait être question d'aucune objectivité du tribunal, ni de justice ou de légalité. Le verdict de culpabilité était arrêté depuis le début.
>
> Nous en appelons à l'opinion publique mondiale et, en premier lieu, à l'opinion soviétique. Nous nous adressons à tous ceux qui ont encore une conscience et assez de courage.
>
> Exigez la condamnation publique de ce procès infamant et le châtiment des coupables.
>
> Exigez la libération des détenus.
>
> Exigez la révision du procès, dans des conditions conformes à toutes les prescriptions légales, et en présence d'observateurs internationaux. (...)
>
> Aujourd'hui, ce n'est pas seulement la vie des trois accusés qui est en danger ; leur procès ne vaut guère mieux que les fameux procès des années trente, qui nous ont couverts de tant de honte et de sang que nous ne pouvons encore nous en remettre.
>
> Nous envoyons cet appel à la presse progressiste occidentale et demandons qu'il soit publié et retransmis à la radio au plus vite (26).

La « Chronique des événements actuels »

A peine le procès est-il achevé que paraît le numéro 1, entièrement consacré au procès Guinzbourg-Galanskov, d'un nouvel organe clandestin destiné à jouer un rôle sans cesse croissant dans l'activité de l'opposition : *La Chronique des événements actuels*. Le numéro 25 en est sorti le 21 juin 1972, le jour même de l'arrestation de Iakir.

La vaste campagne qui s'engage alors dénonce dans le procès Guinzbourg-Galanskov une répétition des procès de 1937 et exige :

---

(19) Idem, pp. 88-89.
(20) Idem, pp. 91 à 123 et pp. 125-126.
(21) Idem, pp. 123-124.
(22) Idem, pp. 126-129.
(23) Idem, pp. 130-131.
(24) Idem, pp. 132-133.
(25) Idem, pp. 135-137.
(26) Texte complet : Idem, pp. 83-85.

Révision du procès Guinzbourg-Galanskov

Exigez la condamnation publique de ce procès infamant et le châtiment des coupables.

Exigez la libération des détenus.

Exigez la révision du procès conformément à toutes les prescriptions légales et en présence d'observateurs internationaux.

(*L. Daniel - P. Livitnov.*)

Nous réclamons la révision du procès Galanskov-Guinzbourg-Dobrovolski-Lachkova au cours d'un jugement public dont le déroulement répondrait aux normes de la légalité et en présence de représentants de l'opinion publique choisis parmi les signataires de cette lettre. Nous réclamons que des sanctions soient prises contre les responsables de l'organisation de ce procès qui ont jeté le discrédit sur la justice soviétique.

(*Signé par* 170 *savants, professeurs, architectes, juristes, journalistes, ouvriers, employés, docteurs, écrivains, artistes, étudiants de toute l'Union soviétique.*)

Je proteste contre ce jugement et contre la farce judiciaire qui s'est jouée à Moscou.

J'exige l'ouverture immédiate d'un nouveau procès public et impartial en présence d'un large public et des correspondants étrangers.

J'exige la condamnation publique des procès expéditifs à huis clos contre les non-conformistes et la condamnation de ceux qui violent la loi.

J'exige le rétablissement de la vérité et de la justice.

(*V. M. Voronine.*)

Le fait que plusieurs procès criminels « publics » de caractère politique se soient déroulés en un laps de temps relativement court et dans des conditions en gros similaires, évoque des réminiscences sinistres. Les honteux procès des années 30, qui ne se sont pas effacés et ne s'effaceront pas de notre mémoire, étaient eux aussi « publics », et pourtant, on le sait, tendancieux et malhonnêtes au point de chercher une justification dans la théorie de « l'exacerbation de la lutte des classes ».

Devons-nous, après avoir connu cinquante années de pouvoir soviétique, assister à la résurrection des méthodes hypocrites du passé ? Nous exigeons la révision du procès Guinzbourg dans le cadre de débats totalement publics et d'un examen impartial de l'affaire absolument conforme à la légalité soviétique.

Nous l'exigeons dans l'intérêt de la vérité et de la légalité, dans l'intérêt de la réputation de l'Etat soviétique et au nom de la justice et de l'humanité.

(23 *écrivains soviétiques, dont : Vassili Axionov, Pavel Antokolski, Boris Balter, Boris Birger, Vladimir Voinovitch, Fazil Iskander, Kamil Ikramov, Benjamin Kaverine, Iouri Kazakov, Naoum Korjavine, Vladimir Kornilov, Fiodot Sourkhov, Novella Matveieva, Constantin Paoustovski, Iouri Piliar, Grigori Pojenian.*)

« Retour au stalinisme » ?

Pour Iakir, le procès Guinzbourg-Galanskov exprime dans le domaine de la vie politique quotidienne les dangers formidables que recèle et révèle la réhabilitation en cours de Staline. Aussi, au lendemain du procès, écrit-il avec ses deux camarades Iouli Kim et Ilia Gabaï une *Lettre aux représentants de l'art, de la science et de la culture en Union soviétique* (27) qui pose la question : Allons-nous vers un « *retour au stalinisme ?* » Allez-vous l'accepter ? Les trois auteurs dénoncent le pro-

(27) Voir *Samizdat I*, pp. 344-351.

cès Guinzbourg-Galanskov et les conditions dans lesquelles il s'est déroulé et déclarent :

> Les espoirs naïfs d'une purification de notre vie publique que nous avions nourris après les décisions du XX[e] et du XXII[e] congrès, ont avorté. La restauration du stalinisme s'effectue lentement, mais sûrement.

Sans réaction, concluent-ils, le retour à Staline, le retour à 1937, sera inévitable.

Sans doute Iakir et ses deux camarades ne lient-ils pas dans leur texte ce qu'ils appellent le « *retour au stalinisme* » et les autres manifestations internationales de la crise de la bureaucratie et de la bourgeoisie (« *Printemps de Prague* » en Tchécoslovaquie, grève générale de mai-juin 1968 en France), mais au même moment, en mars 1968, Iakir signe avec un certain nombre d'autres opposants, pour l'essentiel communistes (Grigorenko, Kosterine...), un appel resté sans réponse au présidium de la « *conférence des partis communistes* » à Budapest :

> De nombreux procès politiques se sont déroulés dans notre pays au cours des dernières années. Le caractère essentiel de ces procès, c'est que, en violation des droits fondamentaux du citoyen, on a jugé des hommes pour leurs convictions. C'est précisément pourquoi ces procès se sont accompagnés de viols grossiers de la légalité, à commencer par leur huis clos de fait. L'opinion publique refuse désormais d'accepter en silence cet arbitraire ; l'indignation et les protestations ne cessent de s'amplifier d'un procès à l'autre. (...)
>
> On a répondu aux plus énergiques des protestataires en les licenciant, en les convoquant au K.G.B., en les menaçant d'arrestation et, enfin, en recourant à la mesure de répression la plus infâme : l'internement forcé en clinique psychiatrique. (...)
>
> Nous considérons aussi comme notre devoir de vous signaler que dans les prisons et dans les camps croupissent plusieurs milliers d'internés politiques ; presque personne ne le sait. Ils vivent dans des conditions inhumaines de travail forcé, avec des rations de famine, soumis à l'arbitraire de l'administration. Leur peine achevée, ils sont soumis à des persécutions extra-judiciaires et le plus souvent illégales (limitation de leur lieu de séjour, surveillance administrative) qui mettent un homme libre dans la situation d'un déporté (28).

De même que Martchenko, lorsqu'il adresse une lettre de soutien aux communistes et au peuple tchécoslovaques (29), l'envoie à *Rude Pravo*, organe du Parti communiste tchécoslovaque, à *Literarni Listy*, à *Prace*, organe des syndicats tchécoslovaques, et en adresse une copie à *l'Humanité*, à *l'Unita*, organe du P.C. italien, au *Morning Star*, organe du P.C. britannique, et aussi à la B.B.C., de même Iakir s'adresse au présidium de la conférence des P.C. de Budapest. En tant que communistes, ils placent les partis « *communistes* » devant leurs responsabilités, comme parties constituantes du mouvement ouvrier. C'est une façon de s'adresser par ce canal à ceux que les signataires (dont Iakir) de la lettre des enfants des victimes de Staline appellent « *les partisans d'un Octobre mondial* ».

---

(28) Dans *Samizdat I*, pp. 352-353.
(29) Martchenko : *Mon témoignage*, Le Seuil éd., pp. 6-13 ou *Samizdat I*, pp. 398-403.

Mais Iakir, comme Martchenko, ou Grigorenko et leurs camarades, refuse d'accepter que sa voix soit entendue ou étouffée selon le bon plaisir des « *camarades* » de ceux qui, siégeant au Kremlin, bafouent les libertés démocratiques, foulent aux pieds leur propre Constitution et réhabilitent Staline. Pour que leurs voix soient entendues, ils utilisent tous les canaux possibles : c'est pourquoi P. Litvinov et L. Daniel s'adressent à l'opinion publique mondiale, Martchenko à la B.B.C. et Iakir, ensuite, au Comité des droits de l'homme à l'O.N.U.

Occupation de la Tchécoslovaquie

Inquiets de la contagion que la mobilisation des travailleurs manuels et intellectuels tchécoslovaques suscitait dans les pays voisins et en U.R.S.S., les dirigeants du Kremlin firent envahir la Tchécoslovaquie le 21 août 1968. Cette intervention suscita en U.R.S.S. de nombreuses protestations. On n'y trouve pas, à notre connaissance, le nom de Iakir qui juge, probablement, que les protestations contre l'écrasement du « *Printemps de Prague* » ne peuvent atteindre l'ampleur de la campagne contre la réhabilitation de Staline et contre le procès Guinzbourg-Galanskov. En revanche, il signe un texte contre la la condamnation à des peines de déportation de cinq des sept manifestants qui s'étaient rassemblés le 25 août 1968 sur la place Rouge pour protester contre l'invasion : un appel contre l'arrestation de l'ancien président de kolkhoze Iakhimovitch, arrêté pour son activité publique contre l'invasion ; une adresse à la conférence internationale des « *partis communistes et ouvriers* » réunie à Moscou en mars 1969 ; et, le 20 août 1969, l'appel dit des seize citoyens soviétiques manifestant leur solidarité avec le peuple tchécoslovaque (30).

Les signataires de l'adresse à la conférence internationale se tournent vers elle « *à propos de la restauration des méthodes staliniennes* » dans leur pays. Ils rappellent tout ce que les XX^e^ et XXII^e^ congrès ont condamné dans l'œuvre de Staline et affirment qu'à partir de la mise à l'écart de Khrouchtchev « *la restauration des méthodes staliniennes a peu à peu et subrepticement remplacé le processus de démocratisation* ».

Cette restauration a suscité en réponse « *le mouvement pour les droits civiques* », dont les signataires datent la première manifestation du procès Siniavski-Daniel. Ils dressent ensuite la liste des mesures répressives par lesquelles les dirigeants du Kremlin tentent de briser ce mouvement : de l'exclusion du Parti pour les communistes, du licenciement, de la surveillance du courrier, voire de la suppression du droit de recevoir son courrier, à l'internement dans les hôpitaux psychiatriques.

> Nous prions les représentants du mouvement communiste international de nous aider à liquider les faits de ce genre qui, tout comme les déformations du stalinisme, impriment une mar-

(30) L'appel pour la défense de Iakhimovitch, signé aussi par sa femme, figure dans *Samizdat I*, p. 434 ; l'appel des Seize, signé aussi par sa fille, figure dans le même volume, p. 435.

que d'infamie sur tout le mouvement communiste international. (...) Mais malgré les persécutions, les gens ne se taisent pas, ils protestent. Après un demi-siècle d'histoire du socialisme dans notre pays, les Soviétiques ne sont pas d'accord pour identifier le socialisme et le stalinisme.

Dénonçant ensuite les tentatives menées dans le domaine littéraire et historique de réhabiliter le personnage de Staline et le retour en force des vieux cadres staliniens dans le Parti, les signataires posent, enfin, les questions suivantes « *aux représentants des partis communistes, dont l'idéal est de construire la société la plus juste possible* » :

> Une restauration aussi visible du stalinisme dans notre pays, à la tête d'une société communiste, ne suscite-t-elle pas votre inquiétude ? Est-il impossible de prévenir ses conséquences catastrophiques ?
>
> Nous vous invitons à examiner tout le sérieux de la situation et à faire tout ce que votre conscience et votre raison vous ordonnent, tout ce qui est en votre pouvoir pour empêcher que l'ombre mauvaise de Staline ne vienne endeuiller notre avenir.

La « raison » et la « conscience »

La « *raison* » et la « *conscience* » des *dirigeants* des P.C. réunis à Moscou leur commandèrent le silence absolu. Rien d'inattendu là de la part de ceux qui ne condamnèrent l'intervention des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie que pour mieux pouvoir cautionner la normalisation, son cortège de mesures répressives, sa chasse aux sorcières et ses nouveaux procès. Défense de l'ordre bourgeois oblige !

Mais à ce moment-là Iakir a, en quelques mois, effectué trois démarches qui, dans leur ensemble, représentent un approfondissement et un élargissement considérables de son activité et de celle de l'opposition « *communiste* », ou, comme disent les journaux d'émigrés, « *léniniste* ».

Le 10 novembre 1968 mourait à Moscou le vieux bolchevik Alexis Evgrafovitch Kosterine, participant de la guerre civile, rescapé des camps staliniens où il avait passé dix-sept ans. Ses funérailles, organisées par son élève Grigorenko, malgré les obstacles innombrables que sèment les autorités se transforment en un véritable rassemblement de 3 à 400 opposants. Dix-huit participants prennent la parole au cours de cette première manifestation publique de l'opposition communiste qui effectue ici son premier acte d'organisation. Parmi les dix-huit, Pierre Iakir. Pierre Grigorenko, qui a rassemblé et diffusé en brochure (31) les discours prononcés à ces funérailles, affirme dans sa préface : « *Ce qui s'est déroulé ce jour-là sera retenu par l'histoire comme un jalon d'une importance certaine au tournant du destin de notre patrie. Notons bien, en tout cas, que dans le torrent des événements de notre vie, cet événement du 14 novembre 1968 est exceptionnel.* » Et, à travers l'évocation de la vie et de l'activité militante de Kosterine, Iakir illustre la nécessité de ce que Kosterine appe-

(31) Cette brochure est intégralement reproduite dans *Samizdat I*, pp. 437-480.

lait « *le socialisme marxiste-léniniste, épuré de la boue, régénéré et se développant dans la liberté* ».

Pour un « socialisme marxiste-léniniste épuré de la boue »

Le 2 mars 1969, Iakir définissait l'une des conditions de cette « *épuration de la boue* ». *Kommounist*, la revue du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, avait publié dans ses numéros 2 et 3 de 1969 deux articles représentant une véritable réhabilitation de Staline. Iakir répond en adressant à la revue une lettre qu'il diffuse autour de lui et qui demande « *l'ouverture d'une action pénale contre Staline* » afin d'aboutir à « *une condamnation posthume* » qui lui paraît aussi possible que les réhabilitations posthumes, si nombreuses en U.R.S.S. après 1956. A partir du procédé qui consiste à comparer les actes de Staline aux articles du Code pénal, Pierre Iakir élabore un document politique d'une grande vigueur, qui constitue un bilan, incomplet sans doute, mais à l'efficacité indubitable... (32).

Il apparaît alors comme l'un des deux principaux dirigeants de l'opposition communiste, l'autre étant Grigorenko (qui va être arrêté à Tachkent, où il s'est rendu pour témoigner au procès des Tatars de Crimée, le 5 mai), si l'on en croit ces lignes extraites de la « *Lettre d'adieu avant son arrestation* » écrite par Ivan Iakhimovitch le 24 mars 1969 :

> Camarade Grigorenko, camarade Iakir ! Champions expérimentés de la vérité ! Puisse la vie vous être conservée pour la bonne cause ! (33)

Le « Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques »

Enfin, le 20 mai 1969, il constitue, avec un groupe d'opposants communistes et démocrates, le *Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques en U.R.S.S.* dont l'acte de fondation est constitué par une lettre (34) au Comité des droits de l'homme de l'O.N.U., qui se gardera bien de jamais répondre... Cette lettre énumère dans le détail les violations les plus importantes des droits de l'homme, des libertés et des droits garantis par la Constitution soviétique, reconnus par la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, violations qui fondent un combat pour obtenir le respect de ces droits et de ces garanties, en dehors desquels, aux yeux de Iakir et de ses camarades, il n'y a pas de socialisme.

Comme le montre ce texte, Iakir et ses camarades ne nourrissent aucune illusion particulière à l'égard de l'O.N.U., mais ils s'adressent à elle parce qu'il s'agit là d'un moyen de faire écouter leur voix et parce qu'ils veulent prendre les bureaucrates à leur propre jeu : vous avez signé telle convention internationale, respectez-en les termes vis-à-vis de vos propres citoyens...

L'acte de fondation du *Groupe d'initiative* est, de ce point de vue, sans ambiguïté :

> 1. Nous, soussignés, sommes profondément ébranlés par les persécutions continuelles qui ra-

(32) Le texte figure en entier dans *Samizdat I*, pp. 292-302.
(33) Idem, p. 432.
(34) Idem (texte intégral), pp. 594-598.

vagent l'Union soviétique, et nous y voyons le signe d'un retour aux temps de Staline, aux temps où notre pays tout entier était pris dans l'étau de la terreur. (...)

4. Dans ce document, nous énumérons les violations de l'un des droits essentiels de l'homme : le droit d'avoir ses propres idées et de les diffuser par n'importe quel moyen légal.

5. Au cours des procès politiques qui se déroulent en U.R.S.S., on peut souvent entendre la phrase : « *On ne vous juge pas pour vos opinions.* »

6. Cette affirmation est profondément mensongère. On nous juge précisément pour nos opinions. Lorsque l'on nous déclare que l'on ne nous juge pas pour nos opinions, on veut, en réalité, dire la chose suivante : vous pouvez avoir les opinions qui vous plaisent, mais, si elles contredisent la doctrine politique officielle, gardez-vous bien de les diffuser.

Et, de fait, les arrestations et les procès dont nous parlerons se produisent chaque fois que les hommes qui ont des idées d'opposants commencent à les diffuser.

7. Mais la diffusion des opinions constitue le prolongement naturel de ces opinions mêmes. C'est pourquoi l'article 19 de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* affirme :

> « *Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions, et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontière, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.* »

8. Ainsi, bien que le prétexte formel des persécutions soit la diffusion des opinions, en réalité on juge des hommes pour leurs opinions mêmes.

9. On les juge en les accusant de dénigrer la structure sociale et politique de l'Union soviétique avec l'intention de miner le régime soviétique (auquel cas on applique l'article 70 du code pénal de la R.S.F.S.R.), ou sans cette intention (auquel cas on applique l'article 190-1 du code pénal de la R.S.F.S.R.). Aucun de ceux qui ont été jugés lors des procès politiques qui nous sont connus ne s'est donné pour but de dénigrer le régime soviétique et encore moins de tenter de le miner. C'est ainsi que, au cours de ces procès, les juges ont condamné les accusés en se fondant sur un chef d'accusation truqué. (...)

Inquiétude au Kremlin

Les dirigeants du Kremlin tentent dès lors de représenter l'activité de Iakir comme anticommuniste. Au lendemain du procès Guinzbourg-Galanskov, le K.G.B. le convoquait pour une « *conversation prophylactique* ». Un gradé vociférant l'invitait à cesser son « *activité sociale* » et clamait :

> Ce n'est pas vous l'héritier spirituel de votre père ! Ses héritiers spirituels, c'est nous !

Au début de 1969, Iakir reçoit plusieurs lettres l'accusant, l'une de « *s'engager sur la voie de la trahison des intérêts de la patrie* », l'autre de « *fournir à l'Occident des matériaux pour sa propagande malveillante* ». L'auteur de cette seconde lettre, le directeur de l'école n° 37 de la ville de Kichinev, où naquit Iona Iakir, poursuit : « *Reprenez-vous, Piotr Ionovitch, avant qu'il ne soit trop tard et ne salissez pas le nom lumineux de votre père, dont les ennemis de classe tentent de faire un drapeau dans leur lutte contre l'Union soviétique.* » Un peu plus tard, il reçoit une lettre dans le

même sens émanant du capitaine du vapeur *Iona Iakir*... Les doubles des lettres sont adressés au présidium de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S., ainsi invité à en tirer les conséquences. Il en tire les conséquences... et rétrograde Pierre Iakir du poste de collaborateur scientifique à celui de bibliothécaire !

A ces lettres, Iakir répond : :

> C'est le stalinisme qui a anéanti mon père, comme beaucoup d'autres citoyens soviétiques, honnêtes et innocents. C'est contre le stalinisme que je me bats. Vous affirmez que par là je salis le nom de mon père ? On voit apparaître aujourd'hui, malheureusement, une tendance à confondre antistalinisme et antisoviétisme. Par là même, on identifie le stalinisme et l'Union soviétique, en contradiction totale avec l'esprit et les décisions du XX[e] et du XXII[e] congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S.

Il serait superflu de donner une liste exhaustive des activités de Iakir à dater de cette triple prise de position, des documents qu'il a rédigés ou signés et qui se placent tous dans la ligne ici définie, à ceci près que le combat contre la réhabilitation de Staline recule peu à peu au profit du combat pour la défense des libertés et des « *droits de l'homme* ». Un simple détail significatif de la peur des bureaucrates lors des obsèques de Khrouchtchev. Le K.G.B. filtre soigneusement l'entrée du cimetière que seuls peuvent franchir les gens munis d'un laissez-passer. Les bureaucrates craignaient que les obsèques de l'ancien secrétaire général ne fussent le prétexte à une manifestation antistalinienne... au nom du XX[e] et du XXII[e] congrès. Soljenitsyne réussit à s'infiltrer dans le cimetière, par une autre porte, ainsi que l'historien Nekritch. La police retint en revanche Iakir toute la matinée et ne le libéra qu'après la fin des obsèques bâclées.

En janvier 1972, les dirigeants du Kremlin, après avoir tenté de le faire passer pour fou, traduisirent Boukovski devant un tribunal. Son crime : avoir rédigé et diffusé un dossier sur les internements dans les hôpitaux psychiatriques en U.R.S.S. (35). L'un des chefs d'accusation retenus contre lui était d'avoir prétendument donné à un étudiant flamand un numéro du bulletin clandestin la *Chronique des événements actuels*, et le texte de la *Lettre ouverte de Iakir au XXIV[e] congrès du P.C.U.S.*, qualifiés l'un et l'autre de documents antisoviétiques calomniateurs.

Une session normalisatrice du C.C.

C'était là le premier effet des décisions du Comité central tenu en décembre 1971, le Comité central de la remise en ordre et de la normalisation accélérée. Le Comité central prit plusieurs décisions normalisatrices, certaines publiques, d'autres à usage purement interne. Au rang des décisions publiques, une grande résolution sur la normalisation... de la « *critique littéraire* », qui rappelle des souvenirs de mauvaise augure ; en 1949, Staline avait entamé la préparation des grandes purges par une campagne contre... les critiques d'art dramatique. Parmi les décisions non rendues publiques : l'écrasement des aspirations « *nationalistes* » en Ukraine et dans les républiques allogènes,

---

(35) V. Boukovski : *Une nouvelle maladie mentale en U.R.S.S. : l'opposition*, Le Seuil éd.

baltes en particulier. On nomma à cet effet un nouveau premier secrétaire au P.C. ukrainien. Enfin la liquidation du *Samizdat*, de la *Chronique des événements actuels*, en particulier, et de tous les centres d'opposition. Au lendemain de la visite de Nixon à Moscou, qui dégagea les éléments d'un accord à l'échelle mondiale entre le gendarme de l'impérialisme et le gendarme de la bureaucratie et du mouvement ouvrier, entre l'agresseur du Vietnam et l'envahisseur de la Tchécoslovaquie, ces nécessités devenaient plus urgentes encore.

Ultime avertissement

Le sort de Iakir était scellé. Il le sentit. Aussi accorda-t-il un dernier entretien à un journaliste britannique, David Bonavia, correspondant du *Times* à Moscou. En mars 1972, la presse du Kremlin mena une vaste campagne de dénonciation contre Bonavia... sans jamais parler de Iakir. On accusait Bonavia de vouloir saper l'amélioration des relations « *britanno-soviétiques* », Bref, Brejnev s'adressait à E. Heath pour lui dire : vous pouvez vous entendre avec des gens comme moi, pas avec des gens comme Iakir...

Et Iakir, à travers Bonavia, donna un dernier avertissement :

> S'ils me rouent de coups, je dirai peut-être n'importe quoi. Je le sais de par mon expérience de déporté. Mais vous devez savoir que ce ne sera pas le vrai Iakir, alors, qui aura parlé. Et rappelez-vous encore une chose : jamais, en aucune circonstance, je ne me laisserai aller au suicide. Et s'ils affirment pourtant que j'ai mis fin à mes jours, alors vous saurez que l'on m'aura assassiné.

L'arrestation de Pierre Iakir par le K.G.B. n'était pas en effet simplement une arrestation de plus, après celles de centaines d'opposants communistes ou démocrates — et non des moindres, comme Grigorenko, Boukovski, Daniel, Martchenko... Tout a montré, au cours des trois dernières années, que la bureaucratie du Kremlin hésitait beaucoup devant l'arrestation pourtant nécessaire à ses intérêts du fondateur du *Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques*. Mais arrêter le fils du fameux général Iona Iakir, fusillé en 1937, lui-même déporté dix-sept ans puis réhabilité, comme son père, admis à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, arrêter le fils de l'une des victimes du prétendu complot Toukhatchevski dont les bureaucrates ont par la suite dénoncé cent fois le caractère frauduleux, et le juger, c'était manifestement une mesure d'une extrême gravité, une mesure qui a valeur d'un *signe*, pour de nombreuses couches de la bureaucratie elle-même : le signe que le retour aux méthodes de 1937, aux procès de Moscou s'impose à la clique dirigeante comme une nécessité pour maintenir sa domination de plus en plus profondément menacée.

Une mesure très grave

Le pillage effréné par la caste bureaucratique des richesses produites par les travailleurs soviétiques, le désordre qu'elle introduit dans la gestion de l'économie collectivisée et planifiée, la gabegie fantastique que ses étroits intérêts de parasite engendrent heurtent de plus en plus brutalement les intérêts des masses travailleuses soviétiques, freinent de plus en plus le développement des

forces productives, sont de plus en plus contradictoires avec les besoins de l'économie collectivisée et planifiée. L'incapacité croissante dans laquelle se trouve la bureaucratie de satisfaire les besoins élémentaires des masses, en dépit du développement formidable de l'économie permis par la collectivisation, la planification et le monopole étatique du commerce extérieur, engendre chez les travailleurs des villes et des campagnes un mécontentement de plus en plus profond, même s'il est encore très diffus dans ses formes et ses moyens d'expression. Ce mécontentement s'exprime avec une vigueur particulière dans les républiques allogènes où la domination parasitaire de la bureaucratie se double d'une oppression nationale dans laquelle s'étale un chauvinisme russe insupportable, que Lénine stigmatisait dès 1922. La bureaucratie est donc contrainte de serrer la vis ; elle liquide les concessions qu'elle avait faites à l'intelligentsia à la fin des années 50 et au début des années 60 : il est très loin le temps (1961-1962-1963) où Soljenitsyne était officiellement imprimé dans *Novy Mir* et où une maison d'édition de Moscou republiait un choix d'articles du critique littéraire trotskyste Voronski...

Les mouvements qui ont dressé les travailleurs contre la domination de la bureaucratie dans les « *démocraties populaires* », en Hongrie, en Pologne par deux fois, en Tchécoslovaquie ont laissé des traces dans la conscience des travailleurs soviétiques. Après la grève des travailleurs des chantiers navals de la Baltique en décembre 1970-janvier 1971, des inscriptions étaient apparues sur les murs de villes de Biélorussie décrétant : « *Nous imiterons les travailleurs polonais.* » D'après le correspondant du *Monde* en Pologne, les autorités de Moscou auraient exigé de Gierek qu'il mette au pas la presse polonaise, parce que cette dernière se lit de plus en plus en Lithuanie où, le 18 et le 19 mai 1972, des milliers d'étudiants et de jeunes ouvriers ont manifesté dans les rues de Kaunas aux cris de LIBERTE, LIBERTE !

Le pourquoi d'une arrestation

Quelques jours avant l'arrestation de Iakir, un *Comité des citoyens* a diffusé dans les boîtes aux lettres de Moscou quelques milliers de tracts dénonçant le gaspillage et le luxe bureaucratiques et appelant les travailleurs soviétiques à imiter les travailleurs polonais. Sans doute n'est-ce pas la première fois que des tracts sont rédigés et distribués dans des boîtes aux lettres en U.R.S.S. et à Moscou. Mais c'est la première fois depuis quarante ans, semble-t-il, qu'ils expriment l'intervention d'une organisation, même minuscule.

C'est sans doute pourquoi la police a aussitôt coffré Pierre Iakir. Sans doute, Iakir et ses camarades n'ont-ils aucun rapport direct avec le Comité des citoyens qui a distribué le tract dont nous reproduisons quelques extraits en annexe. Mais la bureaucratie est parfaitement consciente que le lien politique entre la lutte pour les libertés démocratiques et les groupes qui se constituent ici ou là pour réclamer que l'on fasse « *comme en Pologne* » est à l'ordre du jour, et que cette jonction serait explosive.

La bureaucratie est d'ailleurs cruellement embarrassée : elle a fini par libérer Martchenko et Iouli Daniel, entre autres, parce que la résonance de leurs idées auprès des autres déportés représentait un foyer de contagion dangereux. Elle n'avait pu obtenir la capitulation d'UN SEUL OPPOSANT depuis des années et des années. Mais les échéances se rapprochent dangereusement.

La sourde résistance des masses travailleuses à la normalisation en Tchécoslovaquie, l'incapacité du gouvernement Gierek à frapper ou à berner la classe ouvrière polonaise, forte des expériences de 1956 et de 1970-1971, l'acharnement de millions de travailleurs et de jeunes des républiques allogènes à refuser la domination bureaucratique de ceux que Lénine appelait les *« argousins grand-russes »*, la volonté manifeste de couches de plus en plus larges de travailleurs soviétiques de s'engager sur la voie tracée par leurs camarades tchécoslovaques et polonais pour réclamer leur dû annoncent un affrontement inévitable. Et, comme en 1956 en Hongrie, la bureaucratie volera en éclats au cours de cet affrontement...

A Kaunas, les 18 et 19 mai 1972, la police locale et l'armée ont refusé de tirer sur les manifestants. Il a fallu faire venir les parachutistes et les troupes spéciales du ministère de l'Intérieur. Le même phénomène s'était déjà manifesté lors des manifestations de Novotcherkassk en 1962 et de Tchirtchik en 1967. L'armée polonaise, en décembre 1970, refusa elle aussi de tirer sur les grévistes ; Gomulka dut envoyer les troupes spéciales du ministère de l'Intérieur, revêtues en hâte de l'uniforme de l'armée, pour tenter de dresser les travailleurs contre celle-ci... En août 1968, le haut commandement des troupes du pacte de Varsovie devait effectuer une rotation extrêmement vive des troupes occupantes, surtout soviétiques, pour pallier la contagion... Et l'année suivante, il n'y eut pas de défilé militaire le 1er mai 1969 à Moscou. L'une des explications qui courut en U.R.S.S. fut que certains détachements risquaient de mal se conduire. Même s'il s'agit d'une explication fantasmagorique, le seul fait qu'elle puisse courir en dit long sur l'inquiétude qui ravage les sommets dirigeants.

Les hôpitaux psychiatriques spéciaux et les camps de concentration nouvelle manière ne peuvent suffire à répondre au mouvement lent mais profond qui dresse inexorablement des millions de travailleurs manuels et intellectuels contre les usurpateurs de la révolution d'Octobre. Le Kremlin *doit* donc tenter de revenir à 1937, de revenir à l'époque des procès de Moscou. L'ombre de Staline, et des purges, plane à nouveau sur l'Union soviétique.

Mais le Kremlin ne *peut* revenir à 1937. Les temps ont changé. Ce n'est pas aujourd'hui l'époque du fascisme triomphant, la veille du pacte contre-révolutionnaire entre Staline et Hitler ; le mouvement ouvrier ne court pas aujourd'hui, comme il y a trente-cinq ans, de défaite en défaite : pour que Staline puisse monter l'immense parodie sanglante des procès de Moscou, il fallut que le fascisme triomphât en Italie et en Allemagne, que la révolution chinoise fût écrasée, que le fascisme s'intallât en Espagne, que la peur et le découragement minassent les

volontés, que le massacre des révolutionnaires s'effectuât dans l'indifférence et dans le vacarme hurlant de la presse aux ordres du Kremlin, aux applaudissements de la bourgeoisie.

La lutte contre le nouveau procès de Moscou et contre ceux qu'il contient en germe est aussi nécessaire aujourd'hui qu'en 1936-1937-1938. Mais elle se déroule dans des conditions infiniment plus favorables, alors que les efforts de la bureaucratie pour rompre le fil de la continuité historique se heurtent de plein fouet au mouvement du prolétariat qui, en moins de vingt ans, a débouché cinq fois déjà sur l'affrontement direct avec la bureaucratie, de Berlin-Est à Gdansk. Elle se dresse contre la collaboration mondiale entre l'impérialisme et la bureaucratie. Elle est donc partie intégrante de la lutte pour la reconstruction de la IV[e] Internationale.

Jean-Jacques MARIE

Lisez

SAMIZDAT 1

La voix
de l'opposition
Communiste
en U.R.S.S.

En vente à la SELIO
Prix : 20 F.

ANNEXE

Le tract distribué à Moscou en juin 1972 (extraits)

D'après nos économistes, le salaire moyen d'un travailleur soviétique représente un tiers de ce que son salaire réel devrait être. Et outre cette perte, il paye des impôts. Où tout cela est-il dépensé ? Par les officiels du Kremlin, qui dépensent cet argent pour leur existence luxueuse dans leurs datchas, dans leurs villas, pour leurs limousines, leurs salaires et leurs indemnités énormes, leurs rations spéciales dissimulées au peuple, leurs maisons de repos spéciales, leurs hôpitaux spéciaux, leurs sanatoria spéciaux. Les dirigeants du Kremlin vivent mieux que bien des bureaucrates tsaristes, et ils se donnent pourtant le nom d'avant-garde du peuple soviétique. Ils exploitent la classe ouvrière qui peut à peine joindre les bouts...

Chers concitoyens, les travailleurs des pays occidentaux ont obtenu leur standard de vie élevé et leurs larges libertés politiques par la lutte. Les moyens éprouvés de la lutte, ce sont les grèves et les manifestations. Quand, en décembre 1970, des augmentations de prix ont été annoncées en Pologne, les travailleurs se sont mis en grève et ont manifesté et Gomulka a été écarté. Le temps est venu pour notre peuple d'exercer lui aussi ce droit (...).

Le Comité des citoyens.

Au sujet de l'origine de ce tract, de diverses informations parues dans divers périodiques il résulte ce qui suit :

Un professeur à l'Institut de l'énergie de Moscou, Bolonkine, un professeur adjoint, du même institut, Balakirev, et un ouvrier, Y. I. Youkhnovets, sont détenus et attendent d'être jugés pour agitation et propagande antisoviétique selon l'article 70 du Code criminel de la R.S.F.S.R. Ils sont accusés d'avoir fabriqué un duplicateur pour tirer des tracts signés « le Comité des citoyens » *et d'avoir distribué ces tracts. Il s'agit apparemment des tracts distribués au cours de l'été* 1972, *dont ne nous sont parvenus dans leur texte intégral que les extraits que nous publions ci-dessus. Ces tracts, selon les mêmes informations, traitent de questions économiques,* RAPPELLENT LES GREVES ET LES MANIFESTATIONS QUI SE SONT DEROULEES AU COURS DES DERNIERES ANNEES A NOVOTCHERKASSK, TEMIR-TAU, TCHIRCHIK, KAUNAS, LENINGRAD ET MOSCOU, ET APPELLENT LES OUVRIERS A COMBATTRE POUR LA LIBERTE ET LA DEMOCRATIE.

On estime qu'au moins cinq personnes sont inculpées dans cette affaire.

Poème écrit en 1970 par le gendre de Piotr Iakir

L'opposant Iouli Kim à Pierre Iakir.

A quatorze printemps
On jeta le gamin au mitan
Cellule n° 48, le garnement,
Et sous le nez on lui fourra
Quatorze articles de loi
Démontrant :
L'accusé est un bandit sémite,
Un mercenaire qu'on ne sait qui [commandite,
Il a truffé le Kremlin de dynamite
Ou le Reichstag peut-être bien,
Le voilà dans de beaux draps !
Il est doué
Notre prisonnier...
Qu'ils ont de talents
Tous ces Juifs et leurs descendants...
Il a quatorze printemps seulement,
Ce garnement,
Mais déjà demi-gangster et sémite,
Déjà stipendié,
Il fait flamber les musées.
Ah ces Juifs !
Et pour distraire enfin
Le polisson malin,
Et pour le rééduquer à point,
Dans ma cellule à l'odeur de purin
Lui fit la courte échelle
Le père maternel
De quarante mille savants
Et de quarante mille ignorants
Et de quelques millions de comme ça,
En cas...
Ta-ra-ta-ta, Ta-ra-ta-ta,
Traîne en cellule chat,
Serin, chien, crétin-querelleur,
Chimpanzé, perroquet...
Ah quelle compagnie !
Ah quelle campagne...
Il y a trois mille ans
Dans la tribu des Mou-Mous
On dévouait les enfants aux dieux [jaloux
Et les enfants mouraient
Nul ne savait pourquoi.
Mais on sait aujourd'hui et pour qui [et pour quoi.
Le progrès, les gars, s'avance quelque [part peu à peu,
Et grâce à Dieu !
Mais où il glisse
Sur quoi il crisse,
Nul ne le sait,
Sauf un garnement,
Un gamin de quatorze ans,
Fourré au mitan,
Pour qui pour quoi,
Nul ne le sait,
Sauf celui-là,
Ah !

Pour la révision du procès Iakir-Krassine !

Pour la commission ouvrière internationale d'enquête !

DES QUESTIONS QUI S'IMPOSENT

Divers développements, survenus pour une part depuis que l'article qu'on a pu lire ci-dessus a été écrit, nous ont amenés à examiner également dans ce numéro de **la Vérité** certains aspects du nouveau procès de Moscou d'août-septembre 1973 que nous avions laissés de côté dans notre première contribution, destinée à en éclairer la signification politique fondamentale.

Les objectifs du Kremlin

Répétons-le, avec le procès Iakir-Krassine, le gouvernement de Moscou poursuit deux objectifs immédiats. Il prétend démontrer :

a) que l'opposition — et avant tout l'opposition communiste — n'existe pas en tant que courant politique ; qu'elle n'est qu'une émanation, voire une fabrication de l'organisation d'espionnage fasciste germano-russe qu'est le N.T.S. ;

b) qu'aucune personne saine d'esprit n'est internée pour raisons politiques dans les hôpitaux psychiatriques spéciaux de l'U.R.S.S., hôpitaux psychiatriques spéciaux dont nul ne peut nier l'existence, puisqu'ils figurent en toutes lettres dans les articles 58 et 59 du chapitre VI du Code pénal de la R.S.F.S.R. (république de Russie) et que le **Commentaire officiel du Code pénal** de la R.S.F.S.R., publié à Léningrad en 1962, nous apprend officiellement que ces hôpitaux psychiatriques spéciaux dépendent du ministère de l'Intérieur.

L'enjeu, on le voit, est de taille, et n'intéresse pas que les seuls travailleurs, intellectuels, militants soviétiques, mais ceux du monde entier. Le procès mérite donc d'être examiné à la loupe, sur la base des rares matériaux officiels le concernant. Ceux qui l'ont organisé au Kremlin doivent en effet être mis en demeure de répondre aux questions multiples qui, on va le voir, se posent à son propos. Et tout militant ouvrier, tout partisan du socialisme, ne peut que se dire et dire : **TOUT CE QUI N'EST PAS CLAIR DOIT ETRE ECLAIRCI ! FAIRE TOUTE LA LUMIERE, C'EST NOTRE AFFAIRE !**

Aveux et procédure inquisitoriale

Les comptes rendus du procès parus dans la presse (qui ne se fondent que sur deux sources : les communiqués de l'agence **Tass** et les articles du correspondant de cette même agence **Tass**, Maiorov) font ressortir que la seule preuve qu'ait produite l'accusation, ce sont les **aveux** des accusés.

Or, il faut bien le rappeler, une telle conception de la justice est très exactement celle de la procédure inquisitoriale introduite par l'Eglise catholique au XIII[e] siècle contre les Albigeois — en même temps que la torture comme mode d'interrogatoire devenait officielle. Ce n'est pas là de l'histoire ancienne. Pour défendre l'ancien régime contre les forces ascendantes de la bourgeoisie, l'Inquisition fut bientôt étendue à toute la chrétienté. En Espagne, elle ne fut abolie qu'en 1834 ! Obtenir par des procédés appropriés — on sait à quel point ceux de l'Inquisition catholique l'étaient — les aveux des accusés, tel était le seul objectif que se fixaient les prêtres du culte romain chargés de l'instruction. Il ne restait plus ensuite qu'à expédier ces accusés au bûcher. La procédure inquisitoriale domina aux XVI[e], XVII[e] et XVIII[e] siècles les procès en sorcellerie, mis en scène par les diverses églises se réclamant du doux Jésus, qui rivalisèrent pour faire avouer plus vite à un plus grand nombre de malheureuses leurs relations sexuelles avec Satan, etc.

Un aspect essentiel du progrès de la procédure criminelle à l'époque du capitalisme ascendant a précisément consisté à dévaloriser les aveux de l'accusé comme preuve unique, et à leur préférer des preuves matérielles et circonstanciées.

Le retour à la procédure inquisitoriale qui s'y manifestait fit précisément baptiser **« procès en sorcellerie »** les procès staliniens de 1936-1938 (par exemple par F. Adler, secrétaire de l'Internationale socialiste).

Mais il y a plus aujourd'hui : depuis qu'après le XX[e] congrès du P.C.U.S., le Kremlin et ses satellites ont reconnu le caractère mensonger des aveux extorqués par la torture dans au moins un bon nombre des procès staliniens, les nouveaux procès organisés par le Kremlin ou ses satellites et où l'accusation prétend se fonder uniquement sur les aveux des accusés sont frappés d'une tare congénitale.

Un précédent parmi d'autres

L'évocation de l'un de ces précédents s'impose ici. Rappelons que, lors du procès du maréchal Toukhatchevski et du général Iona Iakir (le père de Piotr Iakir), le communiqué de l'agence **Tass** affirmait :

> Tous les inculpés se sont reconnus entièrement coupables des accusations relevées contre eux...

ce qui permettait à **l'Humanité** du même jour (11 juin 1937) de clamer :

> Honte à ceux qui n'ont pas hésité à s'unir aux agents de l'hitlérisme !
>
> Honte à ceux qui n'ont pas hésité à se faire les espions de la Reichswehr et les instruments des pires ennemis du peuple !...
>
> Que la justice du peuple s'abatte impitoyablement sur les criminels, qui, devant tout aux masses soviétiques, complotaient avec leurs pires ennemis !
>
> Que la justice du peuple s'abatte impitoyablement sur ceux dont la trahison a servi d'encouragement aux fauteurs de guerre !
>
> Il faut en finir avec les traîtres et les agents trotskystes du fascisme poursuivant dans l'ombre leur criminelle besogne...

Or, en 1963, la biographie de Iona Iakir, publiée à Moscou dans le volume **les Héros de la guerre civile,** nous apprend :

> Cet homme est tombé victime du culte de la personnalité de Staline. Le 1er juin 1937 on l'a arrêté à Briansk, sur la route de Moscou, sous l'accusation fabriquée de trahison et d'espionnage. **Lors des interrogatoires, Iakir répondit aux enquêteurs que son arrestation et l'accusation dirigées contre lui n'étaient qu'une provocation** (souligné par nous, J.-J. M.) (...) Aux vingtième et vingt-deuxième congrès du Parti, la vérité s'est fait jour. Le nom immaculé d'un capitaine éminent, de l'un des meilleurs représentants du Parti communiste dans l'Armée rouge, Iona Emmanouellovitch Iakir, a été rendu au peuple soviétique.

Mais, diront certains, il n'y a pourtant pas de doute que Iakir et Krassine ont avoué, quoi que l'on pense par ailleurs de la valeur de leurs aveux.

Or Zinoviev, Radek, Boukharine, Slansky, Rajk et bien d'autres ont avoué eux aussi... Et ce n'est pas tout.

Après le procès d'août 1973, le gouvernement de Moscou a organisé une conférence de presse commune du procureur et des accusés. Car le procès, lui, s'était déroulé dans une semi-clandestinité que les autorités n'ont même pas cherché à justifier par écrit, faute d'arguments quelque peu convaincants. Aucun des trente-quatre correspondants de la presse étrangère à Moscou qui en avaient fait la demande n'a pu assister au procès Iakir-Krassine. Et la **Pravda** elle-même n'a pas publié une seule ligne de compte rendu du procès pendant son déroulement. Son numéro du 6 septembre comporte un article sur la conférence de presse donnée par le procureur et les accusés. Il est signé : **Agence Tass**. La **Pravda** n'avait donc pas de correspondant au procès.

Les **Izvestia** du 29 août ont publié un article sur le procès Iakir-Krassine signé **« E. Maiorov, correspondant de l'agence Tass »**, puis le résumé du verdict, signé **Tass**.

La **Pravda d'Ukraine** a publié dans son numéro du 31 août un article signé lui aussi **« E. Maiorov, correspondant de l'agence Tass »**. Le titre en est quasiment le même que celui des **Izvestia**, le contenu légèrement différent.

La **Literatournaïa Gazeta** du 29 août ne souffle mot du procès. Celle du 5 septembre publie à son propos... la traduction d'extraits d'un article publié dans un journal américain **Daily World** par un folliculaire de la même nationalité et qui s'appelle William Pomroy.

Bref, ni la **Pravda**, ni les **Izvestia**, ni la **Pravda d'Ukraine**, ni la **Literatournaïa Gazeta** n'avaient de correspondants au procès Iakir-Krassine.

Mais qui donc, alors, a assisté à ce procès ?

« Aveux » d'aujourd'hui... et d'hier

Les journalistes de **l'Humanité** ou de la presse de l'U.R.S.S. nous disent : ils ont avoué volontairement. Sous-entendu : leurs aveux sont DONC parfaitement valables. Ils n'osent plus guère développer ouvertement ce genre de déduction, comme leurs prédécesseurs le faisaient en 1936, 1937 ou 1938...

Voici par exemple ce qu'écrit M. Maximov dans la **Literatournaïa Gazeta** du 12 septembre 1973 :

> Qu'est-ce qui a poussé ces gens assez âgés à procéder à une **« révision des valeurs »** aussi complexe pour eux ? L'emploi de la force ? La pression ? (...) J'ai regardé attentivement leur visage, en cherchant honnêtement à y découvrir des traces de crainte. Leur élocution était nette, aisée, ils parlaient sans hésiter.

Ou encore Max Léon, correspondant de **l'Humanité** à Moscou, dans le numéro du 6 septembre de ce journal :

> Pierre Iakir et Victor Krassine paraissaient en bonne santé, fumaient et buvaient de l'eau minérale, répondaient avec aisance et clarté. Ils ont tenu l'un et l'autre à déclarer qu'ils s'étaient reconnus coupables en toute sincérité, après un long examen de conscience.

Mais pourquoi ces journalistes accordent-ils une si grande importance à l'**attitude** des accusés lors de la conférence de presse ? Parce que, leurs aveux constituant le seul fondement du procès, il faut bien conforter ces aveux. Mais les témoins à gages de 1936-1938 disaient exactement la même chose. On retrouve par exemple dans une déclaration du magistrat britannique D.N. Pritt la même **« démonstration »**, sinon les mêmes phrases :

> J'ai assisté moi-même et suivi attentivement les débats. Je pus me convaincre complètement, à ma satisfaction, que le procès était mené de manière juste et que les accusés avaient été bien et convenablement traités. Leur apparence et leur attitude ne révélaient nulle trace de mauvais traitements ou de crainte. Ils renoncèrent volontairement à la défense. Ils s'adressèrent au tribunal librement, aussi souvent qu'ils voulurent. Même dans leurs dernières déclarations, après que l'accusateur public eut parlé.
>
> **(Cahiers du bolchevisme,** 1er octobre 1936, p. 1078.)

Faut-il rappeler encore ce qu'écrivait le P.C.F. de Lazlo Rajk ?

En 1949, Rajk, dirigeant du P.C. hongrois, ancien des brigades internationales, ministre de l'Intérieur de la « République populaire » de Hongrie, fut condamné à mort comme espion titiste-trotskyste.

Rajk **avoua tout, reconnut tout...** En 1956, il fut officiellement réhabilité et lavé de toutes les accusations qu'il avait **« lui-même »** admises.

En 1949, le P.C.F. avait publié aux Editeurs français réunis une brochure intitulée **L'affaire Rajk**. Dans sa préface, Pierre Courtade, qui avait assisté au procès Rajk comme correspondant de **l'Humanité**, écrivait :

> Je plains ceux qui, ayant lu cela, ayant entendu Rajk, se donnent pour tâche de démontrer qu'il s'agit d'une mystification. Nous leur jetons ce texte à la face. Qu'ils s'expliquent, qu'ils expliquent comment cela est possible !
>
> ... Un jour, il paraîtra monstrueux que l'authenticité de ces aveux ait pu être mise en doute.

Alors ?

Un journal d'émigrés, **la Pensée russe,** prétend que, dans sa dernière intervention au procès, Iakir se serait écrié : **« Je ne voulais pas mourir en prison ! »** et aurait ajouté : **« Staline est un criminel ! »** Est-ce pour ne pas risquer d'entendre pareils cris que les **« aveux »** des accusés ont été « faits » à huis clos ?

Mais écoutons Maiorov :

> L'instruction a établi la participation des accusés à une propagande subversive et à la diffusion d'inventions calomnieuses contre l'Union soviétique, menées en collaboration avec des organisations antisoviétiques étrangères, parmi lesquelles l'organisation d'émigrés le N.T.S. Krassine, avouant pleinement sa faute, fit savoir qu'à son initiative ou avec sa participation furent fabriqués une centaine de documents qui dénigrent le régime social et étatique de l'U.R.S.S.
>
> **(Pravda d'Ukraine,** article déjà cité, 31 août 1973.)

On passe, on le voit, sans la moindre transition de ce que l'instruction a **« établi »** aux **« aveux ».** Entre les deux pas la moindre preuve, pas le moindre fait. Seuls, les **« aveux »** ont **« établi »**...

Un grand amateur de procédure inquisitoriale

Accablant de son ironie le socialiste autrichien Otto Bauer, qui avait l'audace de réclamer des preuves de la culpabilité de Zinoviev et Kamenev, Ercoli — pseudonyme sous lequel Togliatti était à ce moment fort occupé à organiser en Espagne l'assassinat de militants trotskystes (Erwin Wolf), du P.O.U.M. (Andrès Nin) et anarchistes (Berneri), frayant ainsi la voie à la victoire de

Franco — écrivait dans **l'Internationale communiste**, numéro d'octobre-novembre 1936 :

> Des preuves ? Mais toutes les preuves que le plus scrupuleux des juges peut exiger ont été fournies dans la salle du procès. Aux assises publiques du tribunal suprême, les chefs mêmes de la bande terroriste ont été contraints d'avouer leurs crimes, et leur liaison avec le fascisme a été démontrée, non seulement sur la base de la communauté de programme et de buts — l'assassinat des chefs du pouvoir prolétarien, le renversement par la violence de la dictature du prolétariat, la défaite de l'Union soviétique en cas de guerre et la restauration du régime capitaliste —, mais aussi sur la base de l'appui concret et direct accordé par la Gestapo aux louches agents de Trotsky afin de leur permettre de pénétrer en U.R.S.S. pour y préparer et perpétrer leurs attentats criminels. Qui peut mettre en doute ces faits, confirmés par une preuve qui a toujours été considérée, depuis qu'il existe au monde une justice et des juges, comme décisive, irréfutable — la confession des accusés ?
>
> Mais voulez-vous d'autres preuves encore ? Regardez autour de vous. Observez, analysez l'activité que la secte contre-révolutionnaire des trotskystes développe dans tous les pays, et vous ne pourrez pas ne pas acquérir la conviction que cette secte n'est pas autre chose qu'une filiale, une agence du fascisme au sein de la classe ouvrière.

Belles **« preuves »**... Et celles de 1973 ne valent manifestement pas mieux que celles de 1936 !

Citons cependant encore Maiorov :

> A la question du procureur : que peuvent dire Yakir et Krassine sur l'existence en U.R.S.S. d'une **« opposition »** ou, comme on l'appelle dans la presse bourgeoise, d'un **« mouvement démocratique »**, Iakir répondit : **« Il n'existe pas de tel mouvement dans notre pays. Son programme et ses décisions tactiques ont été importés en U.R.S.S. de l'Occident, puis transmis à toute une série d'agences de presse étrangères et de télévisions comme des phénomènes apparus en U.R.S.S.**
>
> **« Je sais que c'est un dirigeant du N.T.S., un certain Garanine, qui a élaboré le programme de ce mouvement. Le terme même de** « mouvement démocratique » **est né au sein de cette organisation. Le fait qu'on nous l'attribue maintenant est une provocation. Nous n'avons été que les complices d'une organisation antisoviétique. »**
>
> **(Pravda d'Ukraine,** 31 août 1973.)

On **« apprend »** ainsi que le programme du **« mouvement démocratique »** fondé par Iakir en 1969 aurait été élaboré par un dirigeant du N.T.S., **« un certain Garanine »**.

Qui est ce mystérieux personnage ? C'est effectivement un dirigeant fasciste du N.T.S. dont la carrière politique, parfaitement connue, mérite que l'on s'y arrête.

Ce Garanine a en effet appartenu à l'armée de Vlassov qui, entre 1942 et 1944, a rejoint l'armée de Hitler avec son corps d'armée soviétique. Vlassov a été le représentant type de la fraction fasciste de la bureaucratie du Kremlin, fraction que Trotsky dénomme **« fraction Boutenko »** dans le **Programme de transition**.

Ce même Garanine a été par la suite responsable des services de propagande du N.T.S.

Mais, et le fait est significatif, Garanine est mort le 16 juin 1973. Le procès Iakir-Krassine a eu lieu deux mois plus tard. Ainsi, personne ne pourra jamais poser à Garanine de questions embarrassantes sur cette « activité ».

Nul doute que, pour les avocats du K.G.B., il s'agissait là d'un auteur de **programme démocratique** vraiment bien choisi.

Un peu trop bien peut-être !

Où « le Monde » recrute un nouveau collaborateur des plus distingués

Cependant, dans **le Monde** du 4 septembre, un journaliste de l'agence officielle **Novosti**, Gromov, écrit :

> Piotr Iakir et Victor Krassine se sont reconnus coupables d'avoir mené des activités anticonstitutionnelles pendant plusieurs années visant à miner le régime socialiste (...). Le N.T.S., ainsi que l'a révélé ces jours-ci le procès de Moscou, a aiguillé sur Iakir et Krassine, dans d'autres pays, ses annexes, sous le camouflage de **« comités de lutte pour les droits de l'homme »**. Le S.M.O.G. suédois, le comité Cassin de Paris, enfin le centre néo-fasciste italien **Europe Civilta** ont fourni aux comploteurs, par leurs agents de liaison, des devises, des duplicateurs et des brochures du N.T.S. appelant ouvertement au renversement par la force du pouvoir soviétique.
>
> La liaison avait été établie, SEMBLE-T-IL (les capitales sont de nous, J.-J. M.), professionnellement : mots de passe, appartements secrets, conditions de rendez-vous. Mais toute cette mécanique n'a pas marché...

Ces quelques lignes résument la version officielle du procès. A les lire, on ne peut pas ne pas se poser de nombreuses questions. Même un militant du P.C.F. prêt à croire sur parole les dirigeants du parti frère de l'U.R.S.S. — et ils sont aujourd'hui bien loin de l'être tous — ne peut pas ne pas déceler dans cette version du procès présentée par ses organisateurs de bien étranges affirmations.

Puisque l'un des objectifs du procès est d'établir le lien étroit entre le N.T.S. et l' **« opposition »**, ou, comme dit Gromov, la **« dissidence »** — et, plus précisément encore, d'établir la filiation directe entre le N.T.S. et la **« dissidence »**, on attend des preuves, et des preuves précises sur des points précis.

Des questions auxquelles il faudra bien répondre

● Qui aurait assuré la liaison entre le N.T.S. et Iakir-Krassine ?

● Quand cette liaison aurait-elle été établie ?

● Comment cette liaison se serait-elle maintenue ? Quels moyens auraient permis de l'assurer régulièrement pendant plusieurs années ?

● Quels agents auraient maintenu la liaison ? Où auraient été donnés les rendez-vous ? A quelle date ?

● Comment précisément aurait été effectuée la transmission des documents fabriqués par l'agence fasciste ?

● Comment Iakir et Krassine s'y seraient-ils pris pour se rendre secrètement à des rendez-vous, alors qu'ils étaient surveillés par la police depuis le début de leur activité publique ?

● Pourquoi donc leur activité « anticonstitutionnelle » **et** « illégale » **se matérialisait-elle par des textes SIGNES DE LEUR NOM ET DIFFUSES PUBLIQUEMENT PAR LEURS SOINS ? Comment se peut-il que des comploteurs prétendument associés à une organisation fasciste pour diffuser des documents prétendument faux signent**

ainsi — avec parfois l'indication de leur adresse et de leur téléphone — des documents d'une entreprise présentée par le tribunal comme clandestine et souterraine ?

● Où Iakir et Krassine auraient-ils entreposé le matériel ainsi généreusement fabriqué et expédié par les organisations fascistes ?

Semble-t-il...

Gromov répond : **« La liaison avait été établie, SEMBLE-T-IL, professionnellement. »** Ce « SEMBLE-T-IL » vaut son pesant d'or... Il semble donc que le procès n'ait pu l'établir, puisqu'il SEMBLE seulement qu'il en ait été ainsi aux yeux de M. Gromov.

Certaines autres assertions de l'article du nouveau collaborateur du **Monde** ne peuvent qu'étonner le plus crédule de ses lecteurs : Iakir et Krassine disposaient d' **« appartements secrets »** (au pluriel !) à Moscou ? De qui se moque M. Gromov ? S'il n'est déjà pas aisé d'avoir un **« appartement secret »** (sans parler de plusieurs) à Paris ou à New York, un petit problème supplémentaire se pose à Moscou : POUR AVOIR UN APPARTEMENT A MOSCOU OU A LENINGRAD, IL FAUT Y BENEFICIER D'UNE MESURE ADMINISTRATIVE QUI S'APPELLE L'ENREGISTREMENT (la **« propiska »**). Comment diable Iakir et Krassine ont-ils pu tourner cette mesure IMPERATIVE, et qui a pu leur permettre de violer ainsi plusieurs fois ce règlement impunément ? Quelles complicités (haut placées) ? Quels noms ? Comment ? Pourquoi ? Toutes questions délicates, auxquelles M. Gromov ne répond pas, et pour cause !

Et encore, comment ces agents du N.T.S. ont-ils pu entrer en U.R.S.S., en sortir, y circuler sans que le K.G.B. leur mette la main au collet ? Munis de **« passeports touristiques »**, nous dit-on. Comment ont-ils échappé à la vigilance de la police du Kremlin ? Serait-elle aussi déficiente ? Iakir et Krassine, dans leurs aveux, n'ont-ils donné que le nom du défunt Garanine ? A quelle date chacun de ces dirigeants du N.T.S. est-il entré en U.R.S.S. ? Sorti d'U.R.S.S. ? Où a-t-il logé dans l'intervalle, apparemment sans laisser de traces ? Quand on sait la surveillance dont les touristes occidentaux font habituellement l'objet en U.R.S.S., on est en droit d'exiger des réponses précises. Ou alors faudrait-il penser que des agents fascistes circulent en U.R.S.S., y entrent ou en sortent sous l'œil complaisant du K.G.B. ?

Pourtant un autre document diffusé par l'agence **Novosti**, sous le titre **Le procès à Moscou : l'anatomie de la dissidence,** cette fois sous la signature de B. Antonov, nous dit : **Cent cinquante dossiers de l'instruction et du procès contiennent l'anatomie détaillée des activités de ces piliers de la dissidence...** Cent cinquante dossiers devraient bien répondre à toutes nos questions. Pourquoi ne les publie-t-on pas ? Serait-ce parce qu'il SEMBLE bien qu'ils n'y répondent pas, pour reprendre le verbe de M. Gromov, lui aussi membre de l'agence de presse **Novosti**.

Trouvera-t-on peut-être des détails plus précis dans la presse du Kremlin ? Prenons l'article publié dans les **Izvestia** du 29 août. On y apprend que **« les émissaires du N.T.S. fournissaient à Iakir et à Krassine de la littérature antisoviétique »**. Comment ? Pas de réponse. L'article continue : **« Des cachettes spéciales avaient été préparées pour abriter cette littérature dans la forêt près de la maison de Krassine et dans d'autres endroits. »** Quelles cachettes ? Dans la forêt, c'est déjà bien vague, mais les **« autres endroits »** ne peuvent être considérés par le plus indulgent des lecteurs comme une réponse acceptable.

Des faux évanescents

Revenons à Antonov, qui écrit encore : **« Les accusés avaient falsifié les signatures en bas des appels "collectifs"**

envoyés à l'étranger. » Si l'on comprend bien, Iakir et Krassine avaient fait figurer au bas des nombreux appels qu'ils rédigèrent et envoyèrent publiquement des noms de citoyens soviétiques qui n'avaient pas signé, ou ne voulaient pas signer — ou alors des noms de personnages inexistants ? On ne voit pas quel autre sens encore pourrait avoir la phrase du journaliste de l'agence **Novosti**.

On attend alors la liste des noms abusivement utilisés par Iakir et Krassine, accompagnés des témoignages de leurs propriétaires protestant contre cet abus ; on attend encore les noms des personnages inexistants. Mais M. Antonov ne cite PAS LE MOINDRE NOM, PAS LE MOINDRE TEMOIGNAGE... Tout ce qu'il trouve à dire, c'est que Iakir aurait accepté de signer de son nom à lui une lettre louangeuse rédigée par Amalrik lui-même sur son propre ouvrage pour se faire de la réclame. Le fait serait-il vrai, ce qui serait fort banal — et nous n'en savons rien — qu'est-ce qu'il prouverait ?

Mais l'un des communiqués de l'agence **Tass** déclare :

> S'efforçant de susciter l'impression mensongère qu'il est possible de créer en U.R.S.S. une quelconque « **opposition** », Iakir et Krassine fabriquèrent un prétendu **Groupe d'initiative pour la défense des droits de l'homme**. Cependant, il apparut que quatre des quinze membres du groupe ne savaient même pas qu'ils en étaient membres. Et les autres rompirent avec le groupe après son premier contact avec le N.T.S.

QUI SONT CES QUATRE ?

QUI SONT CES « AUTRES » QUI ONT ROMPU ? apparemment sans exception ? QUAND A EU LIEU CE PREMIER CONTACT ? OU ? COMMENT « LES AUTRES » L'ONT-ILS SU ? IAKIR S'EN EST-IL VANTE AUPRES D'EUX ? QUAND ONT-ILS ROMPU AVEC LUI ? COMMENT ? ORALEMENT ? PAR DES LETTRES INDIVIDUELLES ? COLLECTIVES ?

L'agence **Tass** et les comptes rendus officiels ne donnent pas le moindre nom, pas la moindre précision.

Et pour cause !

Ces renseignements que **Tass** ne donne pas sur la personne et le sort ultérieur des fondateurs du **Groupe d'initiative,** nos lecteurs les trouveront un peu plus loin dans le présent numéro de **la Vérité.**

Il faut y aller voir... Il faut y regarder d'un peu plus près...

Nul ne saurait se satisfaire des conclusions officielles d'un pareil procès, dont j'ai montré sur quelques points (et il y en aurait bien d'autres à évoquer) le caractère trouble, voire troublant. Nul ne peut se satisfaire des seules garanties officielles des « aveux », sans plus... après avoir vu tant d'autres « aveux » reconnus officiellement faux, tant de condamnations annulées par ceux-là mêmes qui les avaient prononcées, tant de victimes de la répression stalinienne réhabilitées en 1956 et 1961, aux XX[e] et XXII[e] congrès du P.C.U.S. Quel militant du P.C.F., notamment, peut se satisfaire des déclarations faites par G. Marchais aux journalistes, le 29 août 1973 :

> Si l'on croyait tout ce qui se dit et s'écrit, nous assisterions en U.R.S.S. à un retour aux méthodes qui existaient avant le XX[e] congrès du P.C.U.S. à la période du culte de la personnalité de Staline, violation de ce que doit être la légalité socialiste. Si nous avions le sentiment que telle est la situation, si nous pensions que l'on a oublié les enseignements du XX[e] congrès, le P.C.F. unanime se dresserait et condamnerait. Mais si l'on y regarde de plus près, nous ne voyons aucun fait concret qui justifie une telle appréciation (...). Il n'y a pas eu de procès dans la dernière période, excepté ceux de Iakir et de Krassine.

G. Marchais est mal informé.

G. Marchais ne lit pas d'assez près la presse du Kremlin.

Sous le titre : **Qu'a donc obtenu M. Shaw ?**, en effet, l'hebdomadaire de l'Union des écrivains, **Literatournaïa Gazeta**, a publié dans son numéro du 15 août 1973 un article de plus de deux cents lignes consacrées à Amalrik, signalant qu'au milieu de juillet 1973, le tribunal de Magadan (à l'extrême-nord-est de la Sibérie !) avait condamné Amalrik à trois ans de prison, en vertu de l'article 190-1 du Code pénal de la R.S.F.S.R. — alors qu'il venait, le 21 mai, d'achever de purger, dans cette même presqu'île de Kolyma, une première peine de trois ans de prison ! Et nous ne citons volontairement qu'un des derniers procès avant celui de Iakir-Krassine, et qui a fait l'objet d'un long article dans un organe de presse de l'U.R.S.S. Car, sinon, depuis le procès Guinzbourg-Galanskov, en février 1968 (pour ne pas étendre plus en arrière la **« dernière période »** de Marchais), ce sont plusieurs dizaines de procès que nous pourrions citer avec précision, se terminant par des condamnations à de plus ou moins longues peines de détention ou de **« camp à régime sévère »**, ou d'internement forcé en hôpital psychiatrique spécial. Plusieurs dizaines qui sont connus, un nombre beaucoup plus grand que nous ne connaissons pas. Et Georges Marchais le sait parfaitement. En fait, il est bien placé pour en savoir beaucoup plus que nous...

Alors ?

Alors les militants ne sont-ils pas en droit d'exiger qu'on aille y voir de plus près ?

Activités illégales ?

Les communiqués de l'agence **Tass** et les comptes rendus de la presse de l'U.R.S.S. qualifient à plusieurs reprises la constitution du **Groupe d'action pour les droits de l'homme** et la publication de la **Chronique des événements actuels** d'activités **« illégales »**. Ils placent le mot dans la bouche de Iakir lui-même, à ce qu'il paraît.

Or, l'article 125 de la Constitution soviétique stipule :

> **Conformément aux intérêts des travailleurs et afin de renforcer le régime socialiste, la loi garantit aux citoyens d'U.R.S.S. :**
>
> **a) la liberté de parole,**
>
> **b) la liberté de la presse,**
>
> **c) la liberté de réunions et de meetings,**
>
> **d) la liberté de cortèges et de manifestations de rue.**
>
> **Ces droits des citoyens sont garantis par la mise à la disposition des travailleurs et de leurs organisations d'imprimeries, de stocks de papier, des édifices publics, des rues** — oui, des rues, citoyen procureur ! — **des postes et télécommunications et autres conditions matérielles nécessaires à l'exercice de ces droits.**

En quoi la rédaction, la reproduction et la diffusion de la **Chronique** dépassaient-elles le cadre des libertés reconnues par cet article ?

Ensuite, l'écrasante majorité des textes rédigés par Iakir portent ouvertement sa signature — il en est de même pour Krassine.

Où est l'**illégalité** là-dedans ? Le tribunal **l'affirme, mais il est manifestement incapable de donner le moindre argument, sans parler bien sûr de preuve.** La seule **« justification »** qu'il donne c'est que ces **« documents (...) noircissent et calomnient le régime social soviétique »**. Bien sûr... mais à l'aune de ces juges, le rapport du secrétaire général du Parti communiste de l'U.R.S.S., au XX^e^ congrès de ce parti, et sa réponse au XXII^e^, ainsi qu'**Une journée d'Ivan Denissovitch**, le livre de Soljenitsyne publié légalement en U.R.S.S., **« calom-**

nient et noircissent » sans doute... Il est vrai que ces textes portent sur le passé, et ceux de Iakir et Krassine sur le présent.

Un dernier fait curieux, extrêmement curieux : la version officielle fait dire à Iakir et Krassine qu'ils ont **« fabriqué une centaine de documents »**, tous plus faux et mensongers les uns que les autres. Mais pourquoi l'accusation n'a-t-elle pas fait venir, pour démentir ces **« faux »**, un seul des emprisonnés, une seule des victimes de la répression, pardon, un seul des « prétendus » emprisonnés, une seule des « prétendues » victimes ? Pas un seul ! Pas un seul ! Etrange, non ?

Ce point mérite d'autant plus d'être relevé qu'il se rattache à la dernière manifestation d'activité connue de la rédaction de la **Chronique des événements actuels :** la publication, en mars ou avril de cette année, d'un rectificatif à une information parue dans la **Chronique** n° 14 — au printemps de 1970. Cette dernière avait relaté, dans sa rubrique de **« nouvelles brèves »**, qu'un prisonnier de l'un des camps de droit commun de Mordavie (le camp pénal n° 3 du complexe des camps de Dubrovlag), Baranov, transféré dans la section psychiatrique d'un hôpital situé à la limite de la zone de **« travail »** des détenus politiques, avait été tué au cours d'une tentative d'évasion. En fait, Baranov, après s'être jeté dans les fils barbelés, avait reçu trois balles tirées par les gardes, l'une dans la poitrine, les deux autres probablement dans les jambes, mais avait survécu. (La **Chronique** déclare ignorer son sort ultérieur.)

Or il apparaît que le K.G.B. retenait à charge tout particulièrement contre la **Chronique** la publication de cette nouvelle **« délibérément fausse et calomniatrice »** — mais a sans doute préféré finalement n'en pas parler, car il aurait fallu donner des explications gênantes !

Qui donc redoute toute la lumière ?

Les nombreuses questions que pose le procès Iakir-Krassine — nous n'en avons énuméré qu'une partie ! — exigent une réponse.

Après les révélations officielles sur les **« crimes du culte de la personnalité »**, il n'est pas un militant du P.C.F., pas un militant ouvrier qui puisse admettre que ces questions restent sans réponse — peut-être avec l'espoir, qui risque d'être fallacieux, que ces réponses soient fournies plus ou moins partiellement dans vingt ans, lors d'un trentième congrès...

Il revient donc aux organisations ouvrières de tous les pays, de France en particulier, de demander à **vérifier et contrôler** les données de ce procès, et les données des autres procès, de jeter la lumière sur tous les aspects troubles ou obscurs, d'établir de façon indiscutable la vérité. Il y va de la lutte pour le socialisme, de la santé du mouvement ouvrier. Toutes ses tendances y sont intéressées.

Des opposants communistes ukrainiens jugent

LES DIFFÉRENTES TENDANCES DE L'OPPOSITION EN U.R.S.S.

Faire disparaître le **Courrier ukrainien**, organe **Samizdat** publié régulièrement depuis au moins 1968, comme faire disparaître la **Chronique des événements actuels** constitue un objectif central de la répression déclenchée par le K.G.B. Une vague de répression d'une violence exceptionnelle déferle d'ailleurs sur l'Ukraine, comme sur les républiques non russes, et va en s'amplifiant.

Le **Courrier ukrainien** représente la même tendance marxiste fondant ses analyses sur les positions de Lénine concernant la question nationale qu'Ivan Dzyouba, auteur du livre **Internationalisme ou russification**, ouvrage sur lequel nous reviendrons dans un prochain numéro de **la Vérité** (1).

L'éditorial du n° 5 de ce bulletin consiste en un examen critique de diverses tendances de l'opposition en ce qui

---

(1) Ivan Dzyouba, écrivain de métier, a été exclu de l'Union des écrivains d'Ukraine par une résolution unanime du présidium de cette organisation adoptée le 2 mars 1972 « *pour violation grossière des principes et des stipulations des statuts de l'Union des écrivains et pour avoir préparé et fait circuler un matériel de nature antisoviétique, anticommuniste, exprimant des vues nationalistes et diffamant le système soviétique et la politique des nationalités du Parti et du gouvernement soviétiques* ». Le prétexte de cette mesure était le livre de Dzyouba *Internationalisme ou russification* qui, écrit en 1965, avait déjà failli le faire exclure en 1970. Le K.G.B. a recherché systématiquement des exemplaires ou extraits de ce livre chez diverses personnes arrêtées au printemps de 1972 comme « pièces à conviction » contre celles-ci.

Ivan Dzyouba, qui est atteint de tuberculose, a été arrêté le 19 mai 1972. Au cours de la deuxième perquisition effectuée à son domicile, à la fin de janvier 1972, le K.G.B. avait saisi les œuvres complètes de Lénine, avec des notes marginales et des passages soulignés par Dzyouba.

concerne la question **décisive** des nationalités opprimées par la bureaucratie grand-russienne.

Nous en publions ci-dessous le texte, dans la version abrégée qu'a reproduite le n° 22 de la **Chronique des événements actuels**, daté du 10 novembre 1971.

Il y a lieu de noter que la **Chronique**, qui n'a fait suivre la reproduction de cet éditorial du **Courrier d'Ukraine** n° 5 d'aucun commentaire, ni dans le n° 22 ni dans aucun des suivants, a consacré une place croissante, dans les cinq numéros qu'elle a encore publiés (n^{os} 23 à 27) à la répression dans les républiques non russes, consacrant en particulier une rubrique séparée à la répression en Ukraine. Cependant, le **Groupe d'action** menait campagne pour l'un de ses membres fondateurs, l'Ukrainien L. Pliouchtch, comme nous l'indiquons ci-dessous.

Quelques personnes du public ukrainien qui sont familières avec les ouvrages **Samizdat** russes ont étudié l'attitude qu'ont prise, vis-à-vis de la question des nationalités en général et de celle de l'Ukraine en particulier, ces forces oppositionnelles russes qui sont apparues sur la scène pendant la seconde moitié des années 1960.

A Moscou, à la fin de 1970, l'académicien Sakharov et les physiciens Tverdokhlebov et Chalidzé ont formé le **Comité des droits humains** — un groupe oppositionnel modéré, qui se donne pour but de défendre les droits constitutionnels des citoyens soviétiques. Le Comité n'a nulle part défini son attitude sur la question des nationalités en U.R.S.S. ou sur les droits des nations non russes et les garanties de ces droits, si ce n'est par quelques phrases générales. Le premier appel au Comité central du Parti de l'académicien Sakharov et des savants V.F. Tchourtchine et R. Medvedev contient une phrase selon laquelle l'une des raisons qui font qu'il est essentiel de démocratiser graduellement la vie en U.R.S.S. est que cela réduira la menace du nationalisme. Mais le même appel propose de mettre seulement l'expression **« citoyen de l'U.R.S.S. »** sur les passeports au lieu de la nationalité de leur titulaire (des propositions de ce genre ont été mises en avant à l'époque de Khrouchtchev et ont été appréciées, dans les républiques de l'Union, comme l'expression de la volonté d'empiéter davantage encore sur leur souveraineté).

En mai 1969, le **Groupe d'action pour la défense des droits de l'homme en U.R.S.S.** est né à Moscou en adressant une pétition à l'O.N.U. à propos de la persécution des gens en U.R.S.S. pour leurs opinions et la diffusion de ces opinions (2).

(2) Rappelons que ce groupe, également connu sous le nom de *Groupe d'initiative...* est celui fondé avec la participation de Pierre Iakir et d'autres opposants communistes. Le texte de son appel de fondation est paru intégralement dans *Samizdat I*, pp. 574-578. Le début figure ci-dessus dans le présent numéro de *la Vérité*.

Entre autres choses, ce document cite la répression dirigée contre ceux qui revendiquent l'égalité nationale. Le **Groupe d'action** n'a fait jusqu'à présent aucune autre déclaration sur cette question. Beaucoup de ses membres ont été rapidement arrêtés. Le périodique **Chronique des événements actuels** adhère aux mêmes principes que le **Groupe d'action** : lutte pour la liberté de parole et d'opinion (...).

Sans mettre en avant d'autre fondement programmatique que la liberté de parole et d'information, cette publication s'efforce d'éclairer avec impartialité la persécution politique dans toute l'Union soviétique et de décrire brièvement les nouveaux ouvrages **Samizdat** russes (et de temps à autre non russes). Fidèle à son objectivité, la **Chronique** contient de temps à autre du matériel en provenance d'Ukraine. La brièveté de ces comptes rendus et les erreurs occasionnelles qu'ils contiennent ne sont manifestement dues qu'au manque d'informations plus précises. C'est ainsi que le n° 17 de la **Chronique**, en rendant compte du procès de V. Moroz, a donné les informations les plus détaillées actuellement accessibles sur l'affaire du Front national ukrainien (informations que nous reproduisons) ; c'est ainsi que dans le supplément à ce n° 17 consacré à la liste des personnes arrêtées en 1969-1970, sont énumérées aussi les personnes arrêtées en Ukraine.

Le lecteur ukrainien a salué la parution de la **Chronique**. Il a pris bonne note de l'objectivité, de l'ampleur et de l'exactitude relative des informations fournies et qui donnent au lecteur un tableau d'ensemble de divers développements sociaux en U.R.S.S., qui demeurent inconnus de la majorité. Cependant certaines personnes, sans nier l'importance de la **Chronique**, attirent l'attention sur le fait qu'elle prétend avoir un caractère supra-national, ou étendu à toute l'Union soviétique, alors qu'en fait c'est une publication émanant de milieux russes (et même, dans une certaine mesure, juifs). Les mêmes personnes remarquent également que les maigres rapports en provenance des républiques y sont publiés comme des additifs à la description détaillée des événements survenus en Russie, surtout à Moscou, ce qui de ce fait même donne une idée inadéquate de la situation en U.R.S.S.

Les informations sur l'attitude à l'égard de la question nationale des différents groupes clandestins, organisations et « **partis** » récemment nés en Russie (à Leningrad, dans la flotte de la Baltique, dans la région de la Volga, etc.) sont extrêmement succinctes. L'existence de ces organisations n'est connue qu'après leur destruction par le K.G.B., les mots d'ordre de leur programme ne sont indiqués que d'une manière très sommaire. Du peu qui est connu, on peut déduire qu'aucune de ces organisations n'a élaboré de programme pour la solution de la question nationale en U.R.S.S., ou n'a pris position sur les besoins et les mouvements nationaux en U.R.S.S. On a l'impression que, alors qu'ils se donnent pour but les changements les plus radicaux dans de nombreuses sphères de la vie sociale, les membres de ces groupes désirent, à des degrés divers, maintenir le statu quo en ce qui concerne la question nationale.

En même temps que des organisations et groupes qui posent la question de transformations démocratiques en U.R.S.S., d'autres ont fait leur apparition en Russie, critiquant le gouvernement et les « libéraux » de points de vue réactionnaires, ouvertement chauvins, se donnant même pour but la dissolution formelle de l'U.R.S.S. et la création d'une Russie militaro-démocratique indivisible...

(L'éditorial du Courrier ukrainien **n° 5 se termine par l'analyse de ces différents courants réactionnaires allant jusqu'au prostalinisme et au racisme russe extrême, d'après les documents publiés par la** Chronique **n° 17.)**

Un militant ouvrier ne peut se passer chaque semaine de lire

Informations ouvrières

Le numéro : 1,50 F

6 mois (24 n°s) ..... 25 F

1 an (48 n°s) ..... 50 F

Etranger (un an : 48 n°s) ..... 60 F

INFORMATIONS OUVRIERES

Correspondance - Rédaction - Administration :

88 bis, avenue Parmentier - Paris-11e

C.C.P. PARIS 21.831-73

Les fondateurs du Groupe d'action pour les libertés démocratiques en URSS

On a vu un peu plus haut, dans ce numéro de la Vérité, *que, selon l'agence* Tass, « quatre des quinze membres du GROUPE D'INITIATIVE POUR LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME EN U.R.S.S. (1) ne savaient même pas qu'ils en étaient membres », *et que les autres avaient rompu avec ce groupe* « après son premier contact avec le N.T.S. ».

Dans les pages qui suivent, nous donnerons, pour chacun de ces hommes, les renseignements biographiques qui nous sont connus, surtout pour la période postérieure à la fondation du Groupe d'action, *le 20 mai 1969, mettant notamment à profit les informations sur la répression publiées par la* Chronique des événements actuels. *Nos lecteurs excuseront ce que ces renseignements peuvent avoir d'incomplet : l'agence* Tass *serait évidemment bien mieux placée pour donner à cet égard des renseignements détaillés et complets...*

L'acte de fondation du Groupe d'action, *c'est, sous la forme d'un appel au* Comité des droits de l'homme *de l'O.N.U., la proclamation de principe d'une organisation luttant pour les libertés démocratiques en U.R.S.S. Les principes de cette lutte, qui constituent les neuf premiers points de cette charte du* Groupe d'action, *sont reproduits dans le présent numéro de* la Vérité *ci-dessus, les points qui suivent énumèrent un certain nombre de cas types de victimes de la répression.*

La fin, le point 33, c'est la signature : Le groupe d'action pour la défense des droits de l'homme en U.R.S.S., *suivie de quinze noms (ce chiffre, c'est la seule chose vraie dans le communiqué de l'agence* Tass). *Deux de ces noms sont ceux de Pierre Iakir et Victor Krassine. Examinons maintenant le cas des treize autres.*

---

(1) Désigné indifféremment sous le nom de *Groupe d'initiative* ou de *Groupe d'action.*

Genrikh Altounian

Ingénieur, Kharkov

L'Ukrainien Genrikh Altounian, commandant de l'armée soviétique, technicien-radio, professeur à l'Académie militaire de Kharkov, a été, d'après la *Chronique* n° 5 (2), l'un des dix habitants de Kharkov perquisitionnés le 9 août. Peu après, il était versé dans la réserve et licencié. Après sa participation à la fondation du *Groupe d'action*, il fut arrêté en juin 1969, puis condamné à trois ans de camp.

Iakir le cite dans la lettre qu'il adresse le 27 mars 1971 au présidium du 24e congrès du P.C.U.S. parmi ceux dont le destin est bien pire, dit-il, que le sien propre, et démontre qu'*« être en désaccord politique et philosophique est secrètement considéré comme un crime dans notre pays »*.

Au printemps de 1971, par décision d'un tribunal, on devait le faire sortir du camp où il était interné pour l'envoyer travailler à la construction d'une grande usine de l'industrie chimique. Mais le procureur a protesté, en arguant qu'Altounian a commis un *« crime particulièrement dangereux » :* il est donc resté interné dans un camp de la province de Krasnoiarsk.

En septembre 1971, cependant. il est transféré dans un lieu d'exil. *« Il est actuellement gérant d'un garage »*, précise la *Chronique* n° 22, qui donne son adresse, toujours dans la province de Krasnoiarsk.

(2) La liste des victimes de la répression de la *Chronique* n° 5 est reproduite dans *Samizdat I*, Altounian y figure p. 369 sous le n° 143.

Vladimir E. Borissov

Ouvrier, Leningrad

Il convient de ne pas le confondre avec Igor Borissovitch Borrisov, condamné le 24 décembre 1970 par le tribunal de Toksovo, petite ville proche de Leningrad, à trois ans de prison pour *« hooliganisme criminel »* (3), article 206, § 2, du Code pénal. En fait, après avoir demandé son visa pour Israël, il avait été agressé, lui et sa femme, par une bande de voyous antisémites pris de boisson — et ce, dans le train qui les ramenait chez eux le 2 septembre 1970 après une « conversation » avec le K.G.B...

Il convient également de ne pas le confondre avec V. Borissov, de la ville de Vladimir, organisateur d'une *Union de la jeunesse indépendante,* qui s'est pendu à Moscou dans sa cellule de la division hospitalière de la prison de Boutyrka, le 19 mai 1970.

Vladimir Evguenievitch Borissov, né en 1943, a été arrêté dans le mois qui a suivi sa signature apposée par lui sous la Charte constitutive du *Groupe d'action,* et envoyé peu après par un tribunal à l'hôpital psychiatrique spécial de Leningrad, avec le diagnostic de *« signes résiduels de désordre cérébral organique »*. Il y retrouva, entre autres, Victor Fainberg, l'un des participants à la manifestation du 25 août 1968 sur la place Rouge contre l'occupation de la Tchécoslovaquie.

Le 13 mars 1971, ils entreprennent une grève de la faim *qui allait durer 81 jours.* Pour annoncer cette décision et en expliquer les motifs, l'ouvrier Borissov et l'historien de l'art Fainberg adressent *« au public progressiste de tous les pays, à tous les hommes de bonne volonté »* une lettre ouverte qui figurera parmi les documents saisis par le K.G.B. le 29 du même mois chez Vladimir Boukovski lors de son arrestation. Voici l'essentiel du texte de cette lettre ouverte qui, à notre connaissance, n'a jamais été publiée en français.

« Le gouvernement de notre pays et ses institutions, foulant aux pieds les normes juridiques internationales, la déclaration des droits de l'homme, ainsi que sa propre Constitution et ses propres lois, utilise depuis longtemps des méthodes d'un cynisme sans précédent dans la répression contre les opposants.

« L'opposition idéologique est fréquemment considérée comme un symptôme de maladie mentale, et des personnes en parfaite santé mentale sont condamnées au traitement forcé dans des hôpitaux-prisons, où elles sont soumises à toutes les sortes imaginables d'outrages, afin de les contraindre à renoncer à leurs convic-

(3) Sur le *« hooliganisme »* et l'article 206, voir *Samizdat I,* pp. 636-637.

tions. Au défi de la loi qui spécifie que le traitement forcé ne peut être prescrit pour une période supérieure à deux ans, on garde ici les gens jusqu'à treize ou quinze ans, et les prisonniers politiques y sont détenus jusqu'à ce qu'ils renoncent à leurs idées. Ceux qui refusent de brader leurs convictions sont donc voués à l'emprisonnement perpétuel. On leur applique en outre les méthodes les plus raffinées de persuasion, qui vont de la restriction de leurs lectures ou de leur mise en cellule avec des malades gravement atteints et dangereux pour leur entourage jusqu'à la prescription de neuroleptiques et autres drogues à action puissante sur le cerveau et à la menace de recours au choc électrique, c'est-à-dire une méthode admirablement calculée de torture physique.

« Ainsi la médecine, l'une des professions les plus humaines, est réduite au rôle de complice servile des organes répressifs du régime dans leurs fonctions de bouchers. Avec son aide, ceux qui refusent de façonner volontairement leurs esprits conformément aux exigences du régime, ou de porter toute leur vie un masque souriant, en esclaves contents de l'être, sont l'objet de tentatives visant à leur faire littéralement perdre la raison au moyen d'actions directes, chimiques ou physiques, sur le cerveau.

« Il est clair que de tels développements représentent un immense danger pour l'humanité tout entière, d'autant que la science progresse à un rythme plus rapide que jamais dans la découverte des méthodes les plus efficaces pour influencer l'esprit de l'homme, et que l'on peut s'attendre, dans ce domaine, à de prochaines découvertes fondamentales dont l'ampleur et les conséquences seront sans précédent. Car la castration spirituelle de masse n'est pas moins monstrueuse que le génocide.

« Cela concerne avant tout notre pays, qui s'est honteusement distingué en faisant les premiers pas dans cette voie. La révolution scientifique et technique et les tendances sociales irréversibles qui lui sont liées signifient un arrêt de mort pour le régime totalitaire. Les méthodes par lesquelles celui-ci se défend à l'heure actuelle sont bien connues et personne ne doit avoir d'illusions sur l'ampleur de leur emploi, selon les traditions bien connues de nos organes répressifs, traditions qui veulent que ceux-ci combinent « le style révolutionnaire russe et l'efficacité américaine ».

« Mais il n'y a pas un seul pays, il n'y a pas un seul peuple qui possède la garantie que l'élite qui le gouverne ne recourra pas, elle aussi, à la stérilisation mentale de masse. Naturellement, cela ne peut arriver que sous un régime totalitaire. Mais s'il est vrai qu'historiquement parlant le totalitarisme est condamné, c'est précisément maintenant, dans la période transitoire, qu'il tentera de prendre sa revanche dans les lieux les plus inattendus. Qu'il suffise ici de rappeler le complot récent des généraux italiens, l'influence croissante du complexe militaro-industriel aux Etats-Unis, etc.

« Discuter pour savoir si le progrès de la science est désirable est absurde, car le progrès scientifique ne peut être arrêté ; et s'il pouvait l'être, cela signifierait la dégénérescence ou la destruction pour l'humanité. Ce n'est pas la science qui est en cause, ce sont les hommes, c'est la société, et un système politique susceptible d'utiliser les découvertes les plus humaines au détriment des hommes. Il n'est pas douteux que de futures découvertes dans l'art d'influencer l'esprit humain sont inévitables et que ces découvertes apporteront des avantages inappréciables à l'humanité — mais comment en limiter l'application ? Seuls, les peu-

ples du monde entier peuvent empêcher de nouveaux crimes ; seuls, ils peuvent arrêter la main qui se tend pour saisir une nouvelle super-arme afin d'anéantir toute pensée libre et toute velléité d'opposition. Et nous ne doutons pas que l'opinion publique progressiste élèvera sa voix avec colère contre ces crimes atroces, que les bourreaux des chambres de torture d'Hitler ou de Staline eux-mêmes n'avaient pas imaginés.

« (...) En ce qui nous concerne, nous commençons une grève de la faim de protestation et nous exigeons :

« 1. qu'on cesse immédiatement de nous prescrire la prise obligatoire de médicaments destinés au traitement des maladies mentales (...)

« 2. que soit levée toute restriction à notre accès aux livres et aux possibilités d'écrire

« 3. la permission de correspondre avec toute personne qui n'est pas détenue, comme le veut le règlement des camps et des prisons de type ordinaire

« 4. la permission de voir nos avocats

« 5. qu'on nous enlève l'étiquette « malades mentaux » *qu'on nous a lâchement collée, et qu'on nous convoque devant un tribunal.*

« Nous refuserons toute espèce de négociation avec l'administration qui ne se déroulerait pas en notre présence et avec notre participation à tous les deux simultanément, et nous avertissons que toute mesure de répression contre n'importe lequel de nous deux séparément n'aurait d'autre effet que de prolonger la grève de la faim faite par nous deux ensemble (...). »

La grève de la faim de Borissov et Fainberg fut marquée par de nombreux incidents que nous ne pouvons relater tous — tentatives d'alimentation forcée, etc. L'académicien Sakharov publia diverses déclarations de solidarité avec les deux hommes ; en avril, des membres du *Groupe d'action* firent appel à l'Organisation mondiale de la santé ; le 20 avril, aux femmes des détenus qui lui demandaient d'exercer son devoir légal de contrôle des lieux de détention, Touraschev, procureur général adjoint de Leningrad, répondait qu'il s'était entretenu avec le médecin-chef de l'hôpital psychiatrique spécial, mais n'avait pas vu les *« malades » : « Comment aurais-je pu parler avec eux, puisqu'ils sont fous ? »*

Le 3 juin, enfin, Borissov et Fainberg acceptent de recommencer à s'alimenter après avoir obtenu satisfaction sur tous les points sauf un, que leur cas fasse l'objet d'un nouvel examen par un tribunal en leur présence : le médecin-chef leur déclara que ce n'était pas en son pouvoir. Mais on cessa de leur imposer des médicaments à effet mental, on les autorisa à recevoir des livres, à recevoir et à écrire des lettres, à prendre de l'exercice, on les mit dans la même cellule, ils obtinrent le droit aux visites de leur proches et de leur avocat, et furent transférés dans un secteur de l'hôpital consacré au traitement de maladies autres que mentales.

Ils eurent juste le temps de reprendre les quelque douze kilos que chacun d'eux avait perdus avant de se voir de nouveau l'objet de provocations multiples, de la part d'infirmiers auxiliaires ivres et antisémites. Le 23 septembre, la commission de psychiatres chargée du contrôle des malades décida, sous la présidence du Dr Rabinovitch de l'Institut Serbsky, de prolonger leur internement jusqu'à sa prochaine réunion, car ils étaient *« enclins à provoquer des conflits et incapables de s'adapter à leur milieu ».*

Leurs conditions de vie empirèrent de nouveau rapidement et le 26 décembre 1971 ils commencèrent une nouvelle grève de la faim pour protester contre la violation par l'administration de toutes les promesses qu'elle leur avait faites, ainsi que contre *« la râclée infligée impunément par le personnel de l'hôpital au malade Valery Afanasev, le chantage et les cruautés auxquels les malades sont soumis, le traitement par neuroleptiques de personnes mentalement saines comme les détenus politiques Komarov, Pourtov et Ponomaryov »*, etc. Le même jour, ils expliquaient leur décision dans une *« Lettre ouverte à l'opinion publique mondiale »*, dont *The Times* du 3 janvier 1972 publiait un long résumé.

Cette nouvelle grève de la faim dura deux mois, au cours desquels leur état de santé s'aggrava considérablement, tandis qu'on les privait de livres, de visites et de correspondance, et qu'on les soumettait à des injections de chlorpromazine (neuroleptique puissant connu en France sous le nom de *« largactyl »*), ce qui amena Fainberg à une tentative de suicide. Le 21 février 1972, ils furent transférés à l'Institut Serbsky, où ils poursuivirent leur grève jusqu'au 29 février. La veille, des parents avaient été autorisés à les voir. Cette deuxième grève de la faim avait duré deux mois et deux jours.

En avril 1972, une commission de diagnostic trouva Borissov sain d'esprit et autorisa le transfert de Fainberg dans un hôpital ordinaire. On les retransféra alors à Leningrad, toujours à l'hôpital psychiatrique spécial, en vue de les traduire devant un tribunal. Mais le 10 juillet, le tribunal refusa, sous un prétexte formel, de se saisir de leur cas.

Le 28 septembre 1972, dans un appel au secrétaire général de l'O.N.U., Fainberg protestait contre le transfert de détenus politiques dans des hôpitaux psychiatriques de province, tels que celui de Dniepropetrovsk, où, écrit-il, les conditions sont bien pires encore qu'à Leningrad :

« L'arbitraire n'y connaît pas de limite : malades mentaux et détenus politiques sont constamment battus, ils sont contraints de vivre en sous-vêtements, ou même sans vêtement du tout. Le pire est que dans ces hôpitaux, on « soigne » *énergiquement tout le monde à la chlorpromazine, aux électrochocs et à l'insuline... »*

Cependant, au début de décembre 1972, la commission centrale de diagnostic recommanda le transfert de Fainberg dans un hôpital ordinaire, mais la prolongation de l'internement de Borissov, car *« il n'y a pas de garantie qu'il ne retournerait pas à ses activités antérieures »*. On voit que la commission n'avait pas dû être informée par l'agence *Tass* de la rupture de Borissov avec le *Groupe d'action...*

En avril 1973, Victor Fainberg était enfin transféré dans un hôpital psychiatrique ordinaire de la région de Leningrad. Le sort présent de Vladimir Borissov, membre fondateur du *Groupe d'action pour la défense des droits de l'homme en U.R.S.S.*, ne nous est pas connu. Nous savons seulement que, dans sa lettre à Waldheim, secrétaire général de l'O.N.U., Fainberg écrivait que Borissov et sept autres détenus politiques étaient menacés d'être transférés dans un hôpital psychiatrique spécial d'Orel.

Mustafa Djemilev

Ouvrier, Tachkent

Arrêté le 11 septembre 1969, cet ouvrier tatar a été condamné à trois ans de détention en camp de travail à régime sévère pour « *calomnie antisoviétique* ».

L'activité de son parent, l'ingénieur du bâtiment Rechat Djemilev, nous est mieux connue que la sienne. Ingénieur de la province de Krasnoiarsk, né en 1931 dans le village d'Oulaz-Ouzen du district d'Aloushta, dans la république autonome des Tatars de Crimée, il a été envoyé à Moscou tous les ans depuis 1965 comme représentant de son peuple.

Rappelons que les Tatars de Crimée ont été déportés en Asie soviétique par Staline à la fin de la deuxième guerre mondiale. Omis par Khrouchtchev dans le passage de son rapport au XX[e] congrès (1956) où il dénonçait les crimes de Staline contre les nationalités, ils n'obtinrent qu'en septembre 1967, après un long combat auquel participèrent directement le vieux bolchevik Alexis Kosterine et son disciple Grigorenko, un décret de réhabilitation. Mais leurs tentatives de rentrer chez eux furent brisées par la répression (4).

Rechat Djemilev fut l'un des vingt Tatars reçus le 21 juillet 1967 par le président du K.G.B. Andropov, le secrétaire du Soviet suprême Roudenko et le ministre de l'ordre public Chelokov. Le 2 septembre 1967, il était arrêté comme l'un des organisateurs de la manifestation de masse qui eut lieu le même jour à Tachkent — puis condamné à un an de travaux forcés. Il vint de Tachkent prendre la parole au nom de son peuple à la manifestation organisée par Grigorenko le 14 novembre 1968 pour les funérailles d'Alexis Kosterine (5). Il s'inscrivit le 20 mai 1969 au *Groupe de soutien* du *Groupe d'action pour les droits de l'homme en U.R.S.S.* Il a été arrêté de nouveau le 12 octobre 1972.

---

(4) Voir *Samizdat I*, pp. 53-54.
(5) Idem, pp. 457-458.

Natalia Evguenia Gorbanevskaia

Poète et traducteur, Moscou

Née en 1936, elle fut l'un des sept participants à la manifestation de la place Rouge du 25 août 1968 contre l'occupation de la Tchécoslovaquie, dont elle a fait le récit dans son livre *Midi, place Rouge,* livre qui a été publié en français. Elle était la seule encore en liberté en mai 1969, *« peut-être,* a-t-elle écrit, *parce que j'ai deux enfants en bas âge »* (6), ce qui lui a permis de participer à la fondation du *Groupe d'action.* Elle fut arrêtée le 24 décembre 1969 et condamnée au traitement forcé en hôpital psychiatrique à régime spécial par un jugement du 5 juillet 1970, jugement confirmé en appel le 1er octobre de la même année. A l'infirmerie de la prison de Boutyrka. à Moscou, elle annonça sa participation à la grève de la faim annuelle traditionnelle des détenus politiques, du 5 au 10 décembre, dans la déclaration suivante :

« Je déclare faire la grève de la faim du 5 décembre — jour de la Constitution — au 10 décembre — jour des droits de l'homme — comme symbole de ma solidarité avec les prisonniers politiques des camps de Mordavie, des prisons de Vladimir, Lefortevo et Boutyrka, des hôpitaux psychiatriques spéciaux de Leningrad, de Kazan, de Tchernyakosk et autres lieux de détention, et comme une protestation contre les persécutions politiques anticonstitutionnelles, en particulier contre mon arrestation, contre ma détention prolongée et contre le jugement délibérément faux me déclarant malade mentale. »

Le 8 octobre, elle fut transférée à l'hôpital psychiatrique de Kazan, à 800 km de Moscou, où un traitement à l'haloperidol lui fut prescrit.

Sa situation a donné lieu à de très nombreuses protestations (elle est notamment citée dans la lettre des 44 psychiatres anglais publiée par *The Times* le 16 septembre 1971 en réponse à l'appel de Vladimir Boukovski aux psychiatres).

Elle a été libérée voilà environ un an et vit à Moscou avec ses deux enfants.

---

(6) Voir *Samizdat I,* p. 415.

Anatole Alexandrovitch Jacobson

Poète, traducteur, Moscou

« *Poète, traducteur, membre du conseil professionnel des écrivains de la maison d'édition Sovietski Pissatel* », comme il se présente lui-même dans la lettre qu'il écrivit au présidium du Soviet suprême, au début de février 1966, juste avant l'ouverture du procès de Iouli Daniel. Récusé comme témoin de la défense, il réclame alors l'acquittement de Daniel dans cette lettre qu'il conclut en ces termes : « *La responsabilité individuelle et collective des hommes pour tout ce qui s'accomplit dans l'Etat dans lequel ils vivent, tel est le thème du récit* Ici Moscou *[l'une des nouvelles de Daniel incriminées]. **Et il est clair que cette responsabilité s'exprime déjà dans notre société*** » (7). Il appartenait au noyau des proches amis de Kosterine et participa aux funérailles de celui-ci, le 14 novembre 1968, où il lut, à la morgue de l'hôpital Boltkine, la *Notice nécrologique*, signée « *Un groupe d'amis et de compagnons d'idées* » (8).

A l'été 1970, une lettre intitulée *Notes sur le mouvement démocratique soviétique* et signée d'André Slavine circule dans le *Samizdat*. Cette lettre est inspirée des mêmes idées que le *Programme du mouvement démocratique de l'Union soviétique* (9), rédigé à l'été de 1969, document qui vante la supériorité du capitalisme sur le socialisme, et appelle à la restauration de la propriété privée des moyens de production. Il servira d'« *argument* » au K.G.B. pour « *prouver* » le caractère antisoviétique de la *Chronique*, qui

---

(7) Voir *Samizdat I*, p. 176.
(8) Idem, pp. 453-454.
(9) Texte français dans *La Russie contestataire*, Fayard édit.

en a publié un résumé, et ses liens avec le N.T.S., dont le programme est effectivement fort proche de celui de ces *« démocrates »* !

Quant à la lettre d'André Slavine, elle critique la forme prise par le mouvement pour les droits civiques en U.R.S.S. et appelle à la création d'une organisation clandestine apte à gagner un soutien de masse.

Le caractère quelque peu douteux de ce document est renforcé par le fait qu'il est rempli d'accusations contre le *Groupe d'action* et d'accusations personnelles contre certains individus.

C'est Anatole Jacobson qui y répond par une lettre ouverte à André Slavine, intitulée *Lui et nous,* dans laquelle il n'a pas de peine à démontrer l'ignorance et la prétention vaine de Slavine.

Jacobson signe encore en 1971-1972 divers documents, appels et pétitions.

Le 6 mai 1972, le K.G.B. perquisitionne à son domicile comme à celui d'une vingtaine d'autres personnes, dont deux autres fondateurs du *Groupe d'action,* Iakir et Podiapolski, dans le cadre de *« l'affaire du n° 24 »* (de la *Chronique).*

A l'hiver 1972-1973, Jacobson est averti par le K.G.B. qu'il sera arrêté s'il paraît un n° 28 de la *Chronique.* Il est interrogé à plusieurs reprises. Jacobson, qui a reçu de nombreuses invitations à faire des conférences aux Etats-Unis et en Angleterre, se voit offrir un visa par le K.G.B. s'il *« se conduit bien »* durant les interrogatoires qu'il subit. Il répond que, comme par le passé, il est probable qu'il *« se conduira mal ».*

Tatiana Sergueievitch Khodorovitch

Linguiste

Avec sa participation manifeste, toute une agitation pour les libertés démocratiques s'est développée à partir de 1966 à l'Institut de la langue russe de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. Si elle a été la seule à adhérer au *Groupe d'action*, dix-sept travailleurs de l'Institut, dont Khodorovitch, ont signé durant cette période tout ou partie d'un bon nombre de lettres adressées à diverses instances de l'Etat soviétique et prenant la défense de personnes persécutées illégalement pour leurs convictions.

A partir de janvier 1971, une série de réunions furent convoquées à l'Institut pour condamner les signataires de ces lettres collectives écrites pour la plupart en 1966-1968. Le 28 janvier 1971, le Conseil académique adopta une résolution condamnant l'attitude *« négative »* et *« politiquement nuisible »* de certains employés de l'Institut et toute une espèce d'appels collectifs, car ces lettres *« sont exploitées par la propagande à l'étranger dans un but antisoviétique »*. La même résolution déclarait nécessaire *« d'intensifier le travail en vue de critiquer l'idéologie bourgeoise en linguistique »* — déclaration particulièrement significative si l'on se souvient de l'activité de Joseph Staline dans ce domaine.

Le directeur de l'Institut, Filine, déclara à cette occasion sans ambages que les personnes qui ne retireraient pas leurs signatures des lettres et appels et ne les condamneraient pas ne pourraient ni soutenir une thèse, ni accéder à des postes supérieurs, ni être envoyées à l'étranger, quels que fussent leurs mérites scientifiques.

T.S. Khodorovitch fut la première victime de cette campagne. Le 29 avril 1971, le Conseil académique lui refusa la reconduction annuelle de

son poste de chercheur à l'Institut de la langue russe de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. Le professeur Avanessov, membre correspondant de l'Académie des sciences, chef du département pour lequel elle travaillait, et le professeur Filine, lui aussi membre correspondant de l'Académie et directeur de l'Institut de la langue russe, dirent carrément au Conseil académique qu'ils n'avaient rien à reprocher au travail scientifique qu'accomplissait S. Khodorovitch *depuis dix-huit ans* pour l'Institut (au cours desquels elle a notamment rassemblé les matériaux d'un atlas des dialectes russes et préparé un projet de nouveau programme de l'enseignement scolaire du russe, hautement apprécié de ses collègues).

« *Mais,* dit Avanessov, *en écrivant à la commission des droits de l'homme de l'O.N.U., où ne siège pas l'U.R.S.S., mais seulement nos ennemis, elle a commis un acte antisoviétique incompatible avec une fonction universitaire.* » Selon Filine, c'était là « *un grave crime antisoviétique* ». Au vote secret, quatre membres du Conseil académique votèrent néanmoins pour la reconduction de Khodorovitch dans son poste, vingt contre ; ce manque d'unanimité provoqua la protestation du représentant de l'appareil, le professeur I.F. Protchenko. « *Il ne peut y avoir deux opinions sur cette question* », déclara-t-il, menaçant. Cela n'empêcha pas, au cours d'un vote *public* du département même où travaillait Khodorovitch, douze des travailleurs scientifiques de voter pour son maintien dans son emploi, vingt votant contre.

Devant le Conseil académique, T.S. Khodorovitch maintint fermement sa position, déjà définie maintes fois par elle face aux pressions de toutes sortes dont elle avait fait l'objet depuis deux ans. Elle déclara une fois de plus que la question de ses opinions et convictions politiques ne pouvait rien avoir à faire avec l'appréciation à porter sur elle en tant qu'universitaire. Elle justifia son adhésion au *Groupe d'action* (sans doute Pierre Iakir, qui, selon l'agence *Tass,* avait tenu à informer ses camarades de sa collaboration avec le N.T.S., avait-il oublié de prévenir Khodorovitch !) :

« *Comme je l'ai déjà dit au meeting public du parti, l'appel que j'ai signé ne contient pas la moindre diffamation. Il discute divers cas de violation de la légalité et d'atteinte aux droits de l'homme. J'insiste, comme je l'ai toujours fait, sur mon droit de lutter pour la liberté de parole, qui est garantie par la Constitution de l'U.R.S.S. dans l'intérêt du peuple. Cela ne peut être de l'intérêt de personne de permettre que les institutions d'enquête et de justice exploitent nos lois en en faisant, au moyen d'une interprétation arbitraire, une arme contre ceux qui sont en désaccord.* »

La perte de son emploi n'empêche pas cette mère de quatre enfants de rester fidèle à ses convictions.

C'est ainsi qu'en janvier 1972, elle signait avec son mari S. Khodorovitch une lettre *Samizdat* soutenant Boukovski. Le mois suivant, elle fut licenciée du nouvel emploi qu'elle avait trouvé à l'Institut de recherche de l'électromécanique. Cela ne l'empêcha pas d'être, en mai 1973, l'une des cinq signataires de la lettre ouverte du *Groupe d'action* en faveur de Léonide Pliouchtch que l'on trouvera ci-dessous.

S. Kovalev

Biologiste, Moscou

Ce membre fondateur du *Groupe d'action,* signataire de l'appel du 20 mai 1969, a été lui aussi l'un des cinq à signer la lettre ouverte de mai 1973 en faveur de L. Pliouchtch.

A. Lavout

Biologiste, Moscou

Sa signature apparaît sur divers documents *Samizdat,* y compris dans la dernière période, notamment le 31 janvier 1973, sur la déclaration des vingt-huit Moscovites protestant contre le décret du Soviet suprême du 12 décembre 1972 qui privait le physicien Valery N. Chalidzé de sa nationalité soviétique. Chalidzé avait reçu, comme on sait, un visa d'un mois pour les Etats-Unis, où il était invité à faire des conférences sur les droits de l'homme en U.R.S.S. Chalidzé, membre fondateur du *Comité des droits de l'homme* comme Sakharov, avait publié en U.R.S.S. depuis trois ans et demi une revue, *Problèmes sociaux,* qui, bien que simplement dactylographiée comme tous les organes *Samizdat,* présentait la particularité d'être entièrement composée comme un périodique conventionnel, avec le nom et l'adresse de l'éditeur sur chaque numéro.

Anatole Emanuilovitch Levitine-Krasnov

Ecrivain religieux, Moscou

C'est un représentant typique de ces *« sectes religieuses qui ne cessent de pulluler en U.R.S.S. et n'ont pas de lien avec l'appareil de l'Eglise »*. Elles *« sont une des formes déviées de la lutte contre la bureaucratie et leur communisme évangélique reflète... l'attachement aux conquêtes d'Octobre »* (10).

Lévitine-Krasnov a signé la plupart des documents de l'Opposition communiste en 1968-1969, lettre à la conférence des Partis communistes, etc. Le 21 décembre 1970, il adressait un appel à l'archevêque de Burgos contre l'exécution des seize Basques : *« Je vous prie d'user de toute votre autorité pour que votre ville ne soit pas souillée par une aussi mauvaise action... Un acte aussi monstrueux ne peut être accompli : seize Basques assassinés seulement pour s'être battus pour l'autonomie de leur glorieux peuple ! »*

La veille de ce jour, l'enquête ouverte contre lui concluait à son renvoi devant le tribunal pour *« calomnies contre le pouvoir soviétique »* (article 170 du Code pénal russe), comme les autres opposants. et aussi d'incitation des employés de l'Eglise (orthodoxe) *« à violer les lois de séparation de l'Eglise et de l'Etat »* (article 142) !

Laissé en liberté provisoire, il eut encore le temps d'écrire *« Le monde vivant »*, réponse au *« Message à la nation »* signé des *« patriotes russes »*, document ultra-nationaliste, fasciste même, exaltant la pureté de la race russe, etc., qui circula dans le *Samizdat* en 1970 et provoqua une série de réponses indignées. Celle de Krasnov, rédigée du point de vue *« d'un chrétien et d'un démocrate »*, oppose le *« monde vivant »* à ce que l'auteur appelle le *« monde mort »*.

---

(10) Voir *Samizdat I*, p. 537. Voir aussi p. 542 et pp. 547-548.

Elle se conclut par cette phrase : « *Le monde vivant est le monde de la lutte pour la liberté, l'égalité, la fraternité et la justice parmi le peuple.* »

Arrêté le 8 mai 1971, il fut jugé le 19 mai par le tribunal de Moscou. Un groupe d'amis et de parents s'était massé devant le tribunal, mais on ne laissa entrer dans la salle d'audience que sa mère et l'académicien Sakharov. L'acte d'accusation, outre de nombreux extraits de ses œuvres — parmi eux des versets des Ecritures saintes ! — lui reprochait avant tout les appels et pétitions qu'il avait signés, culminant avec la Charte de fondation du *Groupe d'action*. Il plaida non-coupable sur tous les points et, dans sa déclaration finale, il dit :

« *Je suis un chrétien croyant, mais la mission de la chrétienté consiste en autre chose qu'aller à l'Eglise : elle consiste à mettre en pratique les préceptes du Christ ; le Christ nous a appelés à défendre tous les opprimés ; c'est pourquoi je défends les droits des gens, qu'il s'agisse des moines de Potchaiev (en Ukraine occidentale), des anabaptistes ou des Tatars de Crimée ; et si on devait un jour brimer des adversaires convaincus de la religion, je les défendrais eux aussi.*

« *Aucun homme de caractère droit ne considère que c'est un crime de critiquer des principes particuliers de la loi et de suggérer des modifications. Ce droit démocratique que possède tout citoyen a été conquis dans une dure lutte pour la liberté par les révolutions anglaise, française et d'Octobre. Tout dans mon œuvre est fondé sur des faits documentés et en accord avec la réalité... Je considère que le réquisitoire du procureur est un déshonneur pour la justice soviétique...* »

Il fut condamné à un an de travail correctif et trois ans de camp à régime ordinaire. Le *Groupe d'action* adressa un appel en sa faveur à la Commission des droits de l'homme de l'O.N.U., au pape Paul VI et à l'assemblée générale de l'Eglise orthodoxe russe, appel signé de trente personnes. La sentence fut confirmée en appel en juin 1971. Il subit sa peine dans un camp de la province de Smolensk où il travailla comme manœuvre.

En avril 1973, il fut transféré à Moscou, comme Vladimir Boukovski, dans le cadre de l'enquête sur la *Chronique* — apparemment sans plus de succès du côté de Krasnov que de celui de Boukovski. La peine de prison de Krasnov se terminait normalement le 8 juin. Il a été libéré.

Iou. Maltsev

Traducteur, Moscou

Nous ne possédons aucun renseignement certain sur lui. La *Chronique* n° 21 du 11 septembre 1971 donne parmi quelques noms d'internés à l'hôpital psychiatrique spécial de Dniepropetrovsk celui de Maltsev ; elle dit toutefois que ses informations sont inexactes et incomplètes. A cet hôpital psychiatrique, ouvert en 1966 et qui contient 900 personnes, tous les internés, sans qu'il soit tenu aucun compte du diagnostic dont ils ont pu faire l'objet, sont traités à l'huile soufrée, recevant couramment une série de vingt injections (ce traitement de *« choc »* provoque une fièvre artificielle d'au moins 39 ou 40°).

Grigori Sergueievitch Podiapolski

Collaborateur scientifique (géophysicien), Moscou

Le 5 octobre 1972, le *Comité des droits de l'homme* (de Sakharov) élit membre de ce comité G.S. Podiapolski, qui se trouve ainsi être la seule personne à appartenir à la fois à cet organisme et au *Groupe d'action.* Cependant, des trois membres fondateurs du *Comité,* l'académicien A.D. Sakharov et les physiciens A.N. Tverdokhlebov et V.N. Chalidzé (fondation qui a été annoncée le 4 novembre 1970), Sakharov reste seul au début de 1973, puisque Chalidzé est à New York et que Tverdokhlebov a annoncé son retrait *« pour des motifs strictement personnels ».*

Le 22 mars 1973, Podiapolski signe avec Sakharov, Chafarevitch et trois autres une lettre ouverte à l'U.N.E.S.C.O. à propos de l'adhésion de l'U.R.S.S. à la convention universelle des droits d'auteur. En avril, il est convoqué pour un examen de son état mental et menacé d'être hospitalisé pour un examen. Le 21 mai, il signe avec Sakharov et Chafarevitch un appel en faveur d'Amalrik. Au même moment, il est l'un des cinq signataires de la lettre ouverte du *Groupe d'action* pour Pliouchtch.

Tatiana M. Velikanova

Mathématicien, Moscou

Celle-là aussi est restée fidèle à son adhésion au *Groupe d'action.* Elle a signé la déclaration des vingt-huit Moscovites contre la perte de la nationalité soviétique par Chalidzé, le 31 janvier 1973 — et, bien qu'interrogée à maintes reprises par le K.G.B. en 1972-1973, elle signe la *Lettre ouverte* de mai 1973 du *Groupe d'action.*

Léonide Ivanovitch Pliouchtch

Mathématicien, Kiev

L'activité et la personne, que nous venons d'examiner, des douze membres fondateurs du *Groupe d'action,* dans la mesure où nous disposons d'informations, est assez éloquente pour réfuter mille fois les calomnies de l'agence *Tass* sur ces hommes et ces femmes, qui comptent dans leurs rangs quelques-uns des militants les plus représentatifs de l'Opposition communiste en U.R.S.S. Il serait possible d'y ajouter ceux qui n'ont pu mettre leur nom en dessous de ce document, le 20 mai 1969, parce qu'ils étaient déjà détenus — comme Pierre Grigorenko, inspirateur de sa politique, ou le poète Ilya Gabaï, arrêté la veille, et dont, rentré à Moscou en 1972 après trois ans de prison, de nouveau persécuté par le

K.G.B., le corps disloqué, tombé par une fenêtre du onzième étage de l'immeuble où il habitait, vient d'être trouvé à Moscou — et bien d'autres.

Il faudrait aussi examiner le destin des 39 membres du *Groupe de soutien* dont les noms suivaient ceux des 15 fondateurs — 11 ingénieurs ou techniciens, 5 ouvriers. 5 employés, 2 enseignants, 2 mathématiciens, 2 physiciens, etc. — parmi lesquels les femmes de plusieurs emprisonnés, comme Zinaïda Grigorenko ou Galina Gabaï, et d'autres qui ont joué un rôle de plus en plus grand dans la lutte et ont été parmi les principales victimes de la répression dans les années suivantes, comme N. Emelkina par exemple. Nous y reviendrons à l'occasion.

Il nous reste à examiner le cas de Leonide Pliouchtch, que nous avons mis en dernier au mépris de l'ordre alphabétique, parce que exceptionnellement représentatif, non seulement d'un dévouement et d'une intransigeance sans borne, mais aussi d'une ligne politique qui tend à renouer de plus en plus clairement avec la continuité de l'avant-garde marxiste, avec le bolchevisme, comme le montre ce qui suit, notamment sa lettre ouverte à la *Komsomolskaia Pravda* à propos du procès Guinzbourg-Galanskov, qui lui fournit l'occasion de dénoncer les thermidoriens.

Cette lettre de février 1968, qui lui valut de perdre son emploi à l'Institut de cybernétique de Kiev, est la première manifestation d'activité de sa part qui nous soit connue, avec la signature de la lettre des 139 Ukrainiens, intellectuels et ouvriers, lettre qui dénonçait le retour aux méthodes staliniennes qu'ils discernaient sans peine dans le procès Guinzbourg-Galanskov (11) et d'autres documents collectifs. Comme nous le verrons cependant, son activité de théoricien et d'opposant avait commencé dix ans plus tôt... Il participe ensuite à toutes les activités de l'Opposition, signant, par exemple, le 21 août 1969, la Déclaration de seize citoyens soviétiques (presque tous membres du *Groupe d'action* ou du *Groupe de soutien)* pour l'anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie (12). Il est l'auteur également pendant la période précédente et celle-là de nombreux textes et études dont quelques-uns nous sont connus par le titre — des autres, nous ne savons que ce que nous dit la lettre ouverte du *Groupe d'action* qu'on lira ci-dessous.

La vague de répression qui s'abat sur l'Ukraine ne l'épargne évidemment pas : il est arrêté à Kiev le 14 janvier 1972.

Le *Groupe d'action* a publié une déclaration sur l'arrestation de Pliouchtch, où l'on peut lire :

« ... Né en 1938, il perdit bientôt son père, tué au front au début de la guerre. Atteint de tuberculose osseuse, il resta cloué au lit cinq ans et sera toute sa vie un invalide. Il termina avec succès ses études secondaires et entre à l'Université d'Odessa pour y étudier la physique et les mathématiques. Il travailla un an comme instituteur de village. Il compléta sa formation à la Faculté de mécanique et de mathématiques de l'Université de Kiev en 1962. Employé jusqu'en 1968 à l'Institut de cybernétique de l'Académie des sciences d'Ukraine, il a publié trois ouvrages sur sa spécialité (bio et psycho-cybernétique).

« Il fut licencié pour avoir signé une lettre pour la défense de Galanskov et de Guinzbourg. Le directeur de l'Institut, l'académicien Glouchkov, déclara à son propos : « Il se conduit comme Dubcek ! »

(11) Voir cette lettre dans *Samizdat I*, pp. 352-353.
(12) Voir *Samizdat I*, p. 435.

« Père de deux enfants, il demanda du travail dans plus de vingt entreprises, prêt à prendre n'importe quel emploi, mais fut renvoyé de partout (...). Il finit par trouver un emploi de relieur, mais fut renvoyé après avoir signé l'Appel à l'O.N.U. comme membre du Groupe d'action, *et resta alors chômeur jusqu'à son arrestation.*

« L'enquête sur son compte est menée en secret. A l'une des personnes qui a été convoquée comme témoin, un enquêteur a déclaré : « Pliouchtch est exactement aussi fou que Grigorenko. »

« Nous déclarons que l'arrestation de Pliouchtch est la continuation de la persécution illégale du Groupe d'action *(...).*

« LIBEREZ PLIOUCHTCH ! »

Un peu plus tard, sa femme fut à son tour licenciée de l'emploi qu'elle occupait depuis douze ans au ministère de l'Education d'Ukraine.

Le procès de Leonide Pliouchtch se déroula à huis clos et en son absence, après qu'il eut subi au moins deux examens *« psychiatriques »* à l'Institut Serbsky de Moscou. Le verdict le condamnait à l'internement en hôpital psychiatrique spécial avec traitement forcé. Le même verdict dénonçait le *Groupe d'action* comme une organisation illégale, antisoviétique. En avril 1972, la cour suprême d'Ukraine, jugeant en appel, ramena le verdict à la condamnation au traitement forcé en *hôpital psychiatrique ordinaire.* Mais le bureau du procureur s'éleva contre cette décision et l'emporta finalement. Selon une déclaration de Sakharov à Edouard Dillon, correspondant de l'A.F.P. à Moscou, faite en août 1973, Pliouchtch *« a été placé dans un hôpital psychiatrique spécial à Dniepropetrovsk, et sa femme n'a pu le voir depuis janvier 1972 ».*

En mai 1973, le *Groupe d'action* publiait une lettre ouverte sur son cas. Y étaient joints une note biographique, un résumé des conclusions de l'examen psychiatrique de Pliouchtch, ainsi qu'une lettre de quatre de ses amis (dont le *Groupe d'action* ne publie pas les noms). Voici ce texte qui, parvenu à l'Ouest sous forme d'une copie à peine lisible, est le dernier document connu à ce jour du *Groupe d'action,* principale cible de la répression :

« Le 15 janvier 1972, Léonide Ivanovitch Pliouchtch, membre du Groupe d'action pour la défense des droits de l'homme en U.R.S.S., *a été arrêté à Kiev.*

« Mathématicien dont les travaux concernent les domaines de la biologie et de la psychologie, homme d'une grande sensibilité spirituelle et noblesse d'esprit, il a été déclaré malade mental et placé dans un hôpital psychiatrique spécial. Là, il sera au pouvoir de fonctionnaires médicaux qui obéissent avec docilité à toute directive de leurs seuls maîtres, les fonctionnaires du K.G.B.

« Ayant condamné Léonide Pliouchtch à la non-existence intellectuelle, l'insensible appareil de violence l'a évalué dans la plus haute catégorie de son « échelle tarifaire ». *Les gens comme Pliouchtch, dont l'attitude embarrasse les enquêteurs, constituent un danger pour eux, par leur stupéfiante fermeté et leur intégrité morale ; ils font peur aux institutions d'enquête, qui préfèrent les déclarer mentalement malades.*

« C'est ainsi qu'on donne une réalité à cette « métaphore » : *il faut être fou pour s'en prendre aux tares de notre Etat ; il faut être fou pour dénoncer publiquement la violation de ses droits ; il faut être schizophrène pour agir au détriment de son bien-être personnel, mais conformément à ses convictions.*

« Sur le chemin qui le conduisait à l'hôpital psychiatrique spécial,

Léonide Pliouchtch a commencé son activité à 19 ans, en 1958, alors que, étudiant en mathématiques, il a entrepris, avec toute la passion et toute la conscience d'une nature de futur savant, d'étudier assidûment la philosophie, particulièrement les classiques du marxisme.

« Les suites de telles études n'étaient pas difficiles à prévoir : le marxiste Pliouchtch, qui n'était un politicien ni par nature, ni par profession, ressentit comme injustice personnelle la différence entre la théorie du socialisme et la pratique d'un Etat socialiste. Il agit avec la logique familière à un membre de l'intelligentsia russe qui, fût-il tolstoïen, populiste ou marxiste, va toujours jusqu'au bout sans reculer, ni devant son propre sacrifice, ni devant le sacrifice de la tranquillité de ses proches.

« L'Institut de cybernétique de l'Académie des sciences d'Ukraine, où travaillaient L. Pliouchtch et ses collègues qu'il avait tout naturellement informés de ses idées, se débarrassa de lui sans même qu'une pression particulière fût exercée d'en haut sur ses membres. Ce n'est pas seulement que Pliouchtch pensait de façon différente de la majorité de ses collègues ; mais en outre ses réflexions portaient sur d'autres sujets (voir la lettre à la Komsomolskaia Pravda *de Pliouchtch, diffusée dans le* Samizdat) (13). *C'est ainsi que se crée une situation paradoxale, mais caractéristique pour toute personne qui pense dans notre pays : le profond souci qu'éprouve un homme devant les problèmes moraux et culturels de notre société, le désir de concentrer la pensée sur ces problèmes, d'attirer l'attention sur ces réflexions, de soulever l'opinion publique ; tout cela conduit la société à tenter de se débarrasser du* « perturbateur », *de le retirer de son sein, avec l'espoir de préserver un faux-semblant de paix. De l'autre côté, un* « individualiste » *spontané qui ne pense qu'à son propre bien-être ou, comme il est admis maintenant d'appeler cela dans notre pays, à la* « progression de son niveau de vie », *est actuellement le type de gens le plus acceptable pour notre société.*

« L. Pliouchtch a été déclaré irresponsable parce que, et seulement parce que, en tant qu'individu, il est l'antithèse morale de l'homme de la rue, parce que et seulement parce que le sort des autres gens est plus important pour lui que son propre destin.

« Durant les années où Léonide Pliouchtch était considéré, par tous les représentants officiels de l'autorité, comme un « parasite », *un type asocial, un paria, un rebelle, il a créé un bon nombre d'œuvres profondes et variées, concernant l'esprit humain dans le monde moderne et ses processus moraux et historiques. Ses recherches concernent ce qui importe vraiment : la signification de la vie. C'est pourquoi, dans ses œuvres, il étudie des thèmes intéressants, complexes et variés, tels que : le christianisme et la théomachie dans la poésie de Chevtchenko ; Tolstoï et le tolstoïsme à l'époque de la révolution scientifique ; Dostoïevski et Marx ; les œuvres de troisième ordre de divers écrivains soviétiques, en tant que symptômes alarmants de pathologie sociale.*

« Des œuvres qui ne sont pas accessibles à l'humanité et ne sont pas devenues un fait de littérature, on peut déclarer avec une égale facilité qu'elles sont le produit d'une « graphomanie » *indisciplinée ou d'une* « conscience créatrice hautement développée ».

---

(13) C'est cette lettre que nous reproduisons ci-dessous d'après *Samizdat I*, sous le titre : *Les Thermidoriens et l'affaire Guinzbourg-Galanskov.*

« Et pourtant toutes ces œuvres, aussi bien que leur auteur, ont reçu la plus haute distinction : ils ont été caractérisés comme dangereux ! Ces œuvres sont maintenant recherchées, confisquées, détruites peut-être. Le brillant cerveau humain qui les a créées est maintenant confronté avec un destin encore plus terrible : comprendre, voir et ressentir que sa capacité même de penser et de créer est en voie de destruction.

« Que peut-on faire pour sauver cette personnalité exceptionnelle ?

« La question est posée devant nous aujourd'hui. Demain il sera trop tard.

« Le Groupe d'action, qui a joint à sa propre lettre une lettre émanant d'amis de Pliouchtch, se déclare en plein accord avec le contenu de cette dernière, et soutient l'appel qu'elle contient :

« "Nous appelons les gens honnêtes à agir avec nous afin d'obtenir pour Léonide Pliouchtch le droit de quitter l'U.R.S.S. Nous lançons cet appel au nom des droits de l'homme, de la liberté, de la personnalité et des enfants de L. Pliouchtch menacés de perdre leur père."

Signé : Le Groupe d'action pour la défense des droits de l'homme en U.R.S.S.

T. VELIKANOVA
S. KOVALEV
A. LAVOUT
G. PODIAPOLSKI
T. KHODOROVITCH. »

ANNEXE

Les thermidoriens et l'affaire Guinzbourg - Galanskov

Lettre à la KOMSOMOLSKAIA PRAVDA de Léonide PLIOUCHTCH

Nous reproduisons ce texte tel qu'il figure dans **Samizdat I**, pages 380 à 383, avec les notes figurant dans le livre.

J'ai devant moi votre journal du 18 janvier de cette année et la lettre de protestation de la mère d'Alexandre Guinzbourg contre l'article calomniateur, pour reprendre sa propre expression, contenu dans ce numéro. Combien de fois se retrouvent face à face la presse soumise à la censure, **« frétillant de la queue comme un chien »** (selon l'expression de Marx), et le Samizdat qui échappe à la censure ! Cela pose un problème : qui croire ? Il est difficile de vérifier directement. Comment avoir accès aux documents du procès de Guinzbourg et Galanskov ? Il ne reste qu'une chose à faire, procéder par vérifications indirectes. Je vais tenter de vous expliquer pourquoi, dans ce cas précis, je ne crois pas à la version officielle.

Premier argument

Depuis très longtemps, notre presse n'inspire aucune confiance. On a vu se succéder les articles tapageurs et ronflants sur les **« ennemis du peuple »** et les modestes petits articles sur les **« héros de la révolution et de la guerre civile injustement frappés » ;** les roulements de tambour sur l'épanouissement du village et le rappel craintif des millions de paysans **volontairement** affamés pendant les années trente en Ukraine (c'est ainsi, en tout cas, que le héros de la révolution et de la guerre civile, l'amiral Fiodor Raskolnikov, apprécie ces événements) (1) ; les **« portraits »** de **« l'agent de la Gestapo »** I. B. Tito (2) et les excuses furtives à l'adresse du parti communiste yougoslave ; les persécutions contre Pasternak, qui ont hâté sa mort ; le déchaînement insensé au moment de la croisade contre la culture, en 1963 (3) ; l'encensement de **« notre cher »** N.S. Khrouchtchev, favori du jour, et les piqûres d'épingles empoisonnées, sous forme d'allusions au volontarisme, à l'inculture, etc. (4) ; les mensonges contre **« l'antisémite Siniavski »,** qui aurait pris en haine jusqu'à Tchekhov (j'ai lu **Les graphomanes** et me suis **personnellement** convaincu du caractère mensonger des attaques portées contre l'auteur) ; les puantes falsifications de la revue **Peretz** à l'encontre d'un des meilleurs critiques ukrainiens, Dzioub (5). Notre presse, même quand elle exprime des pensées justes, le fait d'une façon tellement indigne qu'elle discrédite ces idées mêmes (par exemple la **« polémique unilatérale »** avec Steinbeck). C'est à flot que coulent les mensonges dévoilés ou non de notre presse ; les tyrans et les larbins sont encensés et nos meilleurs représentants couverts de boue, l'histoire est falsifiée (par exemple B. Khmelnitski (6) s'est **« miraculeusement »** transformé de traître au peuple ukrainien — voir l'édition d'avant guerre de la **Grande Encyclopédie soviétique** — en héros de ce même peuple), etc. Ce flot de mensonges, qui a pris sa source à la fin des

---

(1) Voir sa lettre reproduite dans le premier chapitre de ce volume, pp. 92-101.

(2) Entre 1948, date de l'exclusion du P.C. yougoslave du Bureau d'information des partis communistes (**Kominform**), et 1953, la presse stalinienne regorgea de portraits de Tito en Gœbbels assoiffé de sang, bardé de croix gammées, de grenades, de pistolets, entouré de rats visqueux et de vipères lubriques, etc. L'un des fournisseurs de **l'Humanité** pour ces dessins infâmes était Mittelberg, devenu, sous le nom de Tim, un fournisseur de propagande sioniste. Peu de temps avant d'être exclu du P.C.F. et de passer au gaullisme, P. Hervé publiait en 1952, dans **La nouvelle critique,** une série d'articles intitulée **De Trotsky à Tito** faisant de ces derniers des membres de la Gestapo, etc. En mai 1955, Khrouchtchev et Boulganine descendaient d'avion à Belgrade pour donner l'accolade à ce dernier,

(3) Allusion au déchaînement de Khrouchtchev contre les écrivains et les peintres abstraits en 1963.

(4) Après la chute de Khrouchtchev, ce furent les deux reproches qui lui furent publiquement adressés.

(5) **Peretz,** hebdomadaire satirique officiel ukrainien

(6) Bogdan Khmelnitski (1595-1567), ataman ukrainien, mena une longue lutte contre les Polonais. Grand faiseur de pogromes antisémites. Pendant la seconde guerre mondiale, Staline créa un **« Ordre de Bogdan Khmelnitski »** qu'il se plut à faire attribuer à des officiers juifs, qui, le plus souvent, le refusèrent.

années vingt, ne s'est jamais totalement tari. Même à l'époque du dégel, du XX^e au XXI^e congrès ou un peu plus, quand Khrouchtchev faisait de l'équilibre avec des demi-vérités.

A ce flot s'oppose le Samizdat.

Est-on fondé de croire la lettre de la mère de Guinzbourg (7), l'**Adresse à l'opinion publique mondiale** de L. Bogoraz et P. Litvinov (8), l'**Adresse aux représentants de la science, de la culture et de l'art** (9) de Gabaï, Kim et Iakir (Iakir est le fils du célèbre commandant d'armée torturé dans les geôles staliniennes et calomnié par cette même presse) ?

A mon sens, oui.

Ou bien sont-ils eux aussi **« insuffisamment informés »** et **« induits en erreur par la propagande bourgeoise » ?** Ou achetés par le N.T.S., le T.S.R.O.U. (10), la B.B.C. et la **Voix de l'Amérique ?** J'espère que vous n'en viendrez pas à de telles absurdités.

S'ils mentaient, le K.G.B. et ses filiales monteraient contre eux, avec le plus grand plaisir, un procès pour calomnies, il n'y aurait même pas besoin pour cela d'avoir recours à des lois exceptionnelles, comme le tristement célèbre article 190 du Code pénal de la R.S.F.S.R. Et puis, on n'achète pas le courage.

Deuxième argument

Si le procès de Guinzbourg et de ses amis avait été régulier, on n'aurait pas craint de le rendre public. Ovtcharenko déclare (11), il est vrai, que des **« représentants des entreprises et des organisations auxquelles les accusés avaient eu affaire à divers moments »** assistaient au procès. Mais Litvinov et Iakir affirment qu'ils ne s'agissait là que d'une claque. Je les crois, et non Ovtcharenko, car j'ai vu de mes propres yeux un procès analogue, celui des soi-disant **« nationalistes ukrainiens »**, en 1965 (12), et j'ai entendu les explications incroyablement stupides sur le caractère **« à la fois public et non public »** du procès fournies par les magistrats.

Si le procès avait été régulier, la **Komsomolskaïa Pravda** publierait la lettre de la mère de Guinzbourg ; et publiquement, en donnant les faits, les faits attestés par Iakir ou Litvinov (on n'osera pas réfuter des faits comme le procès-verbal de perquisition ou celui du jugement), elle démontrerait que l'auteur de la lettre a tort.

---

(7) **L'affaire Guinzbourg-Galanskov** (Editions du Seuil), pp. 115-116.
(8) Idem, pp. 83-85.
(9) Texte reproduit dans ce même chapitre.
(10) Le T.S.R.O.U. est sans doute une organisation d'émigrés ukrainiens. Sur le N.T.S., voir **L'affaire Guinzbourg-Galanskov,** pp. 21-26, et la note 11, p. 350.
(11) Dans son article reproduit dans **L'affaire Guinzbourg-Galanskov,** o.c., pp. 70-80.
(12) Il s'agit sans doute d'une erreur de date : 1965 pour 1966, année au cours de laquelle eurent lieu plusieurs procès à huis clos contre de prétendus **« nationalistes ukrainiens »**, Ivan Hel, Mychailo Horyn, Opanas Zalivacha, Mychailo Masiutko. Voir le chapitre VIII.

Mais — hélas ! — il est passé, le temps où les bolcheviks proclamaient fièrement : **« Nous n'avons pas peur de la vérité, car elle travaille pour nous. »** Leurs héritiers bâtards (les héritiers légitimes ont été exterminés dans les geôles staliniennes de Beria), les thermidoriens d'Octobre, ont peur de la vérité. Tout ce dont ils sont capables, c'est de trafiquer et de rogner des citations, arbitrairement amalgamées.

Mais, seule, la vérité pourrait convaincre l'opinion publique mondiale et celle de notre pays de la légalité et de l'impartialité du jugement. Il est passé, le temps où le naïf Feuchtwanger trouvait le moyen, en assistant au procès de Radek, Piatakov, Sokolnikov, etc., d'ajouter foi à cette comédie (il ne se l'est jamais pardonné) (13).

Troisième argument

La fausseté de l'article est visible même pour un œil que n'aurait pas instruit l'expérience du passé. Le journal affirme que Guinzbourg et Galanskov sont les **« agents à gages du N.T.S. »**, qu'ils ont trempé dans une sombre conspiration, comme il convient aux agents d'une organisation antisoviétique. Et ce même journal, dans ce même article, explique que leurs **« œuvres »** paraissaient à l'étranger **signées de leur nom.** Et la conspiration ? Est-ce croyable ? Quarante ans après Thermidor, ils auraient pu, au moins, apprendre à mentir !

Ovtcharenko ne s'est pas résolu à citer, parmi les noms des signataires de la **Lettre des quinze** à Litvinov et Bogoraz-Daniel **« ayant mordu à l'appât »** de la propagande bourgeoise, celui de Bertrand Russell, conscience personnifiée de l'Europe, d'Igor Stravinski, etc., mais n'a pas craint de falsifier la dernière déclaration de Iouri Galanskov, où il explique qu'il lui importe peu d'être connu.

Une fois seulement, semble-t-il, Ovtcharenko dit vrai : **« Ces noms ne disent absolument rien aux Soviétiques. »** De la même façon que, voici quelques années, le jeune lecteur ignorait le nom de Boulgakov et qu'il ignore encore celui d'Ivanovo-Pazoumnik et de bien d'autres. Je plains ceux qui ignorent que vit et écrit sur la terre russe le grand écrivain Soljenitsyne, auteur des romans **Le pavillon des cancéreux, Le premier cercle,** et des pièces **La bougie au vent, L'élan et l'aiguille de pin** (14). Je plains les signataires des lettres parues dans la **Komsomolskaïa Pravda** du 2 février de cette année (15). C'est qu'ils

(13) Cet écrivain juif allemand accepta de publier sous son nom un livre intitulé **Moscou 1937**, qui reprenait intégralement la version stalinienne des procès de Moscou. Feuchtwanger n'était nullement « naïf ». En contrepartie, Staline lui fit promettre la réédition en U.R.S.S. de ses œuvres complètes AVEC LES DROITS D'AUTEUR PAYES EN DOLLARS ! Il faut lire, à ce propos, les pages que consacre à cet épisode Elsa Poretski, la veuve d'Ignace Reiss, dans **Les nôtres** (Denoël, 1968), pp. 195-196.

(14) Voir la lettre de Lydia Tchoukovskaia **La responsabilité de l'écrivain** publiée dans le présent volume, pp. 221-230.

(15) Lettres soutenant le verdict et dénonçant Guinzbourg et Galanskov.

n'ont rien compris. Peut-être auront-ils honte plus tard, comme ont honte aujourd'hui ceux qui ont suivi la foule et exigé **« avec indignation »** l'exécution des compagnons de Lénine. C'est qu'ils ne sont pas tous des Cent-Noirs (16) ; plutôt les descendants de cette vieille qui vint apporter son fagot au bûcher de Jean Huss (17). Dieu fasse qu'ils soient guéris de cette **« sainte simplicité »** ! Il n'y aura plus alors de bûchers...

Je plains ceux qui ne savent pas et ne veulent pas savoir ce qui s'est passé et ce qui se passe dans leur pays. Raskolnikov écrivait, dans sa lettre à Staline, que le peuple le jugerait pour tout ce qu'il avait fait avec notre révolution. J'espère que viendra le temps où Staline et ses laquais seront jugés selon les lois de notre pays, sans qu'il soit besoin de fouler ces dernières aux pieds. Comme tous les falsificateurs, on vous jugera, rédacteurs de la **Komsomolskaïa Pravda,** selon les lois de l'honneur. Selon ces lois, comme laquais et faux témoins de notre temps, vous avez déjà mérité le mépris de tous les gens honnêtes.

Leonide PLIOUCHTCH,
mathématicien, ingénieur,
Kiev.

P.-S. — Pour éviter toute calomnie du journal, j'envoie copie de cette lettre à des personnes de confiance.

---

(16) **Cent-Noirs** : voir plus haut, page 250, note 11.

(17) On raconte que, alors que le bûcher où les autorités allaient faire brûler le réformateur tchèque Jean Huss venait d'être préparé, une vieille femme (du peuple) vint y ajouter son petit fagot personnel...



Lettres à la Vérité

Théorie marxiste et construction du parti révolutionnaire

Militant de l'O.C.I. depuis plusieurs années, j'écris aujourd'hui à la rédaction de *la Vérité* à propos d'un point de vue que j'ai développé pendant longtemps : à savoir que, pour un militant qui veut construire le parti révolutionnaire, reconstruire la Quatrième Internationale, c'est une perte de temps de lire, d'apprendre la théorie marxiste, dans la mesure où la situation politique exige de construire rapidement le parti qui manque à la classe ouvrière pour remplir sa mission historique.

Je pensais que tout pouvait se régler uniquement par rapport aux mots d'ordre élaborés par la direction de mon organisation, qu'il s'agissait pour moi seulement de les populariser, de les défendre dans mon intervention militante.

*
**

Si mon point de vue s'est modifié, cela tient à deux raisons :

1°) J'ai assisté à une série d'exposés théoriques qui devaient nous armer pour recruter à l'O.C.I. de nouveaux militants autour de nous. Dans ces réunions, j'ai appris bien des choses dont j'ignorais jusqu'alors l'existence : aspects fondamentaux de la question de l'Etat, des bases économiques du marxisme, histoire et leçons du mouvement ouvrier international, etc.

Mais, là encore, mon point de vue me faisait simplement constater que j'étais ignorant ; je voyais encore mal comment lier ce que je venais d'apprendre théoriquement à ma pratique militante. Je pensais encore que c'était là connaître quelque chose en plus, que c'était de la « *culture politique* ».

2°) Un événement dans la lutte des classes a été décisif quant à la modification radicale de ce point de vue : c'est ce qui se passe au Chili. Non pas que j'aie été surpris des événements du Chili : notre journal *Informations ouvrières* avait bien démontré avant le coup d'Etat que la politique de l'Unité populaire devait mener à la catastrophe. Mais la difficulté que j'ai eue à répondre aux militants du P.C. et de la C.G.T. de mon entreprise m'a amené à reconsidérer le rôle de la théorie dans l'intervention. Je leur expliquais bien que la politique d'Al-

lende avait permis l'armement de la réaction pour la seule raison qu'il avait refusé de rompre ses liens avec la bourgeoisie. Mais pourquoi fallait-il rompre ces liens ?

Les camarades de mon entreprise me répondaient invariablement dans la discussion : Allende et le P.C. chilien se sont trompés ; ils ont fait des erreurs ; ils n'avaient que 36 % des voix aux élections législatives ; il ne fallait pas effrayer les classes moyennes.

Je pouvais toujours leur répondre par quelques formules choc : on ne marie pas l'eau avec le feu..., etc. Je n'avançais pas d'un pouce dans la discussion avec eux ; or je sentais qu'ils étaient ébranlés par les événements du Chili. Là me manquait quelque chose pour aller jusqu'au bout avec eux : c'était ma capacité à leur expliquer ce que Lénine avait trouvé nécessaire d'écrire dans *L'Etat et la révolution :* le rôle de l'Etat bourgeois comme moyen de coercition d'une classe contre une autre, sa non-neutralité dans la lutte entre les classes.

La théorie de l'Etat m'a permis de leur apporter une réponse complète et de situer le débat sur un terrain où il est possible de combattre les illusions répandues par tous ceux qui y trouvent un intérêt. La discussion avec ces camarades se poursuit sous un tout autre éclairage maintenant.

*
**

Deux conclusions s'imposent à partir de là :

a) La bourgeoisie et les appareils font tout pour que les militants ne retrouvent pas l'acquis théorique de décennies de lutte de classe, n'acquièrent pas la méthode d'analyse des événements politiques qui permet d'élaborer une politique ; par exemple, à propos du rôle de l'Etat, la bourgeoisie et les appareils expliquent que l'Etat est neutre : dans le conflit Lip, l'appareil stalinien a demandé l'arbitrage du gouvernement, et la bourgeoisie a envoyé M. Giraud, soi-disant neutre, pour mettre d'accord syndicats et patrons.

b) Il nous revient, à nous militants de l'O.C.I., par nos journaux, avec la Vérité, *de combattre sur le terrain théorique, pour conserver l'acquis du marxisme concentrant toute l'expérience de la lutte des classes.*

Il faut revenir sur le point de vue que je défendais, à savoir que la théorie représente une perte de temps (j'ai même combattu dans ma cellule un camarade qui demandait de laisser aux camarades du temps pour lire). Lire, se former théoriquement est une tâche militante comme toutes les autres, car, quels que soient le dévouement, la bonne volonté des militants, ils ne peuvent accomplir leurs tâches de construction du parti révolutionnaire qu'en comprenant, qu'en contrôlant ce qu'ils font, ce qui se passe, en étant capables d'apprécier le travail effectué par leur organisation et sa direction : c'est à cette condition que le centralisme démocratique peut jouer pleinement dans l'O.C.I.

Toute l'organisation doit élaborer ; toute l'organisation doit exécuter. La direction doit être l'expression de ce processus, et non, comme je l'ai pensé longtemps, être la tête, et les militants, les bras.

Il ne s'agit pas ici, dans cette lettre, d'une autocritique de jeune militant qui comprend tout à coup et se corrige ! Je suis convaincu que de nombreux camarades ont plus ou moins cette conception erronée ; mon but, ici, est de susciter la discussion sur ce sujet, d'y apporter ma contribution : la théorie n'est pas réservée à une élite intellectuelle dans le mouvement ouvrier. Malgré l'effort que cela demande, je me suis mis au travail.

N.

Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est

Adhésion et correspondance :

Alain CHALLIER - 48, rue Louise-Michel,
92 - LEVALLOIS-PERRET - Tél. : PER. 48-14.

Abonnements au Bulletin d'information du Comité :

Pour 1972 (au moins cinq numéros) : à partir de 10 F
(C.C.P. Alain CHALLIER, LA SOURCE 31.547-74)

TABLE DES MATIÈRES

Présentation 1

Le Chili et les problèmes de la révolution prolétarienne (Rapport de P. Lambert au nom du Comité central de l'O.C.I. au meeting du 21 septembre 1973 à la Mutualité) 5

Au Chili, l'Unité populaire a frayé la voie au fascisme Par Etienne Laurent 39

Dialogue entre le Kremlin et M. Maurice Druon, artiste .. 56

Une structure de paix en Indochine par Stéphane Just 56

Coexistence pacifique et procès de Moscou par J.-J. Marie 87

Annexe : tract distribué à Moscou en juin 1972 par le Comité des citoyens (extraits) 114

Poème écrit en 1970 par le gendre de P. Iakir 115

Pour la révision du procès Iakir-Krassine, des questions qui s'imposent 117

Des opposants communistes ukrainiens jugent les différentes tendances de l'opposition en U.R.S.S. 127

Les fondateurs du Groupe d'action pour les libertés démocratiques en U.R.S.S. 131

Annexe : Les thermidoriens et l'affaire Guinzbourg-Galanskov (lettre de Léonide Pliouchtch à la Komsomolskaia Pravda) 152

Lettre à " la Vérité ": Théorie marxiste et construction du parti révolutionnaire 157



Prix du numéro : 6 F